

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

---

**N°411**

---

JUIN 2019

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
des Ministères français des Affaires étrangères  
et de la Culture*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Maquette et mise en page : Şerefettin

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **ROJAVA: LA MENACE D'UNE INVASION TURQUE SEMBLE S'ÉLOIGNER POUR LE MOMENT**
- **ISTANBUL: DÉFAIT PAR L'OPPOSITION, LE POUVOIR PERD DE SON ARROGANCE**
- **TURQUIE: POURSUITE DE LA RÉPRESSION JUDICIAIRE ET DES OPÉRATIONS MILITAIRES**
- **ERBIL: INVESTITURE DU PRÉSIDENT ÉLU ET DÉSIGNATION D'UN NOUVEAU PREMIER MINISTRE**
- **BAGDAD: LE GOUVERNEMENT ENFIN (QUASIMENT) AU COMPLET**
- **IRAK: RÉSURGENCE DE DAECH DANS LES TERRITOIRES KURDES CONTESTÉS**
- **IRAN: SOUMIS AUX SANCTIONS AMÉRICAINES, LE RÉGIME DURCIT ENCORE SA RÉPRESSION**

---

### **ROJAVA : LA MENACE D'UNE INVASION TURQUE SEMBLE S'ÉLOIGNER POUR LE MOMENT**

**P**rès de trois mois après la prise le 23 mars dernier par les Forces démocratiques syriennes (FDS) du dernier village tenu par Daech dans l'Est syrien, Baghouz, il apparaît de plus en plus clairement que la lutte contre l'organisation djaha-

diste est loin d'être terminée. Ses cellules dormantes commettent attentat après attentat dans les villes et les zones supposément sécurisées, et au moins une partie des nombreux incendies des récoltes de blé se succédant en Syrie comme en Irak leur est imputable. Le 1<sup>er</sup> juin, deux

explosions à Raqqa, ensuite revendiquées par Daech, ont fait au moins 10 morts, un véhicule des FDS étant aussi victime d'une embuscade dans la région. Le 3, la sécurité de Manbij a annoncé l'arrestation d'un groupe de six personnes, dont deux femmes, soupçonnés d'être res-

ponsables d'au moins dix attaques dans les mois précédents, et qui en préparaient de nouvelles. Armes, munitions, explosifs, et même des lunettes infrarouges ont été saisis (*Kurdistan 24*). Mais cela n'a pas empêché une nouvelle explosion en ville le 6, où un civil a été blessé, puis le 8 à Hassaké, un attentat utilisant une moto piégée a fait deux blessés. Le 9, le démantèlement d'une autre cellule dormante a été annoncé dans un village de Deir Ezzor. Le 17, au moins sept civils, dont trois femmes et un enfant, ont été blessés à Qamishli dans un attentat-suicide près du siège de la Sécurité (*AFP*). Le 26, l'officier de liaison presse des FDS, Mustafa Bali, a annoncé l'arrestation dans deux raids différents près de Raqqa et Manbij de cinq djihadistes, et de quatre autres le 21 à Hassaké, dont l'important commandant «Abou Bachir» (*Kurdistan 24*).

Cependant, ce sont les nombreux incendies de récoltes de céréales qui ont marqué tout le mois, notamment en Djéziré, dans les régions de Qamishli et de Hassaké, et près de la frontière turque (*WKI*). Le 10, devant l'ampleur des dégâts et la menace d'incendie des puits de pétrole, le responsable des affaires agricoles de l'Administration autonome, Salman Barudo, a lancé un appel à la coalition pour aider à maîtriser les incendies à l'aide d'avions spéciaux. Daech a revendiqué une partie des incendies, mais des fermiers ont aussi évoqué des repréailles locales contre des anti- ou pro-Daech, des étincelles dues à la mauvaise qualité de l'essence, ou tout simplement des négligences aggravées par la chaleur. Le 15, après la mort d'au moins dix personnes qui tentaient d'éteindre les flammes, Barudo a estimé la surface détruite à près de 350.000 hectares, accusant le Régime de

Damas d'utiliser délibérément ces incendies pour «provoquer des troubles entre les habitants (...) et fragiliser l'Administration [autonome] kurde». Damas pourrait aussi chercher à détourner l'attention de son offensive imminente sur Idlib. À Qamishli, l'Administration autonome a accusé le régime, qui contrôle le quartier de l'aéroport, d'avoir refusé de dépêcher les voitures de pompiers qui y sont stationnées pour aider à éteindre les flammes.

De son côté, l'agence pro-Damas *Sana* accuse les Kurdes de provoquer ces incendies pour empêcher les agriculteurs de vendre leurs récoltes au gouvernement... C'est que, comme d'ailleurs pour le pétrole, régime et autorités kurdes sont en compétition pour le blé du Nord-Est syrien, grenier à blé du pays, et dont de plus la récolte est cette année excellente. Des deux côtés, après huit ans de guerre, un pain au prix abordable est la condition de la stabilité politique. Damas a augmenté son prix d'achat au kilo de 175 à 185 livres syriennes, l'Administration autonome de 150 à 160 livres. Le gouvernement conservant dans plusieurs villes tenues par les Kurdes une présence administrative, et notamment des centres d'achat de céréales, les agriculteurs peuvent y vendre leur récolte au régime. Après avoir d'abord interdit ces ventes, les autorités ont décidé en mai de les autoriser à condition que le blé demeure dans la région, afin que la population locale en reste la bénéficiaire (*AFP*). Blé comme pétrole constituent autant de moyens de pression dans les négociations qui se poursuivent (sans guère avancer) entre Damas et l'Administration autonome. À Deir Ezzor, les FDS surveillent l'Euphrate pour empêcher le pétrole de partir vers la rive Est, tenue par le régime, et le

4, un journaliste d'une chaîne pro-régime basé à Qamishli a été arrêté par les *Asayish* kurdes (Sécurité) après avoir filmé les incendies...

À Afrîn, les organisations de défense des droits de l'homme, dont *Amnesty International*, ont dénoncé l'augmentation des exactions subies par les civils de la part des djihadistes au service de la Turquie. Le 1<sup>er</sup> juin, *Voice of America* a relayé une information selon laquelle la semaine précédente, un jeune garçon de 10 ans atteint de trisomie avait été tué avec son père et son grand-père parce que la famille n'avait pas réussi à réunir les 10.000 \$ de rançon demandés par leurs kidnappeurs. À côté de ces activités de banditisme pur et simple, une répression brutale frappe tous ceux osant critiquer les nouveaux maîtres de la région (*VOA*). Le 2 juin, les Forces de libération d'Afrîn ont publié un communiqué donnant le bilan de plusieurs opérations menées contre les militaires turcs et leurs alliés djihadistes, dans lequel elles ont revendiqué la mort de deux soldats turcs à Sherawa, dont un sergent, et d'un djihadiste à Mare (*RojInfo*). Le 8, un nouveau communiqué a mentionné quatre opérations, (dont deux sont probablement celles précédemment mentionnées), le 5 et le 6 près de Sherawa, Jindires, Shera, et Azaz; notamment un véhicule des djihadistes a été détruit le 6 à Jindires; le bilan total s'établit à neuf djihadistes tués et cinq blessés (*AMN, Al-Masdar News*).

Le 11, le ministère turc de la Défense a annoncé avoir éliminé 10 combattants kurdes près de Tell Rifaat en repréailles de la mort d'un soldat turc le 9. La tension est montée en fin de mois entre les FDS et l'armée turque, alors que celle-ci accroissait sa présence dans la province de

Hatay, à l'ouest d'Afrîn. Le 26, selon l'OSDH, un soldat a été tué et cinq autres blessés au nord de la province d'Alep par des roquettes tirées par les Kurdes (*Le Figaro*). Le 28, dans un poste d'observation turc de la région d'Idlib, un autre soldat turc a été tué et plusieurs blessés par des tirs provenant de zones contrôlées par l'armée de Damas. Le ministère turc de la Défense a indiqué avoir riposté.

Cependant, après le choc initial provoqué par l'annonce-surprise du retrait des militaires américains par le président Donald Trump, la situation internationale de l'Administration autonome semble s'être quelque peu améliorée. Les alliés des États-Unis au sein de la coalition contre Daech, tout en refusant de remplacer au pied levé les troupes américaines au Rojava, ont, avec l'appui vraisemblable du Pentagone, exercé une pression diplomatique pour le maintien d'une présence américaine sur place, faisant de ce fait diminuer le risque d'une invasion turque – tout au moins dans l'immédiat.

Plusieurs délégations étrangères ont fait ce mois-ci le voyage du Rojava. Dès le 31 mai, est arrivée une délégation de l'Assemblée nationale française conduite par Mme Marielle de Sarnez, Présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Accompagnée de l'écrivain Patrick Franceschi et de Khaled Issa, représentant en France de l'Administration autonome, après avoir visité le cimetière des combattantes tombées à Kobanê, elle a déclaré être venue «exprimer [sa] reconnaissance à tout le monde dans cette région, en particulier aux combattants qui se sont battus contre la barbarie». Dans une rare unanimité, le président du groupe «La France insoumise» (opposition),

Jean-Luc Mélenchon, a salué cette mission le 26 juin en Commission des affaires étrangères. Tout en appelant au rétablissement de liens avec Damas et au respect de l'intégrité territoriale du pays, il a dénoncé le rôle régional de la Turquie et appelé à la participation des Kurdes aux conférences de reconstruction. Le 18, l'envoyé spécial américain pour la coalition anti-Daech a également dirigé une délégation au Rojava. Puis le 22 un représentant du ministère des Affaires étrangères australien, et le 23 un diplomate danois, sont venus à l'occasion du rapatriement d'enfants de djihadistes (*WKI*). Le 24, le gouvernement hollandais a annoncé étudier la demande des États-Unis de participer à la sécurité de la Région autonome, notamment en reprenant les missions de protection aérienne, arrêtées en janvier. Le 1<sup>er</sup> juin, le ministre allemand des Affaires étrangères avait déjà indiqué sa satisfaction au maintien au sol d'une présence américaine, et déclaré être prêt à participer à une protection aérienne (*Kurdistan 24*).

Après la défaite territoriale de Daech, l'Administration autonome a dû faire face à de nombreuses manifestations d'habitants arabes, majoritaires dans l'Est de son territoire. Pour tenter de faire baisser les tensions, elle avait déjà organisé le 3 mai près d'Ain Issa un forum auquel elle avait invité notamment des chefs tribaux arabes. Le 1<sup>er</sup> juin, Mazlum Kobane, le commandant en chef des FDS, a annoncé une importante restructuration de décentralisation militaire, avec l'établissement de conseils militaires locaux pour chaque ville (*Rûdaw*). Sur le plan politique, après le succès du Forum d'Ain Issa, le Conseil démocratique syrien (CDS) a relancé le dialogue avec la société, chefs tribaux et représentants des diffé-

rentes communautés, afin de tenter d'élargir son assise en intégrant de nouveaux membres, ce qui pourrait permettre d'élaborer ensemble «des formules de compromis pour la future Syrie».

La question des djihadistes incarcérés et de leur famille, femmes et enfants, est toujours un casse-tête pour les autorités de l'Administration autonome. Alors que selon l'ONU, 74.000 prisonniers, dont 30.000 Syriens, s'entassaient dans le camp de al-Hol, les rapatriements vers les pays occidentaux se font toujours au compte-gouttes. En contraste, le 27 mai, l'Ouzbékistan a annoncé le rapatriement de 156 de ses ressortissants, essentiellement des femmes et des enfants, remis la veille à une délégation consulaire de ce pays. Au total, plus de 300 Ouzbeks ont été rapatriés, ainsi que 231 Kazakhs, en majorité des enfants, et 84 Tadjiks, renvoyés d'Irak en mai. Le 2 juin, un responsable kurde a annoncé que quelque 800 femmes et enfants syriens allaient être libérés pour rejoindre leurs familles à Raqqa ou Tabqa. L'opération a été organisée suite à des demandes de chefs tribaux ou de notables locaux, et concerne aussi bien des civils ayant fui les combats que des proches de djihadistes, dont le comportement sera alors surveillé. Une première opération de ce type avait permis en mars dernier la libération de quelque 300 personnes. Le 3, alors que commençaient ces libérations, cinq orphelins étaient remis à une délégation norvégienne. Le 5, ce sont deux Américaines et six enfants qui sont partis vers les États-Unis. Le 10, douze enfants français sont arrivés à Paris dans un avion militaire spécialement affrété, qui a également ramené deux enfants néerlandais (*AFP*). Selon le ministère français des Affaires étrangères, il y a dans les camps

du Nord-Est syrien 400 à 500 ressortissants français, dont une grande majorité d'enfants. Après un premier rapatriement de cinq enfants en mars, Paris n'exclut pas une troisième opération du même type, réclamée par les familles qui dénoncent les conditions sanitaires déplorables des camps. *Médecins sans frontières* a fin mai qualifié celles d'al-Hol

de «critiques». Autre inquiétude des familles, la dictature exercée dans les camps par les femmes les plus radicalisées, qui n'hésitent pas à agresser ou à incendier les tentes des «mécréantes».

Le 13, la Belgique a annoncé le rapatriement de 6 enfants et adolescents, tous orphelins, après la signature d'un accord avec les

autorités du Kurdistan d'Irak permettant leur transit par Erbil par l'entremise de l'association humanitaire belge *Child Focus* et du Délégué général aux droits de l'enfant.

Enfin, la polémique suscitée par la condamnation à mort en mai de onze français transférés en Irak se poursuit.

---

## ISTANBUL: DÉFAIT PAR L'OPPOSITION, LE POUVOIR PERD DE SON ARROGANCE

**L**e verdict est sans appel: rejetant l'annulation arbitraire du résultat des municipales d'Istanbul, les électeurs ont confirmé leur choix du candidat CHP, Ekrem Imamoğlu, cette fois non plus avec 0,16% d'avance sur Binali Yıldırım, son rival de l'AKP, mais bien 9,22%... La situation économique a certainement pesé, les statistiques officielles elles-mêmes montrant une augmentation du chômage et une récession de 2,6% depuis janvier (10,9% dans le domaine de la construction). Les autorités en sont venues à inculper les journalistes écrivant sur l'économie du pays! Mais il semble bien que ce soit le vote kurde qui ait été décisif. Le parti «pro-kurde» HDP avait obtenu à Istanbul 12,5% des suffrages aux élections de 2015 et 2018. De plus, selon les analystes, entre mars et juin 2019, près d'un demi-million d'électeurs kurdes conservateurs votant habituellement pour l'AKP auraient décidé de voter pour le candidat du CHP pour sanctionner la politique anti-kurde d'Erdoğan.

Anticipant un résultat défavorable, le pouvoir avait pourtant tout tenté. Après son «hyper-présence» lors du round précédent, le Président turc s'était tenu en retrait afin de redonner un aspect plus local à l'élection.

Cependant, les vieilles méthodes d'intimidation et de partialité ne pouvaient être abandonnées aussi facilement: le 30 mai, une tente du CHP avait été attaquée deux fois de suite, un jeune soutien de ce parti passé à tabac et les banderoles électorales arrachées, puis la tente renversée une heure plus tard. Le 6, alors qu'Imamoğlu se rendait à Ordu pour un meeting, le gouverneur l'avait empêché d'accéder au salon VIP de l'aéroport, puis menacé d'intervenir si son meeting se prolongeait trop... La calomnie a aussi été utilisée: originaire de la province pontique de Trabzon, Imamoğlu a été accusé d'être secrètement grec. Mais cet effort pour le discréditer s'est retourné contre l'AKP en provoquant la colère des habitants de la province (*Al-Monitor*). Par ailleurs, comme lors du premier vote, Imamoğlu a bénéficié de soutiens, directs et indirects: de nombreux partis d'opposition, dont le HDP «pro-kurde», n'ont de nouveau pas présenté de candidats, et le nouveau maire HDP de Diyarbakir, Adnan Selcuk Mizrakli, a appelé explicitement dès le 4 à un «vote kurde anti-AKP». Les efforts de Binali Yıldırım pour se concilier les Kurdes en tenant meeting le 6 à Diyarbakir et en y utilisant le mot «Kurdistan» n'ont guère paru crédibles. Le coprésident du HDP, Sezai Temelli, a rétor-

qué: «Quand nos amis prononcent une ou deux phrases en kurde au parlement, vous insultez [cette langue] comme «langue inconnue», mais juste pour quelques votes et votre sale business, vous prononcez le mot «Kurdistan» et parlez kurde comme si de rien n'était, [alors qu'au même moment, vous faites enlever] les affichages en kurde à Tatvan et Bitlis!». Temelli a ensuite appelé à l'éducation en langue maternelle pour tous. De son côté, la coprésidente Pervin Buldan, rappelant le limogeage de plusieurs élus HDP, a appelé à chasser les «voleurs de votes». Le 17, après le débat télévisé entre les deux candidats, au cours duquel Yıldırım a promis de «nettoyer» l'Est de l'Euphrate en Syrie, le vice-président du groupe parlementaire HDP, Saruhan Oluç, lui rappelant qu'il était candidat... à la mairie d'Istanbul, lui a demandé ironiquement s'il le ferait avec la police municipale... Enfin, depuis sa cellule, l'ex-coprésident du HDP, Selahattin Demirtaş, a appelé à soutenir Imamoğlu pour faire barrage à «l'inimitié, la polarisation croissante de la société, la revanche, la haine, la rancune»... (*Bianet*).

L'agence pro-pouvoir *Anatolie* a eu beau publier opportunément, deux jours avant le vote, une lettre du leader kurde emprisonné

Abdullah Öcalan dans laquelle celui-ci prônait la «neutralité», les électeurs kurdes d'Istanbul ne se sont pas laissés impressionner: si les paroles d'Öcalan sont si importantes, a remarqué le juriste Kerem Altıparmak, pourquoi alors l'avoir maintenu à l'isolement pendant huit ans? Öcalan a d'ailleurs indiqué que la décision en la matière serait celle du HDP... On a aussi ironisé sur le

fait que reprendre les paroles d'Öcalan n'était plus maintenant passible d'emprisonnement.

Après l'annonce du résultat, célébré par des centaines de Kurdes dans les rues de la ville, Temelli et le député Garo Paylan ont tous deux déclaré qu'il constituait un message de paix, de démocratie et de pluralisme (*WKI*). Reprenant justement les

termes de la lettre d'Öcalan, Temelli a appelé à «[r]ouvrir les voies fermées, à parler entre nous», à une nouvelle tentative de solution négociée à la question kurde, avec une constitution basée sur l'égalité entre tous les citoyens du pays: «Réduire les déclarations de M. Öcalan à une opinion sur une élection, c'est ne pas [les] comprendre», a-t-il conclu.

---

## TURQUIE: POURSUITE DE LA RÉPRESSION JUDICIAIRE ET DES OPÉRATIONS MILITAIRES

Si l'AKP a perdu quelque peu de son arrogance après cet échec, la répression n'a connu aucune pause. Le pouvoir a tenté d'empêcher plusieurs marches LGBTI traditionnellement organisées à cette période dans tout le pays. Le 18, le gouverneur d'Istanbul a interdit un rassemblement place Taksim, puis quand les organisateurs ont répondu accepter de tenir la réunion en un autre lieu, il a également refusé... Les défilés prévus à Izmir et Antalya entre le 17 et le 23 ont également été interdits le 14 pour «la protection de la moralité publique», avant qu'un tribunal ne suspende les interdictions le 19. De quoi rendre furieux le pouvoir, le comité d'organisation de la manifestation d'Istanbul a annoncé que le thème serait cette année... l'économie («*Ekonomi Ne Ayol?*», «L'économie c'est quoi?»). Le 26, alors que le gouverneur de Mersin interdisait à son tour les défilés LGBT dans sa province, le député CHP Sezgin Tanrikulu portait à l'agenda du parlement les discriminations anti-LGBT. Après Izmir, Antalya et Mersin, l'événement a été interdit le 28 à Gaziantep, dans un contexte de violences anti-LGBT encouragées par des policiers en civil (*Bianet*).

Parallèlement, la machine judi-

ciaire a continué à tourner à plein régime. Ironisant sur la publication de la «Stratégie de réforme judiciaire» de M. Erdoğan, l'avocate et coprésidente de l'İHD (Association des droits de l'homme) Eren Keskin a déclaré le 31 mai: «On parle de "tolérance zéro" pour la torture, mais aujourd'hui nous avons rencontré une détenue enceinte de cinq mois qui a été dénudée et torturée». Keskin a ajouté que c'était la pire période qu'elle ait connue au cours de ses trente ans de lutte pour les droits de l'homme...

Le mois a été dominé par les procès contre les «Universitaires pour la paix» (*Academics for Peace*), signataires d'une pétition contre les violences des forces de sécurité dans les villes kurdes du pays qui avait enragé M. Erdoğan en 2016. Les arrestations et condamnations ont également concerné journalistes et acteurs de la société civile, notamment dans le milieu culturel kurde. En quelques rares bonnes nouvelles, on compte aussi quelques acquittements ou libérations conditionnelles...

Le mathématicien Tuna Altınel, signataire de la pétition incriminée, a été de plus inculpé de «propagande pour une organisation terroriste» à la demande du consulat turc à Lyon, pour avoir

servi d'interprète à l'ancien député HDP Faysal Yıldız durant son intervention consacrée aux «Morts des caves de Cizre»: au moment de la levée du couvre-feu imposé sur cette ville kurde entre décembre 2015 et mars 2016, on avait découvert dans les ruines de trois immeubles les corps de 177 civils, dont 25 enfants, qui s'étaient réfugiés dans les caves suite aux tirs d'artillerie des blindés turcs. L'état des corps était tel qu'il avait fallu enterrer 74 personnes sans pouvoir les identifier... Füsün Üstel, professeure de Sciences politiques à l'université franco-turque de Galatasaray (Istanbul) a été arrêtée pour avoir participé à la même réunion (*Le Figaro*). Le 20, des étudiants de Galatasaray, dont est issu Altınel, ont lancé une pétition pour le soutenir (*Bianet*).

Le 12, les procès de treize universitaires inculpés de propagande terroriste pour avoir signé la même pétition se sont poursuivis dans quatre tribunaux différents d'Istanbul. Ils ont été condamnés à des peines allant d'un an et trois mois à deux ans et six mois. Certaines des peines de moins de deux ans ont été suspendues: si l'inculpé ne commet aucun autre délit dans les cinq ans, il ne sera pas emprisonné. Le 17, la chercheuse Ayşe Gül Altınay, co-

auteure avec Fetihe Çetin du *Livre des petits-enfants (Torunlar)*, a vu confirmée sa peine de 25 mois d'emprisonnement pour avoir «assisté sciemment et volontairement une organisation terroriste comme non-membre».

Concernant les poursuites contre des journalistes, Nurcan Baysal, arrêtée le 3 pour «appartenance à une organisation terroriste» pour avoir assisté à une réunion du Congrès pour une société démocratique (DTK) à Diyarbakir en 2012, a été relâchée. Déjà détenue en 2018 pour ses critiques de l'opération «Rameau d'Olivier» contre Afrîn, Baysal est également co-fondatrice du DISA (*Diyarbakır Institute for Political and Social Research*). Elle était surtout visée pour avoir passé en 2016 des mois dans les villages bombardés par les forces de sécurité pour aider les familles et recueillir des témoignages de violations des droits de l'homme. Le 13, le journaliste Yavuz Selim Demirağ, attaqué devant son domicile le 10 mai, a été au terme d'un procès fabriqué, emprisonné pour 11 mois pour «insulte au Premier ministre» en 2010... M. Erdoğan. Le 28, cinq collaborateurs du journal d'Istanbul *Özgürlükçü Demokrasi*, successeur de *Özgür Gündem*, dont son directeur de publication et l'imprimeur, ont été condamnés au total à 15 ans d'emprisonnement. Le même jour, la Cour constitutionnelle, après deux ans d'instruction, a accordé à l'ancien reporter du journal allemand *Die Welt* en Turquie, Deniz Yücel, une indemnité de 25.000 livres turques pour la violation de ses droits lors de son arrestation pour «propagande terroriste». Relâché, Yücel est maintenant en Allemagne...

Le 10, la jeune toulousaine franco-turque Ebru Firat, arrêtée en

septembre 2016 pour appartenance au PKK après être venue combattre Daech au Rojava et condamnée à cinq ans de prison, a été placée en liberté conditionnelle pour bonne conduite. Elle doit cependant encore demeurer un an et trois mois à Diyarbakir et se rendre chaque semaine au commissariat (*AFP*).

Le 19, le site *Bianet* a annoncé le lancement par le procureur d'Istanbul d'une enquête contre la maison d'édition *Avesta* et son responsable Abdullah Keskin pour des messages sur les réseaux sociaux. *Avesta* a publié plus de 600 livres, en turc et en kurde, dont treize ont été interdits en 2018. Ses locaux ont déjà été la cible d'un incendie en 2016... Parmi les preuves à charge, un «post» contenant le mot «Kurdistan», qui n'est autre que l'annonce légale publiée sur le site web d'*Avesta* de l'interdiction du livre *Histoire du Kurdistan!* Le même jour, douze membres du HDP ont été arrêtés à Izmir.

Le 25 juin, a aussi pris place l'audience pour «appartenance à une organisation terroriste» de 18 avocats membres de deux cabinets juridiques différents. Arrêtés en septembre 2017, relaxés dans un premier procès en septembre 2018, six d'entre eux avaient été arrêtés de nouveau le même jour, après un changement opportun de magistrats. Ils risquent maintenant tous collectivement 159 ans, un mois et 30 jours de prison pour «appartenance à une organisation terroriste armée»...

Le 28, quinze étudiants de l'Université de Kocaeli inculpés pour avoir tenté de fêter *Newrouz* dans leur université en 2016, ont finalement été acquittés de l'accusation de «participation à une protestation illégale et refus de dispersion». Le même

jour, Hasan Birlik est apparu devant un tribunal avec neuf autres prévenus pour «propagande terroriste». Leur crime: avoir assisté aux obsèques du fils d'Hasan, Hacı Lokman Birlik, tué à Şırnak en 2015 dans des combats avec l'armée turque. Ayant selon le rapport d'autopsie reçu 28 balles, le corps du jeune homme avait ensuite été traîné au travers de toute la ville par un véhicule blindé, et des photos prises par des officiers turcs diffusées sur internet... Aucun des auteurs de ces scandaleuses exactions n'a jamais été inquiété. La prochaine audience a été fixée à novembre (*Ahval*).

Autre scandale, celui des tortures infligées aux 54 civils incarcérés à Halfeti (Urfa) depuis le 18 mai. Le 3 juin, le Barreau d'Urfa a publié un rapport confirmant des sévices sexuels. 51 témoignages de personnes âgées de 13 à 75 ans font état de tortures dont usage de décharges électriques, menottage dans le dos et, contre plusieurs femmes, sévices sexuels et menaces de viol. Ces pratiques contreviennent à tous les articles de la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe, dont la Turquie est signataire...

La lutte autour de la mise en eau de la retenue du barrage d'Ilisu, planifiée au 10 juin, s'est poursuivie. Ce remplissage provoquerait le déplacement de 78.000 personnes et noierait la cité antique et médiévale d'Hasankeyf, des centaines de villages kurdes, et les milliers de grottes néolithiques. Avec ce barrage, l'État fait d'une pierre deux coups: il poursuit sa politique d'un siècle de destruction du patrimoine kurde, et se donne les moyens de couper l'eau du Tigre à l'Irak voisin, comme il peut déjà le faire à la Syrie avec l'Euphrate... Depuis 20 ans de constestation du projet, les pro-



testations ont largement dépassé les frontières: le journal britannique de gauche *The Canary* a annoncé le 6 juin une manifestation devant l'ambassade turque à Londres. Les opposants au projet, qui tentent d'obtenir l'organisation d'une consultation des habitants de la région, ont repris espoir lorsque le bruit a couru que le remplissage était retardé. Mais le 12, la police est intervenue pour empêcher l'assemblée des jeunes du HDP de Batman de tenir une conférence de presse sur le barrage. Selon l'agence *Mezopotamya*, le groupe a trouvé à son arrivée le centre et le bazar d'Hasankeyf bloqués par la police et la gendarmerie, qui ont aussi, sur ordre du gouverneur, empêché la lecture de la déclaration devant le bureau local du HDP. 32 jeunes et la journaliste Sonya Bayık ont été violemment interpellés, puis molestés dans les fourgonnettes de police, avant d'être relâchés le lendemain après un contrôle d'identité (*Bianet*). D'autres protestations sont planifiées pour le 14 juillet (*WKI*).

Enfin, concernant l'affaire des manifestations de Gezi Park à Istanbul, l'organisation de défense des droits de l'homme *Human Rights Watch (HRW)* et *Amnesty international* Turquie ont demandé respectivement le 19 et le 21 l'abandon des charges contre Osman Kavala et Yiğit Aksakoğlu et leur libération, arguant que leur dossier est vide. Seize personnes sont dans cette affaire accusées de «tentative de renversement du gouvernement» pour «organisation et financement» des manifestations de 2013 au parc Gezi. Osman Kavala, qui risque la prison à vie, est emprisonné depuis 19 mois, et son co-accusé depuis sept mois. À l'audience, le 24, Mücella Yapıcı, membre de la Chambre des architectes d'Istanbul, a déclaré dans sa

défense: «On nous accuse d'avoir créé l'impression qu'il y avait eu des violences à Gezi. Est-ce que ceux qui ont perdu la vie ou leurs yeux à Gezi les ont perdus à cause d'une "impression"?»... Le tribunal a décidé du maintien en détention de Kavala et de la libération conditionnelle d'Aksakoğlu. La prochaine audience est fixée au 18 juillet.

Cette affaire commence à avoir un retentissement international: sept organisations de la société civile allemande ont également demandé dans un communiqué conjoint le classement de l'affaire et la libération immédiate des accusés. Parmi elles, *Amnesty international* Allemagne, l'Union des journalistes allemands, le PEN Club, l'Union des éditeurs et *Reporters sans frontières*. À l'audience, étaient aussi présents les consuls allemand, suédois, néerlandais et français, des représentants des consulats de Norvège et des États-Unis, la vice-présidente du *Bundestag*, et des membres de la délégation de l'Union européenne en Turquie... (*Bianet*)

L'«Affaire Kavala» n'a certainement pas amélioré la réputation internationale de la Turquie, déjà bien mise à mal par ailleurs. Ainsi le 29 mai l'Union Européenne a publié pour la période mars 2018 – mars 2019 un rapport d'étape extrêmement négatif. Le Commissaire aux négociations d'élargissement, Johannes Hahn, a souligné qu'en plus des violations des droits de l'homme, le pays avait connu un sévère recul en termes démocratiques, économiques et de libre marché. Le rapport mentionne notamment qu'une partie des dispositions de l'État d'urgence ont simplement été transférées dans le droit commun... Le rapport note aussi que l'espace de la société civile s'est encore réduit, et que «de nombreux défenseurs

des droits de l'homme, militants de la société civile, médias, universitaires, politiciens, médecins, avocats, juges et [...] LGBTI sont toujours détenus, parfois sans inculpation, et font l'objet de campagnes de diffamation par les médias et les responsables politiques»... Ces termes ont évidemment été récusés par le ministère turc des Affaires étrangères, selon lequel «les critiques du fonctionnement du système judiciaire sont inacceptables», «injustes et disproportionnées», et le rapport «partial» et rédigé d'un «point de vue populiste»...

Probablement dans une tentative d'apaiser les relations avec les États-Unis, l'employé turco-américain de la NASA Serkan Gölge, condamné à sept ans et six mois de prison pour gülenisme, a été remis en liberté conditionnelle le 31 mai. Toujours interdit de sortie du territoire, il doit cependant se présenter régulièrement au commissariat. Donald Trump a significativement remercié son homologue turc d'avoir libéré cet «otage» (!). Mais le Pentagone n'a aucunement fléchi dans son opposition à l'achat par la Turquie du système antiaérien russe S-400; le 4 juin, le Secrétaire à la Défense Patrick Shanahan a averti par courrier son homologue turc: si la Turquie persiste, elle sera exclue du programme de fabrication de l'avion de chasse F-35, dans lequel la Turquie a investi un milliard de dollars. L'ultimatum expire le 31 juillet. Aux États-Unis, les pilotes turcs en entraînement ont d'ores et déjà été interdits d'accès à l'appareil... Juste avant le «G20» à Osaka, où les deux présidents doivent se rencontrer, la justice turque a décidé de relâcher également Nazmi Mete Cantürk, cet employé turc du consulat américain à Istanbul placé en résidence surveillée (aussi pour gülenisme...). Pour le Pentagone, l'utilisation simultanée du système

russe et de l'avion américain ferait courir un «risque inacceptable» à la défense américaine en permettant aux Russes d'obtenir au travers de leurs radars des informations sensibles sur le F-35...

L'armée turque a poursuivi au Kurdistan d'Irak l'opération anti-PKK déclenchée le 28 mai, suscitant toujours plus de déplacements de populations civiles... et de protestations. Les médias d'État ont annoncé le 1<sup>er</sup> juin le lancement d'un missile balistique tactique de fabrication turque, le *Bora-1*, sur un objectif PKK près de Khwakurk (*Rûdaw*). Le HDP a condamné l'incursion en Irak, accusant l'AKP d'accroître les divisions dans le pays par sa politique militariste. Le 4, un jeune yézidi a été tué par des tirs turcs près de Zakho (*WKI*). Le 5, l'agence *Rojnews* a indiqué que des pechmergas du PDK venus à Bradost pour éteindre un incendie causé par des frappes aériennes

turques avaient eux-mêmes été pris pour cibles et que trois d'entre eux avaient été blessés, dont un gravement. Le gouverneur de Sidakan a indiqué que les frappes turques avaient obligé à évacuer plus de 120 villages (*RojInfo*). Le 12, des frappes aériennes et d'artillerie ont touché la route Dohouk-Amêdî (*WKI*). Le 23, les autorités locales ont reporté d'autres frappes d'artillerie sur la région de Zakho (*Rûdaw*), et le 26 c'est de nouveau Sidakan qui a été atteint, un civil tué et un autre blessé (*Kurdistan 24*). Le 29, deux jours après la mort de quatre civils dans une frappe turque près du village de Kurtak, au pied des monts Qandîl, et la mort le lendemain d'un autre civil à Bradost, un groupe de 52 députés kurdes irakiens a demandé au Parlement fédéral de discuter en présence du Premier ministre les violations turques de la souveraineté du pays (*Rûdaw*). Le 30, le ministère irakien des Affaires étrangères a condamné

les frappes turques tandis que le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) demandait dans son propre communiqué à la Turquie et au PKK de cesser leurs affrontements dans des zones où se trouvent des populations civiles (*Kurdistan 24*).

Des accrochages se sont également produits du côté turc de la frontière: le 1<sup>er</sup> juin, deux soldats turcs ont été tués et cinq blessés à Îğdir, à la frontière iranienne, sans que les médias turcs ne désignent le groupe kurde concerné (*Rûdaw*). Le 11 au soir, deux sous-officiers de gendarmerie ont été tués au Dersim et deux soldats blessés (*Bianet*). À Nusaybin le 14, l'armée a «pour raison de sécurité» interdit aux pompiers l'accès à un incendie qu'elle avait provoqué, obligeant les habitants à combattre le feu sans assistance extérieure (*RojInfo*). La nuit du 28, un autre soldat turc a perdu la vie dans une attaque du PKK sur la base d'Altintepe (Hakkari).

---

## ERBIL: INVESTITURE DU PRÉSIDENT ÉLU ET DÉSIGNATION D'UN NOUVEAU PREMIER MINISTRE

**L**a politique intérieure du Kurdistan a été marquée ce mois-ci par l'entrée en fonction du Président élu, malgré la persistance des tensions entre les deux principaux partis de la Région, le PDK et l'UPK. Le 2 juin, le PDK a rendu public l'accord conclu en mars avec l'UPK, mettant ainsi implicitement en cause le boycott par ce parti de la session parlementaire du 28 mai, au cours de laquelle Nechirvan Barzani avait été élu à la présidence (*ISHM*). Les deux partis n'ont cessé d'échanger des accusations de blocage pour la formation du nouveau gouvernement, au point que le 3, le responsable de l'Union islamique (*Yekgirtû*) a proposé sa médiation! Le désaccord porte toujours sur le

choix du candidat commun au poste de gouverneur de Kirkouk. L'UPK a annoncé qu'elle enverrait une délégation de haut niveau à la cérémonie de prestation de serment du nouveau Président, prévue le 9, à laquelle assisteraient également 21 députés de ce parti (*Kurdistan 24*). Le lundi 10 juin, le Premier ministre sortant du GRK a donc prêté serment comme Président en présence de nombreux invités, parmi lesquels le Président irakien Barham Salih, lui-même issu de l'UPK, le Président du parlement de Bagdad Mohammed al-Halbousi et plusieurs responsables de partis politiques irakiens, chiites et sunnites. Le responsable en exercice de l'UPK, Kosrat Rassoul, était également présent, peut-être un signe

de détente entre les deux partis, ainsi que le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu. Le lendemain, Masrour Barzani, jusqu'à présent responsable («Chancelier») du Conseil de sécurité du Kurdistan, a été nommé Premier ministre par le Parlement par 87 voix sur les 97 députés présents. Le 12, le Président l'a officiellement chargé par courrier de former le nouveau gouvernement. Masrour Barzani, qui dispose de 30 jours pour ce faire, a rapidement entamé les consultations, se rendant le 17 à Suleimaniyeh pour rencontrer des dirigeants de l'UPK, du PDSK (Parti démocratique socialiste du Kurdistan) et de *Goran*. Il a déclaré espérer pouvoir compléter son gouvernement avant les vacances

parlementaires de juillet. En cas de retard, a-t-il déclaré, «soit [les députés] tiendront une session extraordinaire, soit ils prolongeront leur session afin que nous puissions former le cabinet» (*Kurdistan 24*). L'UPK et Goran doivent choisir les candidats aux postes qui leur sont attribués et en envoyer la liste à Masrour Barzani (*Rûdaw*). Le 22, le Front Turkmène a annoncé avoir obtenu un ministère (*NRT*).

Cependant, la question du gouverneur de Kirkouk a continué à semer la zizanie entre PDK et

UPK, l'UPK refusant de participer au prochain GRK si cette question n'était pas réglée, le PDK menaçant en réponse de former le gouvernement sans attendre l'envoi par les autres partis de leurs listes de noms... (*NRT*) L'UPK réclame le poste de gouverneur de Kirkouk sur la base de son plus grand nombre de Conseillers provinciaux. Le PDK, qui déclare refuser d'accepter comme gouverneur quiconque ayant une responsabilité dans la perte de la province le 16 octobre 2017, soutient un ancien

membre de l'UPK, Faraydun Abdulqadir, un non-membre que l'UPK répugne à accepter comme gouverneur (*Rûdaw*).

Finalement, faute d'accord, le Parlement a reporté son entrée en vacances en programmant une session supplémentaire le dimanche 30 juin, session au cours de laquelle il a voté un nouveau report de 15 jours, afin de donner une chance supplémentaire au Premier ministre de former son gouvernement (*Kurdistan 24*).

## BAGDAD:

### LE GOUVERNEMENT ENFIN (QUASIMENT) AU COMPLET

**P**lusieurs mois après la désignation du Premier ministre Adil Abdul-Mahdi, à la mi-juin, le gouvernement irakien était encore incomplet, quatre ministères importants demeurant vacants: Défense, Intérieur, Justice et Éducation. En cause, la rivalité entre les principales coalitions du Parlement de Bagdad, chacune insistant sur son candidat. Le 16 juin, la presse irakienne a annoncé que plusieurs blocs envisageaient de s'opposer au gouvernement d'Abdul-Mahdi, auquel ils reprochent son inaction, et le 17 au soir, le leader de l'alliance *Sayrûn*, Muqtada al-Sadr, a lancé un ultimatum: si le Parlement ne désignait pas sous dix jours les ministres manquants, il «passerait à l'action». Cette menace a apparemment eu de l'effet, puisque le 24, les députés ont élu trois candidats: Najah Hassan al-Shamari à la Défense, Yassin al-Yasiri à l'Intérieur, et Farouq Amin Shwani à la Justice. Pour l'Éducation, Safana al-Hamdani n'a pu rassembler assez de voix pour être élu. Shamari, un officier arabe sunnite, était soutenu par l'ancien Premier ministre Ayad Allawi, Yasiri par le leader chiite Ammar al-Hakim, et Shwani, un

juge kurde originaire de Kirkouk, était le candidat de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), auquel s'est finalement rallié l'autre grand parti kurde, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

La non-désignation de ces ministres était d'autant plus choquante que le gouvernement est confronté à des tensions aussi bien internationales (tension USA-Iran) que domestiques (exaspération des citoyens). Le 14, deux bombes ont explosé à Bagdad et trois obus de mortier ont frappé la base aérienne de Balad, à 64 km au Nord de Bagdad, où sont stationnés des conseillers américains; le 17, trois roquettes ont frappé Camp Taji, à 30 km au nord de Bagdad. Le 15, au moins quatre personnes ont été tuées et 17 blessées dans une violente manifestation anticorruption à Najaf, suivie par une autre le 23. Le 20, le 22 puis de nouveau le 25, des centaines de manifestants se sont rassemblés à Bassora pour exiger la dissolution du Conseil provincial, la destitution du gouverneur, et surtout de meilleurs services. Le 26, le Conseil provincial de Dhi-Qar a voté la destitution du gouverneur, suivi le lendemain par

celui de Diwaniyah; le même jour le Tribunal administratif ratifiait une décision votée en mai par le Conseil provincial de Kerbela destituant aussi son gouverneur... (*ISHM*) Le 29, il y a eu plusieurs blessés à Bassora quand la police a dispersé une nouvelle manifestation aux gaz lacrymogènes (*Kurdistan 24*).

Le 17, la Commission électorale a annoncé qu'elle retardait pour la seconde fois les élections provinciales, cette fois au 20 avril 2020. Prévues au 22 décembre 2018, elles avaient déjà été en janvier reportées à novembre 2019. La Région du Kurdistan, disposant de sa propre Commission électorale, n'est pas concernée par cette annonce, contrairement à la province de Kirkouk, qui n'a pourtant connu aucune élection provinciale depuis 2005... Il n'est d'ailleurs pas certain que la date annoncée puisse être respectée partout, notamment dans les provinces touchées par la guerre avec Daech et dont un grand nombre d'habitants sont toujours déplacés ailleurs.

Concernant les relations entre gouvernement fédéral et Région du Kurdistan, l'un des points de friction demeure le pétrole,

même si les tensions se sont bien apaisées avec la nomination du nouveau Premier ministre et le vote du budget 2019. Celui-ci attribue au Kurdistan 12,67% du budget total de l'Irak (contre 17% avant la crise avec l'ancien Premier ministre Maliki, qui avait cessé tout versement en 2014). Le budget prévoit aussi que le Kurdistan fournisse à Bagdad 250.000 barils de pétrole par jour par l'intermédiaire de la société d'État SOMO, mais la question de cette livraison reste isolée de celle du paiement des fonctionnaires et des peshmergas du GRK: en cas de non-livraison, Bagdad peut réduire les fonds versés au Kurdistan au titre de projets et d'investissements, mais pas ceux de fonctionnement. Cependant, début juin, donc à mi-parcours de 2019, le GRK n'avait encore procédé à aucune livraison, ce qu'a fait remarquer Abdul-Mahdi dans un discours le 2 juin. À la mi-juin, alors que le parlement de Bagdad devait entamer la discus-

sion du budget 2020, plusieurs députés kurdes se sont inquiétés de possibles mesures de rétorsion d'Abdul-Mahdi pour l'année suivante...

Le 20, cependant, le nouveau Président de la Région du Kurdistan, Nechirvan Barzani, s'est rendu à Bagdad où il a rencontré le Président irakien, le Premier ministre et le Président du Parlement, indiquant que son but était de «résoudre les problèmes pendants en accord avec la Constitution». Le 22, Barzani a indiqué que sur le principe, la livraison du pétrole ne posait pas de problème, mais qu'il fallait «conclure des accords au préalable», le GRK devant d'abord rembourser de nombreux prêts qu'il avait dû contracter après l'interruption du versement du budget fédéral par Maliki en 2014 (*Rûdaw*).

Le 25, l'Alliance *Nasr* (Victoire) de l'ancien Premier ministre Haider al-Abadi a accusé le GRK

d'avoir violé la loi de budget 2019 en ne livrant pas le pétrole promis et appelé à la dissolution du gouvernement, accusé de se montrer «faible». Le lendemain, cependant, le ministre irakien du Pétrole, Thamir Ghadhan, s'est montré depuis Londres optimiste quant aux chances de parvenir à un accord.

Les discussions se sont aussi poursuivies entre Bagdad et Erbil à propos des pensions des victimes de l'*Anfal*, cette campagne génocidaire de l'ancien régime ba'athiste. Le ministère GRK de l'*Anfal* a indiqué le 24 que l'accord était proche, qu'il incluerait également les pensions des anciens prisonniers politiques et comprendrait une égalisation des pensions, qui sont actuellement deux fois plus élevées à Bagdad. Les fonds seraient envoyés par Bagdad, soit directement aux bénéficiaires, soit ajoutés au budget du GRK. Ces pensions concernent 70.000 personnes au Kurdistan (*Kurdistan 24*).

---

## IRAK :

### RÉSURGENCE DE DAECH DANS LES TERRITOIRES KURDES CONTESTÉS

**C**oncernant le danger djihadiste, après les six explosions du 30 mai qui avaient fait trois morts et 37 blessés à Kirkouk, Daech a poursuivi son harcèlement, incendiant notamment de nombreux champs appartenant à des Kurdes dans les zones mal contrôlées car disputées entre Erbil et Bagdad, comme à Daqouq, au sud de Kirkouk, où cinq agriculteurs occupés à moissonner ont aussi été blessés par des tirs. Le 4, la situation est devenue si critique dans la province de Ninive (Mossoul) que la Commission irakienne des Droits de l'homme a appelé Bagdad à agir au Sindjar pour «contenir des feux ayant déjà consumé des milliers d'acres» alors que la province

manque de camions de pompiers. Selon plusieurs responsables locaux, qui accusent Daech, en 48 heures 20 incendies ont dévoré 5.000 acres (2.000 ha). Le 9, la direction irakienne de la Défense civile a rapporté que 236 feux avaient détruit 12.800 acres (5.000 ha) de terres agricoles en un mois, principalement dans les provinces de Kirkouk, Ninive, Salahaddin et Diyala – précisément celles disputées (*Kurdistan 24* pour sa part, donne à cette date une surface touchée de 37.000 acres, 15.000 ha). Le 15, le bilan était monté à 303 feux sur 11.465 acres (4.600 ha). Malgré cela, 2,5 millions de tonnes de blé ont été récoltées (*ISHM*). Cependant, la Défense civile a attribué les feux à des causes diverses: courts-circuits élec-

triques ou étincelles provenant d'équipements agricoles, négligences (cigarettes...), voire incendies volontaires par les fermiers eux-mêmes, qui, après que les pluies torrentielles de mars et d'avril aient endommagé leurs cultures, cherchent une compensation du gouvernement... Une partie des feux a cependant bien été provoquée par des djihadistes exigeant une rançon des fermiers.

En tout cas, après qu'une bombe ait blessé le 6 quatre membres de la sécurité à Mossoul, la province de Ninive a officiellement demandé le 9 à Bagdad d'autoriser le retour des peshmergas pour assurer la sécurité en coordination avec les forces irakiennes. Les combattants kurdes

demeureraient en-dehors des villes, où la sécurité serait assurée par les forces de police locales. Le gouverneur adjoint, Sirwan Rojbéyanî, a déclaré que tant que la sécurité ne s'améliorerait pas, aucun projet de reconstruction ne pourrait avancer (*Kurdistan 24*). Au Sindjar, la situation était de nouveau dramatique le 12, avec au moins deux Yézidis morts brûlés près de Kocho alors que les feux menaçaient aussi plusieurs fosses communes. Plusieurs villages encerclés ont dû être évacués (*Rûdaw*). Le même jour, plusieurs agriculteurs kurdes ont dénoncé lors d'une rencontre avec plusieurs Commissions parlementaires kurdes une campagne d'incendies visant à les chasser de leurs terres dans les territoires disputés. La Commission pour l'agriculture et l'irrigation s'est rendue à Bagdad pour demander au Parlement irakien de prendre des mesures contre ces actions (*Kurdistan Parliament Newsletter*). En effet, certains feux attribués à Daech visent des zones comme Sargaran, déjà soumises à des tentatives d'éviction par des colons arabes...

À côté des incendies, de nombreuses attaques ont aussi été perpétrées, quasiment une par jour. Le 6, Daech a tué deux civils et blessé deux autres au Sud de la province de Salahaddine, puis le 8, trois explosions ont tué ou blessé huit personnes à Kirkouk, et une autre a blessé un civil à Diyala, suivie par une autre le 11 qui a tué un agriculteur, et encore une autre le lendemain qui a fait un blessé à Khanaqin. Le 14, alors qu'une attaque au mortier était rapportée, 25 familles de Diyala auraient préféré quitter leur village (*ISHM*). Le 12, Daech a revendiqué une attaque contre les Unités de protection du Sindjar (YBS), affiliées au PKK, et le 20, quatre personnes ont été

blessées dans un café de Khanaqin où un kamikaze a tenté de se faire exploser (*Kurdistan 24*). Le 23, une autre attaque a fait un mort dans un village à l'Ouest de Mossoul, et une autre le 27 trois femmes tuées et plusieurs autres blessées. À Kirkouk, on a compté trois civils tués le 24, un policier tué et quatre blessés le 25, un autre le 26, et le 27, une femme a été tuée et 17 autres passagers blessés quand deux explosions, non revendiquées, ont frappé deux bus urbains. Le 30, une bombe artisanale a fait un mort et deux blessés à Islahi (Jalawla, province de Diyala).

Confrontées à ce qui apparaît de plus en plus clairement comme une résurgence de Daech, les différentes forces de sécurité peinent à se coordonner. En début de mois, le premier ministre irakien avait pourtant appelé à la coopération entre gouvernement fédéral, autorités locales et GRK, seul moyen pour assurer à long terme la sécurité de Kirkouk. Le 23, les Irakiens ont annoncé la destruction avec le soutien aérien de la Coalition de dix tunnels et grottes au Sud-Ouest de Mossoul. D'autres destructions de caches et éliminations de djihadistes ont suivi les 24 et 25 à Mossoul et Kirkouk (*ISHM*).

Cependant, à Kirkouk, les Kurdes continuent à se plaindre de discriminations à leur encontre. Selon plusieurs députés UPK, ils ont perdu 70 postes administratifs depuis le 16 octobre 2017, date de la reprise par Bagdad de la province... La récente nomination à la tête de l'université de Kirkouk du Kurde Sabah Ahmed apparaît comme l'exception qui confirme la règle, et encore a-t-il couru le bruit qu'après l'annonce de sa nomination, il avait été menacé de mort par les milices chiites *Hashd al-Shaabi*...

Le 13, deux fermiers kurdes de Daquouq ont finalement gagné les procès que leur avaient intenté des colons arabes en octobre 2018, ce qui pourrait faire jurisprudence pour au moins quatre autres cas similaires. Mais parallèlement, le commandement militaire des opérations à Kirkouk a fait pression sur d'autres cultivateurs kurdes pour qu'ils signent des documents qui les obligeraient à cesser de cultiver leurs terres jusqu'à ce que la propriété de celles-ci soit confirmée au tribunal... Jusqu'à présent aucun n'a cédé (*Rûdaw*). Par ailleurs, le conflit se poursuit avec Rakan al-Jabouri, le gouverneur intérimaire mis en place en octobre 2017 par l'ancien Premier ministre Haider al-Abadi. L'administration dirigée par Jabouri vient de décider de n'allouer aucun budget de reconstruction à treize quartiers «illégaux» comme par hasard à majorité kurde. Ces quartiers sont considérés comme illégaux car ils ont été bâtis sans autorisation, mais d'autres quartiers se trouvant dans le même cas, non kurdes, ne seraient pas confrontés à la même décision... Selon *Rûdaw*, sur 106 milliards de dinars prévus pour les projets de reconstruction, seulement 11 milliards ont été affectés aux quartiers kurdes... Ahmed Askari, un des Conseillers provinciaux UPK, a cependant déclaré que le gouverneur s'était engagé à ce que les travaux soient démarrés dans les quartiers kurdes, ajoutant que si cette promesse n'était pas respectée, le Conseil irakien irait en justice contre l'administration. Par ailleurs, Bagdad a mis en place le 26 un Comité interministériel qui examinera le budget établi par l'administration Jabouri.

Jabouri a par ailleurs été visé par un mandat d'arrêt pour huit charges différentes de corruption,

avant d'être mis en liberté conditionnelle. La Commission d'intégrité l'accuse notamment, documents à l'appui, d'avoir utilisé de l'argent public pour des travaux personnels. Les Kurdes, quant à eux, l'accusent depuis sa nomination de relancer la politique d'arabisation du régime de Saddam Hussein. La chaîne kurde *Rûdaw* a publié un rapport selon lequel, depuis octobre 2017, un total de

7.166 familles arabes sont venues occuper des terres appartenant à des Kurdes, alors que selon un membre du Bureau des affaires des territoires disputés du GRK, Adalat Omer, plus de 100.000 Kurdes déplacés en octobre 2017 ne sont toujours pas rentrés à leur domicile, en particulier ceux originaires de Kirkouk, Khanaqin, Khourmatou et Sindjar (Shingal). «Les Kurdes [qui sont restés chez

eux] subissent des pressions de la part des Arabes pour qu'ils quittent leur maison et leur terre», a ajouté Omer. Les tactiques utilisées vont des menaces de mort aux enlèvements, aux meurtres, ou à l'incendie des terres... De nombreux colons arabes tentent de se réinstaller en utilisant les titres de propriété qui leur avaient été donnés sous le régime de Saddam Hussein (*Kurdistan* 24).

---

### IRAN: SOUJETS AUX SANCTIONS AMÉRICAINES, LE RÉGIME DURCIT ENCORE SA RÉPRESSION

**L**es tensions Iran-États-Unis ne cessent de s'aggraver. Le 13 juin, des attaques non revendiquées ont visé des navires dans le Golfe, dont deux pétroliers. Le 17, accusé par Washington, l'Iran a pointé en retour une provocation américaine. Puis le 20, les Gardiens de la révolution ont annoncé que l'aviation iranienne avait abattu un drone américain au-dessus de la côte d'Hormozgan. Parallèlement, l'économie iranienne continue à se dégrader suite aux sanctions imposées par Washington après son retrait en mai 2018 de l'accord sur le nucléaire. Dans ce contexte difficile, le régime durcit sa répression, frappant toute velléité de dissidence, de protestation ou même d'expression non conforme. Sa stratégie vise clairement à réduire au silence par la terreur.

Parmi les défenseurs des droits de l'homme, les avocats ont été dernièrement particulièrement visés. Le 5 juin, le Centre pour les droits de l'homme en Iran (CHRI) a annoncé la condamnation d'Amir Salar Davoudi, arrêté par l'*Etelaat* en novembre 2018 et depuis maintenu à l'isolement à la prison d'Evin, près de Téhéran. Son épouse, Tannaz Kolahchian, a confirmé une peine de trente ans pour plu-

sieurs charges, dont la plus grave, «établissement d'un canal sur l'application *Telegram*», lui a valu 15 ans: il s'agit du réseau d'avocats défenseurs des Droits de l'homme qu'il animait. Autres charges: «insultes aux officiels», «propagande contre l'État», «coopération avec des États ennemis par des interviews données à *Voice of America*», et «création d'un groupe visant à renverser l'État»... L'arrestation de Me Davoudi n'est pas un cas isolé. Au moins huit avocats iraniens ont été arrêtés depuis septembre 2018, simplement pour avoir défendu à titre professionnel des prisonniers politiques ou osé exprimer une opinion critique sur la situation du pays (HRANA). En novembre-décembre 2018, notamment, les trois avocats Qasem Sholehsadi, Arash Keykhosravi et Mohammad Najafi avaient reçu de lourdes peines. Celui-ci, qui purge actuellement une peine de trois ans, en risque 19 supplémentaires. L'avocate Nasrin Sotoudeh est également emprisonnée. Le 11 juin, HRANA a publié son rapport annuel sur les poursuites contre les avocats en Iran: <https://www.en-hrana.org/annual-report-of-prosecuted-lawyers-in-iran>. Selon le CHRI, les autorités auraient publié une liste de 20 avocats «approuvés» auxquels les per-

sonnes accusées de «crimes contre la sécurité nationale» devraient s'adresser.

Le régime continue aussi à réprimer la culture kurde. Fin mai, selon l'Association des Droits de l'homme du Kurdistan KMMK, plusieurs étudiants de Sanandadj ont protesté après les déclarations insultantes sur la culture kurde du chef local de la milice paramilitaire des *bassidj*. À peu près au même moment, trois membres de l'ONG Socio-culturelle *Nojîn*, Idris et Rebwar Menbari, et Zahra Mohammadi, ont été arrêtés par les *pasdaran*. Le 2 juin, des membres de l'ONG ont manifesté devant le tribunal pour demander leur libération. Les deux premiers ont été relâchés, mais Zahra Mohammadi a été gardée en détention sans même que sa famille soit informée du lieu de celle-ci. Selon un membre de l'association, elle serait accusée d'avoir enseigné le kurde à un groupe d'enfants de son quartier (*KurdPA*). Le 4 juin, les autorités ont fermé un lycée de Mahabad et démis son principal après que la vidéo d'une soirée de danse traditionnelle kurde ait été diffusée sur Internet. Garçons et filles dansaient en se tenant par la main: colère des conservateurs, ouverture d'une enquête par un procureur...

(WKI). Le 8 juin cependant, l'agence locale *KurdPress* rapportait que le directeur de l'établissement n'avait pas reçu d'ordre officiel de fermeture.

Le 11 juin, l'Institut Kurde de Washington (WKI) a annoncé que le chanteur kurde d'Ouroumieh Peyman Mirzadeh, qui purge déjà une peine de vingt mois d'emprisonnement après avoir été arrêté en février, avait reçu une nouvelle peine de deux ans pour «propagande contre le gouvernement», avec interdiction de chanter à vie. Son procès s'est déroulé en l'absence d'avocat. Mirzadeh avait déjà été condamné en 2017 à six mois en prison pour la même charge.

D'autres minorités sont également visées. À Téhéran, Sofia Mobini, de religion baha'ie, arrêtée le 26 octobre 2017 par l'*Etelaat* durant la cérémonie du 200<sup>e</sup> anniversaire du fondateur de cette religion, Baha'u'llah, a été condamnée à dix ans de prison (HRANA).

Face à l'aggravation de la situation économique, les Kurdes se sentent particulièrement discriminés par les autorités. KMMK a publié début juin un rapport concernant les suites des différents séismes ayant frappé le Kurdistan d'Iran depuis 2017. Il en ressort que, suite à la discrimination, non seulement les victimes n'ont jamais été correctement indemnisées, mais les villes kurdes n'ont toujours pas été reconstruites, ce qui fait que des milliers de déplacés n'ont pu regagner leur logement. Tombés dans la pauvreté, certains ont dû vendre leurs organes pour survivre! En plus des séismes, de nombreux feux ont récemment frappé le Kurdistan d'Iran, notamment dans les régions de Marivan, Hawraman et Javanrud. KMMK accuse le régi-

me et en particulier les *pasdaran* d'en avoir démarré délibérément certains. Le parc forestier de Marivan a été totalement détruit; la région de Kermanshah a été également touchée. À Ilam, des milliers d'hectares de terres agricoles ont brûlé, tandis que d'autres feux se sont déclarés à Sarpol Zahab et Qasr-e Shirin (Kermanshah) et Sarvabad (Kurdistan). Ces feux menacent de nombreuses espèces animales. Les défenseurs de l'environnement, qui soupçonnent l'incendie volontaire de terres agricoles appartenant à des Kurdes, reprochent aussi au gouvernement de n'avoir pris aucune mesure de prévention, comme préparer du matériel de lutte anti-incendie (WKI).

Le 1<sup>er</sup> juin, un groupe d'enseignants a manifesté à Marivan contre l'emprisonnement de collègues qui avaient protesté contre les conditions de leurs écoles et le non-paiement des salaires. À Divandareh, l'enseignant Omed Shamhedi, accusé de «tentative de perturber la sécurité nationale», a été condamné à un an d'emprisonnement pour avoir participé aux manifestations de janvier 2018. À Bokeran, un libraire a été arrêté par l'*Etelaat*, tandis qu'à Mahabad, un autre, Ismail Bokani, était abattu le 18 par un tireur qui n'a pas été arrêté. Bokani avait déjà été emprisonné un an pour son activisme. À Oshnavieh, les employés municipaux ont fait grève trois jours pour exiger leurs quatre derniers mois de salaire. Le 20 juin, l'organisation HRANA a publié sur son site un rapport documentant les violations des droits des travailleurs en Iran sur (justement) les quatre derniers mois (<https://www.hrana.org/four-months-report-of-workers-conditions-in-iran>).

La répression des porteurs kurdes transfrontaliers, les *kol-*

*bars*, se poursuit également. Trois d'entre eux avaient déjà été blessés dans les montagnes près d'Oshnavieh les 23 et 24 mai. Début juin, on comptait depuis début 2019 quarante *kolbars* tués et quatre-vingt blessés (WKI). Le 2, des gardes-frontière ont tiré sur un camion transportant des marchandises près du poste-frontière de Ganawa, près de Marivan, blessant le chauffeur et mettant en fuite les porteurs, dont ils ont ensuite confisqué les marchandises. Le même jour, deux porteurs ont été tués et quatre grièvement blessés près de Piranshahr dans une embuscade, tendue conjointement selon *Hengaw* par des milices chiïtes irakiennes et des *pasdaran*. Un des *kolbars* blessés a témoigné que les miliciens avaient torturé leurs prisonniers. Le 7, un *kolbar* a perdu une jambe près de Sardasht sur une mine datant de la guerre Iran-Irak. Le 8, les gardes-frontière ont abattu 28 chevaux appartenant à des *kolbars* près de Piranshahr. Le 13, un porteur a été tué dans une embuscade près de Baneh, et deux autres blessés à Piranshahr et à Sardasht. Plus au sud, dans la région du Hawraman le 18, un groupe de *kolbars* attaqué par des gardes-frontière a dû abandonner son chargement. Les gardes-frontière ont aussi confisqué 25 chevaux près d'Oshnavieh.

Par ailleurs, la situation de nombreux prisonniers politiques, toujours traités très durement, continue d'inspirer de l'inquiétude à leurs familles et aux observateurs. Nombreux sont ceux, dont les plus âgés, auxquels on refuse des soins médicaux, moyen d'exercer un chantage contre ceux qui refusent de plier devant les autorités ou déposent plainte contre les conditions d'incarcération ... Le 3 juin, l'ancienne détenue politique Saba Kord-Afshari a été de nouveau

arrêtée et transférée à la prison de Vozara. Elle avait déjà purgé une peine d'un an à Evin après avoir participé aux manifestations de l'été 2018. Ses motifs d'arrestation demeurent inconnus (*HRANA*).

Le 7 juin, le CHRI a appelé à l'hospitalisation immédiate de la défenseuse des Droits de l'homme Nargis Mohammadi. Après avoir attendu en prison pendant un an l'autorisation de subir une hystérectomie, elle a enfin reçu celle-ci en mai. Cependant, bien que les médecins aient indiqué qu'elle risquait une grave infection post-opératoire et qu'elle devrait demeurer un mois en convalescence à l'hôpital ou chez elle, elle a été renvoyée en cellule seulement après une semaine, puis privée de son traitement antibiotique...

Le 11, le prisonnier politique Alireza Shirmohammadali a été poignardé à mort par un autre prisonnier après avoir été transféré dans l'aile des détenus violents ou condamnés pour faits de drogue. La loi prévoit une séparation des détenus selon la nature de leur crime, mais selon *Hengaw*, les prisonniers qui se plaignent trop sont fréquemment punis par un déplacement vers ces lieux dangereux. Shirmohammadali avait entamé trois mois auparavant une grève de la faim pour protester contre ses conditions de détention. Condamné pour «insultes au

sacré», «insultes au Leader suprême» et «propagande contre l'État» après des *posts* sur les réseaux sociaux, il avait fait appel et son avocat avait bon espoir d'obtenir une libération conditionnelle à l'audience, prévue au 9 juin (*CHRI*).

Le 25, Kazem Safabakhsh, un activiste azéri arrêté en novembre 2018, a été condamné à 13 ans d'emprisonnement pour séparatisme (*HRANA*). Plusieurs activistes kurdes ont aussi été condamnés pour «appartenance à un parti politique d'opposition», comme Mohammed Kanani à Sanandadj, qui a reçu cinq ans, avant d'être mis en liberté conditionnelle. Trois autres civils ont été arrêtés par l'*Etelaat* à Nagadeh et Bokan pour «appartenance à un parti kurde». Afsheen Shikhol, un défenseur de l'environnement, aussi de Sanandadj, s'est vu imposer une interdiction de voyager. À Ouroumieh, le sort d'un autre activiste kurde, Ismaat Salsahour, arrêté par l'*Etelaat* pour «assistance à des partis kurdes d'opposition» puis mis au secret, demeure inconnu (*WKI*).

Dans un autre domaine, le 24, la peine de mort prononcée en 2015 contre Soghra Khalili, emprisonnée depuis sept ans à Sanandadj, a été confirmée en appel. Son mari l'a soutenue, témoignant qu'elle avait fini par tuer un

homme qui ne cessait de la harceler – et était connu pour avoir harcelé d'autres femmes avant elle. Le fils de quatre ans de la prisonnière vit avec elle en prison. Le couple a un autre fils de 14 ans. Le mari a appelé à l'aide, indiquant que le paiement de la «dette de sang» pourrait permettre d'éviter l'exécution, qui doit avoir lieu en août (*NCRI*).

À l'étranger, le Britannique Richard Ratcliffe a entamé le 15 une grève de la faim devant l'ambassade iranienne à Londres. Il s'agit de soutenir dans son propre jeûne son épouse, Nazanin Zaghari-Ratcliffe, emprisonnée à la prison d'Evin après avoir été condamnée à cinq ans sur des accusations fabriquées d'espionnage. Elle avait été arrêtée par les *pasdaran* en avril 2016 alors qu'elle visitait ses parents à Téhéran avec sa petite fille alors âgée de 22 mois. Le CHRI a exigé sa libération immédiate, et dans le cas d'un refus, l'autorisation aux services consulaires britanniques de la visiter pour vérifier son état de santé – ce qui leur a été refusé depuis trois ans – et bien sûr d'une visite par son mari. Un juge aurait déclaré à la condamnée qu'elle était emprisonnée comme «monnaie d'échange» dans un contentieux financier avec le Royaume-Uni... Selon le *CHRI*, au moins onze étrangers, personnes à double nationalité (non reconnue par Téhéran) ou Iraniens résidant à l'étranger, sont présentement détenus en Iran.



## REPORTAGE

# Kirkouk et son or noir au coeur des tensions en Irak

**La gouvernance de Kirkouk, reprise en 2017 par l'armée irakienne après trois ans de présence kurde, s'annonce décisive pour l'avenir de l'Irak. Mais la ville, cette « Jérusalem des Kurdes » que Bagdad entend conserver, constitue une manne pétrolière que tout le monde se dispute.**

Youness BOUSENNA. le 05 JUIN 2019

www.lesechos.fr

À l'entrée de Kirkouk, la gigantesque statue de peshmerga est toujours là. Mais le soldat kurde ne tient plus le drapeau de son peuple, flanqué d'un soleil. Ici, comme ailleurs dans la région, ce sont les étendards rouge-blanc-noir barrés d'« Allah akbar » qui flottent, ceux de l'Etat irakien. Après trois ans sous contrôle kurde, une offensive armée de Bagdad en octobre 2017 a remis cette région de 1,6 million d'habitants sous le pavillon national.

Mais les Kurdes, qui s'en étaient emparés en juin 2014 lorsque l'armée irakienne fuyait l'avancée des soldats de Daech, n'entendent pas abandonner cette zone perdue en représailles à leur référendum d'indépendance. Ils ont même fait du règlement du contentieux une condition de leur participation au gouvernement actuel du Premier ministre chiite Adel Abdel-Mehdi, confié aux « Echos » une personnalité kurde de premier plan et ancien ministre à Bagdad.

Car il ne s'agit pas seulement d'un territoire : Kirkouk est un noeud central de l'Irak dont les observateurs s'accordent à dire que l'évolution pèsera sur le sort de tout le pays. Il s'agit même, juge une source irakienne sillonnant cette province, du sujet « le plus important » pour son avenir.

## « RÉFLEXES ÉMOTIONNELS »

« La fermeture de la 'fenêtre' Daesh rendait inéluctable une confrontation du Kurdistan avec l'Etat central », selon Boris James, ancien responsable de l'antenne de l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo) à Erbil. Et cette confrontation se concentre sur Kirkouk, dont l'enjeu est autant symbolique que stratégique. Si cette « ville provoque des réflexes émotionnels » selon les mots d'un diplomate français, c'est qu'elle est convoitée par tous.

Mosaïque ethnique et religieuse, la cité est peuplée d'Arabes, de Turkmènes et, majoritairement, de Kurdes. Ces derniers la considèrent comme une « Jérusalem kurde » et entendent la rattacher au territoire autonome contrôlé par le gouvernement régional du Kurdistan irakien (GRK), basé à Erbil.

Mais Bagdad s'estime souverain sur ce territoire stratégique, qui intéresse aussi... la Turquie - la présence turkmène dans cette province, ancienne place forte de l'Empire ottoman, excite son instinct patriotique. Sur place, on se souvient encore de la visite en



L'armée irakienne en octobre 2017 reprend le contrôle de la région de Kirkouk et de ses champs de pétrole. ici le champs de pétrole Hassan. AFP / AHMAD AL-RUBAY E/

2012 d'Ahmet Davutoglu, l'ancien ministre des Affaires étrangères turc, et de son discours vibrant. « La ville de Kirkouk est aussi importante pour nous que la poésie l'est pour un amoureux », avait-il alors lancé.

## 9 MILLIARDS DE BARILS EN RÉSERVE

La région est aussi enviée pour ses ressources. Depuis la découverte d'or noir en 1927 dans son sous-sol, Kirkouk compte l'un des trois champs « supergéants » du pays avec ceux de Bassorah, au sud. Ses réserves sont estimées à 9 milliards de barils. Une manne que le gouvernement entend exploiter au maximum car, après la victoire militaire contre Daech, il chiffre à 88 milliards de dollars le coût de la reconstruction.

Le budget 2019, avec des dépenses en hausse de 45 % à 112 milliards, se veut très expansif. Pour le financer, l'exécutif prévoit que ces dépenses soient couvertes à presque 90 %

**« Le défi de Bagdad et du gouvernement kurde est d'officialiser la production en en vendant un maximum par le pipeline, mais cela va bousculer les entreprises de transport et les raffineries locales notamment liées à l'UPK. »**

par le pétrole. Pour cela, sa production doit permettre d'atteindre la projection officielle d'une exportation de 3,9 millions de barils par jour (b/j) à 56 dollars.

Mais, à Kirkouk, l'extraction pâtit toujours de la lutte entre Bagdad et Erbil. La production a tourné plus d'un an au ralenti après la reprise par l'armée en octobre 2017, car le pipeline d'où est exporté le pétrole jusqu'à Ceyhan, en Turquie, passe par le territoire

kurde. Il a fallu un accord entre le gouvernement et le GRK en novembre 2018 pour que la production reprenne, mais modestement - autour de 50.000 b/j.

Bagdad entend désormais mettre les bouchées doubles : la compagnie nationale North Oil Company (NOC) a signé un accord

**« La fermeture de la 'fenêtre' Daesh rendait inéluctable une confrontation du Kurdistan avec l'Etat central. »**

de développement avec BP en mai 2018 pour dépasser le million de b/j sur le territoire qu'elle contrôle. Soit un quasi-triplement du niveau de 350.000 b/j qui seraient actuellement produits, selon une source locale informée.

## EFFACER LA DÉBÂCLE

Mais il ne s'agit que de la production officielle. Des raffineries clandestines - notamment liées au second grand parti kurde, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, proche de l'Iran) - captent une partie du pétrole. Et le gouvernement régional kurde, où son rival le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) est majoritaire, entend bien y trouver une monnaie d'échange.

Une source bien informée liée au PDK explique aux « Echos » que près de 200.000 b/j partent clandestinement en camion vers l'Iran et fait valoir qu'un accord avec Bagdad permettrait de les réintégrer au pipeline... et donc d'offrir des redevances au gouvernement. « Le défi de Bagdad et du gouvernement kurde est d'officialiser la production en en vendant un maximum par le pipeline, mais cela va bousculer les entreprises de transport et les raffineries locales notamment liées à l'UPK », décrypte un humanitaire français.

⇒ Le gouvernement du Kurdistan (GRK) veut effacer la débâcle de 2017. « La question devra être résolue en revenant aux bases de la Constitution », avance notre personnalité kurde, qui reçoit dans sa grande maison sur les hauteurs d'Erbil. Le texte suprême est la principale arme pour le Kurdistan, et plus particulièrement son article 140 qui prévoit un référendum pour trancher la gouvernance de Kirkouk. Les députés kurdes à Bagdad viennent d'ailleurs de déposer une motion pour lancer une commission chargée d'organiser le scrutin.

#### FAIBLE MARGE DE MANOEUVRE

Mais aucun observateur ne croit à ce jour à un tel vote, d'autant que chaque partie reproche de vouloir le manipuler. Les dirigeants kurdes accusent Bagdad de procéder à une arabisation de la ville pour changer sa majorité démographique. Si aucune preuve n'est établie, l'allégation renvoie aux plaies encore ouvertes de la dictature de Saddam Hussein, qui y avait fait migrer des Arabes sunnites et persécuté les

**“ La négociation est très favorable à Bagdad car les Kurdes ont perdu toute autonomie.”**

Kurdes.

Mais le GRK n'est pas naïf, tempère Boris James, il utilise cet argument du référendum « jusqu'à ce qu'on lui offre mieux en échange ». Car le GRK n'a que peu de cartes en main pour faire valoir sa solution. Acculé par des dettes, il a cédé en octobre 2017 sa part de 60 % dans l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan à Rosneft en échange, selon Reuters, de 1,8 milliard de dollars.

Cette impasse budgétaire au Kurdistan fait courir à son gouvernement le risque d'une grave crise sociale, que Bagdad cherche à exploiter pour ramener la région sous sa coupe. La hausse du budget 2019 de l'Irak est liée notamment au paiement du salaire des fonctionnaires kurdes par Bagdad ainsi qu'à

**“ Kirkouk restera dans les mains de Bagdad mais la présence des milices chiïtes va créer un affrontement entre Iraniens et Américains.”**

celui - fait inédit - des peshmergas. En outre, ce budget ne prévoit aucune sanction si les 250.000 b/j que le GRK est tenu de livrer (pour atteindre l'objectif du pays de 3,9 millions de b/j) ne sont pas honorés - ce qui est actuellement le cas.

« La négociation est très favorable à Bagdad car les Kurdes ont perdu toute autonomie », analyse la source humanitaire. Selon cette dernière, il reste deux maigres atouts à Erbil : « Ils vont exploiter la rhétorique selon laquelle ils sont maltraités à Kirkouk » mais aussi « se nourrir de l'instabilité pour justifier leur présence » dans la zone. Car cette région pétrolière demeure l'une des plus dangereuses d'Irak. Daech y est encore très présent dans les campagnes peuplées d'Arabes sunnites pauvres, qui forment son vivier de recrutement. Les médias locaux rapportent régulièrement des meurtres attribués à l'organisation, qui cherche à faire monter la tension entre Arabes et Kurdes en incendiant des champs agricoles.

Si la ville de Kirkouk est la chasse gardée des forces de sécurité irakiennes, elles ont donc besoin de renfort pour mener la contre-insurrection dans les territoires reculés, dont l'aide des peshmergas. Les combattants kurdes patrouillent dans certaines zones rurales qu'ils connaissent bien, notamment vers Hawija, selon la source humanitaire. « Les Kurdes n'ont aucun moyen militaire de reconquérir Kirkouk. Mais si la situation dans cette région se dégrade, Bagdad sera obligé de disperser les forces armées et la ville deviendra vulnérable », analyse-t-elle.

#### INTRUSION RUSSE ?

Cette présence de Rosneft, qui détient aussi des contrats d'exploration dans le gaz au Kurdistan, marque-t-elle une intrusion russe

dans un Irak déjà parrainé par les Etats-Unis et l'Iran ? Pour l'expert en énergie Stanislav Mitrakhovich, de l'université des finances de Moscou, cette promesse d'influence est surtout un argument avancé par la multinationale pour séduire le président russe et justifier un investissement « très risqué ». Rosneft « essaie seulement de faire partie du jeu pour montrer son utilité et son efficacité à Poutine », estime-t-il, tout en relevant que l'objectif premier du groupe russe est surtout domestique : montrer sa capacité à exporter du gaz pour casser le monopole de Gazprom.

#### MILICES CHIITES À L'AFFÛT

Cette guerre sourde contre Daech fait aussi le jeu d'un autre type d'acteurs : les milices, devenues décisives lors de la lutte contre le califat. « Dans les montagnes d'Hamrin, sur la route entre Kirkouk et Bagdad, il y a une auto-mitrailleuse de l'organisation Badr tous les deux cents mètres », témoigne une source française. Quant aux combattants des Unités de mobilisation populaire (ou Hachd al-Chaabi), ils sont positionnés juste autour de Kirkouk, rapporte une source irakienne locale. Ces deux puissantes organisations, chiïtes, sont proches de l'Iran et constituent un relais de ce voisin sur le territoire irakien.

Cette présence est inacceptable pour les Américains : le président Donald Trump a désigné la République islamique comme sa principale cible au Moyen-Orient et ordonné mi-mai le départ du pays du personnel diplomatique non vital de l'ambassade. Si l'intensité de la menace avancée par les Etats-Unis demeure floue, la stratégie offensive de Donald Trump pourrait peser sur la situation à Kirkouk. La ville « restera dans les mains de Bagdad mais la présence des milices chiïtes va créer un affrontement entre Iraniens et Américains », prédit la source irakienne sur place. Le chemin vers la stabilité s'annonce donc long et douloureux. Et celui vers la paix encore plus. ■

Youness BOUSENNA

THE SYRIAN OBSERVER

June 7, 2019

## 4 Kurdish Fighters Killed in Motorcycle Blast in Hassakeh

June 10th, 2019 by Zaman Al Wasl (Opposition website)  
<https://syrianobserver.com>

The Islamic State have claimed responsibility for an explosion that killed four Kurdish fighters in a southern district of Hassakeh reports Zaman Al Wasl.

At least four Kurdish fighters were killed in a motorcycle blast in the northeastern city of Hassakeh, the Islamic State's (ISIS) propaganda agency reported on Saturday.

According to the Amaq agency, the booby-trapped motorcycle exploded in a southern district controlled by the Kurdish Democratic Party (PYD).

Hassakeh, a city 620 km north of Damascus, was liberated from ISIS in 2016.



Kurdish militias have been the main partner of the US-led coalition against ISIS in Syria, helping drive the jihadists out of swathes of northern and eastern Syria last year. ●

# Turkey's Global Soft-Power Push Is Built on Mosques

**Ankara is funding thousands of mosques out of more than just goodwill.**

John M. Beck / Jun 1, 2019  
www.theatlantic.com

The mosque being built in Albania's capital will be the largest in all the Balkans. Still a few months away from opening, it already dominates a corner of Tirana, overshadowing the neighboring Parliament building from a 105,000-square-foot compound. The building's walls are clad in pale stone and topped with domes and minarets, which look nothing like any structures that have stood in the area before.

Instead, the building echoes classic Ottoman architecture, and for good reason—it is being funded by Turkey. It's among a series of new mega-mosques constructed by Turkish President Recep Tayyip Erdoğan's government at home and abroad. One in Accra, Ghana, is the largest in West Africa. Another in Bishkek, Kyrgyzstan, is the largest in Central Asia. A complex in Maryland is said to be the largest of its kind in the entire Western Hemisphere. There are at least 2,000 others of various sizes that are funded by Ankara, and still more have been planned or discussed in places such as Venezuela, where Erdoğan is bolstering Nicolás Maduro's beleaguered government, and Cuba, which Erdoğan claimed Muslim sailors reached before Christopher Columbus. Once completed, many of these mosques remain controlled by Ankara, and—in areas with large Turkish diasporas—deliver the same state-mandated weekly sermon heard in every city, town, and village back in Turkey.

Erdoğan has faced criticism from Western powers in recent years for actions seen as anti-democratic and illiberal: Perceived domestic enemies have been purged and jailed; Kurdish armed groups have been attacked in both Syria and Iraq; banks and foreign powers have been harangued for Turkey's own financial woes. At the same time, his government has progressively expanded a global soft-power campaign, and mosques are only the most obvious result. It also supports religious schooling, a program for restoring Ottoman-era buildings, and extensive social and aid operations. Most beneficiaries have so far welcomed the assistance, but a few, notably in Germany, now worry that Turkish influence could deepen their own communal divides or even be a vehicle for espionage.

Erdoğan and his Justice and Development Party (AKP), which has close ties to the Muslim Brotherhood, aspire for Turkey "to be more than a normal country, to be something greater," Selim Koru, an analyst at the Economic Policy Research

Foundation of Turkey, told me. "And they express that very often." Religion, he added, can prove a more potent tool than conventional cultural outreach or force projection.

Turkey's mosques are controlled by the Directorate of Religious Affairs, or Diyanet, a state body that employs imams, writes sermons, and issues fatwas. It was founded in 1924, but grew rapidly under the AKP to become a more overtly political organ with an ambitious global remit. With well over 100,000 people now on its payroll, its budget has expanded more than fourfold since 2006, during Erdoğan's first term as prime minister, to 12.5 billion lira (\$2 billion) this year. That figure is orders of magnitude larger than many government ministries, and even the national intelligence agency. Diyanet spokespeople did not respond to repeated requests for comment.

The Diyanet often fills funding gaps in recipient countries, as it has done in Albania. In 1967, when Albania's then-dictator, Enver Hoxha, mandated state atheism, the public practice of religion was outlawed, and places of worship were demolished or repurposed. After his downfall, the population, which identified as 57 percent Muslim, 10 percent Catholic, and 7 percent Orthodox, found itself without mosques or churches and lacked the means to build them. Foreign money began pouring in: Pope John Paul II laid the cornerstone for a Roman Catholic cathedral in 1993; a few years later, the Greek Orthodox Church began work on its own, one of the largest of its kind in Europe.

For a while, Tirana's Muslim majority lost out. In the center of the capital, only Et'hem Bey Mosque had survived the Hoxha era, and it has room for just a few dozen at prayer time. Come festivals and holy days, worshippers had to gather outside, in Skanderbeg Square. So in 2010, the city's mayor, Edi Rama, approved the construction of a new mosque, funded by the Diyanet. Erdoğan attended the groundbreaking ceremony five years later and thanked Rama, who by then was prime minister.



Erdoğan speaks alongside Albanian President Bujar Nishani at the 2015 groundbreaking ceremony for the mosque. (Dilek Mermer / Anadolu Agency / Getty)



The Ottoman style of Tirana's new mosque is distinct from all other architecture in the city. (Gent Shkullaku / AFP)

There have been gripes about Turkish involvement, and about the architectural style of the building, which will be called the Great Mosque of Tirana, but its construction is seen by many as only the latest foreign power to take an interest in their country, the Albanian historian Auron Tare told me. "There's a religious competitiveness," he said. "You have these different countries, these different sorts of religious bodies who are all converging here."

Turkish money has also reached Albania through the Turkish Cooperation and Coordination Agency (TİKA), which distributes most of the country's development assistance and which has carried out more than 200 projects there, according to Erdoğan's office, including restoring Ottoman mosques. The agency is also funding various other programs in Tirana, such as park development and the construction of university dorms, the city's current mayor, Erion Veliaj, told me. Albania is still one of the poorest countries in Europe, and he's happy to spare his own budget. However, a TİKA spokesman told me the organization had no relevant restoration projects in Albania, despite listing a number on its website, and did not reply to further requests for comment.

Seeing the new mosque close to the Catholic and Orthodox cathedrals, Veliaj said, gives him "immense pleasure." He's confident, too, that Albania's relaxed variety of Islam will remain unaffected by Turkish influence, partly due to an extensive intermingling of once-distinct religious groups during the atheist years. No one, he said, wants to start a fight at the dinner table. Besides, Turkey's Hanafi interpretation of the Sunni branch of Islam is, Veliaj added, far more tolerant than that propagated by "other countries"—a thinly veiled reference to more doctrinaire strains of Islam promoted by Saudi Arabia and others in Albania after Hoxha's fall. "As a mayor," Veliaj said, "I'm happy to see that assistance come from Turkey than from some other place."

Whereas Turkish efforts in Tirana, Accra, and elsewhere appear to point to a soft-power push in countries with relatively small Turkish diasporas, Ankara has also plowed money into countries where large numbers of Turks live, such as Germany. When Turkish guest workers began arriving in the 1960s, lawmakers there were also happy to have Diyanet assistance. The Turkish organization built mosques, provided social services, and significantly tamped down any risk of extremism. As time has gone on, though, Germany has become home to more than ⇒

⇒ 3 million people of Turkish origin or descent, and lawmakers are beginning to have misgivings over Ankara's continued influence, particularly as Erdogan's rule grows more and more polarizing.

The Diyanet, through the Turkish-Islamic Union for Religious Affairs (DITİB), another Turkish government body, runs 900 of Germany's 2,400 mosques. It describes itself as politically neutral, but has been the subject of multiple controversies. Last year, the German magazine Der Spiegel reported that some DITİB imams led prayers supporting Turkey's military incursion into Syria's Afrin region. Another DITİB-run mosque held a performance to mark the Battle of Gallipoli that involved children dressed in fatigues lying as fallen soldiers under a large Turkish flag, Stern, a weekly, said. In 2017, German authorities investigated a number of imams on suspicion that they

had spied on followers of Fethullah Gülen, the Pennsylvania-based preacher whom Ankara blames for an attempted coup against Erdogan in 2016. At the time, Germany's domestic intelligence agency was reported to be considering placing DITİB under official surveillance.

Markus Kerber, a senior civil servant in the German interior ministry, told me that it was now time to reduce the links between Ankara and his country's Islamic community. The Turkish diaspora in western Europe is seen as an important strategic asset for the AKP, he said, but Germany aims to have domestically educated imams and domestically funded mosques in the future.

DITİB did not respond to requests for comment. After the appointment of a new board chairman in January, however, the organization seemed deter-

mined not to be sidelined. "DITİB remains, and will continue to be, the strongest and most important guarantor of a resource and reason-based interpretation of moderate Islam for all Muslims," it said in a statement.

At a recent meeting in Ankara with the Diyanet president and some of Erdogan's advisers, Kerber said he told his counterparts that "your Turks are now our Turks." Their immediate reaction, he added, was bewilderment. ●

*We want to hear what you think about this article. Submit a letter to the editor or write to letters@theatlantic.com.*

*John M. Beck is an Istanbul-based journalist writing primarily on the Middle East.*



June 3, 2019

## Turkish troops penetrate 30 Km into Iraqi territory

By Loaa Adel - Jun 3, 2019  
[www.iraqinews.com](http://www.iraqinews.com)

A Peshmerga Commander said, on Monday, that Turkish troops had penetrated 30 kilometers into the Iraqi territory, while indicated that seven areas in northern Iraq witnessed Turkish air raids and ground operations.

Al-Araby newspaper quoted Lt. Col. Dilshad Zebari as saying that the areas of Sidkan, Souran, Khawakurk, Benkurd, Qandil mountain, in addition to the outskirts of Emadiyah and Zakho have witnessed several Turkish air and ground operations.

Also, occasional artillery shelling was carried out on these areas, he added. Ground Turkish troops penetrated 30 kilometers into the Iraqi territory and launched offensives against prominent members of the PKK.

Furthermore, Zebari explained that the areas that witnessed Turkish



operations does not have any Peshmerga or Asayish members. The operations involved a number of helicopters and fighter jets, and are accompanied by artillery shelling, he mentioned.

These operations are one of the largest Turkish operations in northern Iraq since the winter of 2018, Zebari said. So far, the process is clean, because it did not cause any civilian deaths, despite the existence of material losses. ◆

THE SYRIAN OBSERVER

June 7, 2019

## New Details About the "Safe Zone" in Northern Syria

Friday June 7th, 2019 by Basnews (Kurdish site)  
<https://syrianobserver.com>

**A Syrian-Kurdish commander has said that the proposed safe zone could include Jarablus, Manbij, Aziz, Tel Rifaat and even Afrin reports Basnews.**

On Wednesday, a Syrian-Kurdish commander revealed new details about the safe zone planned to be established in western Kurdistan (Syrian Kurdistan), saying that it could be expanded to include the area west of the Euphrates, currently under the command of the Turkish army.

Abdel Rahman Abo, a commander in the Kurdistan Democratic Party-Syria, told Basnews: "There are a number of scenarios on the table with regards to the safe zone, and recently there has been a view towards expanding this area to include the western portion of the Euphrates (Jarablus, Manbij, Aziz, Tel Rifaat and even Afrin)."

Abo added that, "the safe zone proposal has become a reality, but there is a dispute over the areas it will encompass and the regional and international forces that will participate in it." He added, "But there is an agreement around two forces—the Syrian Democratic Forces (of which the People's Protection Units are the core) after binding conditions, and the Rojava Peshmerga (Syrian Kurdish Peshmerga), will administer this area."

The Kurdish commander said that, "the view of the Kurdish National

Council in Syria is that the safe zone should be under international supervision and protection.

With regards to the fate of the town of Tel Rifaat and the neighboring areas, which are under the control of the YPG and Russia, Abo said that, "these areas are subject to swaps and bargaining, and will be part of the American-Turkish influence area in the near future."

The Syrian-Kurdish commander continued, saying: "In practice, all of Syria is subject to bargaining and in the end the arrangements will be in accordance with the system of stewardship and influence of regional and international powers."

A Kurdish source previously told Basnews in May that, "after three days of negotiations, the YPG and Russian forces reached a deal to establish three observation points in the town of Tel Rifaat and to deploy joint patrols in the areas of contact with Turkish forces in Azaz in northern Aleppo."

The source added that, "Russia will not give up Tel Rifaat and the surrounding areas under the control of the YPG to the benefit of Turkey, without something in exchange."

The Turkish Defense Ministry said in March that Turkish and Russian forces had carried out the first "independent and coordinated" patrols in the Tel Rifaat area before news on Apr. 10, 2019, about Russians withdrawing from Tel Rifaat. ●

# Iraq's Ambitious Oil Plan Faces One Major Problem



By Simon Watkins -  
Jun 03, 2019  
<https://oilprice.com>

The Federal Government of Iraq (FGI) in Baghdad moved swiftly when the U.S. re-imposed sanctions against Iran, ordering its Oil Ministry to breach part of the supply gap by increasing its targets for crude oil production to 6.2 million barrels per day (bpd) by end-2020 and 9 million bpd by end-2023. These targets include oil output from the semi-autonomous region of Kurdistan in the country's north – an area under the leadership of the KRG. Crucially, the KRG also controls a key pipeline in Iraq's northern export route to Europe via the Turkish port of Ceyhan. All of this is under threat over a row involving budget payments from the FGI to the KRG in exchange for Kurdistan's co-operation on oil transfers and exports.

The dispute is not a transitory disagreement but dates back to the very formation of the new system of governance in Iraq in 2003, immediately after the fall of Saddam Hussein. At that time, it was broadly agreed that the KRG would export a certain volume of oil from its own fields and Kirkuk via Iraq's State Oil Marketing Organization (SOMO) and would absolutely not independently sell oil from the fields on the international markets. In return, Baghdad would disburse a certain level of payments to the KRG from Iraq's central budget. From 2003 to November 2014, there were constant accusations from both sides that the other had not met the terms of that understanding.

In November 2014, however, a deal was struck between the FGI and the KRG in which the KRG agreed to export up to 550,000 bpd of oil from its own fields and Kirkuk via SOMO and, in return, Baghdad would send 17% of the federal budget after sovereign expenses (around US\$500 million at that time) per month in budget payments to the Kurds. This agreement – which again functioned properly only sporadically – was then superseded by an understanding reached between the KRG and the new Iraqi federal government formed in October 2018 centred on the 2019 national budget bill. This required the FGI to transfer sufficient funds from the budget to pay the salaries of KRG employees along with other financial compensation in exchange for the KRG handing over the export of at least 250,000 bpd of crude oil to SOMO. Since the beginning of this year, the FGI – nominally headed by Prime Minister Adil Abdul-Mahdi but controlled behind the scenes by radical cleric Moqtada a-Sadr – has delivered the funding for the salaries of the KRG employees on a monthly basis. The KRG, though, has not deli-

vered the agreed upon volume of oil to SOMO.

The key sticking point for the two sides is a fundamental disagreement over the amount of budget dispersals and oil transfers that should be involved in the deal on an ongoing basis – the same reason that the November 2014 deal did not survive intact for long. The situation was worsened by the 'yes' referendum vote for independence in Kurdistan in September 2017. Before this, Kurdistan had been hoping to raise oil exports above 1 million bpd, becoming one of the world's fastest growing oil regions, and allowing for the full resumption of the November 2014 deal. After the 'yes' vote, the very basis of the deal became entirely null and void when FGI and Iranian forces took back control of the oilfields in Kurdistan, including the major sites around the oil city of Kirkuk.

The FGI argued that the Kirkuk fields had been occupied illegally in the first place, having been under Kurdish control only since 2014, when the Iraqi army collapsed in the face of Islamic State, and Kurdistan's Peshmerga military force moved in to prevent the militants from seizing the region's oilfields. From September onwards, the starting point of any negotiations for the FGI in Baghdad over budget disbursements to the KRG was that they should accord with the percentage share of the Kurdistan population in the overall population of Iraq. This, according to the FGI, is 12.67% – a long way from the 17% of the federal budget after sovereign expenses that had been the cornerstone assumption of the November 2014 deal.

The legal position relating to the Iraqi oil industry and the distribution of its revenue sharing between the KRG area and the rest of the country has done little to clarify the ongoing impasse. Both sides have claimed – with some justification – a right to the revenues from the disputed oil flows. According to the KRG, it has authority under Articles 112 and 115 of the Iraq Constitution to manage oil and gas in the Kurdistan Region extracted from fields that were not in production in 2005 – the year that the Constitution was adopted by referendum. SOMO, however, has argued that under Article 111 of the Constitution, oil and gas are under the ownership of all the people of Iraq in all the regions and governorates.

In addition, the KRG maintains that Article 115 states: "All powers not stipulated in the exclusive powers of the federal government belong to the authorities of the regions and governorates that are not organised in a region." As such, the KRG maintains that, as relevant powers are not otherwise stipulated in the Constitution, it has the authority to sell and receive revenue from its oil and gas exports.

Additionally, the Constitution provides that, should a dispute arise, priority shall be given to the law of the regions and governorates.

Since the 'yes' vote on independence, Russia has further complicated matters, regarding the growing schism between the FGI and the KRG as a significant opportunity to take control of the oil and gas assets of the Kurdistan region whilst also maintaining its foothold in the south. The Kremlin's corporate oil proxy, Rosneft – which has now effectively taken over the ownership of Kurdistan's export oil and gas pipelines, as part of an agreement to provide it with over US\$2.1 billion in prepayment deals under the long-term supply contract, valid until 2020 – has made its own demands of the FGI through the KRG. A senior oil and gas industry source who works closely with Iraq's Oil Ministry told OilPrice.com that Moscow is insisting that Kurdistan oil flows would not restart until pipeline transit fees are paid to Rosneft, which now also has a 60% stake in the Kirkuk-Ceyhan pipeline. Moscow also wants the FGI to look again at its decision to deem 'invalid' the assignment last October to Rosneft by the KRG of five exploration blocks in Kurdish territory.

Rosneft's involvement not only threatens Iraq's plans to meet its new in-house oil production targets but also its potential export routes for the new flows, given the Russian company's involvement in the northern pipelines leading into Turkey's Ceyhan port. The original Kirkuk to Ceyhan Pipeline – also called the Iraq-Turkey Pipeline (ITP) – consisted of two pipes, which had a nameplate capacity of 1.6 million bpd combined (1.1 million bpd for the 46 inch diameter pipe, and 0.5 million bpd for the 40 inch one).

Although subject to regular sabotage by militants of various descriptions, the FGI-controlled pipeline's export capacity reached between 250,000 to 400,000 bpd when running normally, Richard Mallinson, senior oil and gas analyst for global energy consultancy, Energy Aspects, in London, told OilPrice.com. Meanwhile, the KRG, in response to the regular attacks on the FGI pipeline, completed its own single-side track Taq Taq field-Khurmala-Kirkuk/Ceyhan pipeline in the border town of Fishkhabur. This was part of its drive to raise oil exports above 1 million bpd.

Under the previous FGI administration of Haider al-Abadi, the signs were that some accommodation of the demands of Rosneft, and the KRG, might be in the offing, according to the Iraq source. "There had been some movement on the percentage basis for the budget compensation, up from just under 13%, in the early part of last year, and there had been a ratification of the idea that Baghdad ⇒

⇒ would return to significant volumes of oil to Kurdistan for local refining and it had even been acknowledged that a pumping tariff might be paid to Rosneft," he said.

"At that time, [Jabar] al-Luaibi [Iraq's Oil Minister] even said that he was willing to accommodate Rosneft in the Kirkuk oil hub itself, highlighting that Baghdad did not want to close the

doors in the face of anyone who wants to help," he added. The only condition at that point was that Rosneft should work with BP (a company that owns a 19.75% stake in Rosneft), which does not appear to be an insurmountable requirement. "The view of the KRG is that al-Sadr will eventually go along with what had been agreed, as it [the KRG] thinks that he is more likely to do deals with Russia than with the US, which he

hates with every fibre of his being," he concluded. ●

*Simon Watkins is a former senior FX trader and salesman, financial journalist, and best-selling author. He was Head of Forex Institutional Sales and Trading for Credit Lyonnais, and later Director of Forex at Bank of Montreal.*

AL-MONITOR

JUNE 7, 2019

# Syrian farmers suffer as Kurds' crops set ablaze

**Kurdish authorities in eastern Syria say politically motivated arsonists are setting fire to agricultural lands, destroying thousands of acres of farmers' crops.**



Lamar Erkendi June 7, 2019  
www.al-monitor.com

**Q**AMISHLI - Someone is setting Syria's crops on fire and there are several suspects: the Islamic State (IS), Syrian regime forces, and/or Turkey and its allied fighters. The problem is especially severe in Rojava, the Kurdish autonomous administration area in northeast Syria, also known as Syrian Kurdistan.

On June 1, a military official from the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) coalition told Al-Monitor on condition of anonymity that Turkey, IS sleeper cells and the Syrian government are all responsible for burning Kurdish crops.

"The fires that have ravaged thousands of dunams of wheat, barley and lentil crops in the Kurdish self-administration areas were planned and executed by the intelligence [sectors] of Turkey and the Syrian regime, along with IS sleeper cells. They aim to incite people against the Kurdish self-administration, create chaos and provoke sectarian strife between Arabs and Kurds, particularly in Raqqa, Deir ez-Zor and Manbij," the official said.

He added, "Rapid intervention forces in Raqqa and Deir ez-Zor arrested a number of people after receiving information that they had been setting fire to large areas of agricultural land. Interrogations revealed that they had contact with Syrian and Turkish intelligence."

AFirefighters, in coordination with the Raqqa Internal Security Forces, extinguished a blaze on June 1 that destroyed 600 dunams (almost 150 acres) of wheat fields near the village of Khirbat Bustan in northern Hasakah province. Thousands of hectares have gone up in smoke in al-Tabqa, Raqqa, Deir ez-Zor, Kobani, Hasakah, Qamishli and Manbij since May 20, as new fires are set. (One thousand hectares equals almost 2,500 acres.)

**L**uqman Ahmad, who lost 50 acres of wheat, barley and lentils in the countryside of Hasakah, told Al-Monitor, "Sleeper cells affiliated with the Islamic State are burning our land. In previous years, we used to be able to control the fires caused by high temperatures rather quickly, and no more than 3 [meters] to 4 meters of land would burn down. Now, fields are often set on fire at night, [so that even] when temperatures are low, thousands of hectares go up in flames fast."

The Rojava administration called on farmers to take precautions to protect their crops. On its website May 29 it said, "The emergency teams, the municipalities and councils affiliated with the democratic self-administration are on standby for any emergency, but [without coordination] between the administration and citizens, this will remain insufficient."

Ayoub Mustafa, a lawyer from Raqqa, told Al-Monitor that though IS had been defeated, it still carries out terrorist operations through local residents, mainly in Raqqa and Deir ez-Zor, who are protected by their tribes. He noted that IS adopts a scorched-earth policy when it's defeated and



**A fire burning agriculture lands is seen in the village of Khirbat Bustan in the countryside of Amuda, north of Hasakah province, Syria, June 1, 2019. Lamar Erkendi/Al-Monitor**

withdraws from an area.

"IS is well aware of the role agricultural crops play for farmers financially and it is burning them in revenge against the people who supported its expulsion from their areas. Burning crops will lead to the destruction of the soil and will have harmful effects on the health of civilians, increasing rates of respiratory diseases," Mustafa noted.

The SDF, in coordination with the international coalition against IS, arrested 15 IS members May 28 in the village of Qana, south of Hasakah. Also, IS itself has bragged about setting some of the fires.

**T**hrough its weekly newsletter, al-Naba, IS claimed responsibility for burning crops in SDF-controlled areas of northeast Syria. It issued a report May 31 identifying the lands the group burned in Raqqa, Hasakah and even eastern Aleppo province, pointing out that the fires extended to lands owned by SDF officials and fighters.

IS called on its fighters to burn more land, saying, "[There are] thousands of dunams of land planted with wheat and barley, and before you stand [farmers'] orchards, fields, homes and their economic structures, so go ahead, take action and may God bless your harvest."

But it appears there's plenty of blame to go around. On its Facebook page, the Rojava administration said, "Most of these incidents are deliberate by various parties, such as IS, the Syrian regime and Turkey, which want to ruin the region's economy and threaten the livelihood of its residents."

Turkish forces reportedly fired incendiary weapons May 29 toward agricultural lands in the village of Abu al-Soun near Sari Kani city on the Syrian-Turkish border, setting fire to 250 dunams of agricultural land.

A farmer from Sari Kani, Said Omar, told Al-Monitor the Turkish army was deliberately firing at crops, as well as farmers, and setting vast areas of cultivated land ablaze.

Salman Baroudo, one of the leaders of Rojava's Economic and Agricultural Authority, told Al-Monitor that 16,000 hectares have been turned to ashes in the Euphrates region, and a total of some 4,000 more in al-Jazira, Deir ez-Zor, Raqqa, Manbij and al-Tabqa.

Farmers have endured losses of 2 billion Syrian pounds (around \$4 million), he said, adding that authorities are continuing their investigations to determine the perpetrators behind the fires. ◆

*Lamar Erkendi is a human rights activist and journalist who works for several Arab and foreign websites.*

# Philippe Droz-Vincent : « La guerre en Syrie n'est pas terminée »

le politologue Philippe Droz-Vincent dans une tribune au « Monde » considère que c'est autour de la région d'Idlib, frappée par deux attentats meurtriers les 1er et 2 juin 2019, que se joue l'avenir de la Syrie, en dépit du relatif désintérêt des Occidentaux.

## TRIBUNE

Philippe Droz-Vincent / 04 juin 2019  
www.lemonde.fr

La Syrie ne franchit désormais plus qu'exceptionnellement les portes de l'actualité. La guerre y est pourtant repartie de plus belle en mai 2019 au nord-ouest, dans la province d'Idlib, dans l'indifférence générale. Elle offre son lot de bombardements d'artillerie et d'aviation syrienne et russe sur les civils, de déplacements massifs (plus de 200 000 personnes), avec même des allégations de frappe chimique suivies de menaces de l'administration Trump.

Le silence relatif est rompu seulement par les communiqués d'ONG dont Médecins du Monde le 17 mai, dénonçant en particulier les attaques systématiques sur les infrastructures hospitalières. En fait, la guerre syrienne a pris une nouvelle forme en 2016-2017, conséquence de l'intervention russo-iranienne de septembre 2015, qui la rend beaucoup plus complexe et faite de phases intermittentes. Après l'offensive destructrice d'Alep qui a suscité l'indignation internationale, elle est devenue plus régionale et internationale, le facteur extérieur en étant le moteur.

Une offensive finale sur Idlib devenue refuge pour civils et déversoir à djihadistes était déjà annoncée en septembre 2018. La guerre est désormais adossée à des tractations régionales et internationales dans lesquelles la politique étrangère russe est à la manœuvre, lors de multiples conférences à Astana, Sotchi, Téhéran ou Istanbul. Car c'est en manipulant l'interventionnisme régional exacerbé par les accords de désescalade que les Russes ont rétabli la souveraineté du régime sur les nombreuses poches rebelles.

## LE RÔLE DE LA TURQUIE

L'action russe consiste à lancer ou à participer à une offensive syrienne, pour obtenir la reddition des rebelles et leur réintégration, avec l'aide des acteurs régionaux intéressés à la zone en question. La guerre autour de la Syrie, menée par procuration (proxy war), a pris le dessus sur la guerre en Syrie remportée et fêtée par le régime Assad.

Dans le Nord-Ouest, la Turquie est l'acteur clé, présente militairement dans la partie nord du gouvernorat (autour d'Afrin). Une façon de prendre des gages en vue d'une solution future, et à court terme de remplir le vide pour ne pas le laisser au parti kurde syrien, le PYD (Parti de l'union démocratique) (excroissance syrienne du PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan, turc), qui a éliminé les autres partis kurdes dans son

bastion du Nord-Est et s'est « arabisé » et légitimé en menant les guerres occidentales contre Daech.

Mais la Turquie, tout en défendant ses intérêts, est en charge, d'après l'accord de désescalade avec la Russie, d'opérer un tri plus au sud de la province, autour de la notion complexe de terrorisme, entre les rebelles « réintégrant » (et syriens) et les djihadistes les plus idéologiques (et étrangers). Les 20 000 à 30 000 derniers rebelles lourdement armés sont enfermés dans cette province entre les lignes gouvernementales (et les postes d'observation russes et turcs) et le mur turc.

## LA SOUFFRANCE DES CIVILS

Parmi eux, des coalitions de groupes plus ou moins héritiers de l'Armée syrienne libre, clientélisés par la Turquie et utilisés contre le PYD, mais aussi Ha'iat Tahrir al-Sham (ancien front al-Nosra dans la lignée d'al-Qaïda), djihadiste sans agenda international affiché changeant de nom pour se « syrianiser », ainsi que divers groupes djihadistes internationaux (dont des Turkestanaïes) et même al-Qaïda canal historique (Hurras Al-Din) mêlés à une population civile de trois millions de personnes (pour la plupart réfugiés) qui subissent la guerre.

Loin d'être un épisode anodin et par-delà la souffrance des civils mêlés à ces jeux de guerre, la situation mérite attention. La guerre par procuration représente un potentiel d'escalade dans cette zone stratégique, à la frontière d'Alep et le long de l'autoroute stratégique qui descend sur la quatrième ville du pays, Hama. Et n'est pas sans conséquence pour la Turquie, déjà déstabilisée par ses propres problèmes internes et garants vis-à-vis de l'UE de l'arrêt des flux de réfugiés.

Le régime Assad récupère le terrain ainsi négocié sur lequel il opère sa reconstruction, reposant sur l'épuisement des oppositions et de la société. Le régime a vaincu l'opposition démocratique composite qui s'est soulevée en mars 2011 contre l'autoritarisme, puis ses formes militarisées voire djihadisées. Mais il est affaibli par ses pertes et par sa corruption, et peine à instaurer un contrôle autoritaire sur les territoires reconquis, si ce n'est en manipulant la reconstruction. Les pénuries récentes de bouteilles de gaz ou d'essence dans les zones gouvernementales signalent bien ses difficultés croissantes.

## FAIBLE MÉDIATISATION ET LASSITUDE INTERNATIONALE

Et dans les opérations d'Idlib, ses forces prétoriennes de sinistre réputation, la quatrième divi-



« Dans la complexité d'Idlib se joue l'avenir de la Syrie, plus que dans le processus politique onusien dirigé par un nouveau diplomate norvégien (certes chevronné vu son rôle dans les accords israélo-palestiniens d'Oslo). » Ingram / Photonotop

sion associée au frère du président ou les « forces du Tigre » (un général des services de renseignement de l'armée de l'air très proche des Russes), montrent leurs faiblesses au combat – et les zones désertiques de la badia syrienne (au sud-est) voient renaître des cellules de Daech actives.

Surtout, la faible médiatisation et la lassitude internationale trahissent l'absence complète d'intérêt et de posture diplomatique des puissances occidentales face à l'activisme russe sur ce dossier. Dans la complexité d'Idlib se joue l'avenir de la Syrie, plus que dans le processus politique onusien dirigé par un nouveau diplomate norvégien (certes chevronné vu son rôle dans les accords israélo-palestiniens d'Oslo).

Il s'agit de la dernière zone clé pour peser, car le sort du Nord-Est (à l'est de l'Euphrate) sous contrôle du PYD est déjà scellé par le retrait américain annoncé par Donald Trump en décembre 2018, ouvrant donc la voie à sa potentielle réintégration dans le régime. Deux zones symptomatiquement ébranlées par les deux mystérieux attentats à Raqqa et Azaz les 1er et 2 juin 2019...■

Philippe Droz-Vincent est politologue et spécialiste du Moyen-Orient.

# Commander says Syrian Kurds ready to negotiate with Turkey, Syrian regime

<http://ahval.co> / Jun 02 2019

Commander-in-chief of Syrian Kurdish forces on Saturday said they were open to dialogue with both Turkey and the Syrian regime, Kurdish news agency ANHA reported.

"We do not want war in our regions. We are in favour of solving problems through dialogue. Whether with Turkey or the Syrian regime, we are ready to dialogue with all parties," said the commander-in-chief of the U.S.-backed Syrian Democratic Forces (SDF) Mazlum Kobane.

The SDF provided ground forces in the inter-

national coalition against Islamic State (ISIS). Yet, Ankara sees the SDF as the Syrian offshoot of the Kurdistan Workers' Party (PKK) which has waged a decades-long insurgency on Turkish soil for Kurdish self-rule.

Syrian leader Bashar al-Assad has repeatedly pledged to reclaim all of Syria, including the territory in northern Syria controlled by the Kurdish forces.

In his first major communication since the mid-2015 breakdown of the peace process between the PKK and the Turkish state, last month, the jailed PKK leader Abdullah Öcalan issued a



statement calling for a negotiated solution to the Syrian conflict, urging the SDF to commit to diplomacy and work toward unity in Syria.

"With the paradigm of the leader Öcalan, we defeated the terrorist and fascist the IS ideology. For this reason, we believe that Leader Öcalan will have a big role in the solution of the Syrian crisis," Kobane said. ●

The Telegraph 2 JUNE 2019

# Isil relatives among 800 Syrian women and children to be released from notorious refugee camp

Sara Elizabeth Williams / 2 June 2019  
<https://www.telegraph.co.uk>

Eight hundred Syrian women and children, including relatives of Isil jihadists, are to be released today on Monday from the Kurdish-run Al-Hol camp in northeast Syria despite concerns over security.

The group will be handed over to their families following negotiations between the Syrian Democratic Forces, the mainly Kurdish US proxy group that runs the camp, and leaders of the Arab tribes to which the 800 people belong.

A second mass release of camp residents is expected to follow in the days after the Islamic holiday of Eid, which takes place in the middle of this week.

The releases were announced come despite widely held concerns that the camp has become a powder-keg for violent extremism, with some of its residents potentially still radicalised.

The SDF, which has led the operation against Isil on the ground and been responsible for holding the men, women and children churned up in its wake, has maintained a practice of negotiating with local Arab tribes in order to engineer the controlled release of Syrians back into society.

"The SDF early on decided on this approach, and it worked very well in Raqqa, for example, two and a half years ago. They find a member of the community, usually a Kurd, who acts as an

interlocutor between the SDF and the Arab tribes," said Daren Khalifa,

International Crisis Group's senior Syria Analyst. Huge swathes of the Syrian population were swept up into Isil, many not on ideological grounds but for basic survival. In some cases, entire villages were negotiated into Isil by sheikhs or tribal leaders, who are now being pressed by their people to facilitate the return of women, children and some men.

Those to be returned, Ms Khalifa said, will be pardoned by the SDF before being released from custody. Monday's group consists of residents of Raqqa and the town of Tabqa, 70 kilometres (43 miles) west. Those suspected of having links to IS will be kept under surveillance by local Arab tribes, who have given guarantees, said Abd al-Mehbach, co-chair of the Kurdish administration's executive council.

"It is the (Kurdish) administration's duty to its people to play a role in the rehabilitation of these women and children, and their reintegration into society," he said. Raqqa tribal leader Ali Mahamid Ali said Arab tribes were trying to secure the release of all Syrian women held in Al-Hol, including by offering guarantees. "They are all our sisters, our mothers," he said. In deeply tribal eastern Syria, such a guarantee is an iron-clad promise and could serve as a bulwark against the spread of Isil ideology by former members.

But for the SDF, there is also a powerful



Women line up for aid supplies at Al-Hol camp in Hassakeh province, Syria. AP

financial driver to get Al-Hol's population under control. Each camp resident costs around \$30 USD per day to feed and house, according to Crisis Group research, and that's before security costs. Despite its military backing, the US has offered limited support for the battle's aftermath, supporting the construction of just one prison. Despite the airtime given to foreign fighters, women and children, they number relatively few: fewer than 2,000 foreign men are thought to remain in SDF custody.

But with other countries largely unwilling to take back their citizens, the issue of what to do with foreigners may prove the most protracted and expensive.

The vast majority of those in Al-Hol and other SDF-run facilities are locals – Syrians and Iraqis. This makes community-negotiated returns, despite the model's flaws, a viable means of reducing the number of people in SDF custody. "The SDF have been saying for years, 'tell us a better way'. They've been asking for help. Well, there's no help coming, and I don't see anyone proposing a better way," said Ms Khalifa. ■



# LES KURDES, D'UN STATUT DE PEUPLE MARGINALISÉ À CELUI D'ACTEURS STRATÉGIQUES INCONTOURNABLES. UN PEUPLE CONCENTRÉ DANS LES MONTAGNES MAIS DISSÉMINÉ À TRAVERS LE MOYEN-ORIENT (1/2)



## PEUPEMENT KURDE AU MOYEN-ORIENT

- Capitale
- Localité ou lieu d'intérêt
- Empreinte urbaine

## Densité de peuplement kurde

- Zone notable de peuplement kurde
- Zone peuplée à plus de 75% de Kurdes



Edition : 30/05/2019  
Réalisation : Emile BOUVIER

© Les Clés du Moyen-Orient

Par Emile Bouvier Article publié le 07/06/2019  
www.lesclesdumoyenorient.com

« Je trouve que les Kurdes sont des gens extraordinaires, ce sont d'incroyables combattants, ils sont formidables, chaleureux, et sont des alliés précieux dans bien des cas. Bon, comme vous le savez, il s'agit de plusieurs groupes différents de personnes. Mais ce sont des gens extraordinaires, je pense vraiment qu'ils le sont ! », affirmait le Président américain Donald Trump, avec la grandiloquence qui est la sienne et devant un parterre de journalistes, lors d'une conférence de presse le 12 juillet 2018 à l'occasion du sommet de l'OTAN tenu à Bruxelles (1).

Cette citation montre l'engouement suscité par les Kurdes dans les plus hautes sphères des puissances occidentales ; pourtant, cet enthousiasme est très récent. En effet, les Kurdes, dont l'existence a été révélée au grand public une première fois lors de l'Anfal, les massacres entrepris par Saddam Hussein en 1988, se sont durablement installés dans le paysage médiatique international à partir de 2014 ; cette année, les forces du mouvement kurde PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan), aidées de Peshmergas, des combattants kurdes irakiens, parviennent à exfiltrer plusieurs milliers de yézidis assiégés à Sinjar, qui était le théâtre depuis plusieurs semaines de massacres perpétrés par l'Etat islamique.

Dans le même temps, les forces kurdes des Yekîneyên Parastina Gel (YPG – Unités de protection du peuple) opposent à Kobané une résistance acharnée face aux assauts des combattants de Daech et leur infligent, en 2015, leur première véritable défaite depuis le début de la guerre civile en Syrie. L'opinion publique occidentale découvre ainsi les images de femmes kurdes (2) combattant d'égal à égal avec les hommes, et avec elles une esquisse de ce peuple kurde sur lequel les puissances occidentales vont abondamment miser dans leur lutte contre l'Etat islamique.

Aujourd'hui, les Kurdes se sont imposés comme des acteurs géopolitiques majeurs au Moyen-Orient, au plaisir de certains (au premier rang desquels la Coalition internationale visant à vaincre Daech) et au grand dam d'autres (principalement les pays les plus peuplés de Kurdes, à savoir la Turquie (3), l'Irak, l'Iran et la Syrie). Acteur socio-politique le plus mobilisateur en terme de mouvements sociaux (manifestations, grèves de la faim, etc.) en Europe depuis les années 1990 (4), la diaspora kurde est très présente sur le Vieux continent (environ un million de kurdes en Allemagne, par exemple) où elle cherche à faire gagner en visibilité sa culture et son droit à l'autodétermination.

Malgré cela, les Kurdes apparaissent comme un peu peuple méconnu, ou plutôt mal connu, du grand public. La marginalisation que leur a imposée l'Histoire, la complexité des relations entre mouvements nationaux ou transnationaux kurdes, superposée à la grande diversité linguistique, religieuse, ou encore culturelle de ce peuple, expliquent en partie cette méconnaissance.

Le présent article inaugure ainsi une série d'études portant sur le monde kurde, tant au Moyen-Orient qu'en Europe, et projette d'introduire ce sujet particulièrement large en présentant tout d'abord le peuple kurde sous un angle historique et sociogéographique (première partie), puis sous un angle géopolitique et récapitulatif de l'actualité (seconde partie).

## Les montagnes, au cœur de l'identité culturelle kurde

Sans revenir sur l'histoire générale du peuple kurde, déjà traitée en détails par les Clés du Moyen-Orient (5), il semble nécessaire d'évoquer certains aspects de celle-ci pour comprendre la répartition territoriale de son peuple, que la carte ci-dessous représente, et notamment les zones de peuplement extérieures →

→ aux montagnes du Kurdistan turc, irakien, iranien et, dans une moindre mesure, syrien.

En effet, comme l'indique un dicton kurde particulièrement apprécié des journalistes, « le peuple kurde n'a d'autres amis que les montagnes » (6). De fait, les Kurdes apparaissent comme un peuple essentiellement montagnard : les principales zones de peuplement se situent dans une vaste région caractérisée par son relief très accidenté, limité à l'ouest par le complexe montagneux du Taurus en Turquie jusqu'à la chaîne des monts Zagros en Irak et en Iran au sud-est. La Syrie n'est pas en reste avec la région d'Afrin, dont le massif montagneux s'appelle d'ailleurs, à juste titre, « les montagnes kurdes ».

Ce territoire difficilement accessible rend compte, en partie, du retard des Kurdes en matière de développement socio-économique, et explique pourquoi les différents pays concernés n'ont pas fait de cette région l'une de leur priorité en matière d'investissements politiques et économiques. Ces montagnes expliquent également la virulence des insurrections kurdes et la résilience de leur guérilla : un tel relief accidenté, dont les Kurdes ont la pleine maîtrise, leur fournit un avantage tactique considérable, tant pour y aménager des caches ou des abris que pour y tendre des embuscades. L'histoire insurrectionnelle kurde est ainsi indissociable de ses monts : mont Qandil, mont Sinjar, mont Ararat, mont Hendrin, etc (7).

Toutefois, aujourd'hui, d'importantes poches de peuplement kurde se trouvent hors des montagnes. En Turquie tout d'abord, où il existe, depuis le XVI<sup>ème</sup> siècle environ, d'importantes communautés kurdes en Anatolie centrale, disséminées autour des pôles urbains de Çorum, Yozgat, Cihanbeyli, Konya, et Ankara. Le fondateur de la République turque, Mustafa Kemal Atatürk, appelait ces Kurdes les « Konya çöllerindeki Kürtler », c'est-à-dire les « Kurdes du désert de Konya », cette région se différenciant du Kurdistan turc classique par son relief très peu accidenté.

Le nord-est de la Syrie fait également exception aux montagnes et se caractérise par un relief inexistant, ou du moins sans continuité avec le Taurus ou le Zagros. Ces régions septentrionales syriennes, historiquement peuplées d'Assyriens et de Chrétiens, ont connu un afflux de Kurdes durant les années 1920 lorsque ces derniers, dont les rébellions contre l'Etat turc avaient échoué, ont cherché à trouver refuge en Syrie.

En Iran enfin, une importante zone de peuplement kurde échappe également au déterminisme montagneux : il s'agit des Kurdes du Khorasan, au nord-est du pays, à la frontière irano-turkmène. Forte de près de 500 000 personnes, cette communauté s'est construite au XVI<sup>ème</sup> siècle sous l'impulsion du Shah Abbas Ier, qui fit déporter des milliers de Kurdes aux marches septentrionales de son royaume afin d'y contenir les fréquentes invasions ouzbèkes et turkmènes. Certains historiens voient également dans cet acte un moyen d'affaiblir le potentiel insurrectionnel kurde, alors en proie à de fréquentes rébellions soutenues par l'Empire ottoman sunnite, qui y percevait là un moyen d'affaiblir son grand rival chiite (8).

## Les Kurdes, un peuple marginalisé et pourtant central

Riche de plus de 35 millions à 45 millions d'individus au Moyen-Orient, les Kurdes sont aussi nombreux que ne le sont, par exemple, les Ukrainiens (42 millions) ou encore les Polonais (38 millions). Entre 15 et 20 millions se trouveraient en Turquie, c'est-à-dire près d'un quart de la population turque totale ; l'Irak en compterait entre 10 et 23 millions, l'Irak 8 millions, et la Syrie 3 millions. Toutefois, ces chiffres datent de 2016 et ont certainement évolué, parfois substantiellement, en raison des conflits en cours au Moyen-Orient : l'offensive turque sur le canton kurde syrien d'Afrin en 2018 a par exemple causé de nombreux déplacements de populations.

En plus de politiques volontaristes d'exclusion ou de marginalisation des populations kurdes (9), celles-ci, par leur position géographique peu accessible, ont souvent bénéficié à la marge des développements économiques des pays de la région ; cette mise à l'écart est également perceptible par l'absence notable de grands centres urbains au Kurdistan, à l'exception de Diyarbakir en Turquie, Erbil et Kirkouk en Irak ou encore Sanandaj en Iran. Les zones de peuplement kurde sont ainsi essentiellement rurales et souffrent d'un sous-développement chronique, que traduisent de façon éloquentes les statistiques énumérant les carences critiques en médecins au Kurdistan turc, ou encore les chiffres exposant la démographie galopante de ces zones de peuplement qui devrait faire des Kurdes turcs, selon certains experts, l'ethnie démographiquement majoritaire en Turquie d'ici 2050.

Les Kurdes, qu'ils soient turcs, irakiens, iraniens ou encore syriens, sont pourtant

géoéconomiquement et/ou géopolitiquement incontournables pour les autorités locales. En effet, ils sont situés dans des zones actuellement stratégiques ou qui le seront dans un avenir proche. Les Kurdes irakiens en sont un exemple éloquent : assis sur plusieurs réserves d'hydrocarbures majeures pour l'Irak, ils accueillent également sur leur territoire plusieurs pipelines, soit déjà édifiés, soit en projet de construction. Les Kurdes turcs sont quant à eux au cœur d'un projet économique colossal intitulé le « Projet d'Anatolie du sud-est » visant notamment un meilleur contrôle hydrique des fleuves hautement stratégiques que sont l'Euphrate et le Tigre (10).

Ainsi, les Kurdes apparaissent comme un peuple de grande envergure démographique, concentré dans les montagnes mais disséminé à travers le Moyen-Orient. Leur situation géographique les positionne naturellement à la marge du développement économique et politique de leur pays d'appartenance, quand cette marginalisation n'est pas le fruit de politiques voulues par les autorités locales. Profondément attachés aux montagnes à qui ils doivent non seulement leur résilience mais aussi, à bien des égards, leur survie, les Kurdes sont devenus aujourd'hui des acteurs géopolitiques majeurs, dont la situation sera exposée en deuxième partie de cet article.

Notes :

- (1) WATCH : Trump to Kurdistan 24 : Kurds are great people, incredible fighters, Kurdistan24, 12/07/2018 <https://www.kurdistan24.net/en/news/168ca36e-70d1-4bc3-89a3-af91afe643ea>
- (2) Femmes soldats kurdes : sois belle et combats, Le Monde, 02/12/2017 [https://www.lemonde.fr/idees/article/2017/12/02/femmes-soldats-kurdes-sois-belle-et-combats\\_5223520\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2017/12/02/femmes-soldats-kurdes-sois-belle-et-combats_5223520_3232.html)
- (3) Cf. par exemple la réaction turque à la suite de la réception, par l'Elysée, d'une délégation de Kurdes syriens (<https://www.kurdistan24.net/en/news/ab110724-eb0f-4658-8f84-9458b347756f>)
- (4) La révolution kurde : le PKK et la fabrique d'une utopie, GROJEAN Olivier, La Découverte, 2017.
- (5) Les Kurdes (1/3) : de la conquête musulmane au début du XIX<sup>ème</sup> siècle
- (6) Les Kurdes (2/3) : de la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle à 1914, le choc de la modernité
- (7) Les Kurdes (3/3) : De la Première Guerre mondiale à 2003 : rêves(s) d'indépendance(s) Kurdes : l'autre visage du conflit syrien
- (8) Citons par exemple Libération, le Monde, L'Express, L'Orient Le Jour, Courrier International, Le Point, ou encore Le Figaro pour la presse francophone.
- (9) Le Mont Qandil est le QG du PKK, tandis que Sinjar agit, aujourd'hui encore, comme une tête-de-pont pour les actions insurrectionnelles du PKK menées à l'encontre des forces turques en Irak et en Turquie ; le mont Ararat donna son nom à la République éponyme, une grande révolte kurde qui dura de 1927 à 1931 ; le mont Hendrin est quant à lui le lieu d'une défaite des forces irakiennes contre des rebelles kurdes en 1966.
- (10) Un article sera prochainement consacré à ces déplacements de populations kurdes.
- (11) On se souviendra, par exemple, des mots de l'Ayatollah KHOMEINI qui affirma en 1980 que les Kurdes étaient « les enfants du démon »
- (12) Un article sera prochainement rédigé dans les Clés du Moyen-Orient à ce sujet.

## LA PARTIE 2 : LES KURDES, D'UN STATUT DE PEUPLE MARGINALISÉ À CELUI D'ACTEURS STRATÉGIQUES INCONTOURNABLES. UN PEUPLE STRATÉGIQUEMENT INCONTOURNABLE (2/2)

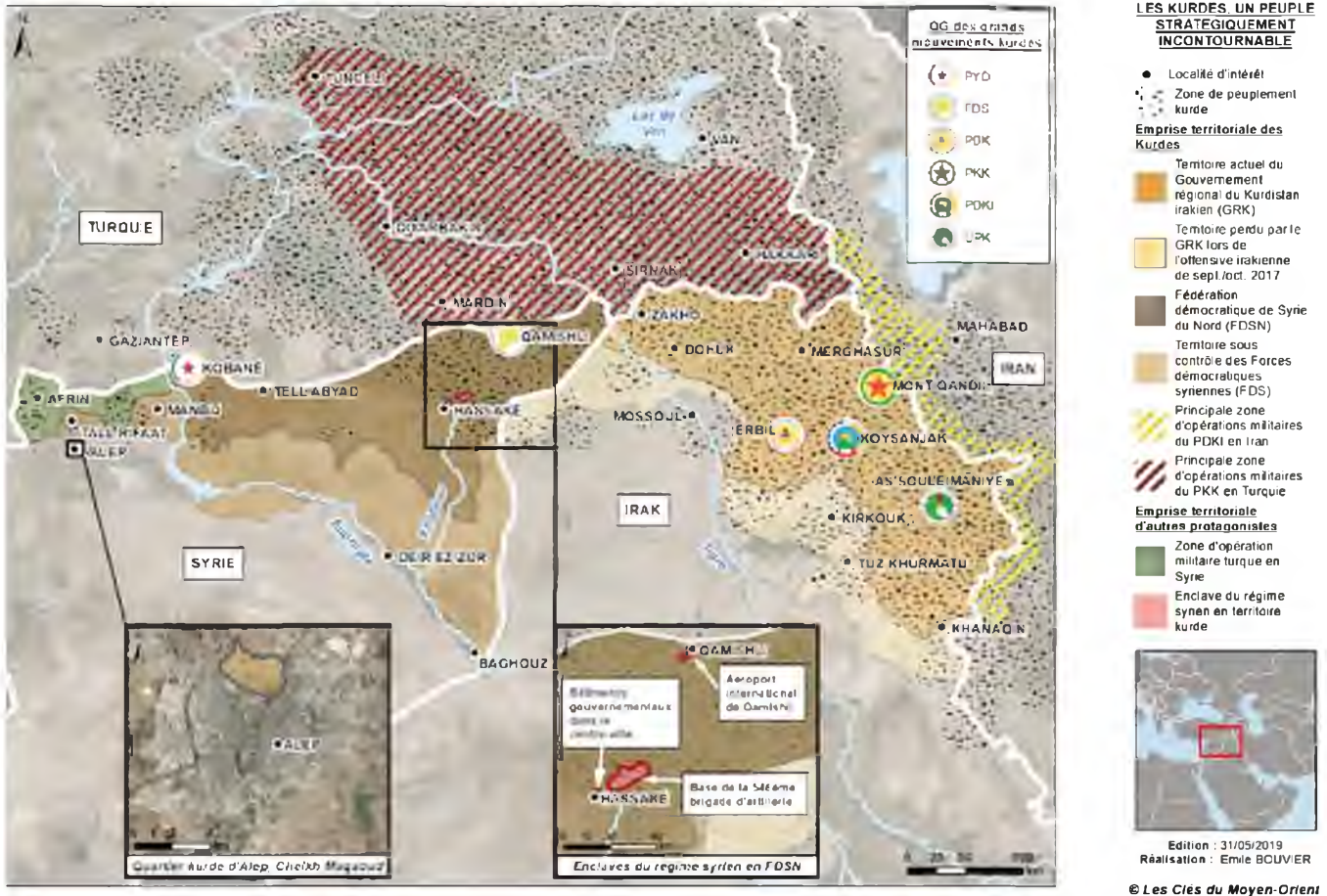
Article publié le 13/06/2019

Par Emile Bouvier

Au fil des années, avec notamment la consolidation de la région autonome du Kurdistan irakien (RAK) créée en 2005 et la guerre contre l'Etat islamique à partir de 2013, les Kurdes se sont imposés comme des acteurs géopolitiques incontournables pour les autres parties impliqués sur le théâtre levantin. Les victoires décisives des forces kurdes soutenues par la Coalition internationale en Irak mais surtout en Syrie en sont clairement à l'origine ; aujourd'hui, l'emprise territoriale des Kurdes au Moyen-Orient est incontestable, comme le montre la carte ci-contre.

Toutefois, d'autres acteurs kurdes, insurrectionnels cette fois, se sont imposés comme des acteurs de premier plan au Moyen-Orient ; le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) en est certainement l'exemple le plus éloquent et le plus incontestable, et cela tant en Syrie, en Irak, en Turquie et en Iran, dans une moindre mesure toutefois : le régime des Mollah doit faire face à un mouvement d'opposition grandissant, le Parti démocratique kurde iranien (PDKI), dont les forces militaires multiplient les escarmouches à la frontière irako-iranienne avec les Pasdarans, tandis que son état-major politique noue des liens politiques croissants au Moyen-Orient et au sein des chancelleries occidentales.

## Les victoires contre Daech à l'origine →



## → de l'assise géopolitique des Kurdes

Les YPG (Unités de protection du peuple), bras armé du Parti de l'Union démocratique (PYD) kurde, se sont très vite imposés comme le meilleur allié de la Coalition internationale dans la lutte contre Daech, et surtout comme le meilleur moyen d'éviter d'avoir à envoyer des forces régulières au sol et risquer ainsi des pertes, fortement impopulaires auprès des opinions publiques occidentales. Les YPG ont ainsi été massivement soutenues financièrement, militairement et matériellement, dès la bataille de Kobané en juillet 2014.

A partir de là, les victoires s'enchaînent : Tell Abyad, Tell Rifaat, puis, en 2016, un premier point d'orgue : la ville de Manbij, l'un des premiers fiefs de l'Etat islamique, est libérée. L'année suivante, les djihadistes sont chassés de Raqqa et, ce, malgré l'offensive « Bouclier de l'Euphrate » lancée à l'été 2016 par l'armée turque afin d'empêcher l'unification des cantons kurdes d'Afrin et Kobané. L'offensive kurde se poursuit ensuite tout le long de l'Euphrate, à l'est. En 2018, une nouvelle offensive turque, « Rameau d'olivier », visant à chasser les YPG du canton d'Afrin, viendra ralentir l'offensive kurde contre Daech sans pour autant l'arrêter : le 23 mars 2019, le village de Baghouz, dernier bastion de Daech en Syrie, tombe aux mains des YPG.

Aujourd'hui, un tiers du territoire syrien est aux mains des Forces démocratiques syennes (FDS), une coalition arabo-kurde dominée par les YPG. Ils contrôlent également des champs d'hydrocarbures hautement stratégiques dans la région de Deir Er Zor, ainsi que l'intégralité de la frontière avec l'Irak du nord jusqu'à l'Euphrate. Ils sont parvenus également, malgré la violence des combats et des bombardements, à conserver leur contrôle du quartier kurde à Alep lorsque les forces gouvernementales ont repris la ville en décembre 2016. Un accord de bonne entente entre le régime syrien et les forces kurdes, quelquefois transgressé mais globalement respecté (1), a permis aux forces de Bachar el Assad de conserver le contrôle de certaines enclaves stratégiques, notamment l'aéroport international de Qamishli, une base militaire à proximité de Hassaké et plusieurs bâtiments gouvernementaux dans la ville.

Alors que l'Etat islamique est défait et que seule subsiste une large poche de rebelles syriens autour de la ville d'Idlib, la question de l'avenir de ces territoires kurdes se pose ; le régime syrien a déjà annoncé sa volonté de les récupérer, mais n'est pas en mesure, pour le moment, de s'opposer aux FDS. Le PYD a ainsi créé, en 2016, une entité administrative autonome dénommée la Fédération démocratique de Syrie du nord (FDSN), appelée également, par métonymie, «

Rojava » (2). Ces territoires, dotés d'une constitution, se basent sur l'aboutissement de l'évolution idéologique d'Abdullah Öcalan, leader emprisonné du PKK, dont la pensée est passée du marxisme-léninisme au confédéralisme démocratique.

Le Kurdistan irakien n'a, en revanche, pas autant bénéficié du conflit contre l'Etat islamique que les Kurdes de Syrie ; alors qu'il était parvenu à prendre possession de riches champs d'hydrocarbures autour de Kirkouk, également appelée la « Jérusalem des Kurdes », ainsi que de vastes portions de territoires non peuplés de Kurdes, le gouvernement central irakien a lancé une offensive en octobre 2017 afin de récupérer une partie de ces territoires, au premier rang desquels ceux situés entourant la ville de Kirkouk. Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), les deux principales forces politiques légales au Kurdistan, s'accusent mutuellement d'être à l'origine de cette privation territoriale majeure et de la perte de Kirkouk notamment, au pouvoir symbolique et économique très fort pour les Kurdes.

## Le PKK et le PDKI, deux forces insurrectionnelles majeures

Le PKK est sans conteste le mouvement kurde dominant au Moyen-Orient. Fondé en 1978 par Abdullah Öcalan, cette organisation initialement marxiste-léniniste est devenue au fil des années le groupe armé kurde de référence. Basé en Irak où il est très présent, le PKK mène l'essentiel son activité militaire en Turquie mais également en Syrie de façon indirecte à travers le PYD, son avatar syrien. Il possède également une branche iranienne, le PJAK (Parti pour une vie libre au Kurdistan), peu active toutefois.

Le mouvement kurde dominant en Irak est actuellement le PDKI. Ce mouvement, fondé en 1945, a connu une longue histoire politique et militaire avant de devenir le mouvement politique et armé qu'il est aujourd'hui. Sous l'impulsion de son Secrétaire général Mostafa Hejrie, les Peshmergas du PDKI ont lancé depuis 2016 une vague d'attaques, notamment des embuscades, contre les forces iraniennes ; les Aigles de Zagros, unité des forces spéciales du PDKI, lancent en parallèle des actions en profondeur dans le territoire iranien (3). Dans le même temps, le PDKI multiplie les initiatives politiques et s'est imposé comme chef de file de l'opposition iranienne non-persane (4) ; il se fait également courtiser par un nombre croissant de chancelleries occidentales, en particulier les Américains, qui voient en ce mouvement un proxy idéal dans une potentielle guerre →

→ avec la République islamique d'Iran (5).

## Conclusion

Ainsi, les Kurdes tiennent actuellement une place stratégique majeure au Moyen-Orient, au croisement de problématiques différentes mais toutes hautement sensibles : de la résolution du conflit en Syrie à une potentielle guerre contre l'Iran en passant par les enjeux pétroliers en Irak, le peuple kurde est devenu incontournable pour les grandes puissances. Leurs divisions restent toutefois très nombreuses et les empêche de s'unir ou d'opposer un front commun efficace face à leurs adversaires, comme cela sera traité dans de prochains articles entièrement consacrés à la question des différents mouvements kurdes et à leurs relations entre eux.

De plus, les Kurdes, malgré leur rôle géopolitique majeur, restent toutefois particulièrement exposés au jeu des grandes puissances : le retrait surprise annoncé par le Président Donald Trump des troupes américaines stationnées en Syrie en février 2019 par exemple, leur aura rappelé qu'en définitive, et malgré les cinq dernières années passées aux côtés de la Coalition internationale en Syrie et en Irak, les montagnes sont peut-être, bel et bien, les seules amies des Kurdes.

### Notes :

- (1) Cet accord officieux a été établi dès le début du conflit. A plusieurs reprises, les deux parties se sont « testées » en attaquant des positions adverses, comme en avril 2016 par exemple, mais sans opération de grande envergure et sans que cela ne remette en question l'accord.
- (2) Le Rojava est le terme kurde pour désigner le Kurdistan de l'ouest, c'est-à-dire la Syrie. Le Bakûr désigne le nord, autrement dit la Turquie, tandis que Bashur désigne le sud et donc l'Irak ; le Rojhilat désigne enfin l'Iran, à l'est.
- (3) A titre d'exemple, une attaque à Baneh le 17/11/2018 : <http://www.rudaw.net/english/middleeast/iran/17112018>
- (4) Cf. notamment la création de la Coalition des groupes d'opposition iraniens, dont une conférence s'est tenue en juillet 2018 à Cologne : <https://unpo.org/article/20963>
- (5) Le PDKI a été invité à Washington en juillet 2018 afin d'y rencontrer certains

haut dignitaires américains du Secrétariat d'Etat et de l'armée. Voir : <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2018/07/iran-trump-pressure-campaign-kdpi-pjak-fagin-ircg-erbil.html>

### Bibliographie :

- La révolution kurde : le PKK et la fabrique d'une utopie, GROJEAN Olivier, La Découverte, 2017.
- Atatürk'ün bütün Eserleri, Kaynak Yayınları, 1924.
- Géopolitique des Kurdes, BOULANGER Philippe, Ellipses Marketing, 2006.
- Le peuple kurde, clé de voûte du Moyen-Orient, PIOT Olivier, Les petits matins, 2017.
- La question kurde : passé et présent, GORGAS Jordi Tejel, l'Harmattan, 2014.
- The Kurds of Syria : Political Parties and Identity in the Middle East, ALL-SOPP Harriet, Broché, 2015.
- Les Kurdes en 100 questions - Un peuple sans Etat, JAMES Boris, Broché, 2018.
- Children of the Jinn : in search of the Kurds and their country, KAHN Margaret, Penguin Group, 1980.
- Irénées.net, 2006. L'élaboration et l'utilisation de l'identité dans la construction d'un conflit : la question Kurde en Turquie.
- Anatoli - numéro 8 ; Les Kurdes : puissance montante au Moyen-Orient ? (08) Broché - 28 septembre 2017.

### Sitographie :

- Les Kurdes, un peuple éclaté entre quatre pays : [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/09/09/qui-sont-les-kurdes\\_4484311\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/09/09/qui-sont-les-kurdes_4484311_4355770.html) :
- ACLED : <https://www.acleddata.com> (recensement des attaques, des zones d'opération, etc.)
- Bundeszentrale für Politische Bildung, Siedlungsgebiete der Kurden, dpa27.827 (pour les zones de peuplement kurde notamment) : [https://www.t-online.de/nachrichten/deutschland/id\\_83121144/tuerkische-offensive-im-syrien-krieg-schande-fuer-deutschland-und-die-nato.html](https://www.t-online.de/nachrichten/deutschland/id_83121144/tuerkische-offensive-im-syrien-krieg-schande-fuer-deutschland-und-die-nato.html)
- Fondation Institut kurde de Paris, « La population kurde » : <https://www.institutkurde.org/info/la-population-kurde-1232550992>

■ ■ ■



16 JUIN 2019

# Syrie: au moins 10 morts dans des incendies criminels dans le nord-est

Par AFP — 16 juin 2019  
[www.liberation.fr/](http://www.liberation.fr/)

**A**u moins dix personnes sont mortes ces dernières 24 heures dans des incendies criminels visant des champs agricoles dans le nord-est de la Syrie, a indiqué dimanche une ONG, sur fond d'une bataille pour le blé entre le régime et les autorités kurdes.

Certains de ces incendies ont été revendiqués par le groupe Etat islamique (EI).

Parmi les victimes figurent des civils et des membres des Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, qui tentaient de lutter contre les feux, a affirmé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), organisation basée au Royaume-Uni qui dispose d'un vaste réseau de sources dans la Syrie en guerre.

Les incendies, dont certains n'ont pas encore été éteints, dans la province agricole et majoritairement kurde de Hassaké ont également blessé cinq personnes, a indiqué à l'AFP Kamal Derbas, un porte-parole du Croissant-rouge kurde.

Les «victimes tentaient d'éteindre le feu et ont été piégées par les flammes», a affirmé M. Derbas.

Ces dernières semaines, plusieurs incendies se sont déclarés en Syrie, notamment dans les zones de cultures de blé du nord-est.



Des hommes devant un champ de blé en feu dans la province de Hassaké en Syrie, le 11 juin 2019 Photo Delil souleiman. AFP

Selon des experts, la question du blé sera centrale dans les mois à venir pour garantir un prix abordable du pain et maintenir la paix sociale dans plusieurs régions.

La piste criminelle est privilégiée par le régime syrien et les kurdes qui s'accusent mutuellement dans le cadre d'un bras de fer pour le contrôle des récoltes de la région, considérée

comme le grenier à blé du pays.

«Les plus grands incendies ont ravagé jusqu'à 350.000 hectares de terres cultivées», a déploré auprès de l'AFP le chef de l'autorité kurde de l'agriculture, Salmane Baroudo.

Ces incendies «délibérés», selon lui, visent à «provoquer des troubles entre les habitants (...) et à fragiliser l'administration (semi-autonome) kurde».

De son côté, l'agence de presse officielle Sana a accusé dimanche les forces kurdes de provoquer délibérément ces incendies afin d'empêcher les agriculteurs locaux de vendre leurs récoltes aux centres gérés par le gouvernement.

Sana avait imputé samedi les incendies déclarés dans la province de Hama (nord-ouest) à des tirs d'artillerie des groupes rebelles, alors que le pouvoir syrien bombarde et mène des combats féroces contre les factions rebelles et jihadistes dans cette région.

Pour les agriculteurs, les flammes découlent aussi de la mauvaise qualité des carburants et de la négligence.

Depuis 2011, la guerre en Syrie a fait plus de 370.000 morts et des millions de réfugiés, plongeant le pays dans une profonde crise sociale et économique.

# En Syrie, la mort sans bruit et sans effusion

Le conflit qui secoue la région depuis 2011 a quitté la Une des journaux après la défaite territoriale de l'EI en mars. L'indignation des débuts a fait long feu et les ONG désespèrent de réveiller la communauté internationale.



**Bombardements sur Khan Cheikhoun, dans la province d'Idleb, en Syrie, le 6 juin 2019.**  
AFP / Anas AL-DYAB

OLJ/AFP/Valérie LEROUX  
06/06/2019  
www.lorientlejour.com

Après Alep et la Ghouta, le drame de la guerre syrienne se rejoue à Idleb sous les yeux d'une communauté internationale muette et impuissante face aux enfants qui meurent de nouveau sous les bombes, aux hôpitaux qui volent en éclats, au flot des déplacés.

Le conflit qui secoue la région depuis 2011 a quitté la Une des journaux après la défaite territoriale du groupe État islamique (EI) en mars. L'indignation des débuts a fait long feu et les ONG désespèrent de réveiller la communauté internationale.

"Le monde entier regarde le massacre qui se déroule et le passe sous silence. L'ONU n'a pas bougé le petit doigt", accuse Mohammad Zahed Al-Masri de l'Alliance des ONG syriennes (SNA).

Depuis fin avril, le régime de Bachar el-Assad et son allié russe bombardent les secteurs jihadistes de la province d'Idleb (nord-ouest), la dernière qui échappe encore à son contrôle avec le nord-est kurde. Plus de 300 civils ont été tués selon

l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) et plus de 270.000 personnes déplacées, d'après l'ONU. Au moins 23 hôpitaux et cliniques, mais aussi plusieurs écoles, ont été touchés par les bombardements.

## "SERVICE MINIMUM"

Parfois, un dirigeant occidental s'insurge d'un tweet. "Le Monde observe cette boucherie. Quel est l'objectif, qu'est-ce que vous allez obtenir? ARRÊTEZ!", a lancé dimanche l'Américain Donald Trump. "La situation humanitaire en Syrie est critique et aucune option militaire n'est acceptable", avertissait le 7 mai le président français Emmanuel Macron. "Mais qu'est-ce qu'un tweet du président?", pointe un diplomate, déplorant ce "service minimum" d'Occidentaux sans prise sur le cours des événements.

La Russie, arbitre de la crise, affirme viser des "terroristes" à Idleb, en grande partie contrôlé par Hayat Tahrir al-Cham (HTS, ex-branches syrienne d'el-Qaëda). Début mai, Moscou s'est opposé à une initiative du Conseil de sécurité de l'ONU pour faire baisser la tension dans la province. "Les Américains sont coin-

cés, ils n'arrivent pas à s'insérer dans un dialogue avec les Russes parce que les Russes ferment la porte", analyse une source diplomatique française. De son côté, le président Macron a tenté, sans grand succès, d'instaurer un dialogue avec Moscou via un groupe de contact réunissant six pays.

Pour l'heure, le régime - freiné par l'accord conclu entre Moscou et Ankara, parrain de groupes rebelles, en septembre 2018 - n'a pas annoncé une offensive à proprement parler contre HTS. Mais il poursuit ses bombardements et livre des combats au sol, laissant présager une volonté de reconquête de la province. "On sait que les Russes et Assad ont décidé qu'il fallait (passer à l'acte)", souligne la source diplomatique française.

## "LIGNE ROUGE"

Pour Michel Duclos, ancien ambassadeur de France en Syrie et conseiller spécial de l'Institut de réflexion Montaigne, la communauté internationale est rongée depuis longtemps par un "sentiment d'impuissance". Et "dans ce cas, vous préférez détourner les yeux", dit-il. "Mais il y a aussi une décroissance

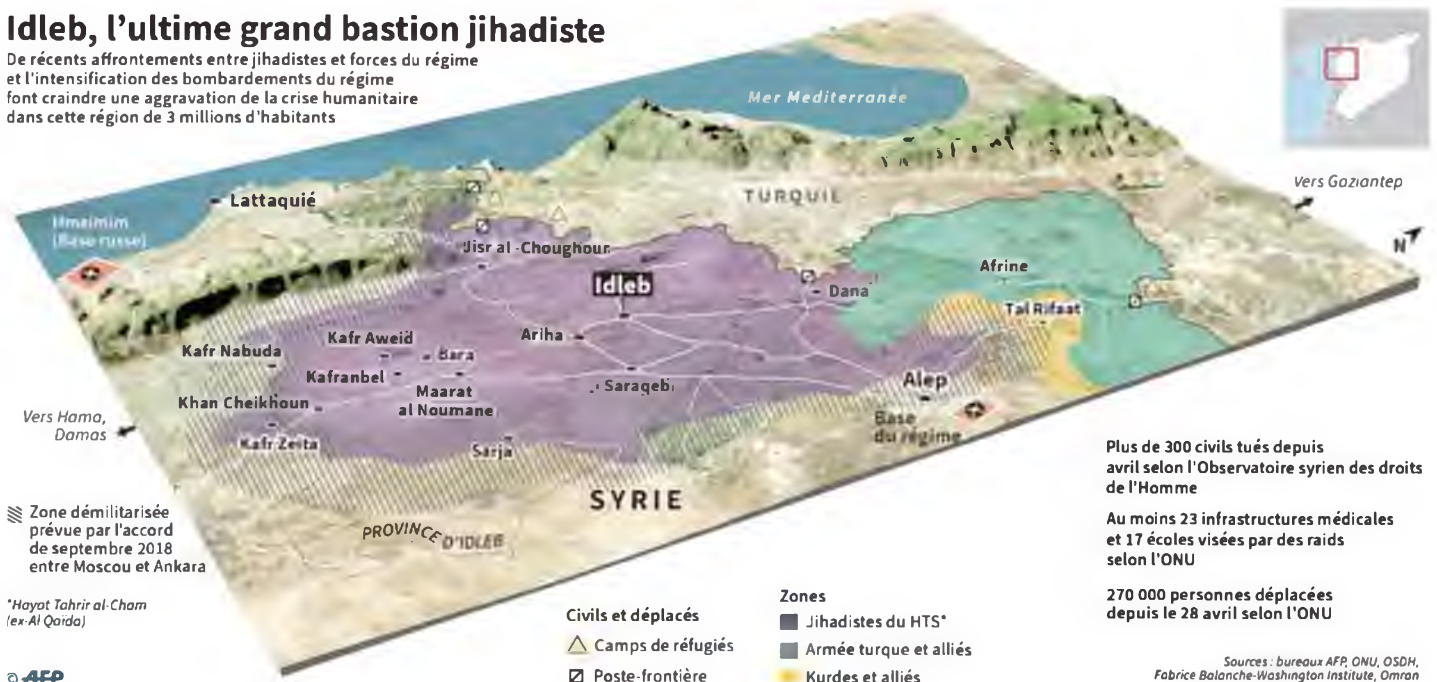
de l'indignation, d'Alep (2016) à la Ghouta (banlieue de Damas, 2018) à Idleb", déplore l'auteur de "La longue nuit syrienne", en se demandant si l'on n'assiste pas in fine à une "accoutumance devant les drames humanitaires", de la Syrie au Yémen.

Les États-Unis et la France mettent avant tout le régime en garde contre toute attaque chimique à Idleb, agitant la menace de frappes aériennes si cette "ligne rouge" était franchie, comme en 2018 à la Ghouta.

Et les Européens redoutent l'exode de centaines de milliers de réfugiés de la poche d'Idleb, où s'en-tassent trois millions de personnes, vers le Vieux continent via la Turquie. "C'est une menace insupportable pour la stabilité de la région et indirectement pour notre propre sécurité", résumait fin mai le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian à l'Assemblée nationale. ♦

## Idleb, l'ultime grand bastion jihadiste

De récents affrontements entre jihadistes et forces du régime et l'intensification des bombardements du régime font craindre une aggravation de la crise humanitaire dans cette région de 3 millions d'habitants



Plus de 300 civils tués depuis avril selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme

Au moins 23 infrastructures médicales et 17 écoles visées par des raids selon l'ONU

270 000 personnes déplacées depuis le 28 avril selon l'ONU

Sources : bureaux AFP, ONU, OSDH, Fabrice Balanche-Washington Institute, Omran

# Dans le nord irakien, qui met le feu aux terres agricoles ?

Kirkouk (Irak) AFP, le 07/06/2019  
www.lepoint.fr

Attaques de jihadistes, disputes entre propriétaires, conflits ethniques... ? Depuis un mois, les terres agricoles du nord irakien, le grenier à blé du pays, partent en fumée et personne ne sait vraiment qui se trouvent derrière ces incendies.

Cette année, après les fortes pluies, la saison agricole s'annonçait pourtant bonne. Mais entre début mai et début juin, la période de récolte, "236 incendies" ont réduit en cendres "5.183 hectares" de culture, principalement de blé et d'orge, selon la Défense civile.

Tous ces feux, et les centaines d'autres qui ont pu être éteints, se sont déclarés dans quatre provinces du Nord, occupées un temps par le groupe Etat islamique (EI) entre 2014 et 2017 et où se terrent encore des jihadistes.

Pour la seule journée de jeudi, "16 incendies" ont été recensés dans la province de Ninive, indique à l'AFP Dourid Hekmat, chargé de l'Agriculture dans cette province. Et pour protéger les 15.000 kilomètres carrés cultivés de cette région du nord-ouest, les pompiers n'ont qu'une cinquantaine de camions.

## "TERRORISME" ET "VENDETTAS"

Sur ces terres, où jihadistes et combats pour les chasser ont ravagé sols et équipements agricoles, il y a bien eu des incendies déclenchés par les fortes chaleurs, des erreurs humaines, des techniques d'agriculture peu soucieuses des dégâts ou encore des accidents électriques, convient le général Saleh al-Joubbouri, chef de la Défense civile de Kirkouk, au nord de Bagdad.

Mais pour responsables et agriculteurs, dans la plupart des cas, les feux ont été déclenchés par des individus malveillants.

A plusieurs reprises, selon un officier de police qui s'exprime sous le couvert de l'anony-



mat, "des combattants de l'EI ont mis le feu aux champs car les agriculteurs refusaient de leur payer la zakat", l'impôt musulman.

Ces jihadistes, poursuit-il, "viennent à moto, déclenchent des incendies et laissent des explosifs qui se déclenchent à l'arrivée des civils et des pompiers".

"Dans le district d'al-Abbassi, quatre civils sont morts, et dans celui de Daqouq, un autre a été tué", assure-t-il, en référence à des secteurs de la province de Kirkouk.

Dans son magazine de propagande, al-Naba, l'EI a revendiqué "78 incendies", rappelle à l'AFP Hicham al-Hachémi, spécialiste des mouvements jihadistes. "Les autres incendies sont surtout le fruit de conflits pour la terre, entre personnes ou tribus", estime-t-il.

Le Premier ministre Adel Abdel Mahdi lui-même a évoqué des incendies d'origine "terroriste et criminelle" mais aussi "des conflits et des actes de vendettas".

Et dans la province de Kirkouk, que le Kurdistan autonome dispute aux autorités centrales de Bagdad, les 200.000 hectares de terre arables se retrouvent aussi régulièrement l'otage des conflits interethniques.

Chaque année, cette province pétrolière produit 650.000 tonnes, principalement de céréales, rappelle Bourhan al-Assi, en charge de l'Agriculture au Conseil provincial.

## RECORD "INÉGALÉ"

Pour lui, les incendies ont atteint cette année un record "inégalé" dans un pays où l'agriculture fait vivre un habitant sur trois.

Et cela, alors que la production devait atteindre "jusqu'à quatre tonnes par hectare grâce aux pluies, contre deux l'année dernière à cause de la sécheresse".

Autant de lourdes pertes pour Raad Sami, qui a perdu près de 90 hectares de culture à Rebeda, un village au sud de Kirkouk.

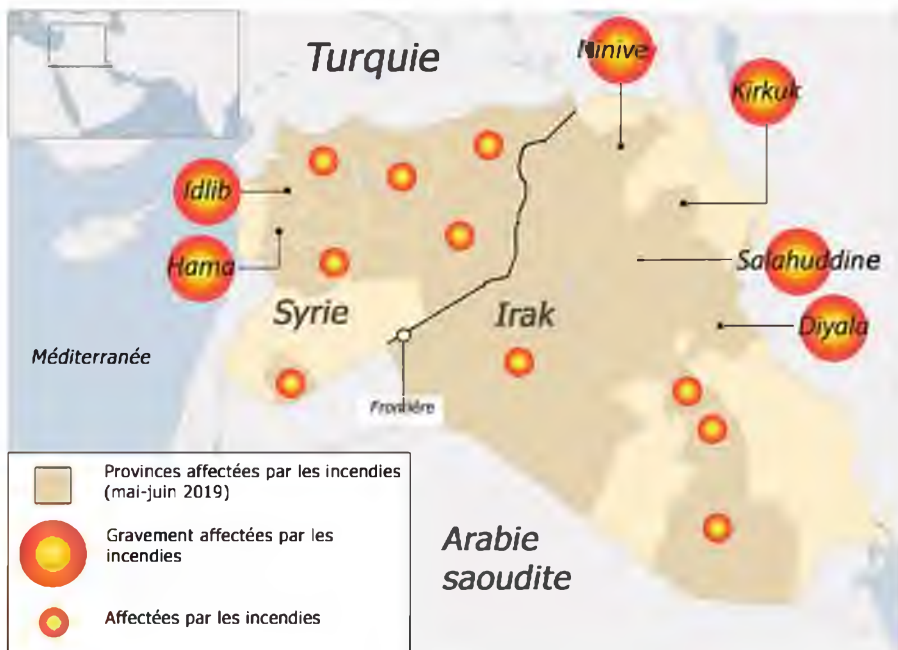
"Des hommes de l'EI ont tout brûlé et nous n'avons rien pu faire tant l'incendie était puissant", se lamente-t-il. Et cela, au pire moment: "en fin de saison, quand on récolte pour vendre et rembourser nos dettes", poursuit-il, véhément.

"Le gouvernement doit nous dédommager", lance-t-il, maintenant qu'il a dû faire une croix sur des tonnes de blé vendues à l'unité entre 400 et 500 dollars à l'Etat.

Youssef Ahmed, cultivateur turkmène, lui, ne sait pas qui a brûlé ses champs. Et, dit-il, peu lui importe "que ce soit l'EI, des gens qui veulent accaparer nos terres, ou le résultat de la dispute entre Bagdad et les Kurdes".

Pour lui, le résultat est le même: "tous ensemble, ils ont détruit l'économie et l'agriculture de l'Irak".

"A cause d'eux, nous allons devoir importer du blé", ajoute-t-il, amer. ●




 moyen-orient

# Turquie.

## La démocratie, un mythe tenace

Le président turc Erdogan n'est pas le seul dirigeant de son pays à s'être servi des institutions d'État pour écarter ou réprimer ses opposants.



← Dessin de Tjeerd Royaards, Pays-Bas.

— Foreign Policy (extraits)  
Washington

En annulant, le 6 mai dernier, les élections municipales d'Istanbul, le Haut-Comité électoral de la Turquie a amené de nombreux analystes et journalistes à proclamer la fin de la démocratie turque. Mais leurs affirmations ignorent une question historique essentielle : comment une chose qui n'a jamais existé pourrait-elle prendre fin ?

Au fil des années, il a été communément admis que la fondation du Parti démocrate (DP) en 1946, avait non seulement ouvert la voie au pluralisme politique, mais

également marqué le début de la transition démocratique du pays. Le mythe de la démocratie turque est né en 1950, quand les démocrates se sont emparés du pouvoir face à un Parti républicain du peuple (CHP) incapable de lui opposer la moindre résistance.

Depuis cette date, des élections considérées comme libres et équitables se sont tenues à échéance régulière et ont donné le jour à un nombre considérable de gouvernements de coalition, en particulier dans les années 1970 et 1990.

Bien sûr, il y a eu aussi, entre 1960 et 1997, quatre coups d'État qui ont renversé ces gouvernements librement élus. C'est la raison pour laquelle de nombreux

observateurs ont considéré l'élection du Parti de la justice et du développement (AKP, islamiste), arrivé au pouvoir en 2002, comme un pas décisif sur la voie de la démocratisation.

Ses dirigeants se sont engagés à réformer ou abolir des institutions créées par les militaires. L'AKP a usé de sa majorité parlementaire pour faire voter un train de réformes constitutionnelles visant entre autres à contrôler le Conseil de sécurité nationale, à rendre plus difficiles la dissolution de partis politiques et l'exclusion de politiciens, à abolir des cours de sûreté de l'État mixtes (composées de juges civils et militaires), et à amender le Code pénal.

**“Présidence exécutive”.** Or, dix-sept ans plus tard, les dirigeants du parti sont devenus tout ce qu'ils détestaient auparavant. L'AKP n'a pas redonné à l'armée son rôle d'arbitre de la politique turque, mais le président Recep Tayyip Erdogan se livre à des pratiques bien connues de réorganisation des institutions politiques et judiciaires du pays pour assurer le maintien au pouvoir de son parti et de lui-même.

Prenons, par exemple, le cas du Haut-Comité électoral, dont les membres sont sélectionnés parmi les juges de la Cour de cassation et du Conseil d'État. Alors que sa mission est d'assurer l'intégrité des élections en Turquie, il a cessé de fonctionner comme un arbitre neutre du processus électoral et, par le biais des nominations des juges, est devenu un instrument de l'AKP et d'Erdogan.

En avril 2017, les Turcs ont été appelés à voter une série d'amendements conçus pour accroître les pouvoirs de la présidence. Quand les sondages de sortie des urnes ont révélé que l'approbation des amendements n'était pas acquise, l'AKP a fait pression sur le Haut-Comité électoral pour qu'il valide les bulletins ne portant pas le sceau officiel, ce qui a permis à Erdogan de s'assurer la victoire dont il avait besoin pour établir ce que les Turcs appellent la “présidence exécutive”.

Plus récemment, des membres du Haut-Comité électoral nommés par l'AKP ont voté l'annulation du scrutin municipal d'Istanbul, au motif que certains assesseurs des bureaux de vote n'étaient pas des fonctionnaires, ce qui est contraire

aux lois électorales. Mais – et c'est là une donnée essentielle – seule l'élection d'Ekrem Imamoglu, du CHP, au poste de maire d'Istanbul a été annulée.

Le Haut-Comité a validé les résultats des conseils municipaux remportés par des candidats de l'AKP, même si ce sont les mêmes personnes que pour l'élection du maire qui ont procédé au décompte. Pour faire bonne mesure, avant l'invalidation de la victoire d'Imamoglu par le Haut-Comité, des procureurs turcs ont déclaré que les assesseurs dont le décompte ne pouvait être accepté pour le candidat du CHP mais pouvait l'être pour ceux de l'AKP étaient liés à l'organisation terroriste Fethullah Gülen (Fetö) [leader islamiste en exil brouillé avec Erdogan] – une accusation que le gouvernement a avancée pour se débarrasser de centaines de milliers d'individus depuis la tentative de coup d'État de juillet 2016.

Étant donné la manière forte employée depuis plus de dix ans par Erdogan, son parti et ses partisans, on n'a aucun mal à imputer la carence de démocratie à l'AKP. C'est en partie la raison pour laquelle on évoquait si souvent le “virage autoritaire de la Turquie”, mais aussi fautif que soit l'AKP, Erdogan n'est pas le

**Rares ont été ses dirigeants à se montrer déterminés à appliquer les règles de la démocratie.**

seul dirigeant turc à s'être servi des institutions d'État pour écarter ou réprimer ses opposants.

Les adeptes de Fethullah Gülen se plaignent d'une répression menée depuis des années et qui se traduit par l'arrestation de journalistes, d'universitaires et de juges. Faisant abstraction de la brutalité des purges d'Erdogan, ils n'ont rien dit tant qu'ils étaient du côté de l'AKP et que d'autres étaient victimes de la répression. Mais ce n'est pas seulement par leur silence qu'ils se sont rendus complices. Des procureurs liés aux gülenistes ont fabriqué des preuves contre les accusés et des juges sympathisants ont rendu des jugements discutables.

Certains des accusés que l'AKP et les gülenistes ont envoyés en prison dans les années 2000 étaient des acteurs ou des sympathisants du "processus du 28 février" – le nom orwellien donné au coup d'État de 1997 qui a mis fin à la première expérience de gouvernement islamiste en Turquie.

**Islamisation.** Ce "processus" visait à renverser le gouvernement en place et à obliger le suivant à modifier les institutions judiciaires et politiques, afin d'éviter l'islamisation du pays redoutée par l'ar-

mée. Jusque-là, la Constitution de 1982 subordonnait les pratiques démocratiques, les résultats politiques, l'éducation, la télévision et la radio, et toute une série de droits individuels à l'approbation d'hommes non élus en uniforme.

Le coup d'État mené en 1971 par voie de memorandum a exigé du Premier ministre un durcissement de certaines dispositions constitutionnelles que les militaires jugeaient trop progressistes. Et dans les années 1950, le Parti démocrate a sans doute instauré une longue période de pluralisme, mais il s'est lui aussi servi des ins-

titutions de l'État pour défendre ses intérêts politiques au détriment de la démocratie.

Ces orientations contradictoires infirment l'idée que la Turquie était une démocratie ou un pays en cours de démocratisation jusqu'à ce que l'AKP remporte sa première élection, en 2002. Comme une kyrielle d'autres pays, elle a adopté certaines pratiques démocratiques, et ses Constitutions ont permis d'établir des institutions démocratiques, mais rares ont été ses dirigeants à se montrer réellement déterminés à appliquer les règles de la démocratie.

Le cynisme et l'autoritarisme ont donc prospéré parallèlement aux institutions démocratiques, voire avec leur concours.

Si les dirigeants de la Turquie ne méritent guère de louanges, il n'en va pas de même pour ses millions de citoyens. Mais depuis 2014, beaucoup de Turcs tolèrent les magouilles électorales de l'AKP, car le parti a apporté la prospérité au pays, et ils n'ont guère d'autre choix, vu la faiblesse de l'opposition et la coercition du gouvernement.

—Steven A. Cook  
Publié le 13 mai



## Incursion de l'armée turque au Kurdistan irakien contre le PKK

RFI 4 juin 2019 Avec notre correspondant à Erbil, Noé Pignède <http://www.rfi.fr/>

**BAPTISÉE « OPÉRATION GRIFFES »** par Ankara, l'incursion de l'armée turque sur le mont Khakurk, contrôlé par le PKK, aurait déjà tué 64 combattants kurdes, selon le ministère turc de la Défense. Depuis une semaine, les troupes déployées dans les montagnes du nord de l'Irak traquent les séparatistes kurdes. Appuyées par des avions, des hélicoptères et des canons d'artillerie, rien ne semble pour l'instant pouvoir

arrêter leur progression.

### Bagdad et Erbil laissent faire

De son côté, le Parti des travailleurs du Kurdistan annonce avoir tué seulement une dizaine de soldats turcs. Des combats qui se déroulent sur le territoire irakien, sans que le gouvernement de Bagdad hausse réellement le ton contre Recep Tayyip Erdogan. Et pour cause, le président turc a récemment promis d'investir massivement dans la reconstruction de l'Irak.

Pour le gouvernement de la région autonome du Kurdistan irakien, la situation est



encore plus délicate, car s'il héberge les quartiers généraux et les camps d'entraînement du PKK depuis la fin des années 1990, la majorité de ses importations transitent par la Turquie. Le gouvernement du Kurdistan irakien, libéral, politiquement opposé à la guérilla marxiste du PKK n'a donc aucun intérêt à s'opposer frontalement à son partenaire turc. ●



## Syrie: début du transfert vers leurs foyers de 800 femmes et enfants du camp d'al-Hol

Camp d'Al-Hol (Syrie), 3 juin 2019 (AFP) -

**QUELQUE 800 FEMMES** et enfants syriens ont commencé lundi à quitter le camp de déplacés d'Al-Hol, dans le nord-est de la Syrie, pour rejoindre leurs foyers, une première opération du genre menée par les autorités semi-autonome kurdes, a constaté un correspondant de l'AFP.

Ce correspondant de l'AFP a pu voir environ 17 bus transportant femmes et enfants quitter le camp surpeuplé, qui héberge notamment des familles liées au groupe Etat islamique (EI).

Ces femmes et enfants doivent être acheminés dans les régions de Raqa et Tabqa, dans le nord syrien, où ils rejoindront le reste de leur famille, selon les autorités kurdes.

Sous de vastes tentes blanches où règne une chaleur étouffante, femmes et enfants en pleurs attendaient leur tour pour pouvoir être autorisés à monter dans les bus, a constaté le correspondant de l'AFP.

Certains enfants portent autour du cou une fiche les identifiant, d'autres ont sur la main leur nom complet avec un numéro de téléphone, a-t-il constaté.

Les forces chargées de la sécurité du camp organisaient des files pour enregistrer le nom des femmes qui vont quitter le camp.

Cette initiative est la première du genre pour le camp d'Al-Hol, où s'entassent près de 74.000 personnes selon l'ONU.



Le camp de déplacés d'Al Hol accueille les familles des djihadistes de Daech. AFP/Delil Souleiman

Plus de 30.000 Syriens y sont installés, principalement des femmes et des enfants, et à terme l'objectif est de les faire tous sortir, selon les autorités kurdes.

L'initiative sans précédent va aussi concerner des proches de jihadistes. Elle se fait à la demande –et avec les garanties– de chefs tribaux et de figures locales, selon le responsable.

Après avoir proclamé leur victoire en mars face au "califat" de l'EI en Syrie, les autorités kurdes soutenues par Washington sont toujours confrontées à des défis de taille, notamment la situation difficile dans les camps surpeuplés du nord-est syrien.

A maintes reprises les autorités kurdes ont tiré la sonnette d'alarme concernant la situation à Al-Hol, réclamant plus d'aide internationale. Les ONG ont dénoncé les conditions difficiles -malnutrition aiguë chez les enfants, manque de soins médicaux. ●





Durant une frappe aérienne dans la province d'Idlib, le 30 mai. PHOTO: HAZEL AL KHATIB APF

# SYRIE Idlib sous le feu de l'indifférence

Depuis fin avril, le nord-ouest du pays, dernière zone échappant au contrôle du régime, subit les frappes de l'aviation syrienne et russe. Près de 300 civils, dont 67 enfants, ont été tués en un mois, notamment dans des hôpitaux.

Par  
**HALA KODMANI**  
et **LUC MATHIEU**

Des débris de missiles dans les cageots de laitue, des pierres et des gravats dans les boîtes de gâteaux de la fête de l'Aïd. A ces images prises mardi, dernier jour du Ramadan, du bombardement d'un marché à Maa-rat Al-Noman, dans la région d'Idlib, s'ajoutent d'autres plus tristement familières. Maisons écroulées, corps extraits des décombres, cadavres poussiéreux et enfants sanguinolents, tout rappelle les scènes d'horreur d'Alep en 2016 ou de la Ghouta début 2018. Depuis fin avril, le nord-ouest de la Syrie, dernière zone échappant au contrôle du régime de Bachar al-Assad et contrôlée en majeure partie par un groupe jihadiste, Hayat Tahrir al-Sham,

subit les frappes meurtrières de l'aviation syrienne et russe.

## KIT DE SURVIE

Près de 300 civils, dont 67 enfants ont été tués depuis un mois, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), en majorité par des frappes aériennes. Les attaques ont en outre provoqué le déplacement de plus de 270 000 personnes en direction du Nord, vers la frontière turque, déjà surpeuplée. La moitié des trois millions de civils présents à Idlib sont des déplacés ayant fui d'autres régions du pays, selon les Nations unies. Dans l'impossibilité d'être accueillis dans les camps saturés, des centaines de familles n'ont trouvé que les champs d'oliviers pour installer matelas et kit de survie. Ce nouveau drame se déroule dans une indifférence internationale qui déses-

père humanitaires et ONG de défense des droits de l'homme. Celles-ci multiplient appels et initiatives depuis des semaines pour dénoncer des bombardements indiscriminés contre les civils et surtout les frappes contre les structures médicales. 23 hôpitaux et cliniques ont été touchés par les raids, selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) et 80 autres ont dû fermer pour ne pas exposer leur personnel et leurs patients. Dans un appel publié dimanche par l'hebdomadaire britannique *The Observer*, une centaine de médecins, dont le Prix Nobel de la Paix, le gynécologue congolais Denis Mukwege, ont demandé la cessation des attaques visant les structures médicales sur Idlib.

«Une poursuite des opérations militaires pourrait provoquer l'arrêt total du travail des organisations d'aide», a averti une responsable d'Ocha devant le Conseil de Sécurité de l'ONU. La disproportion dans l'usage de la violence et l'utilisation d'armes prohibées ont également soulevé des protestations des organisations des droits de l'homme. «L'alliance militaire russo-syrienne utilise de manière indiscriminée contre des civils piégés une panoplie d'armes pourtant interdites par le droit international», a déclaré la directrice par intérim de la division Moyen-Orient à Human Rights Watch, Lama Fakhri. Selon elle, «des armes à sous-munitions, des engins incendiaires, interdites selon le droit international, ainsi que des barils d'explosifs [sont] largués sur ces zones d'après des secouristes, des témoins et des informations disponibles en accès libre». Des soupçons d'emploi d'armes chimiques auraient également été signalés, selon le Quai d'Orsay. «Entre-temps, la Russie exploite sa présence au Conseil de sécurité de l'ONU pour se protéger, pour protéger son allié à Damas, et pour poursuivre ces exactions contre des civils», a souligné Lama Fakhri. Mardi, Moscou a empêché le Conseil de sécurité de publier un communiqué qui s'alarmait de la détérioration de la situation à Idlib et appelait les parties à respecter les règles humanitaires internationales. Face aux blocages russes systématiques, les Occidentaux se contentent de

rare déclarations. «Le monde observe cette boucherie. Quel est l'objectif, qu'allez-vous obtenir? ARRÊTEZ», a tweeté dimanche Donald Trump. Trois jours plus tôt, Emmanuel Macron s'exprimait déjà sur Twitter: «En Syrie, extrême préoccupation face à l'escalade de violence dans la région d'Idlib. Les frappes du régime et de ses alliés, y compris sur des hôpitaux, ont tué de nombreux civils ces derniers jours.»

### ARC-BOUÉ

Les tentatives de discussion avec le régime syrien restent au point mort. Alors que les Etats-Unis essaient de mettre au point un plan avec la Russie



pour mettre fin au conflit, Damas n'a accepté, pour l'instant, aucun compromis, arc-bouté sur sa volonté de recon-

quérir Idlib par la force. «Nous, Occidentaux, devrions avoir une approche très coordonnée, très ferme, estime Michel Duclos, ex-ambassadeur de France en Syrie (lire ci-dessus). Nous devrions soutenir la population civile en investissant dans l'aide humanitaire et en condamnant très fortement les usages disproportionnés de la force, les bombardements et en insistant sur l'incroyable violation des règles humanitaires, tel le ciblage des hôpitaux alors que les médecins ont donné à l'ONU les coordonnées permettant de les localiser.»



7 Juin 2019

# «Pour Al-Assad, tout est permis, il n'y a pas de limite à l'inhumanité»

**Ancien ambassadeur de France en Syrie, Michel Duclos explique pourquoi Bachar al-Assad a survécu à huit années de guerre. Outre le désengagement américain et le retour de la Russie dans le jeu régional, il pointe les ressorts intérieurs d'un régime prêt à tout.**

**M**ichel Duclos a été ambassadeur de France en Syrie de 2006 à 2009 et représentant permanent adjoint de la France auprès des Nations unies. Il est aujourd'hui conseiller spécial à l'Institut Montaigne.

**Comment expliquez-vous que le régime syrien ait survécu à ces huit années de guerre ?**

C'est avant tout la nature du système qui explique le drame syrien. C'est impressionnant de voir que dans la série des printemps arabes, Bachar al-Assad est le seul tyran qui ait tenu. Il faut se demander pourquoi. L'un des éléments de réponse est ce que j'appelle la démographie ottomane, la division sociologique de la Syrie entre différentes confessions, où la minorité alaouite tient le haut du pavé avec d'autres minorités, notamment chrétienne. L'autre élément tient à la nature très particulière de ce régime minoritaire, dominé par un clan, qui a tenu en otage sa propre communauté et le reste de la population. Un régime qui obéit à un code, à un héritage de l'histoire d'une minorité alaouite opprimée qui doit se défendre, et qui veut prendre sa revanche. Cet héritage a été transformé en méthode de pouvoir par le clan



DR **INTERVIEW**

Assad qui a mis la main sur le parti Baas, sur l'armée, et finalement sur le pays. Cette méthode de pouvoir prépare les gens qui l'exercent à tenir quelles que soient les circonstances, parce qu'ils n'ont pas de porte de sortie. Chaque jour est une victoire. Dans le même temps, tout est permis, il n'y a pas de limite à l'inhumanité. C'est la marque de ce régime avec lequel il est illusoire de croire qu'on peut faire des accommodements.

**Pourquoi les Occidentaux paraissent-ils aussi impuissants depuis le début du conflit ?**

Pour les Américains, la Syrie n'existe pas comme un pays charnel, c'est un objet stratégique. Le drame du soulèvement syrien est qu'il est intervenu au moment où les Etats-Unis de Barack Obama étaient en phase de désengagement du Moyen-Orient. Le tout a été accentué par la volonté d'Obama d'obtenir un accord avec l'Iran sur la question nucléaire. Le panorama international se résumait à des Etats-Unis qui ne voulaient pas se mêler de la question syrienne, alors que les Russes étaient en phase d'expansion et de

retour, dans la région.

Côté iranien, la révolte syrienne a constitué un enjeu stratégique dès le début, même si au départ, le président de l'époque, Mahmoud Ahmadijad, voulait appuyer le soulèvement. Ce sont les Gardiens de la révolution qui ont convaincu Ali Khamenei qu'il fallait soutenir Bachar al-Assad, que c'était une question stratégique. Ce sont donc les exigences des tenants de l'expansionnisme iranien qui ont prévalu.

**Les Occidentaux ont-ils aujourd'hui un quelconque intérêt à intervenir en Syrie ?**

Les intérêts des Européens ne sont pas entière-

ment concordants avec ceux des Américains. Les Etats-Unis ont un objectif précis qui est de contenir l'influence iranienne. Et même si Trump donne parfois l'impression de vouloir se retirer, il y a quand même une logique stratégique de garder un pied en Syrie. Pour les Européens, les effets en matière de terrorisme et d'immigration font qu'ils ne peuvent pas s'en désintéresser. Au croisement des deux, il y a la Turquie. Il reste donc malgré tout pour les Occidentaux des motifs d'essayer à orienter les choses. Et puis il y a l'impact métapolitique, la Syrie est un incubateur des nouveaux régimes autoritaires. Toutes les normes humanitaires et les lois de la guerre que nous avons tant bien que mal réussi à faire passer dans la règle internationale à la fin du XX<sup>e</sup> siècle ont été détruites. Tout cela a disparu. Si cela continue, comme les autoritaires prennent un peu partout le pouvoir, à chaque fois qu'il y aura une révolte, les recettes d'Al-Assad apparaîtront comme accessibles puisque les Occidentaux ne réagissent pas.

**Considérez-vous que le régime de Bachar al-Assad a gagné ?**

Oui, mais il est en difficulté vis-à-vis de sa propre base à cause des sanctions américaines et de l'étouffement de l'économie. Par ailleurs, il est tributaire d'un jeu international où les Russes peuvent le tahir, soit avec les Turcs, soit avec les Israéliens, soit avec les deux en même temps. Il est enfin tributaire de l'alliance avec les Iraniens qui entraîne la malédiction des Américains. Il a gagné, mais il a encore pas mal d'obstacles à franchir. Les Occidentaux peuvent exploiter ce pourrissement. Tout le monde dit que la seule passerelle est la Russie, il faut essayer, répéter inlassablement aux Russes qu'on est prêts à travailler avec eux sur une solution de sortie mais à nos conditions, pas aux leurs.

Recueilli par **H.K.** et **L.Ma.**

# Turkey has more to gain by talking to the PKK than by military aggression

With Assad set to stay and ISIS still a potent threat, now is the perfect time to pursue a peaceful resolution to a decades-long conflict

Simon Waldman / June 10, 2019  
www.thenational.ae

Last month, Turkey launched Operation Claw, a large-scale air and ground assault on the Kurdistan Workers' Party (PKK) in and around Hakurk, Iraq. This area is adjacent to the Qandil Mountains, for years the operational centre of the internationally proscribed terrorist group.

The operation is part of another attempt by the Turkish state to seek a military solution to the Kurdish-Turkish conflict, which has been fought intermittently for 35 years and claimed the lives of more than 40,000 people. Operation Claw's stated aim is to "eradicate" the terror threat emanating from the area. If that sounds familiar, it is because it echoes that of last year's operation, and others before it, against the PKK in the same region.

The timing of both this and last year's incursions are of note. Last year's manoeuvre took place as Turkey was about to run parliamentary and presidential elections. This year's operation comes just weeks ahead of the rerun of the Istanbul mayoral election, which the ruling Justice and Development Party (AKP) initially lost, cried foul and had overturned. President Recep Tayyip Erdogan and the AKP know that exhibiting nationalist credentials by attacking the PKK is a vote-winning strategy. It also maintains their alliance with the anti-Kurdish, right-wing Nationalist Movement Party.

However, there are also strategic factors at play.

After the Peoples' Protection Units (YPG), which are linked to the PKK, retook the city of Kobani and its environs from ISIS back in March 2015, the Kurds were ascendant in the northern Syrian region they call Rojava. Around the same time, the PKK made gains in Iraq after ISIS was finally defeated at Sinjar, where the Yazidi people were massacred, displaced and enslaved.

But, before then, Turkey was in dialogue with the PKK and a ceasefire was in place. The 2014 siege of Kobani changed all of that. Many

Kurds in Turkey could see the city and its surrounding villages from their side of the border. They were enraged that Ankara initially prevented Kurdish forces from crossing to help save them from imminent slaughter.

After the tide began to turn in the YPG's favour, the PKK felt emboldened and started to make new demands. The nascent peace process and ceasefire buckled under the pressure. Activists in some Kurdish towns in Turkey sought to assert regional control, erecting barricades and digging trenches to prevent Turkish security forces from entering. Throughout 2015 and 2016, Turkey stepped up its military campaign against the Kurds in the south-east. There were hundreds of civilian deaths and mass displacement among the Kurdish population. Accordingly, PKK-affiliated groups resumed deadly attacks across Turkey.

To make matters worse for Ankara, the Democratic Union Party – the YPG's political wing – declared federal democratic autonomy in Rojava in March 2016, following further gains both east and west of the Euphrates.

The possibility of a 1,000km stretch of contiguous Kurdish autonomy, from the mountainous Iraqi-

**The possibility of a 1,000km stretch of contiguous Kurdish autonomy is too much for Ankara to bear**

Iranian border to the environs of the Mediterranean Sea in Syria is just too much for Ankara to bear. It threatens Turkey's regional dominance and would reduce the nation's influence over the Kurdistan Regional Government (KRG) in Iraq. It would also weaken Ankara's hand against the PKK and embolden Kurdish separatism inside Turkey.

This is why Turkey continually intervenes across its borders. In Syria, it launched two large-scale operations between 2016 and 2018, designed to capture YPG



Syrian Kurds marching in Afrin, northern Syria, march in support of jailed PKK leader Abdullah Ocalan. AFP

positions to the east of the Euphrates. In neighbouring Iraq, it frequently targets PKK infrastructure and reacted harshly to the KRG holding a referendum in favour of independence in 2017, virtually closing off the autonomous region from the outside world.

However, Ankara's attempt to solve the Kurdish question by military means lacks vision. Instead, Turkey could reap the strategic benefits of pursuing dialogue with the PKK.

Turkey faces the threat of a resurgent ISIS, which launched a deadly wave of terrorist attacks inside its borders between 2013 and 2017. The nation is also facing the fact that, with Russian support, Bashar Al Assad is winning in Syria and looks set to stay. He will not be quick to forget Turkey's hostility.

However, these serious threats could be mitigated if, as a stepping stone for increased dialogue, Ankara renews the ceasefire with the PKK.

This could lead to quiet along the border. If peaceful talks make progress, Turkish companies may even have the opportunity to win contracts and tenders for infrastructural and development projects inside the Kurdish regions of Syria. Turkey would also have a buffer to both Assad's forces and ISIS.

What is more, it would place Turkey on the same page as the US, Ankara's estranged Nato ally

and a principal backer of the YPG.

Turkey's recent decision to allow the imprisoned PKK leader Abdullah Ocalan access to his lawyers could be a start. The next stage would be to release members of the liberal and Kurdish-oriented Peoples' Democratic Party, many of whom have been imprisoned on trumped up terrorism-related charges.

Instead of seeking a military solution, Turkey should restart talks with the Kurds. Dialogue offers it more in the long-term than any military option.●

*Dr Simon A Waldman is an associate fellow at the Henry Jackson Society and visiting research fellow at King's College London*

# Kurdistan Region swears in Nechirvan Barzani as new president

By Rudaw.net / June 11, 2019

## Nechirvan Barzani delivers first speech as IKR President

Nechirvan Barzani thanked his predecessor, Masoud Barzani, for his leadership of the Kurdish nation since he was 16 years old. Nechirvan Barzani will now be the official commander-in-chief of all the Kurdistan Region's security forces. He will also be the de facto head of state.

"In future stages, we will make every effort to organize, strengthen Peshmerga forces as a part of Iraqi defense system," he said.

Kurdistan Regional Government (KRG) relations with Baghdad deteriorated after the events of October 2017, but have improved particularly since Prime Minister Adil Abdul-Mahdi came to power last year. But to continue improving, Barzani underscored, relations and work across local parties need to be more coordinated.

"In the political culture and media convention in the Kurdistan Region, we often stress on our rivalries and disagreements more than necessary. Let's have harmony with each other from now on..." however Barzani said, "It is okay for rivalries and differences of opinion to remain."

Barzani spoke of a "new joint roadmap" for relations between Baghdad and Erbil.

"We had hope in the constitution, but it was unfortunately not implemented as it is to build the new Iraq all Iraqi nations dreamt of," he said.

The salaries and pensions of civil servants, pensions, budgets, and the Kurdistan Region's independent oil of exports have been impediments for previous governments.

"We should work together with the federal government in Baghdad to find shared solutions within the framework of the constitution of federal Iraq," he said.

The issue of the implementation of Article 140 for the disputed areas like Kirkuk and Shingal has been exasperated as Islamic State (ISIS) extremists remain active in security vacuums between Iraqi and Peshmerga forces

"Through mutual understanding and joint work, we can once again revive our constitution, respect and implement it without discrimination so that ISIS is not created again, and the disasters that happened in Shingal, Iraq and the Kurdistan Region do not repeat," he said, referring to the genocide of the Yazidis and others in Kurdistan's history.

Let's together "take constructive steps to agree on a joint roadmap for the country and governance without discriminating between nations, religions, sects and areas," he implored.

The political apparatus in the Kurdistan Region is often critiqued for being slow to respond to challenges.

"Swift changes in the Region need a shared vision," he said.

Nechirvan Barzani recalled the presidential system stems from calls during the Koya uprisings.

He also emphasized that the world owes the Peshmerga and the US-led international anti-ISIS coalition and Iraqi forces a debt of gratitude for their



Nechirvan Barzani is sworn in as the president of the Iraqi Kurdistan Region in Erbil, Kurdistan Region, on June 10, 2019.

Photo: Rudaw video

sacrifices.

Following his speech, the speaker of the Kurdistan Region parliament Vala Farid said this session at parliament would continue at 11 a.m. on Tuesday. The Kurdistan Democratic Party has nominated Masrour Barzani as its candidate for the premiership. He currently serves as the head of the Kurdistan Region Security Council (KRSC).

"We all share one future just as we are all under one sun in the sky," the new president concluded.

1:25 p.m.

## Abadi encourages Nechirvan Barzani to serve all Iraqis

Former Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi, who hasn't been to Erbil on an official visit since campaigning for his re-election last spring, congratulated Nechirvan Barzani.

"I congratulate Mr. Nechirvan Barzani for his new position. I would like to take the opportunity to reiterate the values of co-existence and peace between all the ethnicities, religions and sects of Iraq," Abadi tweeted after Barzani's inauguration.

He also insisted that Iraqi nationalism should be bolstered under Nechirvan Barzani's term.

"I also stress ... the necessity of making use of [his new responsibilities] to bolster Iraq's unity, sovereignty, and a fair distribution of its wealth. Iraq is for Iraqis, and they have the duty to be loyal to it," Abadi said.

Abadi ordered the deadly federal takeover of all disputed areas in October 2017 by federal forces which had previously been under Peshmerga control. Relations with Baghdad have improved with his successor Adil Abdul-Mahdi.

Hamid al-Ghezi, the secretary-general of the Iraqi Council of Ministers who attended the ceremony as envoy for Prime Minister Adil Abdul-Mahdi, said since the invasion of Iraq in 2003, Baghdad has developed democracy and built a "constitutional relationship" with Erbil based on the unity of Iraq and protection of its sovereignty.

"This relationship has been demonstrated by overcoming issues and keeping unity in the face of security challenges – something that puts us before a path which connects us through deepening coordination between Baghdad and Erbil and stepping towards a new stage of construction and reconstruction," he said.

1:20 p.m.

## Iraqi NSA Alfayyadh wishes Nechirvan Barzani the best

Iraqi National Security Advisor Falih Alfayyadh repeatedly congratulated Nechirvan Barzani, reminding him that the Barzani family is full of leaders.

He emphasized that the people of Iraq, including the Kurdistan Region, are looking to leaders for unity to serve them.

Alfayyadh vowed to do all he could in Baghdad that cooperates with



Iraqi Kurdistan Region President-Elect Nechirvan Barzani, Iraqi President Barham Salih, KDP President Masoud Barzani, Iraqi Parliament Speaker Mohammed al-Halbousi, and acting PUK leader Kosrat Rasul attend the presidential swearing-in ceremony in Erbil, Kurdistan Region, on June 10, 2019.

► the KRG. He wished prosperity and success for the Kurdistan Region moving forward.

He added that the liberated cities await for reconstruction and return to life, as do internally displaced Iraqis.

1:04 p.m.

#### Hakim touches on historical relations

Ammar al-Hakim emphasized the historical struggle and leadership that the Barzani family had during the previous regime.

He acknowledged the sacrifices that Kurds have given for the sake of Iraq, arguing that the relationship between the governments in Erbil and Baghdad are larger than any personalities or political parties.

"Kurdistan-Iraq relations are greater than governments or individuals as governments change and individuals leave positions but the nation and people remain. The history and civilization of the Kurdistan Region of Iraq, typically Erbil, was and will stay as the station of pride for all Iraqis."

He said they have "always stressed the need to benefit from the expe-



rience of Kurdistan and apply it to the rest of the provinces of our beloved Iraq in middle, south, and west."

Barzani "is known for his sobriety and acumen, his keenness for unity and solidarity, and the connection between all Iraqis," Hakim added.

Hakim said prosperity can be achieved in the Kurdistan Region if the Iraqi parliament and the Kurdistan Region works together, similarly to that in southern Iraq. He also emphasized the importance of the real Iraqi image and its diversity.

Ammar al-Hakim is an influential Shiite cleric and leader of the Hikma (Wisdom Movement). He called Nechirvan Barzani his brother a well-known smart person throughout Iraqi cities.

He blamed the rise of the Islamic State (ISIS) on political disputes and the lack of unity between leaders.

12:56 p.m.

#### Halbousi encourages democracy, reform

Speaker of the Iraqi Parliament Mohammed al-Halbousi encouraged all the components of Iraq to embrace democracy and reform.

He congratulated Nechirvan Barzani on becoming president of the Kurdistan Region and said he looked forward to both working together to zeroing all problems.

Calling, Kurds his "brothers," Halbousi was optimistic.

Halbousi said the election of Nechirvan Barzani as president is "an important step toward the strengthening of political process and a living example of respect for the constitution and the will of the people."

It also shows the "role of the second generation in the political process who have gained a significant amount of experience throughout their work with leaders from the first generation in the political process."

#### Salih encourages practical steps between Erbil, Baghdad

Iraqi President Barham Salih, a Kurd from Sulaimani, acknowledged the positive accomplishments which can be achieved when Baghdad and Erbil cooperate like they did through the conflict with the Islamic State (ISIS).

Salih said he expects KDP President Masoud Barzani to continue to have a leadership voice as he has for the past 50 years.

"Mr. Masoud's [Barzani] role and effect will continue in the next phase," he said, perhaps marking a more cordial tone in the future of PUK-KDP relations.

He emphasized the need for an agenda and practical steps to be taken between the KRG and Iraqi government.

"The success of the Kurdistan Region is strength for Baghdad and Basra. It is support for the safety and security of the entire Iraq. In the same way, the strength of Iraq and Basra, security in Mosul is support for the Kurdistan Region," the Iraqi president added.



#### Masoud Barzani congratulates new president

Former Kurdistan Region President Masoud Barzani was the first to congratulate Nechirvan Barzani on his new post as president.

Masoud Barzani called on the Kurdistan Regional Government (KRG) and Iraqi federal government in Baghdad to take steps to resolve outstanding problems especially in the disputed territories like Kirkuk.

"I call on the KRG and federal government to try together to resolve outstanding problems as soon as possible, especially problems in disputed territories," he said.

Masoud Barzani also encouraged political parties in the Kurdistan Region to resolve internal problems.

"I call on political parties in the Region to responsibly and with a fraternal spirit to resolve internal problems," said the leader of the KDP.

He noted that ISIS remains a threat in Iraq.

"Steps for forming the KRG will begin from tomorrow on," Barzani said.

12:30 p.m.

#### Barzani takes presidential oath

Nechirvan Idris Barzani was sworn in around 12:30 p.m. as the new president of the Iraqi Kurdistan Region after formalities by parliament's leadership.

12:19 p.m.

#### Kurdistan Region swears in Nechirvan Barzani as new president

ERBIL, Kurdistan Region — Foreign and local dignitaries have gathered in Erbil on Sunday to attend the swearing-in ceremony of Nechirvan Barzani as president of the Kurdistan Region.

Diplomats from the foreign ministries of neighboring Turkey like Minister Mevlut Cavusoglu and Iran are attending among representatives from embassies, consulates, and other missions. Speaker of the Iraqi Parliament Mohammed al-Halbousi is also attending to represent the federal government in Baghdad.

Nechirvan Barzani has served as Kurdistan Regional Government (KRG) prime minister in the current government. It held elections in September 2018, but government formation has been slow due to partisanship and disagreements over posts.

The office of the presidency was suspended in November 2017, when Masoud Barzani, Nechirvan's uncle, stepped down as president. Masoud Barzani is head of the Kurdistan Democratic Party (KDP) — the largest in the Kurdistan Region.

The KDP has nominated Masrouf Barzani, the head of the Kurdistan Region Security Council (KRSC), to be the next prime minister. His nomination must first pass parliament.

Iraqi President Barham Salih, a politburo member of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), is also attending. The PUK is the second-largest in the Kurdistan Region.

Since the establishment of the new Iraq from 2003-2005, the KDP has held the post of the Kurdistan Region presidency, while the PUK has taken the Iraqi presidency.

Nechirvan Barzani secured 68 votes of the 81 MPs present in the parliamentary session on May 28, despite the PUK bloc boycotting the session. However, the PUK announced on Sunday that they would attend the swearing-in ceremony.

The president of the Kurdistan Region wields tremendous power, serving as the de facto head of state and commander-in-chief of all security forces. ■

# Masrour Barzani elected prime minister of Kurdistan Region



By Rudaw 11/6/2019

**ERBIL, Kurdistan Region** – Lawmakers have elected Masrour Barzani as prime minister of the Kurdistan Regional Government (KRG). He is now tasked with forming the cabinet.

The Kurdistan Region Parliament convened on Tuesday to vote for the new prime minister.

The Kurdistan Democratic Party (KDP) nominee, who is the son of former-president Masoud Barzani, secured 87 votes among the 97 MPs who attended the session.

Lawmakers from the two Islamic parties Komal and the KIU abstained. Masrour, the former-chancellor of the Kurdistan Region Security Council (KRSC), now has 30 days to form a government.

His cousin, Nechirvan Barzani, stepped down as prime minister after he was sworn-in as president in a ceremony in Erbil on Monday, attended by local and foreign dignitaries.

Another round of government formation talks will now commence to divide government jobs between the Region's major parties.

*MPs in the Kurdistan Region Parliament vote for the new prime minister, June 11, 2019. Photo: Rudaw TV*

The KDP has already struck government formation deals with the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Change Movement (Gorran).

### Who is Masrour Barzani?

Masrour was born March 2, 1969 in the village of Dilman in the Balakayati area of Erbil province. He is married with three daughters and one son.

He joined the Peshmerga in 1985 and studied political sciences at the American University in Washington DC. He later obtained master's degree in conflict resolution.

Masrour was elected to the KDP politburo in the party's 12th congress in 1999, and founded the Barzani Charity Foundation (BCF) in 2005.

In July 2012 he was elected chancellor of the KRSC, in charge of the Asayish and other security services.

He is honorary chancellor of the American University of Duhok. ■



June 9, 2019

# Mosul administration requests joint Peshmerga-ISF protection

Hiwa Shilani / June 09-2019 [www.kurdistan24.net](http://www.kurdistan24.net)

**ERBIL** – The administration of Nineveh governorate officially submitted a request to Baghdad on Sunday for the return of Peshmerga to protect the province in coordination with Iraqi Security Forces (ISF).

The security situation in Nineveh and other disputed regions between the Kurdistan Regional Government (KRG) and the Iraqi government has considerably deteriorated since the Kurdish forces were pushed from them.

In response to the Kurdistan Region's historic independence referendum in September 2017, Iraqi forces and Iran-backed Hashd al-Shaabi militias advanced with tanks and other heavy military equipment to regain control of the disputed territories which the Peshmerga had protected for years from the so-called Islamic State.

Sirwan Rozhbayani, the Deputy Governor in Mosul, told local media that as long as the security condition in Mosul and Nineveh, in general, remains unstable, the administration cannot move forward with any reconstruction projects.

"ISIS activity has increased exponentially in Nineveh due to a lack of security, starting from inside the city and the surrounding districts until Shingal and the Syrian borders," Rozhbayani stated.

According to the deputy governor, the request submitted to Baghdad includes an appeal for local police to manage the internal security of the



*A convoy of Peshmerga military vehicles drives near the town of Altun Kupri, located between Kirkuk and Erbil. (Photo: Reuters)*

city while the Peshmerga and ISF jointly protect the districts and sub-districts.

The security profile of the Kurdish territories that fall outside of the KRG's administration should be dealt with by the Peshmerga forces, Rozhbayani added.

Peshmerga fighters have been recognized as one of the most effective ground troops in the effort to militarily defeat the Islamic State in Iraq.

About 2,000 of them have been martyred while fighting the terror group since 2014, according to the Peshmerga Ministry, with some 12,000 more wounded. ♦

# L'achat d'un système anti-aérien russe par la Turquie met à mal sa relation avec les Etats-Unis

**Washington a donné deux mois à la Turquie pour renoncer à l'acquisition du système russe, sous peine d'être évincée du programme de fabrication du F-35 américain.**

Par Marie Jégo 08 juin 2019  
www.lemonde.fr

Les Etats-Unis ont adressé, jeudi 6 mars, une mise en garde à la Turquie, lui donnant un délai de deux mois pour renoncer à l'acquisition du système russe anti-aérien S-400, sous peine d'être évincée du programme de fabrication du nouvel avion furtif américain F-35 qu'Ankara s'est engagée à acquérir.

Washington met ainsi la Turquie au pied du mur, la sommant de choisir entre le système russe de défense et les chasseurs furtifs F-35 que des entreprises turques du secteur militaro-industriel contribuent à fabriquer.

Dans une lettre de deux pages, Patrick Shanahan, le secrétaire américain à la défense, met en garde son homologue turc Hulusi Akar sur les risques que pose l'achat des S-400 russes, jugés incompatibles avec l'appartenance de la Turquie à l'OTAN. Cette acquisition « empêchera la nation turque de renforcer ou de maintenir sa coopération avec les Etats-Unis et au sein de l'OTAN », créant « une trop grande dépendance économique et stratégique envers la Russie ». Le Pentagone craint notamment que les S-400, dotés d'un puissant radar, ne parviennent à déchiffrer les secrets technologiques de ses avions militaires dernier cri.

Si, d'ici au 31 juillet 2019, Ankara n'a pas renoncé aux S-400, les pilotes et le personnel militaire turc entraînés actuellement aux

Etats-Unis au maniement des F-35, soit une quarantaine de personnes, devront quitter le sol américain.

## ENTREPRISES TURQUES DIRECTEMENT TOUCHÉES

Par ailleurs, les contrats de sous-traitance attribués à des entreprises turques pour la fabrication de pièces détachées du chasseur furtif américain seront annulés. Les appareils achetés par la Turquie ne seront pas livrés. Dans sa lettre, M. Shanahan prévient que des sanctions préparées par le Congrès amé-

## << L'achat des S-400 russes créera « une trop grande dépendance économique et stratégique envers la Russie »>>

ricain envers son allié de l'OTAN pourraient suivre.

L'achat des S-400 est une source majeure de frictions entre la Turquie et les Etats-Unis, dont la relation s'est considérablement détériorée ces dernières années. Mettant en avant la nécessité de renforcer la défense anti-aérienne de son pays, le président turc Recep Tayyip Erdogan fait fi des menaces de son allié. « Nous avons passé un accord avec la Russie. Nous sommes déterminés. Il n'est pas question de revenir en arrière », a-

## << Le président Erdogan confirme ainsi sa volonté d'éloigner son pays de ses alliés traditionnels occidentaux.>>

t-il prévenu mardi 4 juin.

La livraison des S-400 aura lieu « dans deux mois », a précisé vendredi Sergueï Tchemezov, le PGD du conglomérat militaro-industriel russe Rostec. Des militaires turcs sont actuellement entraînés au



maniement des S-400 sur la base russe de Gatchina dans les environs de Saint-Petersbourg. C'est pour cette raison que le Pentagone s'est décidé à envoyer jeudi son ultimatum.

Membre de l'Alliance atlantique depuis 1952, la Turquie a semé le trouble en signant, en septembre 2017, un contrat de 2,5 milliards de dollars avec la Russie pour la fourniture du système antimissile S-400, un geste perçu comme une preuve supplémentaire de sa volonté de s'éloigner de ses alliés traditionnels.

Frustré par le soutien américain accordé en Syrie aux Kurdes syriens liés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie) – fer de lance du combat contre les djihadistes de l'Organisation Etat islamique (EI) en Syrie, selon les Occidentaux, mais « formation terroriste », selon Ankara – le président Erdogan a tissé des liens robustes avec son homologue russe Vladimir Poutine, au point d'envisager une coopération militaire accrue, dont la première étape est l'acquisition des S-400.

Le rapprochement avec la Russie marque un tournant de politique étrangère inédit. Il a pris racine au moment de la tentative de putsch du 15 juillet 2016, quand M. Erdogan a dû faire alliance avec les cercles nationalistes et pro-européens de l'armée turque, lesquels s'avèrent davantage attirés par une alliance avec la Russie qu'avec l'Europe. Depuis ce tournant, les relations avec les alliés traditionnels se sont délitées tandis que le lien avec Moscou n'a fait que se renforcer.

L'éviction de la Turquie du pro-

gramme de fabrication des F-35 constituera un manque à gagner pour les entreprises turques qui fabriquent des centaines de pièces détachées pour le chasseur, entre autres des parties du fuselage, du train d'atterrissage et des pales en titane.

Selon les récentes déclarations à la presse faites par Ellen Lord, la secrétaire adjointe à la défense chargée des acquisitions, le constructeur aéronautique Lockheed Martin et le motoriste Pratt & Whitney ont d'ores et déjà commencé à chercher d'autres fournisseurs.

## DES CONSÉQUENCES SUR L'ÉCONOMIE

Les sanctions promises par le Congrès risquent d'être particulièrement douloureuses pour la Turquie, actuellement confrontée à la récession économique, à l'inflation (18,75 %), à la montée du chômage, et à l'extrême volatilité de la devise locale par rapport au dollar. Vendredi 7 juin, juste après l'annonce de l'ultimatum américain, la livre turque a perdu 1,5 % par rapport au billet vert.

L'achèvement de cette transaction, dévastateur pour la coopération militaire avec les Etats-Unis, comme pour le rôle de la Turquie au sein de l'OTAN, en vaut-elle la peine ? La question est posée par des experts turcs. « Les S-400 n'offriront qu'une protection partielle. (...) En cas de conflit, seul un système de défense intégré sera efficace », avance Nihat Ali Özcan, spécialiste des questions militaires et chercheur à la Fondation pour les études économiques (Tepav), dans un article publié le 23 mai dans l'édition en ligne du quotidien Milliyet.

➤ En réalité, le président Erdogan est pris à son propre piège. Engagé dans un âpre marchandage avec Washington et Moscou au sujet de la défense anti-aérienne, il se retrouve face à une impasse. Eloigner la Turquie de ses alliés traditionnels ne sera pas sans conséquences, notamment sur l'écono-

mie, le pays étant largement dépendant des capitaux étrangers pour le refinancement de sa dette et le renflouement de ses déficits, dépendant aussi de la technologie occidentale pour développer son propre programme de défense, un projet cher au cœur du président Erdogan. Mail il lui est impossible pour

autant de renoncer à l'achat des S-400, surtout au moment où l'aviation russe bombarde aveuglément la région d'Idlib, la dernière poche de la rébellion syrienne anti-Bachar soutenue par Ankara, rendant plus vulnérable que jamais la présence de l'armée turque sur le terrain. Les efforts du numéro un turc

pour prouver que la Turquie n'est plus la vassale de l'Occident vont la pousser sous le parapluie militaire russe. Fait inédit, des militaires russes seront bientôt stationnés en Turquie pour superviser le manie-

ment des S-400. ■  
Marie Jégo (Istanbul, correspondante)

AFP

## Irak: Netchirvan Barzani a prêté serment comme président du Kurdistan

Erbil (Irak), 10 juin 2019 (AFP)

**NETCHIRVAN BARZANI**, neveu et gendre du leader historique kurde Massoud Barzani, a prêté serment lundi comme président du Kurdistan irakien, et nommera mardi le chef du gouvernement, qui devrait être son cousin Masrouf Barzani, selon les experts.

Au Palais des Congrès d'Erbil, la capitale de cette région du nord de l'Irak, autonome depuis 1991, M. Barzani a plaidé pour une meilleure coopération entre Erbil et Bagdad, devant un parterre de représentants politiques et diplomatiques et de dignitaires religieux.

M. Barzani, petit-fils de Moustafa Barzani, chef historique du mouvement kurde en Irak, doit nommer mardi devant le Parlement du Kurdistan un Premier ministre qui aura alors 30 jours pour former un gouvernement, a indiqué Vala Fareed, présidente du Parlement.

Selon les experts, Netchirvan Barzani, 52 ans et ancien Premier ministre, devrait nommer à sa succession son cousin Masrouf Barzani, patron des services de sécurité du Kurdistan irakien et fils de Massoud Barzani.

Netchirvan Barzani devient le deuxième président de la région autonome après Massoud Barzani, qui a occupé le poste de sa création en 2005 jusqu'à fin 2017.



Ce dernier s'était dit contraint à renoncer à la présidence du Kurdistan irakien dans la foulée d'un référendum d'indépendance, où le "oui" l'a massivement emporté, mais qui a déclenché une série de dures sanctions de Bagdad.

Le clan Barzani --et son Parti démocratique du Kurdistan (PDK)-- sont la première force politique du Kurdistan irakien. Le grand rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) du défunt président irakien Jalal Talabani, a boycotté la séance parlementaire durant laquelle Netchirvan Barzani a été élu.

Barham Saleh, le président irakien issu de l'UPK, était présent à la cérémonie à Erbil, de même que le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Cavusoglu. ●

AFP

## Kurdistan irakien: Masrouf Barzani, cousin du président, nommé Premier ministre

Erbil (Irak), 11 juin 2019 (AFP)

**LE PARLEMENT** du Kurdistan irakien a nommé mardi Masrouf Barzani au poste de Premier ministre, au lendemain de la prestation de serment de son cousin Netchirvan Barzani comme président de cette région autonome du nord de l'Irak, a constaté un journaliste de l'AFP.

Masrouf Barzani, jusqu'ici patron des services de sécurité kurdes, est le fils du leader historique kurde Massoud Barzani. Il a désormais un mois pour former un gouvernement.

Masrouf Barzani, 50 ans, a recueilli 87 voix parmi les 97 députés présents --sur 111.

Le clan Barzani --et son Parti démocratique du Kurdistan (PDK) dirigé par Massoud et Netchirvan Barzani -- est la première force politique du Kurdistan irakien.

Le grand rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) du défunt président irakien Jalal Talabani, a boycotté la séance parlementaire durant laquelle Netchirvan Barzani a été élu.

Ses députés ont toutefois assisté à la séance parlementaire de mardi.

Masrouf Barzani était depuis 2012 conseiller au sein du Conseil de la sécurité du Kurdistan. Cet organe, qui chapeaute l'ensemble des forces de sécurité de la région autonome, a joué un rôle crucial dans la guerre contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI), qui a occupé de 2014 et 2017 un



tiers de l'Irak, aux frontières du Kurdistan.

Né à Erbil en 1969, ce père de quatre enfants rejoint les rangs des peshmergas, les combattants kurdes, à 16 ans, affrontant avec eux les troupes du régime de Saddam Hussein, dictateur renversé en 2003 lors de l'invasion emmenée par les Américains.

Il est notamment revenu d'Iran --où il a obtenu son baccalauréat-- pour participer à la grande révolte de 1991.

Parfaitement anglophone, et également francophone, il obtient ensuite aux Etats-Unis un master en études internationales, avant de rentrer à Erbil en 1998.

Netchirvan Barzani est devenu officiellement lundi le deuxième président du Kurdistan, autonome depuis 1991, après Massoud Barzani, qui a occupé le poste depuis sa création en 2005 jusqu'à fin 2017.

Ce dernier s'était dit contraint à renoncer à la présidence du Kurdistan irakien dans la foulée d'un référendum d'indépendance, massivement remporté par le "oui" mais qui avait déclenché une série de dures sanctions de Bagdad. ●



1 REUTERS

## Turkey says killed 10 Kurdish militants in Syria's Tel Rifaat region

June 11, 2019 ANKARA (Reuters) -

Turkey killed 10 Kurdish militants in Syria's Tel Rifaat region on

Sunday in retaliation for an attack that killed a Turkish soldier, the Turkish Defence Ministry said on Tuesday.

Turkey says the Kurdish YPG militia in Syria is part of the PKK militant group, which it designates a terrorist group and which it has been fighting for more than 30 years.

The United Nations warned on Monday that up to 2 million refugees could flee to Turkey if fighting intensifies in northwestern Syria as aid funds run dangerously low. ●

**The Arab Weekly** June 9, 2019

# Idlib fighting sparks war crimes accusations, Russian-Turkish tensions

Thomas Seibert

Istanbul

Escalating fighting in the north-western Syrian province of Idlib is pushing hundreds of thousands of people towards the Turkish border, placing the alliance between Ankara and Moscow under heavy strain.

Turkey finds itself in a weak position because its plan to buy a Russian missile defence system has angered the United States, its main Western ally. If Ankara yields to US pressure and cancels the Russian deal, Moscow could intensify fighting in Idlib, possibly sending a new wave of refugees into Turkey, analysts said.

Idlib, the last rebel bastion in Syria after more than eight years of war, has seen fierce fighting since late April. Clashes on the edge of the jihadist-controlled region killed 44 Syrian government loyalists and 39 jihadists and Islamists from May 30-June 7, the Syrian Observatory for Human Rights said.

**The fighting is the most serious setback for Turkey's cooperation with Russia in Syria and laid bare Ankara's inability to convince Moscow to take a different path in the crisis.**

Aid groups accuse Syrian and Russian military of using location data of hospitals provided by the United Nations to attack the facilities to drive civilians away.

Last year, the United Nations shared coordinates of 235 protected sites in Idlib, including schools and hospitals, with Russia, Turkey and the US-led coalition to protect them in case of a military assault but aid groups say the information that was meant to shield civilian institutions is being used to target them.

"When you give the coordinates of hospitals, they become targets," Mohannad Othman, CEO of the Al-Sham Foundation, an NGO active in Syria, said by telephone.

Organisations, including the White Helmet civil defence units, medical groups and child protection groups, said in a statement May 31 that there had been more than 24 attacks on health facilities, six attacks on civil defence centres, 29 attacks on schools and other civilian infrastructure in the past month. The statement said those attacks resulted in the death of more than 250 people.

Attacking hospitals is a war crime under the Geneva Conventions. The UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs in Geneva did not respond to requests for comment.

Syria and Russia said the offensive in Idlib, most of which is ruled by the jihadist group Hayat Tahrir al-Sham (HTS), became necessary because extremists in the province launched attacks from the region. They say a pledge by Turkey to rein in HTS under a ceasefire deal with Moscow last September failed to stop the attacks.

"Of course, strikes by militants from Idlib are unacceptable and measures are being taken to neutralise these strike positions," Russian presidential spokesman Dmitry Peskov said, rejecting an appeal by US President Donald Trump to stop the assault.

The aid groups said the offensive, which includes heavy bombardments of villages and towns in Idlib, triggered unprecedented suffering for civilians.

"Over 307,000 people have been displaced in the past two months with the majority in the past four weeks only," their statement said. They added that more than 200,000 people had to live in the open and that refugee centres at the Turkish border with Idlib were overcrowded. "This is the single largest mass displacement in Syria since the beginning of the crisis" in 2011, they said.

The development is raising concern in Turkey, which already hosts more than 3.6 million Syrians, regarding the possible massive wave of refugees from Idlib. The fighting is the most serious setback for Turkey's cooperation



**In the crosshairs.** Members of the Syrian Civil Defence carry a wounded man on a stretcher following a reported air strike on the town of Maaret al-Numan in Idlib, June 3. (AFP)

with Russia in Syria and laid bare Ankara's inability to convince Moscow to take a different path in the crisis.

The Turkish-Russian alliance appears "to be in serious trouble and at risk of falling apart in any future Assad-Russia offensive," Michael O'Hanlon, a senior fellow at the Brookings Institution, said by e-mail.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan told Russian President Vladimir Putin on May 30 that he wanted a ceasefire in Idlib to prevent more civilian casualties and a refugee influx to Turkey but the Kremlin said it was Turkey's responsibility to stop rebels from firing on civilian and Russian targets, signalling it backs the Syrian government offensive despite Ankara's protests.

Kerim Has, a Moscow-based analyst of Russian-Turkish relations, said Turkey lacked leverage. "The Sochi agreement (last September) has turned into a new effective blackmailing tool for Moscow to ensure Turkey's positioning with Russia in [the] Syrian crisis," Has wrote via e-mail.

The United States warned repeatedly that it would issue sanctions against NATO partner Turkey if the Erdogan government purchases the Russian S-400 air

defence system. The first S-400 missiles could be delivered to Turkey within weeks. Washington and Turkey's other Western NATO allies say the Russian system is incompatible with NATO's defence network and poses a threat to US F-35 fighter jets, which Turkey also plans to buy.

Erdogan said he remained committed to the deal with Russia, making a clash between Turkey and the United States more likely.

Has pointed out that Turkey is squeezed between Moscow and Washington.

"If Ankara changes its mind on purchasing [the] S-400s, it is highly likely that the first Russian response to such a decision will be speeding up the Idlib operation," Has wrote.

"To avoid a new refugee flow and prevent a humanitarian crisis Ankara may try to reach a new compromise with Moscow to create a kind of a buffer zone in northern Idlib for civilians," he added. "However, it will again be a tentative and fragile agreement, not a real solution to the terrorist and jihadist threat in the region."

Thomas Seibert is an Arab Weekly correspondent.

## Comeback Kurds

# Two years after a disastrous referendum, Iraq's Kurds are prospering

The economy is booming and airspace is open

Jun 15th 2019 | KIRKUK  
www.economist.com



THE MONITOR recording the descent of a drill beneath the green hills of Khor Mor, in Iraqi Kurdistan, flashes 3,044—or just over 3km. In a caravan next to a roaring derrick a Canadian oilman and his team from Crescent Petroleum, a company based in the United Arab Emirates, watch for the first signs of gas. Other wells in the area are already meeting 80% of the electricity needs of Kurdistan. Capacity at an adjoining processing plant is set to double. The Kurds could begin supplying the rest of Iraq with gas by next year, says Falah Mustafa, the foreign minister for the Kurdish Regional Government (KRG). Exports of gas to Europe via Turkey could follow in 2022.

Such confidence signals an about-turn for Iraq's Kurds, who enjoy relative autonomy from the rest of Iraq. In 2017 the enclave's leaders reached for more, recklessly holding a referendum on independence, which passed overwhelmingly. The central government in Baghdad responded by booting Kurdish militias, known as the Peshmerga, out of oil-rich Kirkuk. It ended budgetary support for the regional government and, with the help of Turkey and Iran, closed its airspace and some border crossings. Western leaders abandoned the Kurds; foreigners fled the region. Masoud Barzani, Kurdistan's humiliated president, resigned and left a power vacuum.

Independence did not happen.

But, like its gas, Kurdistan is rising. On June 10th politicians from the central government converged on Erbil, the Kurdish capital, for the inauguration of Nechirvan Barzani, Masoud's nephew, as the new president of the KRG. Turkey and Iran sent representatives. Kurdish opposition politicians, who protested against the government's poor handling of the situation in 2017, will join the new government. Iraq's prime minister, Adel Abdul-Mahdi, congratulated the younger Barzani. "Let's have harmony with each other from now on," said the president, from a podium festooned with Iraqi as well as Kurdish flags.

The Kurds owe their comeback, in part, to the national elections held last year. Turnout was low and the Kurds did well, becoming king-makers in the new parliament. They helped Mr Abdul-Mahdi, who had fought with the Peshmerga in his youth, to become prime minister. In return Mr Abdul-Mahdi made Fuad Hussein, a close adviser to Masoud Barzani, his finance minister and restored budgetary support for the region (amounting to over 12% of the central government's budget).

Lately Kurdistan's economy has been booming. In March public employees received their full salaries for the first time in three years. Flush with cash, families pack restaurants and

malls. Payments have resumed to contractors. Workers are again building motorways. Kurdistan's airspace has reopened. Threats by the national government to take control of Kurdish border crossings (and impose its convoluted visa process) never materialised. Trade with Iran, Turkey and north-eastern Syria, which is held by Syrian Kurds, is flourishing. Although the central government took control of Kirkuk and its oilfields, it exports much of the black stuff via the KRG'S pipeline, paying transit fees.

The Kurds played a big role in repelling Islamic State (IS) in 2014-16, seeing off 16 assaults by the jihadists on Kirkuk. But attacks by IS in and around the city are increasing again—and the national security forces are again looking to the Kurds for help. The Kurdish Asayish, or gendarmes, have kept their bases and are reviving their networks in the city; one of its commanders says he leads 2,000 men. In northern Kirkuk, it is as if the Kurds never left. Shopfronts are painted with Kurdish flags. Kurds in the city complain of Arabisation, but a huge statue of Jalal Talabani, a Kurdish leader and former president of Iraq, who died in 2017, still rises out of the hills above the northern entrance to the city.

The Kurds have become good at playing off regional rivals against each other. Iran and Turkey, which vie for influence in Kurdistan, have encouraged their merchants to return. Sanction-squeezed Iran needs outlets for exports; its oil trucks cram the roads of Iraqi Kurdistan. But America also sees the Kurds as a potential ally in its campaign to squeeze Iran, just as they were an ally in the battle against Saddam Hussein, Iraq's former dictator, and IS.

For all the optimism, Kurdistan still faces challenges. Economic ties with the rest of Iraq are not what they were before the referendum. A chicken farmer says his sales inside Iraq, which fell by over half after the referendum, have only slightly recovered. Foreigners are returning to Kurdistan—but in smaller numbers. The government still wastes money on a bloated bureaucracy. Corruption is a problem. The Barzani and Talabani dynasties continue to dominate Kurdish politics, which would benefit from fresh faces.

Even though relations have improved, there is lingering distrust between the central government and the KRG—for good reason. The Kurds have not stopped dreaming of independence. Arabic is Iraq's official language, but it has been three decades since it was properly taught in Kurdish schools. Courts refuse to accept Arabic documents without a Kurdish translation, says a businessman. Officials refer to the referendum as a step towards independence. "It is our title deed for a state," says an official. "We will never give it up." ■

# Turkey's risky route in Idlib

Turkey is struggling to maintain a balance with Russia as it takes action to block the Syrian army at Idlib.



Fehim Tastekin  
June 11, 2019  
www.al-monitor.com

As the Syrian regime's offensive against Idlib continues, Turkey has to pull off two contradictory missions in Syria's last rebel stronghold: Save Tell Rifaat and Idlib at the same time.

Russia and the Syrian regime launched air and ground operations against rebels in Idlib on April 28. While Turkey tries to prevent the operation from becoming an all-out war, it has been baffled by three major developments.

First, the Turkish army and its allied militias have turned toward Tell Rifaat, where the Kurdish People's Protection Units (YPG) are based. It has raised questions about whether Turkey is bargaining for Tell Rifaat for Idlib and thus selling out its opposition allies.

Second, the Turkish army did not react when two of its 12 observation posts in the de-escalation zone were caught in the crossfire. Has Turkey agreed to a limited operation to fulfill the stipulations of the Sochi accord? Russia has stated it is coordinating with Turkey, further nourishing this suspicion. According to the Sochi accord, signed in September 2018, all heavy weapons and militants were to be removed from a buffer zone around Idlib by Oct. 10 and 15, respectively. Furthermore, the M-4 Aleppo-Latakia and M-5 Aleppo-Hama highways would be opened to traffic. These terms were not met, and Turkey couldn't put an end to clashes in Idlib.

Third, Russia did not wait for an agreement with Turkey and went ahead and opened the way for the Syrian army, which was itching to take Idlib, even though Ankara-Moscow contacts continue. Turkey, in search of a cease-fire, increased its support of armed groups and secured some kind of balance on the ground.

Developments on the ground and in diplomacy further substantiate the above scenarios. The only scenario that doesn't change is for Turkey to halt the Syrian army's advances.

This is the current overall picture: Russia, while conducting its Idlib offensive, withdrew its forces from Tell Rifaat, opening the way for Turkey. But this wasn't enough for Turkish success in Tell Rifaat. Opposing the expansion of Turkish control, the Syrian army filled the vacuum and the YPG resisted Turkey's Tell Rifaat move, effectively halting it.

The scenario of give-and-take was further invalidated when the Syrian army fired its weapons near Turkish observation posts at Jabal al-Zawiya and Morek in late April and early May. It was speculated that the Turkish army could abandon its observation posts in return for a temporary cease-fire. Instead, Turkey fortified its posts. Seven truckloads of 12-ton concrete blocks arrived at observation posts around Idlib.

In the meantime, Turkey's chief of staff and foreign and defense ministries reached out to Russia to stop its operations.

Both Russia and Turkey spoke cautiously, careful not to offend the other. President Recep Tayyip Erdogan, in a phone call with Putin, did not mention Russia when he accused Damascus of sabotaging Russia-Turkish cooperation and violating the spirit of Astana.

Although Russia criticized Turkey for not fulfilling its obligations, it acknowledged that it was still coordinating with Turkey. In other words, Russia also avoided making it a Russia-Turkey issue.

Despite their subtle statements, both sides are not continuing with their schemes. Ahrar al-Sham, Jabhat al-Sharqiya and Shuhada al-Sharqiya were transferred from Turkish army-controlled areas to the front line south of Idlib and northwest of Hama. Youssef Hammoud, the spokesman of the Syrian National Army group, which is trained and equipped by Turkey, declared, "Many of our fighters joined the front with their guns to fight the enemy [the regime]."

Hayat Tahrir al-Sham (HTS), a terror organization, also joined the combat alongside the above groups. The former allies were once again reunited after trying to wipe each other out in Idlib in 2008. As proof of the new alliance, photographs of HTS leader Abu Mohammad al-Golani were distributed, depicting him at a meeting with members of Ahrar al-Sham,



A column of armored Turkish military vehicles drives on a patrol along a road in the demilitarized zone, Saraqib, Idlib, Syria, March 8, 2019. OMAR HAJ KADOUR/AFP/Getty Images

Faylaq al-Sham and Suqour al-Sham, as well as with commanders of Jaish al-Izza and Jaish al-Nasr, who had received TOW anti-tank missiles from the United States.

Statements and visuals on ammunition support provided by Turkey soon followed. Opposition group representatives told Reuters that a Turkish military convoy had reached Jabal al-Zawiya near Hama, transporting armored vehicles, Grad rocket launchers, guided anti-tank missiles and American TOW missiles. A Western intelligence source claimed Washington gave the green light for the TOW missiles.

The Turkish army's Observation Post 10 is located at Jabal al-Zawiya. With these reinforcements, Kfar Nabuda, which the Syrian army had captured, was recovered on May 22. Although the Syrian army again captured Kfar Nabuda on May 26, Turkish reinforcements prevented further advances by the Syrian army.

The effectiveness of Turkish support was further confirmed by a statement from Suheil al-Hassan, commander of the Syrian army's Tiger Forces, to his soldiers at the Kfar Nabuda front. "You are fighting the fiercest type of enemy and the worst kind," he said. "You are fighting US and Turkish special forces."

Some find Turkish support inadequate. Fawaz Hilal, the leader of the Salvation Government in Idlib, established by HTS, made an appeal to Ankara: "Permission was given to set up Turkish observation posts with the hope they will protect the people. But reality shows that these outposts cannot even protect themselves. We hope Turkey defends these outposts and the areas they are located at and also prevents flights of Russian and Syrian jets and their airstrikes. But bombing of these outposts and wounding of Turkish soldiers creates questions. Turkey must clarify its role and what it wants to achieve with these outposts."

Armed opposition groups have been accused of firing rockets and mortars at regime forces from within the vicinity of Turkish observation posts. The armed groups see the posts as safe areas, but they are also turning the outposts into targets. Meanwhile, civilian groups are also speaking out against Turkey. A big crowd in the northern Syrian town of Atme marched to the Turkish border on May 31 and called on Turkey to "either stop the massacres or open the border."

In view of such developments on the ground, Erdogan called Russian President Vladimir Putin on May 30 to ask for an immediate cease-fire and a political settlement.

Kremlin spokesman Dmitry Peskov, referring to the conversation, said, "We really do need a cease-fire in Idlib and what needs to be achieved is for the terrorists to stop firing on civilian targets and on certain facilities where our troops are located. ... This is the responsibility of the Turkish side."

Pro-Kurdish media outlets claimed that Turkey insisted on taking over ➤

➤ Tell Rifaat in return for the areas Syrian army captured in Gab and south of Idlib after April 28. But there was no response to Turkish requests. In the fourth week of the Idlib operation, Russia sent the troops it had withdrawn back to Tell Rifaat. Russia opened two evacuation corridors at Suran and Abu Zuhr and called on people to evacuate the areas of the clash, indicating that it is determined to continue operations.

It's unclear how deeply Turkey and Russia are manipulating tensions. Russia has limited its targets at Idlib, citing the Sochi accord. But it also does not want to endanger Turkey's decision to purchase the S-400 missile system. Even if the Russians are not allowed to reach the center of Idlib, the opening of the M4 and M5 highways may be big enough moves in the first phase. Turkey is careful not to disrupt its relations with Russia, yet it is demonstrating that it will not allow for a repeat in Idlib of such scenarios as eastern Aleppo, eastern Ghouta and Quneitra. The US call for a cease-fire in Idlib at this time also improves Turkey's hand.

A Turkish official explained Turkey's logic to Middle East Eye: "Without controlling Idlib, it would be almost impossible to secure Turkish-con-

trolled Afrin and enclaves along the border."

According to this approach, if the tension is confined to Idlib, there will be no action against Afrin and the Jarablus-Azaz-al-Bab triangle.

But developments have rendered the Sochi accord irrelevant. Turkey had committed to separating opposition groups from al-Qaeda-linked organizations and reining in their attacks. The new Idlib front has now reunited the Syrian National Army and National Liberation Front, which are under Turkish tutelage, with HTS and Huras al-Din (Guardians of Religion Organization) and foreign groups like Muhajireen wal Ansar and the Turkistan Islamic Party.

In a nutshell, the mission that Turkey had taken on has crumbled. ♦

*Fehim Tastekin is a Turkish journalist and a columnist for Turkey Pulse who previously wrote for Radikal and Hürriyet.*

Daily Times

June 13, 2019

## Kurdistan — A dream that may come true



### OP-ED

M Alam Brohi / June 13, 2019  
//dailytimes.com.pk

The fluid political situation, the weak governments, the unstable frontiers and too many foreign interventionist powers will most probably culminate in a Middle East of a distinct geographical landscape different from the region we had known. The presence of too many states and too many militant groups on the scene and being part of the civil strife raging in the Middle East has rendered the situation unpredictable with the most likely emergence of a few new states including an independent state of Kurds combining the Kurds' autonomous region of Iraq and Kurd territorial pockets of Syria, Turkey and Iran; a Sunni state in Iraq and balkanization of Libya in three parts.

The possibility of a Sunni state in Iraq or the division of Libya has been examined by a few experts of the Middle East. The issue of Kurdish autonomy is chronic one and has come into international focus in the wake of the civil wars in that region. The Kurdish population in Iraq, Syria, Turkey, Iran and the Kurd diaspora in Europe have been harboring aspiration to nationhood and contributing towards the realization of their century-old dream of an independent country.

The Kurd aspirations received a fillip from the emergence of the Kurdistan Regional Government in Arbil with the support of the United States of America. The Kurdish President, Mr. Nechirvan Barzani tried to find more in the US support for autonomy. He held a referendum by the end of 2018. The overwhelming majority of the Kurd population voted for independence. The Iraqi Government with the backing of Iran and Turkey attacked Kurdistan and occupied 40% of its territory including Tikrit, the oil producing district and scuttled his plan for

**If the US pulls out abruptly as it did in Vietnam and Afghanistan, the Kurdish nationhood is doomed. Anyhow, the clouds of war would continue to loom over the Middle East to the peril of the Muslim world**

independence.

The Kurds have a population of some 30 million spread over southeastern Turkey, northwestern Iran, northern Iraq and north eastern Syria. The Kurd aspiration for independence dates back to the disintegration of the Ottoman Empire in the wake of the First World War. For the first time, the Kurds were recognized as a separate ethnic, cultural group with a developed language with aspi-

rations for independent nationhood in the Treaty of Sevres forced on the crumbling Ottomans by the Allied Forces in 1920. However, following the Turkish war of independence and the conclusion of the new Treaty of Lausanne in 1923, the question of the independent nationhood of Kurds was sidetracked. The Kurds never accepted this unfair decision of the Allied Forces and the Turkish leaders and kept their desire for independence aglow. They revolted in 1925, 1930, 1937. In 1980s, the Kurds Workers Party or PKK was formed for violent struggle against the Turkish state.

The militants of PKK proved a thorn in the body of Turkey. They carried on bloody sabotage acts in Turkey and Turkish facilities abroad until their leader, Abdullah Ocalan, was captured in the 1990s, tried and awarded life sentence. The Kurds have also been troublesome for Iran trying to have an independent administration in Mahabad. Kurds revolted in Iraq from 1960-1970. They were backed by the Shah of Iran materially and politically. But the Shah struck a deal with Saddam Hussain in 1975 leaving Kurds high and dry. In 1960, Syria dealt with the Kurds ruthlessly. It cancelled the citizenship of hundreds of thousands of Kurds rendering them stateless. The repression of Kurds by the four states had since continued unabated.

The Iraqi Kurds and Shias found common cause with the USA in first Gulf War in 1990-91 standing by the USA against Saddam Hussain, and later faced the revengeful repression of the Iraqi regime. The USA imposed 'no fly zone' on the area to ward off the carpet bombing of Kurdish districts by the Saddam regime. Again, in 2003, the Kurds supported the invasion of Iraq by the USA and the UK. The Kurdish support was very useful for the USA to find out the remnants of the disintegrating Iraqi army or eliminating the hardcore activists and pro Saddam elements of the Baath Party.

Turkey adopted a friendly attitude to →

→ the autonomous Kurdish Regional Government in Arbil mainly because of the oil trade. It opened a Consulate in Arbil in 2010, and signed an agreement with the KRG for construction of an oil pipeline to Mediterranean. By 2018, almost 400,000 barrels a day were piped or transported to Turkish Ceyhan Seaport. In 2014, the USA intervened along with the Kurdish People's Protection Union (YPG) in preventing Kobani, a Kurdish town on the Turkish border in Syria, from falling to ISIS. This angered the Turkish leaders who considered the arming of the YPG as a perennial threat to their country's integrity. Though Turkey had banned the Kurds' Workers Party or PKK, it had allowed

its political wing People's Democratic Party to take part in local elections. In the elections of 2016, the party had captured 102 Mayoral offices. However, the Turkish authorities dismissed some 90 Municipal Mayors and Town chiefs when YPG became the chosen US ally after they freed Raqqa from ISIS in the mid-2017.

The Turkish leaders offered US to use the Free Syrian Army – trained and armed by Turkey to overthrow Bashar ul Assad – against ISIS instead of YPG which the USA declined. Thus, Turkey had to jump in the fray to prevent YPG to make Kobani its stronghold. Its tanks rolled in the Syrian territory in connivance with

Russia. They apprehended the USA has promised YPG a self-autonomous territory in the Syrian and Turkish Kurd dominated regions changing the map of Syria and Turkey as demarcated in the wake of the 1923 Treaty of Lausanne, and undo the dividends of the Turkish war of independence. Turkey will never accept this. The Kurds' dream for independence depends on the level of US support. If the US pulls out abruptly as it did in Vietnam and Afghanistan, the Kurdish nationhood is doomed. Anyhow, the clouds of war would continue to loom over the Middle East to the peril of the Muslim world. ●



JUNE 11, 2019

## The clock's ticking... PM-Elect Barzani has 30 days to form new KRG

By Rudaw 12/6/2019

ERBIL, Kurdistan Region — The new President of the Kurdistan Region Nechirvan Barzani tasked Prime Minister-Elect Masrour Barzani with forming the next Kurdistan Regional Government (KRG) within 30 days on Wednesday.

In the presence of Parliament Speaker Vala Farid and head of the KRG Judicial Council Judge Bangin Mohammed in Erbil, President Barzani called on Masrour Barzani, the former head of the Kurdistan Region Security Council (KRSC) to form the ninth KRG cabinet, the government announced in a statement.

"Mindful of the enormity of the task, and of the legitimate needs and hopes of the Kurdistan people, I plan to present my cabinet within the next thirty days and call upon the political parties to recognise their solemn and national responsibility to help complete this process," Masrour Barzani tweeted.

He also referenced his father, Masoud Barzani, the president of the Kurdistan Democratic Party (KDP), who also served as president to the Kurdistan Region until November 2017. The office was dissolved and then re-activated this year by parliament.

"I'm humbled by the support and confidence of President [Masoud Barzani] and the KDP to serve as the next Prime Minister. To the Kurdistan Parliament, and every faction in the assembly, and to the President of the Kurdistan Region, I thank you for the trust you have bes-



*Kurdistan Region President Nechirvan Barzani (right) greets KRG PM-Elect Masrour Barzani in Erbil on June 12, 2019, as Parliament Speaker Vala Farid (back right) and Judicial Council Judge Bangin Mohammed look on. Photo: KRG*

towed..." Masrour Barzani added, the latter being a reference to his cousin Nechirvan Barzani.

Nechirvan Barzani, the former premier, was sworn in as the president of the Kurdistan Region on Monday before international dignitaries, and Iraqi and Kurdish officials. He will serve a four-year term as the de facto head of state and commander-in-chief of security forces.

"In the political culture and media conventions in the Kurdistan Region, we our rivalries and disagreements are often stressed more than necessary. Let's have harmony with each other from now on..." however Nechirvan Barzani said, "It is okay for rivalries and differences

of opinion to remain."

Nechirvan Barzani added that a "new joint roadmap" for relations is needed between Baghdad and Erbil.

Kurdistan Region MPs chose Masrour Barzani as prime minister on Tuesday. He secured 87 votes among the 97 MPs who attended the session. The chamber has 111 members, but some opposition MPs boycotted the vote.

The KDP struck government formation deals in May with the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Change Movement (Gorran), the second and third largest parties respectively, in the Kurdistan Region.

Masoud Barzani said he was "pleased" to see the installation of Masrour Barzani as premier on Tuesday.

"I wish him continued success and plan to fully support him in pursuit of a more developed and more prosperous Kurdistan Region," he tweeted.

All three leaders have spoken about the Kurdistan Region getting its internal affairs in order. It is expected that the KDP, PUK, Kurdistan Islamic Group (Komal), and Gorran will hold long-awaited party congresses this year.

The passing of leaders, the conflict with the Islamic State (ISIS), and inter- and intra-party rivalries have delayed some of the parties' congresses.

Formation of the new government has been slow since the Kurdistan Region held its delayed parliamentary election on September 30, 2018.

Some analysts and opposition parties have been critical of the family-dominated governance in the Kurdistan Region, describing it as a de facto two-family monarchy by the Barzani-led KDP and Talabani-led PUK.

Both the KDP and PUK made electoral gains in the parliamentary election. The KDP went from 38 seats to 45, and the PUK from 18 to 21, taking seats mostly from Gorran, and some Islamist parties. ■

# Iran, Syrie, Irak. Contradictions et paradoxes de la politique américaine

Alors que les États-Unis proclament leur victoire dans la guerre contre l'organisation de l'État islamique (OEI), ils s'enferment dans une contradiction, entre leur volonté de se désengager partiellement du Proche-Orient et leur escalade contre l'Irak. Une stratégie qui ne peut que contribuer à déstabiliser la région, notamment l'Irak et la Syrie

Patrick Haenni / 11 juin 2019  
<https://orientxxi.info>

Les États-Unis n'aspirent plus à leur ancien statut de superpuissance ambitionnant de transformer le Proche-Orient conformément au scénario néoconservateur, mais continuent de s'appuyer sur les partenaires qu'ils ont soutenus dans la guerre contre l'OEI pour contrer ce qu'ils considèrent comme leur principal ennemi : l'Irak. Cette discordance entre les influences résiduelles d'anciennes politiques bellicistes et une approche isolationniste désormais dominante gêne les partenaires de Washington dans leurs négociations à tous les niveaux — en particulier dans les pourparlers avec les forces politiques alliées à Téhéran — générant ainsi une impasse politique en Syrie et en Irak. Avec son approche actuelle, l'administration Trump ne parvient pas à contrer l'Irak tout en maintenant les États-Unis militairement engagés dans des conflits persistants aux côtés de partenaires locaux faibles.

Sans une politique qui autorise ses partenaires locaux à s'engager dans des processus politiques avec toutes les forces locales — y compris celles alliées à l'Irak —, l'engagement militaire actuel des États-Unis en Syrie et en Irak ne pourra garantir une influence durable et compromettre les perspectives de stabilité.

## L'INSOLUBLE PROBLÈME KURDE

Durant la présidence de Donald Trump, la position des États-Unis s'est trouvée réorientée d'un objectif purement sécuritaire visant à défaire l'OEI vers une politique visant à contenir l'influence iranienne, tout en exigeant une transition politique du pouvoir à Damas. La poursuite du soutien militaire américain aux Unités de protection du peuple (YPG) kurdes syriennes sans stratégie politique qui permette à ce groupe de négocier son statut à l'intérieur du pays l'expose à des menaces extérieures, laissant ainsi les soldats américains engagés sur le terrain sans pour autant que Washington détienne un enjeu dans la transition politique de la Syrie.

Les États-Unis fournissent depuis 2014 des armes et de l'entraînement aux YPG, ultérieurement surnommées « Forces démocratiques syriennes » (FDS) dans leur combat contre l'OEI. Pendant les quatre années de collaboration avec les Américains, le mouvement kurde a établi une structure de gouvernement dans le nord-est de la Syrie régulant un territoire supérieur à cinq fois la taille du Liban, partageant 450 km de



2 février 2019. — Soldats américains effectuant un vol d'observation en hélicoptère au-dessus de Bagdad pendant la visite en Irak du ministre de la défense par intérim Patrick M. Shanahan. Lisa Ferdinando/US Department of Defense

frontière avec la Turquie, pouvant compter désormais sur une administration comprenant 140 000 civils, 60 000 combattants et une force de police de 30 000 hommes.

Cet impressionnant fait accompli n'a pourtant pas permis au mouvement kurde de transformer le soutien militaire dont il bénéficie en appui politique. De fait, les liens des YPG avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) turc ont ravivé les craintes d'Ankara qui a mis son veto à l'inclusion de cette auto-administration dans le processus de paix de Genève de l'ONU, dissuadant les États-Unis ou les pays européens de fournir une assistance solide à l'administration en charge de la gestion du nord-est, et empêchant des intermédiaires comme la Russie ou l'Irak de s'engager en faveur d'une entente entre l'administration du nord-est dominée par le mouvement kurde et Damas. De ce fait, l'administration autonome se trouve politiquement dans l'impasse, car exclue du processus de Genève et ayant à plusieurs reprises échoué à trouver un accord bilatéral avec le gouvernement syrien.

De plus, la façon dont les États-Unis ont géré les préoccupations d'Ankara a accentué ce cercle vicieux. La poursuite de l'appui militaire des Américains aux YPG/FDS après la défaite de l'OEI a convaincu Ankara que Washington

soutenait la création d'un « mini-État PKK » à sa frontière avec la Syrie. Et plus la Turquie se sent menacée, plus elle déploie des troupes sur sa frontière avec la Syrie ; plus elle déploie des troupes, plus Washington se sent amené à protéger le territoire contrôlé par les YPG/FDS contre une éventuelle agression turque. En novembre 2018, après un mois de mobilisation de troupes turques à la frontière syrienne, accompagnée de tirs de faible intensité de part et d'autre de la frontière, les États-Unis ont pris la décision d'installer des postes d'observation en même temps que des patrouilles communes avec les FDS. Ce qui n'a fait que confirmer les soupçons de la Turquie quant à une protection américaine apportée au renforcement des capacités militaires du PKK en Syrie.

## CRAINTES DE LA TURQUIE

Les tentatives américaines actuelles d'atténuer les tensions existant entre leur partenaire local dans la guerre contre l'OEI et la Turquie répètent le même processus : incapables ou réticentes à prendre en compte les liens existant entre le PKK et les YPG, les États-Unis voient la tension actuelle dans le nord-est comme une question bilatérale entre l'administration du nord-est et la Turquie, à savoir comme une question de frontière. Ainsi, de la même manière qu'ils ont essayé de dissiper les tensions avec la Turquie ■

■ en novembre 2018 en proposant des postes d'observation et des patrouilles communes, la proposition américaine d'une « zone de sécurité » ne fait que reproduire le même schéma, à savoir proposer des solutions militaires à court terme alors que le principal problème politique — la connexion PKK/YPG — est ignoré par les Américains, rendant la Turquie plus déterminée que jamais à agir, convaincue par ailleurs que les Américains sont activement partie liée avec la création de ce « mini-État PKK » qu'ils redoutent.

La perpétuation de la coopération militaire entre les États-Unis et le mouvement kurde même après la fin du projet territorial de l'OEI irrite également les puissances régionales contre leur partenaire. Téhéran voit ce soutien comme un alignement des Kurdes sur les Américains et contre ses alliés dans l'« axe de la résistance ». Ankara, on l'a vu le considère comme un plan visant à consolider l'émergence d'un mini-État aux couleurs du PKK. Pour Damas, c'est une partie d'un projet israélo-américain de partition de la Syrie. Et la Russie a déjà montré qu'elle accordait la priorité aux intérêts des pays régionaux sur ses liens avec les YPG. Il n'y a qu'un an, en janvier 2018, Moscou donnait son feu vert à la Turquie pour son opération « Branche d'olivier » qui a résulté dans le déploiement de troupes turques dans la zone d'Afrin, à majorité kurde, dans le nord-ouest de la Syrie.

Ainsi, le territoire autonome kurde est de plus en plus pris au piège d'un alignement unilatéral sur les Américains qui remet en question plutôt qu'il ne facilite ses tentatives pour définir son statut en Syrie. Les dirigeants voient bien qu'une solution durable réside dans un accord avec Damas, et qu'en s'appuyant uniquement sur le soutien militaire américain, sans parvenir à rouvrir des négociations avec le régime syrien, ils ne font que s'exposer grandement à une intervention militaire turque contre eux. « Nous réalisons bien que nous sommes seuls, et nous avons expliqué aux Américains qu'à cause de notre alignement à leur côté, nous nous retrouvons avec toute la région contre nous, et sans eux nous n'avons désormais plus de chances de nous en sortir », reconnaît un des leaders du mouvement kurde.

#### INSTABILITÉ DU GOUVERNEMENT À BAGDAD

Comme en Syrie, l'objectif de l'administration Trump en Irak est passé de la défaite de l'OEI à une position anti-iranienne marquée, qui a polarisé la scène politique irakienne. Cette attitude d'escalade met en péril les tentatives du gouvernement irakien de rester neutre dans la confrontation Washington-Téhéran et crée une impasse permettant à l'Iran d'élargir et de consolider ses alliances avec des partenaires locaux en Irak tout en minant son partenaire clé, le gouvernement irakien à Bagdad.

Depuis 2014, les États-Unis ont déployé 5 200 soldats américains, approvisionné en armes, en formation, en renseignement et en conseillers les combattants kurdes ainsi que l'armée irakienne. En septembre 2018, alors qu'un nouveau gouvernement irakien était en train de se former, la pression américaine sur ses principaux partenaires — les partis kurdes et les forces modérées

chiites qui dirigent le gouvernement — pour s'aligner contre l'Iran a sapé le poids de ces deux partenaires des États-Unis sur la scène politique. Il l'a polarisée et a accentué sa fragmentation en créant deux camps rivaux, l'un soutenu par Washington et l'autre par Téhéran. Une telle polarisation a empêché le premier de s'entendre avec le second sur des candidats ministériels susceptibles d'équilibrer les deux côtés, créant ainsi une impasse dont on n'est pas encore sorti. Le gouvernement Adel Abdel Mahdi, qui a pris ses fonctions en octobre 2018, s'appuie sur une majorité parlementaire fragile et reste incomplet, les portefeuilles de sécurité clé (intérieur, défense et sécurité nationale) restant à nommer.

La position agressive de Washington contre Téhéran affecte directement le gouvernement irakien sommé ouvertement de choisir entre le camp américain et le camp iranien. Depuis octobre 2018, l'administration Trump a demandé à Bagdad d'appliquer le régime de sanctions contre Téhéran et de réduire les paiements pour les importations de gaz et d'électricité en provenance d'Iran. Washington émet des dérogations de 45 jours, puis de deux périodes de 90 jours, permettant à Bagdad de continuer à payer ses importations de gaz et d'électricité. Cela maintient en revanche le premier ministre dans une position fragile, forcé qu'il est de devoir renégocier en permanence le renouvellement de ces dérogations. La liste noire des groupes paramilitaires irakiens liés aux Gardiens de la révolution (IRGC), eux-mêmes classés depuis le 8 avril 2019 comme groupe terroriste, risque de renforcer la tendance de Washington et de l'Iran à soutenir des forces irrégulières extérieures au gouvernement. Cela se fera au détriment du programme de réforme du secteur de la sécurité qui a tenté de réintégrer ces forces sous l'égide de l'État et de définir l'architecture de sécurité du pays dans la période de l'après-ISIS.

#### L'INFLUENCE ACCRUE DE TÉHÉРАН

Si la menace d'une confrontation physique entre les États-Unis et l'Iran est encore incertaine, Washington agit comme si cette menace était réelle et défie la tentative de Bagdad de rester neutre dans la confrontation. Au cours de sa visite à Bagdad, Mike Pompeo, le secrétaire d'État américain, a averti les responsables irakiens que toute agression contre les intérêts américains en Irak déclencherait une réaction sur le sol irakien. Quelques jours plus tard, le département d'État a décidé d'évacuer une partie de son personnel diplomatique d'Irak. Un alignement du gouvernement sur les positions du camp américain contre l'Iran peut déclencher une réaction locale et inciter les groupes parlementaires un vote de retrait de confiance, voire à s'appuyer sur les milices affiliées pour des opérations de déstabilisation. Si, à l'inverse, le gouvernement s'aventurait à se rapprocher trop du camp pro-iranien, Washington pourrait sanctionner le gouvernement pour avoir violé le régime de la sanction et retirer ses moyens militaires et de sécurité indispensables pour empêcher la résurgence de l'OEI dans le pays.

Au même moment, l'influence iranienne s'est considérablement accrue sur la scène politique irakienne. Téhéran entretient des relations avec tout le spectre politique irakien, y compris avec des partis et des personnalités qui ont toujours été des alliés des États-Unis. L'un de ceux qui ont

récemment changé d'allégeance et soutenu les Iraniens a déclaré : « Les Iraniens s'engagent, livrent et livrent. Les États-Unis ne font rien de tout cela ». Parce qu'ils entretiennent des relations avec les factions chiites, kurdes et sunnites, les responsables iraniens sont en mesure de faciliter les transactions entre eux, voire de remplacer le gouvernement. Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) traditionnellement plus proche des États-Unis que de l'Iran conclut des accords avec les plus proches partenaires de Téhéran, membres de l'alliance Al-Fatah. Contrairement au gouvernement, les membres de ce bloc parlementaire sont en mesure de contrôler le déploiement de forces paramilitaires dans des territoires contestés entre la région kurde et Bagdad.

En janvier, les forces politiques parlementaires alliées avec l'Iran ont rédigé une loi remettant en cause la légitimité de la présence militaire américaine en Irak. Au cours du mois de février, le projet de loi a recueilli davantage de soutien. Que le Parlement adopte la loi ou non, l'initiative risque de forcer les alliés des États-Unis à la soutenir, sommés qu'ils seront de soutenir une ligne populiste insistant sur la nécessité de préserver la souveraineté de l'Irak des ingérences étrangères. Le gouvernement, à son tour, pourrait ne pas être en mesure de s'opposer à la mise en œuvre du projet de loi, craignant de contrarier le Parlement et de perdre la majorité lui permettant de conserver le pouvoir et de gouverner.

En Irak, les Iraniens font ce que les États-Unis ont tenté en vain : faire pression sur leurs rivaux par le biais de partenaires locaux. Un responsable des Unités de mobilisation populaire, un groupe paramilitaire ayant des liens étroits avec Téhéran, explique : « Plus les Américains sont en mode escalade, plus nous sommes habilités à consolider notre présence sur le terrain. »

#### POUR UNE APPROCHE POLITIQUE

En Syrie comme en Irak, le décalage entre la position agressive de Washington contre l'Iran et son désengagement du Proche-Orient rend les alliés des États-Unis vulnérables. Si l'administration américaine a pour objectif de contrer l'Iran sans être pour autant prête à engager les États-Unis dans une guerre à grande échelle, elle doit alors s'appuyer sur une stratégie visant à convertir sa présence militaire dans des contextes post-OEI en un levier politique. Elle ne peut y parvenir que par l'intermédiaire de ses partenaires locaux et en leur permettant de négocier même avec les forces alliées à l'Iran qui dominent le paysage post-OEI en Irak et en Syrie. Une rhétorique belliqueuse contre l'Iran non adossée à une véritable stratégie d'influence politique concrète pourrait, sur la scène de la politique intérieure américaine, renforcer le soutien à l'administration Trump, mais ne ferait que prolonger les crises en Syrie et en Irak.

En Syrie, les États-Unis devront trouver une formule qui leur permette de maintenir leur soutien aux YPG sans antagoniser les acteurs régionaux. Ils devraient plutôt opter pour une stratégie qui permette aux YPG de traduire le maintien du soutien militaire américain en levier pour les négociations avec Damas selon une formule hybride qui permettrait à l'État de revenir dans des domaines tels que l'éducation et les

► affaires administratives tout en évitant le retour de l'appareil sécuritaire de l'État. Une série d'accords locaux de partage du pouvoir et de sécurité, ainsi qu'un accord global de partage des recettes restent pour l'instant le meilleur moyen de reconnecter progressivement l'État central avec l'administration autonome du nord-est sans forcer cette dernière à une simple reddition. Un tel règlement ne représente aucunement une solution définitive. Mais il créerait une transition durable qui inverserait le déclin actuel vers l'isolement politique du mouvement kurde. Cela placerait également ce dernier dans une meilleure position pour un processus politique tout en lui permettant de conserver au moins temporairement sa capacité militaire.

Un tel arrangement pourrait également contribuer à répondre aux préoccupations de Damas et d'autres puissances régionales. Pour sa part, le territoire kurde pourrait renouer avec le gouvernement central sans perdre le contrôle de ses périphéries tout en désamorçant les conflits avec les acteurs régionaux concernés par son actuel unilatéralisme centré sur les États-Unis.

La Turquie verrait ses inquiétudes partiellement apaisées, car l'autonomie des YPG serait réduite et le cauchemar d'un mini-État kurde à sa frontière évité, même en l'absence de réponse à la question des capacités militaires des Kurdes. Une telle solution négociée serait susceptible de régler le dilemme américain partagé entre le désir de Washington d'utiliser la présence kurde sur le terrain pour contrer l'Iran et le besoin de réparer ses relations avec Ankara, tout en évitant que l'Iran ne profite d'un éventuel retrait américain dans le nord-est syrien pour combler le

vide.

En Irak, la priorité des Américains devrait être d'aider le gouvernement à finaliser la formation du cabinet, et de lui permettre de gouverner. Ceci impliquerait de moindres pressions sur l'exécutif pour qu'il mette en œuvre des sanctions contre l'Iran tout en encourageant — ou au moins en ne s'opposant pas — à un rapprochement entre les blocs antagonistes au Parlement.

Une approche plus « soft » sur la question des sanctions permettrait à Bagdad de rester à égale distance de Washington et de Téhéran. Les périodes de grâce accordées par Washington à l'Irak dans la mise en œuvre de sanctions contre l'Iran ne sont pas de nature à aider l'exécutif irakien, mais le fragilisent plutôt. L'administration américaine gagnerait plus à se mettre d'accord avec Bagdad pour établir un calendrier des sanctions anti-iraniennes qui tiennent compte de sa dépendance énergétique et économique vis-à-vis de Téhéran, et de mesurer les risques d'instabilité politique et militaire en cas de riposte contre le gouvernement irakien.

Un consensus entre les blocs politiques rivaux au Parlement permettrait d'éviter les obstacles sur la formation du gouvernement et aiderait les factions politiques à s'entendre sur les ministères non affectés en nommant des candidats modérés capables de dialoguer avec des responsables iraniens et américains et à même de faciliter la définition du statut juridique de la présence militaire américaine en Irak. De la même manière, les sanctions en Syrie pourraient certes contribuer à épuiser le régime, mais aussi encourager la résurgence de cellules de l'OEI

dans les zones nouvellement libérées. La pénurie de pétrole dans les zones contrôlées par le régime a alimenté la mise en place de réseaux de contrebande depuis les zones des FDS en direction des territoires contrôlés par le régime. L'offre de pétrole a alors chuté dans les zones FDS, entraînant une hausse massive des prix qui a contribué, entre autres causes, à une vague de manifestations populaires dans les campagnes de la région de Deir Al-Zor et incitant les cellules restantes de l'OEI à profiter de l'insurrection locale contre les FDS pour la radicaliser et se repositionner dans la région.

En Syrie comme en Irak, Washington devrait mettre sa rhétorique au diapason de ses objectifs de politique étrangère et concevoir son rôle et ses relations avec les partenaires locaux conforme à son désengagement partiel du Proche-Orient. Un pas dans cette direction consiste à s'appuyer sur ces partenaires locaux et à leur permettre de créer leurs propres alliances, même avec des forces hostiles, afin de défendre leurs propres intérêts de manière transactionnelle. Il est temps d'envisager une approche qui pourrait offrir au Proche-Orient plus de stabilité et une influence durable à Washington sans le coût des lourds engagements militaires qui ont très peu rentabilisé leur investissement et qui sont maintenant explicitement indésirables pour le gouvernement actuel. Cela ne fera peut-être pas du Proche-Orient une région plus démocratique, mais le rendra à coup sûr plus stable. ●

*Patrick Haenni, Conseiller principal pour la Syrie, Centre pour le dialogue humanitaire (HD), Genève.*

## Les Kurdes ont remis 12 orphelins de familles djihadistes à la France

Par L'EXPRESS.fr avec AFP, le 10/06/2019

Les enfants, dont le plus âgé a dix ans, vivaient dans des camps où ont été recueillis des dizaines de milliers de personnes ayant fui les offensives contre Daech.

Douze orphelins français de familles djihadistes ont été remis ce dimanche à une délégation française par les autorités kurdes de Syrie, a annoncé lundi un haut responsable des Affaires étrangères de l'administration kurde.

L'opération s'est déroulée dans la localité d'Aïn Issa, près de la frontière avec la Turquie. Deux orphelins néerlandais ont aussi été remis à une délégation gouvernementale de leur pays. Les enfants, dont le plus âgé a dix ans, vivaient dans des camps du nord-est du pays où ont été recueillis des

dizaines de milliers de personnes ayant fui les offensives contre le dernier bastion du groupe djihadiste État islamique (EI).

**Environ 450 ressortissants français retenus en Syrie**

Jusqu'à présent, la France avait rapatrié une poignée d'orphelins et une fillette de trois ans. Selon le ministère des Affaires étrangères, environ 450 ressortissants français affiliés à Daech sont en prison ou retenus dans des camps de réfugiés.

Après avoir conquis l'ultime fief des djihadistes dans l'est syrien, au terme d'une offensive soutenue par une coalition internationale emmenée par Washington, les combattants kurdes et arabes des Forces démocratiques syriennes ont proclamé le 23 mars la défaite du "califat". Les autorités kurdes administrent des camps dans le nord-est de



La veuve d'un djihadiste français et ses cinq enfants à Baghouz dans l'est de la Syrie. [afp.com/Delil](http://afp.com/Delil) SOULEIMAN

la Syrie où vivent des milliers de femmes et enfants de djihadistes étrangers.

Depuis plusieurs mois, elles réclament le rapatriement des femmes et des enfants de djihadistes étrangers, et travaillent activement sur ce dossier. Deux Américaines et six enfants issus de familles liées à Daech en Syrie ont notamment été rapatriés la semaine dernière aux États-Unis. Des orphelins ont aussi été remis à la Norvège, et environ 150 femmes et enfants à l'Ouzbékistan. ■



# Erdogan seeks lifeline from Trump to salvage US-Turkey ties

It will take Donald Trump to close a deal with Turkey on a Syrian "safe zone."

Week in Review / June 14, 2019

www.al-monitor.com

## Deteriorating US-Turkey relations hinge on Erdogan-Trump ties

Although Washington and Ankara may have a "general agreement" on a Syria safe zone, as Jack Detsch reports, it will likely take US President Donald Trump to close the deal with Turkish President Recep Tayyip Erdogan.

Despite US Syria envoy James Jeffrey's progress in talks with his Turkish counterparts on a safe zone, Erdogan does not appear close to signing off. The Turkish president is frustrated and embittered by US support for the Kurdish People's Protection Units (YPG), the militia of the Democratic Union Party (PYD), which forms the core of the Syrian Democratic Forces, and by Washington's ultimatum on Turkey's purchase of the S-400 Russian missile defense system.

On Wednesday, Erdogan slammed US support for the Kurds, saying, "There is no need for me to say what are behind terrorist organizations. There is YPG/PYD in northern Syria. Aren't they PKK's extension? Who gives them the biggest support? Our strategic partner. Did they send thousands of truckloads of weapons, ammunition and everything there? They did. What else should we talk about?"

With regard to Turkey's purchase of the S-400, Erdogan said it is "finished" and that delivery will take place next month. If so, Turkey is likely to face sanctions that even Trump can't prevent.

There remains, however, one key ray of hope for the two NATO allies to patch things up: the strong personal connection between Erdogan and Trump, as we discuss here. It was after a phone call with Erdogan in December 2018 that Trump decided to withdraw US troops from Syria.

The United States is eager to work with Turkey to break out of the impasse on the S-400. Acting US Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs Kathryn Wheelbarger told an Al-Monitor audience this week that if Turkey walks back the S-400 deal, the United States "would be seeking ways to protect the Turkish economy from any potential blowback," as Jack Detsch reports. Metin Gurcan explains some of the options for a face-saving solution to the impasse.

The upcoming meeting between Trump and Erdogan at the G-20 in Osaka June 28-29 will be a bellwether of whether there is progress toward a deal on a safe zone and a workaround on the S-400. Erdogan knows he needs the United States, and his tough talk may in part be targeted to a domestic audience. But he also needs Russian President Vladimir Putin, as we discuss below. Meanwhile, policymakers are starting to question Turkey's commitment to NATO, and that's a bad sign for the alliance. US Sen. Chris Van Hollen, D-Md., tells Al-Monitor that "Erdogan is testing NATO's patience," reflecting widespread concerns by both Democrats and Republicans, Americans and Europeans, about Turkey's relationship with Russia.

## Long-suffering Idlib sees hope for Russian-mediated peace crumble

And that brings us to Idlib, where Russia mediated a shaky cease-fire, as Ayla Jean Yackley reports here, which is collapsing as we go to press.

Erdogan needs Putin to defuse the Syrian siege of Idlib. While he enjoys being the man in the middle, Putin is himself in a bind in Idlib. On the one hand, he backs Syrian President Bashar al-Assad's goal of retaking Idlib and crushing the armed opposition, terrorist and jihadist forces there. But he also does not want to provoke a mass exodus of refugees to Turkey, which already houses approximately 3.5 million displaced Syrians, as Maxim Suchkov reports. There are presently 3 million Syrians living mostly under the rule of the al-Qaeda-connected Hayat Tahrir al-Sham and other jihadists and armed gangs. The UN has increasingly warned of the urgent humanitarian crisis in Idlib, and what one official termed the "brutal and gratuitous violence" suffered by children and innocents there.

The United States is not presently in a position to bail out Erdogan in Idlib. Although Trump tweeted on June 2 that Syria and Russia should stop the bombing, and the United States warned of possible repercussions for chemical weapons use by Syrian "bad actors," as Bryant Harris reported, US leverage is limited, and Erdogan is stuck with Putin as his go-to mediator.

Acting Assistant Secretary of Defense Wheelbarger remarked this week that "Turkey is learning, perhaps the hard way, that Russia cannot be relied upon to address its partners' interests."



US President Donald Trump and Turkish President Recep Tayyip Erdogan attend the start of the NATO summit in Brussels, Belgium, July 11, 2018. REUTERS/Kevin

Putin's preferred endgame would be an understanding between Erdogan and Assad that would allow Syrian sovereignty over Idlib and some type of Turkish buffer or guarantees, as we wrote here. Erdogan may consider bargaining Tell Rifaat for Idlib, as Fehim Tastekin reports.

The relationship between Putin and Erdogan is what has so far kept a terrible situation from an even further disastrous spiral. But that relationship is being put to the test. Assad is a wild card, and the risks of escalation, intentional or not, remain dangerously high.

## Turkish praise for Syrian jihadist 'icon'

Fehim Tastekin reports on how Turkey's lionizing of a hard-core jihadist, known for inciting the murder of Alawites and Shiites, reflects Ankara's impasse in Idlib and Syria more broadly.

Abdel Baset al-Sarout, 27, who was killed earlier this month in a battle with Syrian government forces, was a "media icon" and commander in Jaysh al-Izza, a jihadist group backed by Turkey. He had been a soccer star in Homs before the war. In the early days of the uprising, he was known as the "singer of the revolution," for his anti-regime songs, which gained him a substantial following in Syria, Turkey and the Arab world.

Sarout took a dark turn away from the democratic and popular resistance to the most brutal elements of the opposition. "At a 2012 opposition rally, he chanted, 'We are all jihadis. Homs has made its decision. We will exterminate the Alawites. And the Shiites have to go,'" Tastekin reports.

Turkish authorities may have facilitated the funeral for Sarout, raising questions about the composition and nature of those groups that continue to be backed by Turkey.

"The factions that Ankara backs are often intertwined with al-Qaeda-linked groups on the Syrian battlefield," Tastekin writes. "Erdogan has vouched for such groups, calling them 'the Syrian National Army' and even comparing them to Turkish groups that fought occupying Allied forces after World War I. Jaysh al-Izza is an example of the blurry line between 'moderates' and 'radicals.' And the stories of fighters like Sarout, who have earned adulation thanks to Erdogan's policies, show how 'moderate' rebels are incoherently classified."

## Amid dramatically heightened tensions, Iran tanks Abe's diplomatic mission

Iran Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei rejected Trump's call for dialogue on Thursday, telling Japanese Prime Minister Shinzo Abe that he does "not consider Trump, as a person, deserving to exchange messages with."

Trump praised Abe for his effort, but tweeted on June 13 "that it is too soon to even think about making a deal [with Iran]. They are not ready, and neither are we!"

Al-Monitor can confirm that Abe brought up the release of US prisoners on behalf of Trump.

Khamenei's dismissal of Abe's mediation came as US Secretary of State Mike Pompeo blamed Iran for attacking two tankers, one of them Japanese, in the Sea of Oman. The United States convened a meeting of the UN Security Council on Thursday to address Iran's military escalation in the Gulf.

Iran's decision to shut down a diplomatic channel is bad news, especially for Iran, whose people are suffering under US sanctions aimed at squeezing the government. As we wrote last month, Trump's offer of talks represented a "potential offramp, even if a risky one," and that if Iran did not respond, "the moment for diplomacy might pass. Trump's patience may be tested, and the slight cracks that we see in the US approach to Iran could close as quickly as they have been revealed." ♦

REUTERS

## Turkish outpost in Syria shelled from Syrian government forces area: ministry

June 16, 2019 Daren Butler ISTANBUL (Reuters)

**A TURKISH observation post in Syria's Idlib region was attacked with mortar fire and shelling from an area controlled by Syrian government forces, causing damage but no casualties, the Turkish Defence Ministry said on Sunday.**

The ministry said its forces immediately retaliated with heavy weapons and it made representations to Moscow over the incident, the second attack of its kind within a week.

"It is impossible for us to tolerate the regime's harassment targeting our soldiers. We will put them in their place," Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu said in a televised speech in the southern Turkish province of Hatay, bordering Syria.

The ministry did not specify when the shelling occurred, but said the attack was launched from what it named the Tall Bazan area and it was assessed to be deliberate.

Russia, which supports Syrian President Bashar al-Assad in his country's civil war, and Turkey, long a backer of rebels, co-sponsored a de-escalation agreement for the area that has been in place since last year.

But the deal has faltered in recent months, forcing hundreds of thousands of civilians to flee. Idlib is the last remaining bastion for anti-government rebels

after eight years of civil war.

Cavusoglu said the latest "aggression" was contrary to the Idlib agreement which Turkey signed with Russia.

"It is the responsibility of Iran and Russia, with which we have worked in close cooperation on Syria, to halt the regime," he added.

On Thursday Russia and Syria gave sharply conflicting accounts of a previous attack on a different Turkish outpost.

Turkey blamed Syrian government forces for that earlier attack but Moscow said it was carried out by Assad's rebel enemies. Russia said on Wednesday that a full ceasefire had been put in place in the area, but Turkey denied this.

The latest incidents highlighted the erosion of the de-escalation deal, agreed last year to shield Idlib from a government assault.

The region is home to hundreds of thousands of people who fled other parts of Syria as government forces advanced through the country since Moscow joined the war on the side of Assad in 2015, tipping the conflict in his favor.

Since April, government forces have increased their shelling and bombing of the area, killing scores of people.

The rebels say the government action is part of a campaign for an assault that would breach the de-escalation agreement. The government and its Russian allies say the action is in response to rebel violations, including the presence of fighters in a demilitarized zone. ●

REUTERS

## Thousands of Brotherhood supporters in Turkey mourn Egypt's Mursi

June 18, 2019 Ece Toksabay, Ali Kucukgocmen (Reuters)

**ANKARA/ISTANBUL - Thousands of supporters of the Muslim Brotherhood in Turkey took to the streets of capital Ankara and Istanbul on Tuesday to mourn former Egyptian president Mohamed Mursi, with some chanting slogans blaming Cairo authorities for his death.**

Mursi, a leading member of the Islamist group which is now banned in Egypt, died on Monday after collapsing in a Cairo court while on trial on espionage charges.

The 67-year-old - the first democratically elected head of state in Egypt's modern history - had been in jail since the army commanded by Egypt's current president Abdel Fattah al-Sisi toppled him in 2013 after barely a year in power following mass protests against his rule.

Turkish President Tayyip Erdogan's Islamist-rooted AK Party supported Mursi's short-lived Egyptian government, and many Brotherhood members and supporters have fled to Turkey since its activities were banned in Egypt.

Speaking after afternoon prayers at a mosque in Istanbul's conservative Fatih district as part of a commemoration, Erdogan called Mursi a "martyr" and said he doubted that Mursi had died of natural causes.

"It makes one think if this is a normal march (to God) or if there is another situation. Personally, I do not believe that is a normal death," he said. "Long live hell for tyrants."

Earlier in the day, he condemned western countries, saying they had "watched Mursi taken down in a coup and tortured in a prison cell".

About 500 people in Ankara prayed in a central street halting traffic outside the Egyptian Embassy, and in Istanbul hundreds of people attended a symbolic funeral in the conservative Fatih district.

By contrast, in central Cairo on Tuesday morning there were no signs of protests. Egypt has cracked down on Islamist groups since Mursi's ousting.

**"MARTYR MURSI"**

Members of the Ankara crowd chanted: "Murderer Sisi, martyr Mursi" and held up banners reading "Putschists will be defeated", a reference to Mursi's overthrow.

"We will take back our country from the military coup, and that day, we will go to the tomb of Muhammed Mursi and pray to thank him for staying in pri-



People attend a symbolic funeral prayer for the former Egyptian president Mohamed Mursi at the courtyard of Fatih Mosque in Istanbul, Turkey, June 18, 2019. REUTERS/Murad Sezer

son for six years to free our country of tyrants," said Mumin Ashraf, 25, an Egyptian man studying in Ankara.

Rights groups have called for an investigation into Mursi's death and raised questions about his treatment in prison. Egypt's government has dismissed accusations that he was badly treated.)

The Brotherhood says it is a non-violent movement and denies any relationship to violent insurgencies waged by al Qaeda and Islamic State.

Brotherhood spokesman Talaat Fahmi blamed the Egyptian government for Mursi's death.

"Those coup leaders have ... implemented an incremental killing process throughout six years," he told Reuters in an interview in Istanbul.

"They did not allow anyone to witness the funeral. They did not allow anyone to see the body." ●



June 16, 2019

## Syrian Kurdish delegation visits Iranian Kurdish parties to discuss unity

Wladimir van Wilgenburg June 16-2019  
www.kurdistan24.net

ERBIL- In a rare visit on Saturday, a delegation of Syrian Kurdish parties visited Iranian Kurdish ones in the Kurdistan Region to discuss their experiences in Syrian Kurdistan (Rojava), the developments in the Middle East, and the possibility of holding a Kurdistan National Congress.

A delegation of political parties from Syrian Kurdistan (Rojava), which included four parties, visited both the headquarters of the Kurdistan Democratic Party-Iran (KDP-Iran) and the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI).

The KDP-Iran and PDKI are two of the main Kurdish opposition groups that have struggled for Kurdish rights in Rojhilat, also known as Iranian Kurdistan, whose leadership is now exiled in the Kurdistan Region.

There was an attempt to hold a Kurdistan National Congress in Erbil in 2013 to set a roadmap for the world's 40 million Kurds, mostly settled in Turkey, Iraq, Iran, and Syria, but it was indefinitely postponed due to political differences between the Kurdish parties.

The Rojava delegation included Shahoz

Hasan, the co-chair of the Democratic Union Party (PYD), Jamal Sheikh Baqi, the Head of the Syrian Kurdish Democratic Party, Mohamed Musa, the Head of the Syrian Kurdish Left Party, Mustafa Mashaykh, the Deputy Head of the Kurdish Democratic Unity Party in Syria, and Jihan Khalil, a member of Kongra-Star.

The delegation had earlier visited the offices of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Change Movement (Gorran) in Sulaimani.

Shahoz Hassan, the co-chair of the PYD, told Kurdistan 24 that the aim was to increase intra-Kurdish dialogue and ways to establish unity among the Kurdish parties in the different parts of the Greater Kurdistan.

"After our victory [in Rojava] against ISIS, and the ongoing developments in the region, there will be [an] impact on all four parts of Kurdistan; thus, we consider the importance of meeting Kurdish circles to exchange our opinions and ideas," he said.

KDP-Iran General Secretary Mustafa Mawlud told Kurdistan 24 that the parties discussed the recent situation in Syria.

"They spoke of the progress made to the



A delegation of Syrian Kurds led by the co-chair of the PYD visited the headquarters of two Iranian Kurdish parties. (Kurdistan 24)

Kurdish question in Syria, and that was something new for us. Of course, we also talked about our experiences and our understandings of the political situation."

The delegation also met with the PDKI, led by the party's General Secretary, Mustafa Hijri.

"It was a pleasure to have an opportunity to converse on the Kurdish cause in all four parts of Kurdistan," PDKI office head Hesên Şerefi told Kurdistan 24.

"The specialties of the Kurdish question in any of the Kurdish parts, and the challenges to the Kurds to reach their goals were discussed," he added. ♦

REUTERS

## Pro-Kurd party clashes with Erdogan ahead of high-stakes Istanbul vote

Daren Butler ISTANBUL (Reuters) - June 21, 2019

**Pro-Kurdish political leaders accused Turkish President Tayyip Erdogan on Friday of trying to sow discord among Kurds ahead of a re-run of an Istanbul election on Sunday that is seen as a crucial test of support for Erdogan and his ruling AK Party.**

The pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) also reaffirmed its support for opposition mayoral candidate Ekrem Imamoglu who won the March municipal poll. Election authorities ordered a re-run after AKP allegations of poll irregularities, a ruling that has prompted concerns about Turkish democracy.

In an unexpected and ambiguously worded statement, Kurdish militant leader Abdullah Ocalan called for "neutrality" in the Istanbul vote, in comments that could be understood as suggesting Kurds not take part.

Kurdish support was key in helping Imamoglu narrowly defeat the AKP mayoral candidate Binali Yildirim in the March vote. Kurdish voters account for about 15% of Istanbul's 10.5 million eligible voters and many support the HDP.

Just after state-run Anadolu agency released details of Ocalan's handwritten letter late on Thursday, Erdogan speculated in a television interview that the statement pointed to a "serious power struggle" among senior Kurdish leaders.

The HDP's co-leaders Pervin Buldan and Sezai Temelli responded angrily to Erdogan's intervention.

"The effort by President Erdogan to set our party and Mr. Ocalan against each other through a text leaked in an unethical way shows ... how desperate he has become," they said.

"There is no change in the HDP's election strategy and tactical steps," they



FILE PHOTO: Pro-Kurd protesters take part in a demonstration in support of jailed Kurdistan Workers Party (PKK) leader Abdullah Ocalan in Strasbourg, France, February 16, 2019. REUTERS/Vincent Kessler

said in a joint statement.

### Pro-Kurdish party says Ocalan's call does not change strategy in Istanbul

ISTANBUL (Reuters) - June 21, 2019

The pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) said on Friday its strategy of supporting the opposition in the Istanbul mayoral election has not changed despite a last-minute call from jailed militant leader Abdullah Ocalan for it to be neutral.

The HDP co-leaders said in a written statement that Ocalan's statement was in line with the HDP's strategy until now, and that President Tayyip Erdogan was seeking to pit the HDP and Ocalan against each other in a "desperate" move. ●

# Michel Duclos : « La guerre en Syrie est un Tchernobyl géopolitique »

Pour l'ancien ambassadeur de France à Damas, le conflit syrien, notamment à cause du terrorisme et des migrations, a nourri la montée des populismes en Europe.



Isabelle Lasserre  
lasserre@lefigaro.fr

**M**ichel Duclos est aujourd'hui conseiller spécial à l'Institut Montaigne après une carrière de diplomate, notamment comme ambassadeur de France en Syrie. Il vient de publier *La Longue Nuit syrienne. Dix années de diplomatie impuissante* (Éditions de l'Observatoire, juin 2019).

LE FIGARO. - Bachar el-Assad a-t-il gagné la guerre ?

Michel DUCLOS. - Oui, mais il s'agit d'une victoire usurpée, car ce sont ses parrains qui l'ont obtenue. Bachar ressemble aujourd'hui à un grand noyé éternu sur la plage, à bout de souffle, presque sans force, qui aurait été secouru par ses deux concurrents mais trouve quand même l'énergie de les repousser à bout de bras en disant : c'est moi qui ai gagné. C'est aussi une victoire de la terreur, car il continue à exécuter et persécuter alors même qu'il a gagné.

Avec Bachar au pouvoir, la Syrie peut-elle vivre en paix ?

Sans doute la force peut-elle gagner et assurer une forme de stabilité pendant un certain temps. Mais il est extrêmement hasardeux de parier là-dessus. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, les mêmes résistances au régime vont réapparaître et, poussées à bout, se radicaliser. Car Bachar el-Assad, ce n'est pas le général Franco qui, après avoir gagné, est resté dans son coin. La logique du régime syrien est de reprendre sa politique de déstabilisation de la région. Il est donc très peu probable que la Syrie puisse être en paix avec Bachar.

Comment Bachar a-t-il basculé dans le crime de masse ?

C'est un esprit systématique qui se met au service de son héritage. Il veut suivre le modèle de son père et être digne de lui. Son acculturation occidentale est un vernis. Ce n'est pas parce qu'il a passé un an à Londres dans un hôpital qu'il est occidentalisé. Bachar est surtout un chef alaouite, initié pendant des années par son père, qui lui a confié des missions importantes quand il est rentré du Royaume-Uni. Il s'est endurci au crime dans son ombre. Il est le digne héritier de son père.

Quelle est la nature de la relation entre l'Iran et la Russie à l'égard de la Syrie ?

À l'instant T, les deux pays sont en concurrence. Ils se disputent les dépouilles économiques du pays et l'influence sur le régime. Ils cherchent à placer leurs pions au sein du système. Ils peuvent avoir des désaccords sur le fond, notamment sur l'avenir de la Syrie et sur Israël. Mais mon sentiment, c'est que les Russes gèrent la Syrie au jour le jour et qu'ils estiment que leur alliance avec l'Iran leur procure pour l'instant des avantages. Sans les milices chiïtes, le régime d'Assad serait très fragile. C'est donc une alliance qui peut, cahin-caha, durer très longtemps.



« La Syrie est un volcan géopolitique qui n'est pas éteint. Car si Bachar el-Assad a gagné contre son peuple, le conflit se poursuit entre la Russie, les États-Unis, la Turquie, Israël... L'intervention iranienne se fait aussi de manière de plus en plus directe et sans intermédiaire »

Chez Assad, la torture est au cœur du système. Mais quand on a le sentiment qu'on ne peut rien faire, on détourne les yeux

MICHEL DUCLOS,  
CONSEILLER SPÉCIAL  
À L'INSTITUT MONTAIGNE

En quoi le conflit syrien consolide-t-il en Europe ceux que vous appelez les « néo-autoritaires » ?

Il a permis à Vladimir Poutine d'atteindre une stature internationale qu'il n'avait pas. En Turquie, il a entraîné la dérive autoritaire d'Erdogan. Par ses conséquences - le terrorisme et les migrations - la guerre en Syrie a facilité l'émergence d'Orban en Hongrie, de Kaczyński en Pologne et de Salvini en Italie. Bien sûr, il ne s'agit que d'un épisode dans une tourmente internationale plus large. Le conflit entre les États-Unis et la Chine aurait existé sans la Syrie. Mais la Syrie a été le cristallisateur, à un moment donné, de cette montée en puissance des néo-autoritaires. La Syrie c'est un drame que l'on voudrait oublier mais dont on a toutes les raisons de se souvenir, car ses implications vont bien au-delà du peuple syrien.

Le conflit irradie-t-il d'autres zones ?

Oui. La guerre en Syrie est un Tchernobyl géopolitique pour la zone Proche-Orient-Europe et sans doute aussi pour l'Asie centrale. À Moscou les dirigeants sont conscients que leur arrière-cour pourrait être contaminée. La Syrie est un volcan géopolitique qui n'est pas éteint. Car si Bachar el-Assad a gagné contre son peuple, le conflit se poursuit entre la Russie, les États-Unis, la Turquie, Israël... L'intervention iranienne se fait aussi de manière de plus en plus directe et sans intermédiaire.

La diplomatie française a-t-elle eu tort d'exiger le départ de Bachar el-Assad ?

Je ne crois pas. La France a soutenu le processus de négociations de Genève mais elle ne s'est pas compromise. Nicolas Sarkozy et François Hollande ont sauvé l'honneur. Cela ne veut pas dire que c'est suffisant. Mais c'est une compromission qui ne nous aurait rien apporté car le régime syrien n'est pas influençable. La France avait une bonne position sur le fond. Quand Emmanuel Macron a tenté une formulation différente, cela n'a rien donné. Mais le président français a eu raison de chercher à redonner à la France des leviers d'influence et de maintenir la possibilité d'un dialogue avec la Russie. Même un russo-sceptique comme moi dit qu'il faut essayer. Aujourd'hui nous avons davantage de leviers en Syrie, grâce à notre présence dans le nord-est du pays et

grâce à la question de la reconstruction. Cette question bien sûr n'intéresse ni la Russie ni Bachar el-Assad. Mais après avoir gagné militairement, il faudra bien qu'il donne satisfaction à sa base...

Quelles sont les conséquences du recul de l'Occident au Moyen-Orient ?

Le risque, si l'Occident n'existe plus dans la région, c'est que les contre-révolutionnaires détruisent ce qu'il reste des sociétés civiles. Or, s'il n'y a pas ou plus de sociétés civiles constituées, ce seront les extrémistes, les salafistes, les djihadistes qui incarneront la révolte. Il faut que l'Europe se réinvestisse.

Et quelles sont les conséquences géopolitiques de la guerre en Syrie ?

D'abord, l'effondrement des normes. À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, on avait l'impression que la communauté internationale s'accordait sur des principes et des règles de comportement, comme la protection des populations civiles, l'hostilité à la torture, la condamnation de l'usage de certaines armes et la volonté d'éviter à tout prix le risque d'un génocide. C'était une collection de tabous et d'interdits, les dix commandements du monde moderne, qui même s'ils n'étaient pas appliqués par tous les États, faisaient l'objet d'un certain consensus. Tout ça s'est écroulé en Syrie. Plus le tabou sur le non-usage de l'arme chimique. Chez Assad, la torture est au cœur du système. Mais quand on a le sentiment qu'on ne peut rien faire, on détourne les yeux.

Si l'Occident n'avait pas renoncé à ses frappes en août 2013, le destin de la Syrie aurait-il été différent ? Il aurait pu y avoir deux types d'intervention. Soit des frappes légères, en forme de piqûres de guêpe, qui auraient renforcé le régime. Soit des frappes calculées pour montrer que les Occidentaux avaient changé d'attitude. Les dirigeants comme Bachar raisonnent en termes de signaux. Tant qu'on ne tape pas, ils considèrent qu'on ne veut pas leur nuire. C'est un malentendu fondamental. Nous ne parlons pas la même langue. Mais en 2013, il n'y a pas eu que le recul des États-Unis, mais aussi l'avancée du Hezbollah. C'est l'addition des deux événements qui a entraîné sa radicalisation. ■

Dans le sillage des deux assauts perpétrés depuis mi-mai contre des navires pétroliers dans le Golfe, le Pentagone s'apprête à renforcer son contingent militaire au Moyen-Orient.

En signe de riposte, Téhéran a menacé de franchir, d'ici à la fin juin, une limite prévue par l'accord international sur son programme nucléaire.

Impuissante face aux sanctions américaines, l'Union européenne exhorte l'Iran à continuer de respecter, malgré tout, ce pacte.

# Vers un nouveau conflit dans le Golfe?

— De mystérieuses attaques contre deux pétroliers dans le golfe d'Oman ont été perpétrées jeudi 13 juin.

— L'Iran s'apprête à franchir une limite prévue par l'accord international sur son programme nucléaire.

— Les États-Unis ont annoncé, lundi 17 juin, le renforcement de leur dispositif militaire au Moyen-Orient.

## — Faut-il craindre une nouvelle guerre dans le Golfe?

Hausse de 10 % des prix d'assurance des cargaisons de navires croisant dans les eaux du golfe Persique, mises en garde contre l'aviation civile survolant la région, plans d'évacuations émis dans les ambassades... Retenant son souffle, la communauté internationale semble se préparer au pire, les yeux rivés sur chaque étincelle – verbale, ou militaire – risquant de mettre, une nouvelle fois, le feu aux poudres.

« La perception du risque y a aujourd'hui changé. À ce stade, les différents acteurs semblent eux-mêmes dans l'incertitude de ce qui pourrait se produire, ce qui est en soi une nouveauté », décrypte Clément Therme, chercheur sur l'Iran à l'Institut d'études stratégiques (IISS). Cinq jours après les mystérieuses attaques perpétrées contre deux pétroliers dans le golfe d'Oman, le ton ne cesse en effet de monter entre Washington et Téhéran.

Accusant la République islamique d'être derrière ces assauts, les États-Unis ont annoncé, lundi 17 juin, le renforcement de leur dispositif militaire au Moyen-Orient.

L'Iran a de son côté fait valoir qu'il franchirait, à partir du 27 juin, une limite prévue par l'accord international conclu en 2015 à Vienne sur son programme nucléaire.

Le franchissement de cette nouvelle « ligne rouge » pourrait-il ouvrir la voie à un embrasement régional? « Pour l'instant, le risque est qu'un événement local se transforme en guerre limitée, conclut le spécialiste basé à Bahreïn. Mais la croyance que des bombardements et une politique de sanctions puissent conduire au changement de régime en Iran est dangereuse. »

## — Comment les acteurs régionaux s'impliquent-ils dans cette crise?

Depuis son investiture en janvier 2017, Donald Trump a fait de l'isolement iranien l'un de ses premiers objectifs stratégiques au Moyen-Orient, en établissant des liens entre Israël et les membres du Conseil de coopération du Golfe (1). Mais des dissensions internes au sein de l'organisation – notamment entre Riyad, Abu Dhabi et le Qatar d'une part, mais aussi entre les Émirats arabes unis (EAU) et Oman d'autre part – menacent de faire dérailler la campagne de « pression maximale » américaine sur l'Iran.



« Le soutien déséquilibré de Donald Trump à l'Arabie saoudite – de plus en plus critiquée au sein des pays arabes – pourrait entraîner un embrasement de la situation avec un nombre d'acteurs considérables », alerte Sébastien Boussois, auteur de *Pays du Golfe. Les dessous d'une crise mondiale* (2).

## « Les différents acteurs semblent eux-mêmes dans l'incertitude de ce qui pourrait se produire, ce qui est en soi une nouveauté. »

« Certains veulent conduire une guerre du narratif en produisant une propagande offensive contre le régime iranien, mais ils n'ont pas intérêt à voir émerger une nouvelle

guerre qui menacerait la prospérité régionale », souligne Clément Therme. « Oman maintient une position très équilibrée, tandis que le Qatar, sous tutelle sécuritaire américaine, devrait suivre Washington, poursuit-il. Les Émirats arabes unis sont de leur côté déchirés entre Dubaï, premier partenaire commercial de Téhéran, et Abu Dhabi porté sur l'intérêt sécuritaire. » Malgré ces désaccords, les six monarchies du Conseil de coopération du Golfe restent unies dans leur préoccupation de contenir la quête d'hégémonie régionale de l'Iran.

## — Que veulent les États-Unis?

Les États-Unis renforcent leur dispositif militaire au Moyen-Orient. Ils viennent de décider d'envoyer mille soldats supplémentaires, en plus des 1 500 déployés au mois de mai. Ce contin-

gent servira principalement à la surveillance des activités iraniennes et à la protection des forces américaines déjà présentes dans la région. Par ailleurs, le Pentagone a rendu publiques onze nouvelles photos, présentées comme des preuves de la responsabilité de l'Iran dans les attaques contre deux pétroliers, la semaine dernière en mer d'Oman.

Dans le cadre de sa stratégie de « pression maximale » contre l'Iran, depuis son retrait unilatéral en mai 2018 de l'accord sur le nucléaire iranien de 2015, ●●● ●●● l'administration américaine affirme ne pas vouloir la guerre avec l'Iran tout en examinant « toutes les options ».

Dans un entretien, lundi 17 juin, publié dans le magazine *Time*, Donald Trump a minimisé les récentes attaques attribuées à l'Iran. « Jusqu'à présent, cela a été très mineur », a-t-il déclaré. Le président se dit prêt à employer la force militaire pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire, mais doute de l'intérêt pour les États-Unis de se lancer dans une opération militaire de protection des approvisionnements internationaux en pétrole.

Ces déclarations contredisent le ton belliqueux employé par le secrétaire d'État, Mike Pompeo, et le conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, deux faucons, partisans de longue date d'une stratégie de changement de régime à Téhéran. Mike Pompeo a récemment suggéré que la Chine pourrait se joindre à une coalition militaire pour assurer la sécurité de la navigation maritime dans le Golfe, compte tenu de sa dépendance envers le pétrole du Moyen-Orient.

## — Comment réagissent les pays européens ?

Les Européens, mis sous double pression des États-Unis et de l'Iran, continuent à exhorter Téhéran à respecter l'accord de 2015 en dépit des sanctions américaines. « Notre évaluation ne se fondera jamais sur des déclarations, mais sur des faits, sur l'évaluation faite par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Jusqu'à présent, au moment où je vous parle, l'Iran a respecté ses engagements », a insisté, lundi 17 juin, la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini, avant de se rendre, mardi

18 juin, à Washington pour y rencontrer Mike Pompeo et le haut conseiller du président des États-Unis Jared Kushner.

L'Union européenne attendra le prochain rapport de l'AIEA sur la mise en œuvre de l'accord, en particulier le respect des limites fixées pour son stock d'uranium enrichi et d'eau lourde, pour évaluer sa position.

**« Le soutien déséquilibré de Donald Trump à l'Arabie saoudite – de plus en plus critiquée au sein des pays arabes – pourrait entraîner un embrasement de la situation. »**

« Les Européens sont dans un dilemme », souligne François Nicoulaud, ancien ambassadeur de France à Téhéran. « S'ils déclarent l'Iran en violation de ses engagements et rejoignent la campagne de pression américaine en adoptant des sanctions, cela signifie la fin de l'accord de 2015, ce qui n'est pas dans leur intérêt. Les pays européens trouveront vraisemblablement une formule pour gagner du temps en déclarant l'Iran en infraction et en l'invitant à revenir le plus vite possible au respect des règles, faute de quoi il devrait en subir les conséquences. »

Paris, Berlin et Londres ont lancé en début d'année un mécanisme de troc (« INSTEX »), censé aider l'Iran à contourner les sanctions américaines, mais celui-ci n'a jusque-là permis aucune transaction.

François d'Alañon et Malo Tresca

(1) *Le Conseil de coopération du Golfe (CCG) est une organisation régionale rassemblant l'Arabie saoudite, Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar et les Émirats Arabes Unis.*

(2) Armand Colin, 224 p., 22,90 €.

## repères

### Trois ans d'escalade

**27 janvier 2017.** Une semaine après son investiture, Donald Trump interdit, par décret, l'immigration des ressortissants de sept pays musulmans, dont l'Iran.

**8 mai 2018.** Donald Trump annonce son retrait de l'accord sur le nucléaire iranien, conclu en 2015, et le rétablissement des sanctions contre l'Iran.

**8 avril 2019.** Les Gardiens de la révolution, armée idéologique du régime iranien, sont placés sur sa liste noire des « organisations terroristes étrangères ».

**8 mai.** L'Iran décide d'arrêter de limiter ses réserves d'eau lourde et d'uranium enrichi. Donald Trump annonce l'envoi de renforts au Moyen-Orient.

**12 mai.** Quatre navires, dont trois pétroliers, sont la cible d'« actes de sabotage » dans le détroit d'Ormuz. Washington et Riyad mettent en cause l'Iran.

**13 juin.** Deux pétroliers sont attaqués en mer d'Oman. Téhéran dément à nouveau être à l'origine des attaques.

**17 juin.** Les États-Unis annoncent l'envoi de 1 000 soldats supplémentaires au Moyen-Orient. L'Iran fait valoir qu'il franchira le 27 juin une limite prévue par l'accord sur son programme nucléaire.

Image fournie par l'armée américaine, montrant, selon le Pentagone, des soldats iraniens en mer d'Oman. US Navy/Reuters



Un soldat des forces aériennes américaines à Doha, au Qatar. Handout/Reuters



# ANKARA ET MOSCOU FACE À L'OCCIDENT

## L'« eurasisme » fondement du rapprochement russo-turc

Abandonnée par ses alliés occidentaux dans l'imbroglio syrien et rejetée par l'Union européenne, la Turquie cherche sa place dans le monde. Elle se tourne du côté de la Russie, son ennemie ou faux amie de toujours. Pour Recep Tayyip Erdoğan, l'eurasisme n'est pas un choix, plutôt un dernier recours.

Bayram Balci / 20 juin 2019

<https://orientxxi.info>

EN TURQUIE, LES DÉBATS SUR LA PLACE DU PAYS DANS LE MONDE se sont longtemps polarisés sur trois axes : le monde arabo-musulman au sud (panislamisme), l'Europe à l'ouest (occidentalisme) et le monde turcique à l'est (panturquisme). Toutefois, depuis la fin de la guerre froide, on assiste à l'émergence d'un quatrième courant, l'eurasisme — Avrasyacilik en turc — qui promeut le rapprochement entre la Turquie et la Russie où il rencontre aussi un écho.

Car, agitée par un sentiment de frustration devant la prééminence de l'Occident sur la scène internationale, la Russie questionne également sa place dans le monde. Le débat oppose les slavophiles, qui voient la religion orthodoxe comme le pivot, les pro-Européens, et enfin les eurasistes, des nationalistes qui ambitionnent de faire de la Russie le chef de file d'un vaste espace de résistance à la prééminence de l'Occident.

Cette idée de réaction face à un Occident menaçant est cruciale si l'on veut comprendre l'eurasisme en Russie et en Turquie. Cette dernière en effet, bien que membre de l'OTAN, subit de plein fouet le pragmatisme court-termiste de ses alliés européens et américains dans la crise syrienne et moyen-orientale.

### DANS TOUS LES PARTIS

En Turquie, l'eurasisme apparaît nettement à la fin de la guerre froide. Il est aujourd'hui représenté par le Vatan Partisi (Parti de la Nation) de Dogu Perinçek, qui ne dépasse pas les 2 % aux élections, mais compte de plus en plus d'adeptes dans la haute hiérarchie militaire et chez un certain nombre d'intellectuels. Hostiles à l'Occident, ils accusent notamment les Européens d'avoir, dans le processus de négociation de l'adhésion turque à l'Union européenne (UE), dénaturé leur pays et encouragé la montée de l'islamisme et du nationalisme kurde, les deux « fléaux » qui, selon eux, menacent les fondements du pays. En outre, dans chaque parti, on trouve des tendances plus ou moins significatives préconisant un changement de cap au profit de la Russie.

L'essor d'un tel discours en Turquie surprend, car l'histoire de l'empire ottoman est marquée par une longue litanie de guerres sanglantes livrées contre la Russie, jusqu'à son démembrement facilité par les conquêtes russes. Aussi, pendant longtemps l'image du Russe, très péjorativement traité de « Moskoff », est restée très négative. Dans le prolongement, l'Union sovié-



Visite de Vladimir Poutine à Ankara, 3 avril 2018 kremlin.ru

tique, dominatrice et colonisatrice de peuples turcs dans le Caucase et en Asie centrale a elle aussi été très mal perçue pendant la guerre froide alors que la Turquie était un allié loyal du bloc de l'Ouest contre celui de l'Est. C'est pourtant à la fin de la guerre froide qu'émerge le courant eurasiste.

### UN CHEMINEMENT LOGIQUE

Le parcours d'Attila İlhan (1925-2005), intellectuel qui compte parmi ses promoteurs les plus influents permet de comprendre cette évolution d'une partie de l'opinion publique turque. Romancier, chroniqueur grand public, ce poète charismatique peut être qualifié de kémaliste de gauche. Comme toute la gauche turque, il se sent un peu orphelin quand l'Union soviétique se dissout en 1990, et très embarrassé par l'excès d'ancrage de la Turquie à l'Occident. Face à cela, avec d'autres eurosceptiques de Turquie motivés par les idéaux nationalistes, communistes ou islamistes, il anime le courant eurasiste qui prône un rapprochement avec la Russie. Avec d'autres penseurs, il réinterprète le passé de la jeune République turque ; il rappelle que Mustafa Kemal (Atatürk) et Vladimir Ilitch Lénine étaient idéologiquement très proches dans leur combat contre l'impérialisme des puissances occidentales qui aspiraient à dominer, voire morceler les empires russe et ottoman, puis leurs héritières, l'Union soviétique et la jeune Turquie républicaine. Pour lui, le socialisme de Lénine et le kémalisme d'Atatürk étaient alors compatibles et auraient pu former une alliance contre l'Occident dominateur.

Dans ses travaux, Attila İlhan établit un parallèle entre la révolution trahie en Union soviétique par l'avènement de Joseph Staline et la façon dont en Turquie les idéaux d'Atatürk ont été trahis par son successeur, İsmet İnönü. Autre point crucial dans la pensée d'Attila İlhan : bien

qu'opposé au panturquisme, il va faire connaître les idées d'intellectuels turco-musulmans de l'empire russe et de l'Union soviétique, parmi lesquels Sultan Galiev qui travailla à la symbiose entre communisme et islam et préconisa une révolution mondiale menée par l'Union soviétique, fondée sur la lutte pour la libération des peuples musulmans soumis à l'impérialisme des pays occidentaux, France et Royaume-Uni notamment.

### LE REVIREMENT D'ERDOĞAN

Avec l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP) islamo-conservateur en 2002, l'eurasisme perd de l'influence face aux idées libérales pro-européennes prônées par Recep Tayyip Erdoğan durant ses premières années au pouvoir, entre 2002 et 2010. L'AKP ambitionnait alors de faire de la Turquie un pôle indépendant doté de la sphère d'influence de l'ancien empire ottoman. Ainsi, entre 2002 et 2010, la Turquie progresse rapidement dans son dossier d'adhésion à l'UE, tout en soignant ses relations avec les États-Unis, dont le président Barack Obama loue l'exemple pour le monde musulman.

Parallèlement, les procès Ergenekon et Balyoz en 2007 et 2008, qui mettaient en cause des cadres de l'armée soupçonnés de préparer un coup d'État, visaient des cercles militaires et des hauts fonctionnaires proches des thèses eurasiennes, des nationalistes et des eurosceptiques. Or, si ces purges ont porté un coup dur au courant eurasien, elles ne l'ont pas éliminé. De façon diffuse, à partir sans doute de 2011, quand le processus d'adhésion à l'UE se grippe ou quand éclate la crise syrienne, l'eurasisme fait un retour en force. On assiste en même temps à un spectaculaire rapprochement entre la Turquie et la Russie. Depuis le milieu du conflit syrien, la Turquie entretient un meilleur dialogue avec Moscou qu'avec ses propres alliés occidentaux. Les liens économiques bilatéraux ne cessent de se consolider et Ankara pousse la coopération militaire avec la Russie jusqu'à envisager d'acheter des missiles S 4000 russes, initiative peu compatible avec son appartenance à l'OTAN. Comment alors expliquer ce rapprochement qui marque une incontestable avancée pour les eurasistes turcs et russes ?

### UN CHANGEMENT DE DOCTRINE

Depuis quelques années, malgré l'apparente suprématie de l'AKP, le pouvoir politique s'articule dans une coalition très hétérogène. Outre l'alliance officielle entre l'AKP et le Parti d'action nationaliste (MHP) d'extrême droite, divers groupes — y compris de gauche — connus pour leur hostilité à l'Occident soutiennent

⇒ le gouvernement qui mène une politique mêlant islamisme et nationalisme. Cette cohabitation incongrue entre des forces ethno-nationalistes et socialistes habituellement rivales, qu'on a pu voir en Russie avec Guennadi Ziouganov ou en Yougoslavie avec Slobodan Milosević est inédite en Turquie. Pour expliquer ce paradoxe, il faut s'intéresser à l'évolution du contexte sécuritaire au Proche-Orient et en Turquie

Durant ses deux premiers mandats, entre 2002 et 2011, Erdoğan s'est montré pro-européen, réformateur, libéral, et a fait voter de multiples lois pour améliorer le sort des minorités, des exclus et marginalisés du système politique turc. Il est alors en bons termes avec les libéraux pro-européens et pro-occidentaux qui soutiennent son projet. Aujourd'hui, par absence d'alternative en matière de sécurité, ou par pragmatisme géopolitique, les nationalistes de Devlet Bahçeli (MHP) le portent dans leur cœur, tout comme le Vatan Partisi de Dogu Perinçek, chef de file du courant eurasien. Alors que son pouvoir actuel repose en partie sur la bonne entente avec les cercles militaires hostiles à l'Occident, Recep Tayyip Erdoğan n'a aucune sympathie pour tous ces courants qui sont devenus ses alliés. Dès lors, il faut s'interroger sur les bouleversements politiques et géopolitiques en Turquie et dans la région qui expliquent en grande partie la conversion d'Erdoğan à l'eurasisme. Car il s'agit bien d'un changement de doctrine, plus que d'une montée en puissance du courant eurasien. Par quel opportunisme ?

#### DANS LA CRISE SYRIENNE

La crise syrienne est un phénomène majeur concourant à l'essor de l'eurasisme en Turquie. Au début, le pouvoir était certain de réussir à convaincre le régime syrien d'engager les réformes demandées par la rue. Plus de six mois durant, jusqu'à l'automne 2011, c'est la logique du dialogue et de la diplomatie que privilégia Ankara. Le régime syrien, s'enfonçant dans la répression sanglante, força la rupture diplomatique, poussant la Turquie, avec nombre de pays arabes et surtout avec ses partenaires occidentaux, à exiger officiellement le départ de Bachar al Assad. Jusqu'en juillet 2013, la coalition turco-arabo-occidentale n'exclut pas le recours à la force contre le régime de Damas pour faire cesser les violences, stabiliser le pays et entamer la transition. Elle se heurte cependant au refus catégorique de Moscou qui affiche un soutien massif et indéfectible au clan Assad.

Or, à partir de juillet 2013, des dissensions se font sentir dans la coalition de ceux qui œuvraient pour le départ de Bachar Al-Assad. Malgré des effets d'annonce, les États-Unis manquent à leur parole quand le régime syrien franchit la fameuse « ligne rouge » en utilisant des armes chimiques. L'indifférence et l'immobilisme des Occidentaux créent alors une grande frustration en Turquie, alors que le pays accueille de facto des millions de réfugiés et que sa longue frontière est sensible à ce facteur de déstabilisation. Du point de vue turc, le pays a été contraint de rejoindre la coalition opposée à Assad, et s'est retrouvé en première ligne et désormais abandonné par ses alliés pour en gérer seul les conséquences. D'autant plus qu'à partir de l'été 2013, le conflit syrien dégénère et engendre deux phénomènes qui ne vont que s'amplifier : l'émergence du facteur kurde et la montée en puissance de l'organisation de l'État islamique (OEI) qui participent à creuser l'écart entre la Turquie et l'Occident. Sur l'échiquier

politique turc, cela contribue au recul des occidentalistes au profit des eurasiens.

#### LA RÉVOLUTION DU ROJAVA ET LE MÉPRIS DE L'OCCIDENT

Pour la Turquie, plus que le phénomène OEI, c'est la révolution kurde dite de Rojava qui a été perçue comme la menace la plus directe pour sa sécurité. En effet, deux faits liés à la question kurde ont alimenté la réaction de la Turquie. Dans un premier temps, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de Turquie, considéré par le pouvoir comme groupe terroriste, actif depuis toujours en Syrie, a imposé son contrôle sur toutes les mouvances kurdes de Syrie. Bien que tentés au départ par la participation à la révolution syrienne contre Bachar, les Kurdes de Syrie ont été forcés par le PKK d'adopter une posture hostile à la Turquie. Dans un deuxième temps, au fur et à mesure de l'aggravation du conflit syrien, et de la montée en puissance des forces kurdes en Syrie, le PKK a rompu la trêve, déjà fragile, avec l'État turc, lui-même de moins en moins intéressé par cette trêve.

À l'inverse, en Occident, ce mouvement national kurde de Syrie a été perçu, malgré sa soumission au PKK et au mépris des préoccupations du partenaire turc, comme un allié de terrain privilégié contre le terrorisme de l'OEI. D'où le soutien massif des pays occidentaux, notamment des États-Unis, aux milices kurdes. Cette alliance sur le terrain syrien entre le PKK et les Occidentaux a eu pour effet immédiat de crispier davantage la Turquie, contre laquelle s'est retournée une partie des armes livrées par les Américains aux forces kurdes en Syrie. En choisissant cette alliance, l'OTAN a contribué à faire basculer la Turquie. Petit à petit, l'establishment sécuritaire turc perçoit la Russie comme moins menaçante que l'Occident, ce qui favorise le nouvel essor de l'eurasisme en Turquie. Outre les soubresauts de la politique extérieure turque, la doctrine eurasiennne va également être favorisée par l'évolution de la politique intérieure turque.

#### LA NÉBULEUSE DE FETHULLAH GÜLEN

En effet, aux menaces extérieures, s'ajoute la gangrène intérieure que représente pour le pouvoir la mouvance islamiste de Fethullah Gülen, nébuleuse aussi secrète que puissante, aussi anatolienne que transnationale. L'alliance tacite avec Erdoğan, qui reposait sur la protection de la mouvance par le pouvoir en échange d'une légitimation de ce dernier, subit une première brèche en février 2012. À cette époque, la mouvance de Gülen, infiltrée dans les structures de l'État — notamment les forces de sécurité — s'oppose à l'initiative d'Erdoğan de mener des discussions secrètes avec les cadres du PKK afin de trouver une solution au problème kurde. Des procureurs proches de Gülen lancent un mandat d'arrêt contre l'homme fort d'Erdoğan, Hakan Fidan, chef des services de renseignement turc, qui avait supervisé ces discussions. Dès lors, Gülen n'a de cesse de s'affirmer comme une force politique incontournable et garde-fou contre le pouvoir d'Erdoğan. En décembre 2013, pour le faire trébucher la mouvance guléniste révèle les affaires de corruption touchant l'entourage d'Erdoğan. Le scandale échoue encore à faire tomber le gouvernement AKP. Trois ans plus tard, en juillet 2016, malgré les purges, la mouvance de Gülen participe à une tentative de coup d'État. Un putsch raté qui favorise l'essor du courant eurasien à deux égards. En premier lieu, dès l'annonce et la mise en échec du putsch,

le pouvoir désigne la mouvance de Gülen comme étant l'instigatrice. Ce à quoi Gülen réplique que c'est Erdoğan lui-même qui a orchestré ce coup pour mieux se débarrasser de toute forme d'opposition. Nous manquons de recul et de données pour distinguer le faux du vrai, mais il apparaît que l'implication des gulénistes dans le putsch est indéniable, et que sa mise en accusation a aiguisé des sentiments anti-américains et servi le courant eurasiiste.

#### MOSCOU SOLIDAIRE

En effet, il faut également préciser que, vivant en exil et très actif aux États-Unis depuis 1999, Fethullah Gülen, apparaît comme un suppôt de l'Amérique. Depuis que les relations bilatérales s'étaient tendues, Gülen semblait avoir choisi son camp et critiquait ouvertement la dérive autoritaire d'Erdoğan via ses nombreux réseaux installés aux États-Unis. Par ailleurs, ses prêches, discours et livres de jeunesse sont truffés de références hostiles au rapprochement avec l'Iran et la Russie, associée dans l'inconscient turc au communisme que Gülen a toujours combattu. Enfin, dans les années 2010, toutes les écoles de Gülen actives en Russie avaient été fermées sur ordre de Poutine qui jugeait d'un mauvais œil ce tropisme américain.

Dernier élément, et pas des moindres, qui précipite cette bascule géopolitique vers l'Eurasie : l'Iran et la Russie ont très rapidement condamné la tentative de putsch de l'été 2016, montrant une solidarité sans ambiguïté envers le pouvoir, du côté de l'Occident, les prises de position des supposés alliés, n'ont pas exprimé la compassion et la solidarité qu'attendaient les Turcs, qu'ils fussent pro- ou anti- Erdoğan, poussant ainsi indirectement la Turquie vers l'Eurasie.

#### UN AVENIR IMPRÉVISIBLE

Dans le contexte politique régional instable et imprévisible, il reste difficile de s'exprimer sur l'avenir et la solidité de l'eurasisme en Turquie, mais on peut s'autoriser deux remarques. Son essor actuel en Turquie n'est pas tant le fait de la force de la doctrine, que de la crise profonde dans laquelle se trouve la relation turco-occidentale. La permanence d'un fort sentiment anti-occidental s'est renforcée à la faveur de la conjoncture intérieure et régionale. De plus, elle traverse les clivages politiques.

Enfin, le durcissement du pouvoir politique à Ankara, reflet d'une tendance mondiale, s'inscrit dans la durée, n'offre aucune perspective de normalisation à court terme avec l'Occident, et ouvre un boulevard à Poutine pour ancrer et consolider son influence au Proche-Orient, dont la Turquie demeure un pays pivot essentiel. ♦

Bayram Balci

Directeur de l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA), Istanbul. Il est diplômé en science politique et civilisation arabo-islamique des Instituts d'études politiques de Grenoble et d'Aix-en-Provence. Habilité à diriger des recherches, il travaille sur les transformations politiques et religieuses dans l'espace turc (Turquie, Caucase et Asie centrale).



# Erdogan Turns to Kurds to Win Istanbul Election

By Dorian Jones /June 21, 2019  
<https://www.voanews.com>

**I**STANBUL - In what is being seen as a last-minute bid to win Sunday's Istanbul mayoral election, Turkish President Recep Tayyip Erdogan is looking to an imprisoned Kurdish rebel leader in an effort to deny the opposition key Kurdish votes.

Jailed Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Ocalan, in a handwritten letter, called on Kurds to remain "neutral" in Sunday's vote.

"If the Kurds remain neutral, then the opposition candidate, [Ekrem] Imamoglu, will have difficulties in Sunday's vote," said international relations expert Huseyin Bagci of Ankara's Middle East Technical University.

Erdogan "has played his last and important card in the elections," he added. "I can imagine he promises another step in the peace process."

In 2015, peace talks collapsed between Ocalan's PKK and Ankara amid mutual recriminations, with ensuing fighting claiming thousands of lives, the destruction of many predominantly Kurdish town and city centers, and mass arrests of members of Turkey's legal pro-Kurdish HDP party.

The latest opinion polls indicate Erdogan's handpicked AKP candidate, Binali Yildirim, is heading again for defeat in Istanbul mayoral elections. The vote is being rerun after electoral authorities controversially ordered a rerun of March balloting because of the ineligibility of some polling officials.

In another move linked to this Sunday's poll, Nechivan Barzani, the newly elected president of semiautonomous Iraqi Kurdistan, was hosted in Istanbul by Erdogan, who described Barzani as a "special guest."

"Nechivan Barzani's visit is the last-ditch image to try to affect the outcome of the election," said former senior Turkish diplomat Aydin Selcen, who served in Iraqi Kurdistan.

"It's obvious to both sides the Kurdish vote is key to the outcome of the [Istanbul mayoral] election. Istanbul is the largest Kurdish city in the world. The Barzani visit will show to the public opinion that AKP and Erdogan have no problem with



**FILE - Turkey's President Recep Tayyip Erdogan speaks during a ceremony at the presidential palace, in Ankara, Turkey, May 6, 2019.**



**Selahattin Demirtas, left, hopes to swing the Istanbul vote in the direction of Ekrem Imamoglu, right**

the Kurds, only with terrorists, and that is the dominant narrative of Erdogan," Selcen said.

It is Ocalan's intervention that is seen as the potential game changer in Sunday's polls.

"This is a hand grenade into the support of the HDP for the opposition [in Sunday's poll]," said political scientist Cengiz Aktar. "Despite being jailed for 20 years, against all the odds, despite everything, Ocalan still has an unchallenged symbolic value within the Kurdish political movement, be it in Turkey or Syria. He is still considered the historic leader of the Kurdish political movement, particularly in the two countries."

**S**ome analysts suggest Ocalan's priority in any resumption of the peace process would be resolving tensions between Syrian Kurdish YPG forces and Ankara, which considers the militia as a PKK proxy. Such a move would be welcomed by Washington, which backs the YPG, a point of tension in Turkish-U.S. relations.

"There is a strong possibility of [Syrian Kurds] negotiating with Turkey with the brokerage of the United States," said Aktar. "This indeed could be an argument for Ocalan kind of warning not to get too engaged with the opposition, so not to put the regime in too much difficulty, which could cut its abilities to negotiate over Syria."

However, there has been strong pushback across the Kurdish movement against Ocalan's call on Kurds to be neutral in Sunday's vote.

"They should avoid voting for tyrants. A lesson must be given in Istanbul by making them [AKP] lose again," PKK leader Murat Karayilan said in an interview Thursday.

The HDP reaffirmed its commitment to back Imamoglu in Sunday's vote. "There is no change in the HDP's election strategy and tactical steps," party co-leaders Pervin Buldan and Sezai Temelli said in a joint statement.

The honorary HDP president, Ertugrul Kurkcu, argues that given the scale of the crackdown by Erdogan against the Kurdish movement, Kurdish voters will not be swayed in not voting against the AKP in Sunday's vote.

"The [Kurdish] voters in Istanbul, who are better educated, more deeply involved in political tactics and deeply urbanized, are more to the left of center, are not going to shift their positions for an impossible hope [peace talks with AKP]," said Kurkcu.

**T**he outcome of Sunday's vote and how the Kurds vote are now seen as a watershed moment for the broader Kurdish movement.

"If Yildirim loses, there would be a new understanding of the HDP as a political party," said Bagci. "The HDP will be then much more in the eyes of the domestic politics as well as international observers much more free as a political party that doesn't listen to the ideological leader."

Control of Istanbul, Turkey's largest city accounting for more than a third of the country's industrial output and nearly half the taxes, is widely seen as the greatest political prize other than the presidency. But with both Erdogan and Ocalan putting their political prestige on the line, the repercussions of Sunday's poll are now seen to extend far beyond Istanbul.

"On Sunday, Ocalan's and Tayyip Erdogan's political charisma either will get stronger out of these elections or we will see their political charisma no longer has implications for domestic politics, and this will be the decline of Erdogan's AKP and Ocalan's PKK," said Bagci. ●



**"If the Kurds remain neutral, then the opposition candidate, [Ekrem] Imamoglu, will have difficulties in Sunday's vote," said international relations expert Huseyin Bagci of Ankara's Middle East Technical University.**



**A poster of Binali Yildirim, mayoral candidate of ruling Justice and Development Party seen hang on a building in city's landmark Istiklal Street, in Istanbul, Friday, June 21, 2019, ahead of June 23 re-run of Istanbul elections. Millions of voters...**

# U.S.-Iran tensions may get scarier



**Nicholas Kristof**

Another Middle East war is the last thing we need.

President Trump and Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, both say they don't want a war. But, feeding off each other, they are each behaving recklessly in ways that increase the risk of conflict.

So we're facing a very real crisis, without good face-saving exit ramps for either Trump or Khamenei. This could get scarier.

If the escalation continues, Iranian proxies could strike Americans in Iraq, Syria and other countries, and there is also a risk of Hezbollah firing rockets at Israel to trigger a new Israel-Lebanon war. Oil flows could be interrupted, and the global economy affected. This could get very messy.

American hard-liners have had a dangerous obsession with Iran for years, egged on by Saudi Arabia and Israel. In 2002, in the run-up to the Iraq war, Newsweek quoted a British official as saying: "Everyone wants to go to Baghdad. Real men want to go to Tehran."

Trump and his aides are right that Iran is repressive, destabilizing and untrustworthy, and it shouldn't be trusted with nuclear weapons. (Of course, the same is true of Saudi Arabia under Trump's buddy, Crown Prince Mohammed bin Salman.)

In 2015, President Barack Obama

achieved a nuclear deal that verifiably kept Iran from developing a nuclear weapon for 15 years or more. It was an imperfect compromise, but it made Iran less worrying for years to come.

Then along came Trump, blowing up the nuclear deal and starting a campaign of "maximum pressure" on Iran's economy. Quite predictably, Iran responded in two ways.

First, Iran warned that it would violate terms of the nuclear deal. Alarmed and flailing about, Washington this week had the gall to call on Iran to adhere to the nuclear pact that Trump has savaged.

Second, Iran was probably behind attacks on oil tankers in the Gulf of Oman. It's not impossible that Iran is being framed, but even knowledgeable Democrats believe the Trump administration is correct about Iran's responsibility.

Both the nuclear production and the attacks on tankers underscore the way Trump's retreat from diplomacy has made the world more perilous. But they both are measured provocations: If you want to damage a tanker, you put the limpet mine below the water line rather than above it, and Iran's violations of the Iran pact won't put it close to a bomb soon.

Trump described the damage to the tankers as "very minor," and he seems to recognize the danger of escalation. But he has sent an additional 2,500 U.S. troops to the region, and there have been calls for striking Iran. If the U.S. does, then of course Iran will respond.

Brett McGurk, a national security expert and former presidential envoy, warned that given the failure of the administration's

**They've behaved recklessly and given themselves no face-saving escapes.**

Iran policy so far, "Trump may soon be boxed in: Either back down or resort to military tools."

It's troubling that the administration is also conflating Shiite Iran with the Sunni Taliban.

Members of Congress fear that this is meant to give Trump legal cover to attack Iran under the 2001 authorization for the use of military force against Al Qaeda and its offshoots.

Reflecting the administration's propensity to inhabit a fantasyland, Secretary of State Mike Pompeo has offered a ridiculous 12-point plan that essentially called for Iran to roll over and surrender.

I was in Paris over the weekend for the annual meeting of the Trilateral Commission, and it's sad to see how distrustful our allies have become toward America. Instead of forcing Iran into submission, Washington's incompetent bullying of Europe and Asia to join Iran sanctions has managed to antagonize our oldest friends, push Iran back toward a nuclear path and increase the risk of war.

There are few good options now, but an international force to protect tankers might help, along with secret diplomacy to see if the nuclear deal can be patched up in a way that both sides can accept. I doubt it, but it's worth trying.

I've been to Iran, reported from Iran and been detained in Iran; I have no illusions about it. The American hard-liners are quite right that the regime is unpopular because of its corruption, incompetence and repression. But Iran also has a deep nationalist streak, and Trump already seems to be strengthening hard-liners in Tehran. In 2002, six months before the Iraq war, I reported from Baghdad that President George W. Bush and his aides were deluding themselves to think that Iraqis would welcome an invasion; Iraqis hated Saddam but hated even more the idea of Yankee imperialists attacking their nation. Iran is similar but more formidable.

Negotiations are frustrating, imperfect and uncertain, and they may seem less satisfying than dropping bombs. But America has suffered huge self-inflicted wounds because of its invasion of Iraq 16 years ago. Haven't we learned lessons? Maybe "real men" should forget about going to Tehran and try multilateral diplomacy. ●



The Abraham Lincoln, an aircraft carrier, has been deployed in the Arabian Sea amid heightened tensions between the United States and Iran.

# Erdogan sacrifie l'économie sur l'autel de son pouvoir

*Inconcevable pour le président turc que son parti perde les élections municipales d'Istanbul le 23 juin. Résultat, le gouvernement continue son dopage économique, précipitant le pays dans la récession.*

**A**ux nouveaux mariés, 8 000 livres [1 200 euros], « pour les jeunes, 10 GB d'Internet gratuits », « pour les motocyclettes, le passage des ponts gratuits ». Sur ses affiches omniprésentes dans les rues d'Istanbul, Binali Yildirim, le candidat à la mairie du parti au pouvoir (l'AKP, Parti de la justice et du développement), ne sait plus quoi promettre. Le 31 mars, ce fidèle du président Recep Tayyip Erdogan a été battu d'une courte tête par Ekrem Imamoglu, le candidat du parti d'opposition CHP (Parti républicain du peuple). Mais dix-huit jours plus tard, le haut conseil électoral a annulé le vote, prétextant des « irrégularités massives » et la présence dans les bureaux de vote d'assesseurs qui n'étaient pas fonctionnaires, comme le stipule la loi, mais qui avaient été accrédités par le même conseil électoral. Il y aura donc une nouvelle élection ce 23 juin. Et pour renverser le résultat, le pouvoir, inquiet, multiplie les promesses sonnantes et trébuchantes. Son concurrent n'est pas en reste : lait et eau gratuits ou réduction sur le prix des transports sont au programme d'Ekrem Imamoglu.

**Confiance au plus bas**  
Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP et d'Erdogan en 2002, l'économie a toujours été au cœur des préoccupations des électeurs. C'est plus que jamais le cas pour ces municipales à Istanbul, mégapole de 16 millions d'habitants qui constitue un tiers du PIB turc et qui pèse bien plus encore politiquement. Les indicateurs économiques n'ont jamais été aussi défavorables (voir graphiques). « On est au bord de l'effondrement, juge l'économiste et journaliste Ugur Gürses. La confiance des ménages est à son plus bas historique alors que l'économie repose en grande partie sur la consommation. Il y a un endettement très rapide, une balance des paiements déficitaire et une pénurie de crédits. Cette hémorragie n'est pas tenable et pourtant, à cause des élections, l'Etat continue à dépenser. Il faut des mesures courageuses, la solution

est politique », poursuit ce journaliste économique, ancien employé de la Banque centrale turque.

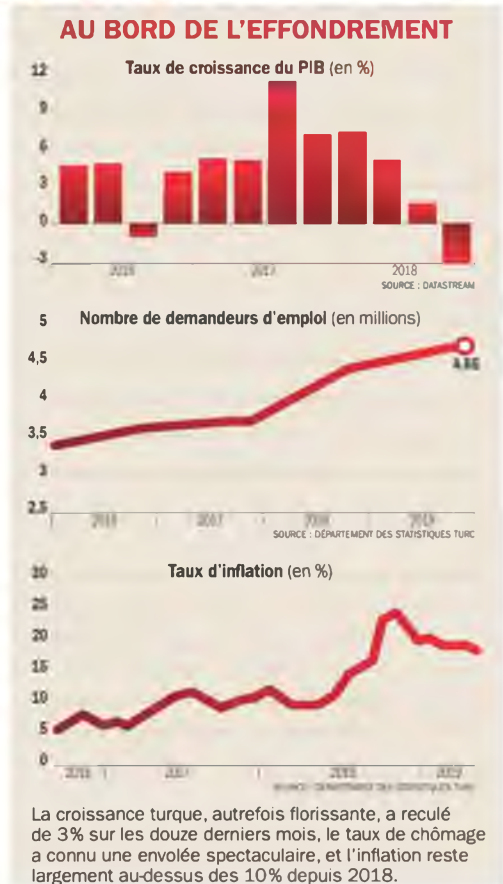
**Campagne permanente**  
Le modèle clientéliste grâce auquel Erdogan a bâti sa popularité semble ne plus suffire. Et les choix politiques du leader turc ont semé le doute. « En 2001, le Fonds monétaire international a injecté 25 milliards de dollars et imposé une discipline fiscale et monétaire, note Ugur Gürses. Les négociations d'adhésion avec l'Union européenne ont ouvert une nouvelle ère pour la Turquie avec l'afflux de capitaux étrangers. C'était l'âge d'or d'Erdogan. Mais ensuite, on a abandonné les valeurs démocratiques et les libertés, ce qui a eu un impact sur l'économie. »

Depuis 2017, la Turquie est en campagne électorale permanente. Or le président Erdogan a besoin de « circonstances économiques favorables » pour porter son projet, fait remarquer le professeur Seyfettin Gürsel, qui dirige le Centre de recherches économiques et sociales (Betam) de l'Université de Bahçeşehir, à Istanbul. Depuis deux ans, le gouvernement fait « du dopage économique » pour maintenir la croissance artificiellement élevée. « Plus de 200 milliards de livres turques de prêts aux PME, des réductions d'impôts, des emplois subventionnés... Cela a créé un déséquilibre macroéconomique avec une hausse du déficit commercial, une inflation à deux chiffres et une dette privée des entreprises qui est passée de 30 à 80% du PIB », détaille l'économiste.

De nombreuses compagnies turques sont en difficulté et étouffent sous le poids des arriérés en devises. Notamment dans les secteurs de la construction et de l'énergie, qui ont longtemps porté l'économie du pays. De grands groupes comme la holding Dogus ou le géant de l'agroalimentaire Ülker ont demandé une restructuration de leur dette. Le groupe de BTP Cengiz, dirigé par Mehmet Cengiz, ami proche de la famille Erdogan et cité dans des affaires de corruption, serait lui aussi



Recep Tayyip Erdogan, lors d'un meeting de l'AKP à Istanbul, le 24 mars. La mégapole de 16 millions d'habitants constitue un tiers du PIB turc et pèse politiquement encore plus lourd pour le président.



proche de la faillite. « Les indicateurs négatifs sont dissimulés, souligne Ugur Gürses. On n'a aucune information sur les entreprises, les médias sont censurés. La Banque centrale maquille l'état de ses réserves. »

**Interventionnisme présidentiel**  
Malgré cela, le pouvoir continue à distribuer les subsides dans le but de garder le contrôle d'Istanbul et de son budget de 4,5 milliards d'euros. Seyfettin Gürsel l'a constaté en épluchant les chiffres officiels de la

croissance, donnés par le gouvernement en avril. « Au premier trimestre, les dépenses publiques ont augmenté de 5,1%, ce qui permet d'avoir une croissance à 1,3% au lieu des 0,2% que je prévoyais, mais ça ne peut pas tenir. » En Turquie, les économistes s'accordent à dire qu'une croissance de 3,5 à 4%

minimum est nécessaire pour absorber les centaines de milliers de nouveaux entrants sur le marché du travail. Le chômage des jeunes est déjà supérieur à 26%.

La monnaie a aussi souffert de l'interventionnisme présidentiel. Allergique aux hausses des taux d'intérêt, Erdogan n'a cessé, depuis des an-

nées, de faire pression sur la Banque centrale turque pour lui imposer sa vision en matière de lutte contre l'inflation. En 2018, après les législatives, il a nommé son gendre Berat Albayrak au poste clé de ministre des Finances. Résultat, « l'absurdité de sa stratégie a fait chuter la livre et refroidi les investisseurs »,

constate Seyfettin Gürsel. Désormais, le temps presse pour rassurer les milieux économiques et réinstaurer un peu de stabilité. Mais un sauvetage par le FMI pourrait finir par être nécessaire.

Guillaume Perrier  
(envoyé spécial à Istanbul)

Marianne

21 au 27 juin 2019.

ACTU Syrie

# LES RUSSES, SEULS MAÎTRES DU JEU

Occupés sur le front kurde, les Turcs ont cédé le terrain aux Russes à Idlib. Dans cette commune au sud-ouest d'Alep se joue une bataille majeure dans la guerre contre les djihadistes. **PAR ALAIN LÉAUTHIER**

**U**n nouveau massacre à grande échelle se prépare en Syrie. A moins qu'il n'ait déjà commencé. Dans une tribune de *Libération*, Brita Hagi Hassan, l'ancien maire d'Alep-Est, exilé en France, opposant modéré au régime de Bachar al-Assad pour certains, islamiste déguisé pour d'autres, s'en inquiète et lance un appel pour « sauver Idlib ». Dans le nord-ouest du pays, la ville et la province environnante comptent près de 3 millions d'habitants : des civils du cru ou des réfugiés venant de diverses zones du pays – mais aussi beaucoup de combattants, appartenant aux divers mouvements djihadistes dont le plus important, le groupe Hayat Tahrir al-Cham, ancien Front al-Nosra et ex-branche d'Al-Qaïda en Syrie. Dans sa tribune, Brita Hagi Hassan met en garde contre « un véritable génocide » perpétré, selon lui, par le « régime d'Assad, ses alliés russes et iraniens et leurs milices sectaires contre la population ».

## Pas de détail

En fait de milices sectaires, ce sont surtout les éléments de Hayat Tahrir al-Cham qui mènent la danse à Idlib, imposant depuis des mois l'ordre islamique et un gouvernement fantôme aux habitants après avoir pris le dessus sur d'autres factions armées réunies dans le Front national de libération (FNL), soutenu par la Turquie. Aux termes des accords de Sotchi passés avec Moscou en septembre dernier,

Ankara s'était pourtant engagé à faire le ménage dans la nébuleuse djihadiste regroupée à Idlib, ultime place forte « rebelle » résistant aux troupes de Damas. Mais, pour la Turquie de Recep Tayyip Erdogan, Idlib compte moins que le Rojava, la zone autonome tenue encore par ceux qu'elle considère comme ses véritables adversaires : les Kurdes syriens, alliés de la coalition internationale. Après avoir fait main basse sur la ville d'Afrin, avec l'assistance désordonnée et meurtrière de leurs supplétifs djihadistes, les troupes turques attendent donc aujourd'hui le feu vert pour se déployer vers Manbij et plus loin encore à l'est vers l'Euphrate.

Par conséquent, à Idlib, les forces de Damas et les Russes ont les mains libres pour écraser l'insurrection et achever la reconquête des territoires dans cette partie

## “SAUVER IDLIB”

Dans cette région au nord-ouest du pays, ultime place forte “rebelle”, les troupes de Damas et les Russes ont le champ libre pour écraser l'insurrection.

**DANS LA PROVINCE** d'Idlib, les bombardements des forces pro-gouvernementales se multiplient, faisant fuir les habitants. Ici, à Maaret al-Numan, le 3 juin dernier.



du pays. Comme à Alep ou lors de la chute de la Ghouta orientale, à Damas, l'aviation ne fait pas souvent le détail entre les positions strictement militaires et les infrastructures civiles, notamment les écoles et les hôpitaux, régulièrement touchés par des tirs de missiles. Le 21 mai dernier, ceux-ci sont même tombés sur un marché où une dizaine de personnes ont perdu la vie. Et ce ne sont probablement que les prémices d'une plus vaste offensive, limitée pour l'instant au sud de la ville.

D'après les ONG, près de 200 000 personnes ont déjà pris la route pour fuir les bombardements, se dirigeant tout naturellement vers la Turquie, où l'on redoute un nouvel afflux venant grossir les 3,5 millions de réfugiés déjà présents sur son sol. L'Europe s'en inquiète aussi, mais ne semble décidément pas en mesure de jouer le moindre rôle sauf à condamner un peu tout le monde avec force communiqués.

Au demeurant, les partenaires européens ont des agendas bien différents quant au devenir de la Syrie, notamment sur la « question kurde », sur laquelle Britanniques et Français affichent des positions très différentes, les premiers résolument du côté d'Ankara quand les seconds ne renoncent pas totalement à épauler les combattants des FDS, la très fragile alliance arabo-kurde contre les djihadistes. Le tout en attendant une hypothétique solution politique qui semble chaque jour plus lointaine... ■



Modestine Kinar / AFP

# Le leader kurde Demirtas en faveur d'Imamoglu

**SELAHATTIN DEMIRTAS**, le leader des Kurdes de Turquie, actuellement en détention, a appelé ses partisans à voter pour Ekrem Imamoglu, le candidat de l'opposition pour l'élection du maire d'Istanbul qui aura lieu pour la seconde fois dimanche 23 juin. Un précédent scrutin, organisé le 31 mars, a été annulé à la demande du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur), aux manettes du pays depuis dix-sept ans.

Dans un Tweet du mardi 18 juin, l'ancien coprésident du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde) affirme sa préférence pour Imamoglu, pour faire barrage à « l'inimitié, la polarisation croissante de la société, la revanche, la haine, la rancune » qui caractérisent la culture politique du camp adverse, celui des islamo-conservateurs au pouvoir.

Emprisonné depuis 2016 à la prison de haute sécurité d'Edirne (Thrace orientale), M. Demirtas n'est pas autorisé à tweeter, mais ses proches le font pour lui. Ses

messages sont lus attentivement, à Istanbul surtout, où résident près de trois millions de Kurdes. Le vote kurde sera décisif lors du scrutin du 23 juin.

## Privées de leur maire

Troisième formation au Parlement, le HDP a recueilli près de six millions de voix aux législatives du 24 juin 2018. Lors des municipales du 31 mars, le HDP a conquis plusieurs localités du Sud-Est. Par la suite, neuf d'entre elles ont été privées de leurs maires. Ceux-ci ont été déboutés par la Haute Commission électorale, à la demande de l'AKP. En outre, neuf députés et une cinquantaine de maires du HDP demeurent en prison.

Pour les scrutins présidentiels d'août 2014 et juin 2018, M. Demirtas s'était porté candidat contre le numéro un turc: Recep Tayyip Erdogan. La dernière fois, au printemps 2018, il a fait campagne depuis sa cellule. Accusé de « soutien au terrorisme », pour avoir évoqué, en 2013, le « Kurdistan », cet ex-avocat de 46 ans a comparu, mercredi,



Selahattin Demirtas, dans sa prison, sur une photographie fournie par le Parti démocratique des peuples (HDP). AP

devant le tribunal de la prison de Sincan à Ankara.

Lors de son audition, il s'est étonné d'être jugé pour l'emploi du mot Kurdistan alors que Binali Yildirim, le candidat de l'AKP, parti au pouvoir, pour l'élection à la mairie d'Istanbul, avait employé le

même mot, le 6 juin, à Diyarbakir, dans le sud-est du pays, pour courtoiser l'électorat kurde. « Il devrait être assis à côté de moi », a-t-il fait remarquer. ■

M. JÉ.

(ISTANBUL, CORRESPONDANTE)



21 JUIN 2019

## Municipales à Istanbul: depuis sa prison, Öcalan appelle à l'abstention

Par RFI Publié le 21-06-2019 <http://www.rfi.fr>  
Avec notre correspondante à Istanbul, Anne Andlauer

**ALORS QUE** la campagne pour les municipales à Istanbul s'achève, le pouvoir turc joue la carte kurde pour tenter de l'emporter. Dans un message rendu public le 20 juin, Abdullah Öcalan, chef emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a appelé les électeurs kurdes à ne pas prendre parti.

Les électeurs d'Istanbul, en Turquie, se rendent aux urnes ce 23 juin pour élire leur maire. Les partis rejouent la municipale du 31 mars, perdue par le parti au pouvoir puis annulée à la demande du président Recep Tayyip Erdogan, au prétexte d'irrégularités.

Le leader kurde emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, a donné une consigne claire aux électeurs du HDP, le Parti démocratique des peuples, prokurde : l'abstention. Il leur demande de « rester neutres ». Autrement dit, de désavouer la stratégie de leur parti. Depuis le début de cette campagne, le HDP appelle en effet à faire bloc derrière Ekrem Imamoglu, le candidat d'opposition.

### PROMESSE D'ERDOGAN ?

Le HDP avait obtenu plus de 12 % des suffrages à Istanbul aux légis-



Abdullah Öcalan représenté sur un drapeau, en 2018 à Istanbul. REUTERS/Murad Sezer/File Photo

latives de 2018, soit plus d'un million d'électeurs. Sans eux, Ekrem Imamoglu n'aurait pas pu gagner le 31 mars et ne pourra gagner le 23 juin.

Malgré l'appel d'Abdullah Öcalan, la formation prokurde a décidé de maintenir son soutien au candidat d'opposition. Ironiquement, cela lui a valu les foudres du parti ultranationaliste, le MHP, allié du président Erdogan.

Ce rebondissement de dernière minute soulève au moins deux inconnues. Dans quelle mesure les électeurs kurdes vont-ils suivre la consigne du chef du PKK ? Et qu'a promis le président turc à Abdullah Öcalan pour qu'il fasse ainsi le jeu du pouvoir ? Car cette annonce du leader kurde est sans aucun doute une manœuvre de Recep Tayyip Erdogan pour tenter d'empêcher une défaite dans les urnes. ●

# Le vote kurde au cœur de la municipale à Istanbul

Après l'annulation de l'élection du 31 mars, le vote de dimanche s'annonce très serré. Tous les regards se tournent vers cette minorité.



Des partisans du parti prokurde HDP, lors d'un rassemblement, dimanche à Istanbul.

**DELPHINE MINOUI** @DelphineMinoui  
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

**TURQUIE** Au rythme effréné des conversations, le cendrier s'enlise sous les mégots de cigarettes. « *Moi, voter pour l'AKP ? Hors de question ! Plus jamais !* », s'étrangle Ahmet. Dans ce petit café de Tarlabasi, quartier de prédilection de nombreux Kurdes, à deux pas de la place Taksim, ce chef cuisinier de 39 ans a retrouvé, comme à chaque pause, ses copains du coin pour une partie de cartes. Cette fois-ci, c'est la municipale de dimanche - reconduite sous prétexte d'irrégularités - qui domine le jeu. « *Recep Tayyip Erdogan, je l'ai soutenu depuis qu'il était maire d'Istanbul (en 1994, NDLR). Et son parti aussi. J'ai cru aux réformes économiques, au processus de paix, à la main tendue aux Kurdes. Mais je ne me reconnais ni dans la dérive autoritaire, ni dans le conflit qui a ensanglanté le Sud-Est. Et encore moins dans cette récente décision, absurde et injustifiée, d'annuler le vote du 31 mars dernier à Istanbul* », lance-t-il, en tentant de convaincre ses amis in-

décis.

À Istanbul, où le parti du président Erdogan espère inverser les résultats du dernier scrutin, remporté - avec 13 000 voix d'avance - par l'opposition, le vote kurde n'a jamais autant pesé dans la balance. Les Stambouliotes originaires de cette minorité, traditionnellement divisée entre pro et anti-AKP, constituent environ 20 % des quelque 15 millions d'habitants de la mégalopole. « *Le vote kurde est particulièrement crucial. Les deux partis savent à quel point les électeurs kurdes sont importants. Il s'agit, pour les uns et les autres, de réussir à convaincre quelques milliers de personnes* », relève le sociologue turc Mesut Yegen.

Fidèle à sa rhétorique conciliatrice, une des clefs de son succès, le candidat de l'opposition Ekrem Imamoglu s'affiche ouvertement en défenseur de Selahattin Demirtas, l'ancien coleader du parti prokurde HDP, embastillé depuis plus de deux ans. « *Il parle d'amitié, de paix, d'amour* », a-t-il déclaré, ce mardi soir sur le plateau de la chaîne TRT, en référence à l'opposant kurde accusé de « *terrorisme* ».

Le matin même, Demirtas avait, via son compte Twitter et depuis sa cellule de prison, appelé ouvertement à voter pour Imamoglu. Autant de gestes symboliques qui pourraient peser sur le choix des indécis. « *Environ 150 000 des Kurdes qui votèrent pour le HDP aux élections (présidentielle et législatives) de 2018 ont boudé les urnes le 31 mars.*

Certains sondages suggèrent qu'un bon nombre d'entre eux envisagent, cette fois-ci, de voter pour Imamoglu », poursuit Mesut Yegen, qui suit de près la question kurde.

## Éviter de disperser les voix de l'opposition

Au QG du HDP, en plein Tarlabasi, une montagne de cartons envahit la petite entrée. Accroupis au sol, deux jeunes hommes s'emploient à en extraire les fameuses accréditations des 15 000 observateurs prokurdes, particulièrement mobilisés pour le 23 juin. « *Pour ce scrutin, nous nous mobilisons au maximum, comme si le HDP concourrait aux élections* », avance Esengül Demir, qui représente le parti à Istanbul. Le 31 mars, le parti prokurde avait déjà fait le choix stratégique de ne pas présenter de candidat, pour éviter de disperser les voix de l'opposition. Cette fois-ci, il redouble d'efforts, en dépêchant ses bénévoles de quartier en quartier pour convaincre leurs supporteurs de voter CHP : un choix parfois difficile, quand on connaît les penchants nationalistes de ce parti d'opposition, le plus vieux de Turquie. Mais Esengül Demir veut croire en la singularité d'Imamoglu, plus jeune, plus ouvert, dont les discours tranchent avec les anciens du CHP. « *On leur a d'ailleurs fait passer le message en leur disant de surveiller leur langage* », dit-elle.

Dans cette bataille féroce pour le contrôle d'Istanbul, le CHP n'est pas le seul à peser ses mots. Le gouvernement pro-AKP, qui cherche notamment à rallier à sa cause certains Kurdes conservateurs - heurtés par le fameux slogan du 31 mars sur la « *Survie de la nation* » - a démultiplié les opérations de séduction. Exemple, cette autorisation de visite (une première en huit ans) accordée à l'avocat d'Abdullah Öcalan, le leader emprisonné du PKK (classé « *terroriste* »).

En déplacement à Diyarbakir, ville du Sud-Est à majorité kurde, le candidat de l'AKP, Binali Yıldırım s'est même employé à parler de « *Kurdistan* », un terme banni par le président Erdogan. Un nouveau discours qui sera entendu ? « *Le 31 mars, les pro-HDP ont majoritairement voté pour Imamoglu et il n'y a pas de raison qu'ils changent d'avis* », observe Can Seluki, le directeur d'Istanbul Economic Research, un institut de recherche indépendant. « *L'AKP et Yıldırım ont tenté une nouvelle stratégie, dit-il. Mais ces petits gestes sont loin de pouvoir changer le vote.* » Plusieurs sondages menés ces dernières semaines placent Ekrem Imamoglu en tête de 2 à 4 points. ■

# Nechirvan Barzani looks to mend fences on Baghdad visit

By Rudaw 20/6/2019

ERBIL, Kurdistan Region – Nechirvan Barzani, president of the Kurdistan Region, met with Iraq's president, prime minister, and parliamentary speaker in the Iraqi capital on Thursday in an effort to fix Erbil and Baghdad's fractious relationship.

"Today in Baghdad, I met with the prime minister, the president, and speaker of the House of Representatives and stressed that the Kurdistan Region is willing to resolve all the impending disputes with the Iraqi federal government in accordance with the constitution and strengthen coordination in all fields," Barzani said in a Facebook post Thursday.

One of these impending disputes is over the 2020 budget. The Kurdistan Regional Government (KRG) has so far failed to keep its side of the deal agreed in the 2019 budget to deliver 250,000 barrels of

oil per day to central government in exchange for its share of the federal budget.

This is Barzani's first trip to Baghdad since he was sworn-in as president on June 10.

Iraqi President Barham Salih, a Kurd and senior member of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), said the Iraqi constitution should form a basis for the resolving Erbil-Baghdad disputes.

"This visit helps improve Erbil-Baghdad relations and helps develop the legal institutions of Iraq," he said in a statement released by the president's office.

Without offering details, Karim Sinjari, the outgoing KRG interior minister, told Rudaw the meeting between Barzani and Iraqi Prime Minister Adil Abdul-Mahdi was "good and successful".

Fuad Hussein, Iraq's finance minister and a member of Barzani's



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani (L) meets with Iraqi Prime Minister Adil Abdul-Mahdi in Baghdad, June 20, 2019. Photo: PMO / social media

Kurdistan Democratic Party (KDP), said the Iraqi PM and the Kurdistan Region President agreed to form two committees to set the agenda on future talks to resolve oil and budget issues.

Iraq's Minister for Construction and Housing, Bangin Rekani, described the PM's meeting with Barzani as "fruitful and very good", also without providing details.

The KRG's relations with Baghdad hit rock bottom in late 2017 after the Kurdistan independence referendum.

Already frosty relations over independent oil sales and the KRG's share of the federal budget came to a head following the non-binding vote when Baghdad imposed an embargo on international flights to and from the Region's airports and

launched a military operation against the Peshmerga in the disputed territories.

Relations have vastly improved since Abdul-Mahdi came to power last year, but this spirit of goodwill could soon run out if the KRG continues to flout its end of the bargain to deliver oil.

Abdul-Mahdi is under mounting pressure from Shiite leaders to take a harder line on the KRG and the budget issue.

The KRG may not bend unless Iraq shows it is willing to implement Article 140 of the Iraqi constitution, which would see referendums held in the disputed territories to determine whether they remain part of federal Iraq or join the Kurdistan Region. ■



June 25, 2019

# Kurdish leaders discuss disputed areas, Erbil-Baghdad ties with US delegation

Sangar Ali - June 25-2019 Kurdistan 24.net

ERBIL - Senior Kurdish officials on Monday discussed the current situation in disputed territories as well as Erbil-Baghdad relations with a US delegation in Erbil.

The US delegation was led by Deputy Secretary of State for Iraq and Iran, Andrew Peek, accompanied by US Ambassador to Iraq, Matthew Muller, Consul-General in Erbil, Steven Fagin, and other diplomats.

They met with the incumbent Chancellor of the Kurdistan Region Security Council (KRSC) and current Prime Minister-designate Masrour Barzani, with whom they discussed — at length — the longstanding relationship between the Kurdistan Region and Iraq.

"The situation in the disputed territories and shared support for the return of joint security mechanisms between Peshmerga Forces and Iraqi Security Forces were also reviewed," a KRSC statement noted.

In outlining his reform agenda, Barzani urged Peek "to sustain monthly stipends to the Peshmerga Forces."

He emphasized that the next Kurdistan Regional Government (KRG) cabinet intends to lead new, sustained efforts to tackle Erbil-Baghdad disputes.

The meeting also touched upon recent political developments in Iraq. Both sides agreed to continue regular consultations on these issues.

The meeting came one day after a US business delegation led by Steve Lutes, Vice-President of Middle Eastern Affairs at the US Chamber of Commerce, signed a Memorandum of Understanding (MOU) with their Kurdistan Region counterparts

Peek's delegation also met with the President of the Kurdistan Region, Nechirvan Barzani, where they stressed the importance of a US relations with Iraq and the Kurdistan Region.

Both sides highlighted the progress witnessed in improving ties between Erbil and Baghdad. US delegates expressed their readiness to help the two capitals address long-standing issues through peaceful dialogue, according to Barzani's press office.

Barzani praised the US' assistance to the Kurdish autonomous region in difficult periods and discussed bilateral relations between Erbil and Washington DC.

The Kurdish leader also stressed the importance of the visit by the American Chamber of Commerce delegation, stating the US can benefit from the Kurdistan Region as a gateway to reach wider Iraq.



President of the Kurdistan Region Nechirvan Barzani (R) and US Ambassador to Iraq Matthew Muller in Erbil, June 24, 2019. (Photo: Barzani's press office)

The newly elected president briefed the delegates about his recent visit to Baghdad and shared his keenness to resolve issues between the KRG and the federal government based on the Constitution of Iraq.

They also discussed the latest development in the region, steps to form the new KRG cabinet, the coordination between the US-led coalition, Erbil, and Baghdad against terrorist threats, as well as the living conditions of displaced peoples in the Kurdistan Region and preparations for their return home. ●

# Golfe: l'Iran a abattu un drone militaire américain

Téhéran « a fait une énorme erreur », a réagi Donald Trump. Le risque d'affrontement irano-américain s'accroît.

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

**MOYEN-ORIENT** Jusqu'à présent, des tankers japonais, norvégien ou émirien avaient été la cible d'attaques dans les eaux du Golfe, imputées par les États-Unis à l'Iran. Mais tôt jeudi matin, la tension est encore montée avec la destruction, cette fois, d'un drone américain par son ennemi iranien, premier clash depuis un mois opposant directement Washington et Téhéran. « L'Iran a fait une énorme erreur », a lancé peu après dans un tweet menaçant Donald Trump, avant de se rétracter en affirmant que « c'était une erreur faite par quelqu'un qui n'aurait pas dû » (prendre cette décision). « J'ai du mal à croire que cela était délibéré ». Selon nos informations, l'US Navy dans le Golfe a été placée en état d'alerte et des navires américains faisaient route jeudi soir vers le golfe d'Oman.

Chaque camp avait immédiatement livré sa version de cet incident grave, qui accroît les risques d'un conflit armé entre les États-Unis et l'Iran. Les gardiens de la révolution avaient annoncé avoir « abattu un drone espion américain qui s'était infiltré au-

dessus de la province côtière d'Hormozgan dans le sud du pays », a indiqué Press TV, la chaîne d'informations de la télévision d'État. Dans la soirée, le ministre des Affaires étrangères iranien, Mohammad Javad Zarif, a affirmé sur Twitter que le drone a « violé l'espace aérien iranien », publiant également les coordonnées de l'endroit où l'appareil a été descendu. Dans une lettre adressée à l'ONU, Téhéran a par ailleurs dénoncé une action « provocatrice » et « très dangereuse » contre son « intégrité territoriale ».

Le Pentagone a répondu qu'un drone RQ-4A avait été abattu au-dessus des eaux internationales du Golfe, à 34 kilomètres des côtes iraniennes. Qui dit vrai ? Déployée sur place, la Marine française devrait être capable d'établir la vérité sur le lieu exact de cette attaque, estime un expert militaire. Car « on peut, selon lui, localiser de manière indépendante le lieu d'une telle escarmouche ». Selon cet expert, « le drone effectuait de la reconnaissance de cibles à des fins militaires à haute altitude ». En clair, il collectait du renseignement pour actualiser les dossiers d'objectifs américains en Iran. Selon certaines informations, le missile iranien utilisé



Un drone américain RQ-4, similaire à celui qui a été abattu jeudi dans le golfe d'Oman. U.S. AIR FORCE VIA AP

pour détruire le drone était un missile sol-air SAM HQ-2 tiré de Bandar Abbas, dans le sud de l'Iran. « Chaque camp cherche à tester les capacités et la détermination de la partie adverse », décrypte le spécialiste militaire.

Après les six attaques de tankers depuis fin mai, ce nouvel incident survient au lendemain d'autres « messages » adressés par l'Iran aux États-Unis. En Irak, quasiment toutes les nuits depuis vendredi, une ou plusieurs roquettes se sont abattues sur des bases où sont postés des soldats américains. Des roquettes, très probablement lancées par des miliciens irakiens pro-iraniens qui, comme dans les eaux du Golfe, n'ont pas fait de victime. Au Yémen, les rebelles houthis, soutenus eux aussi par Téhéran, ont tiré tard mercredi un « projectile » en direction d'une usine de dessalement dans le sud de l'Arabie saoudite. Bref, les relais iraniens rappellent aux États-Unis ou à leurs alliés arabes leur capacité de nuisance.

Si Donald Trump et les responsables iraniens répètent qu'ils ne veulent pas la guerre, cette cascade d'incidents accroît toutefois sérieusement le risque de ripostes ciblées américaines. En début de semaine, le secrétaire d'État Mike Pompeo avertissait qu'en cas d'attaque contre « un intérêt américain », Washington ne pourrait faire autrement que de riposter. ■



June 25, 2019

## Iran Guards kill Kurdish opposition fighter, injure, arrest others near Turkish border

Kosar Nawzad / June 25-2019  
www.kurdistan24.net

**ERBIL** – Iranian forces killed a fighter from a Kurdish opposition group and injured two more in a clash in the country's northwest near the Turkish border, Islamic Revolutionary Guards Corps (IRGC)-affiliated media reported on Monday.

The incident took place late Sunday in Chaldoran Country of West Azerbaijan Province, where IRGC troops at the Hamza Saiyid-al-Shohada military base exchanged fire with a “counterrevolutionary, global arrogance-affiliated” group that was “attempting to cross the border” into Iran, a statement from the facility read, according to Fars News Agency.

It was unclear which group the IRGC fought



*Iranian border guards patrol a road near one of the nation's borders. (Photo: Archive)*

with, but the statement described them as a “terrorist group,” as they do all opposition groups seeking expanded rights in the country where the voices of minorities have long been



suppressed. The term “global arrogance” is one frequently used by Iran’s senior officials, clerics, and military to refer to Western powers.

Hengaw – a rights group with sources throughout Iranian Kurdistan (Rojhilat) that frequently writes on such matters – reported that fighters were guerrillas from the Kurdistan Free Life Party (PJAK), which is yet to issue an official statement on the incident.

The Iranian soldiers killed one fighter, injured two, captured a fourth one, and confiscated “significant amounts of weapons, equipment, ammunition, and communications devices” of

the group, the military base claimed, adding that two of their members were lightly wounded.

The clash comes amid spiking tensions between Iran and the United States, which began its “maximum pressure campaign” against Tehran last year when it withdrew from the nuclear deal Iran signed with major world powers that sought to limit the country’s nuclear ambitions in return for the lifting of international sanctions.

PJAK was founded in 2004 and has waged an intermittent armed struggle against the Iranian government for Kurdish rights in Rojhilat. The group is the military wing of the Democratic and

Free Society of Eastern Kurdistan (KODAR), widely considered to be the Rojhilat-branch of the Kurdistan Workers’ Party (PKK).

In recent weeks, PJAK along with other unidentified Kurdish opposition groups have skirmished multiple times with the IRGC near areas on Iran’s border with the Kurdistan Region and Turkey.

The fighters use the harsh mountains as their operational base, which Iranian artillery systems target on occasion, resulting in large fires that damage the forestry and land of villagers and townspeople unaffiliated with the fighters. ♦



JUNE 25, 2019

## Kurdish Official Calls for Stronger US Role in Syria After IS

By Nisan Ahmado June 25, 2019  
www.voanews.com

**WASHINGTON** - The United States should continue stabilizing areas recently liberated from the Islamic State (IS) terror group in Syria and use its leverage to push for a political settlement in the war-torn country, a Syrian Kurdish official said.

Sinam Mohamad, a political representative for the U.S.-backed Syrian Democratic Forces (SDF), a Kurdish-led military alliance, said now that the U.S. has helped defeat IS militarily, its Syria policy needs to reflect the new dynamics on the ground.

The U.S. “now should focus on mitigating tensions in the region and preventing new conflicts,” Mohamad told VOA.

“Supporting the democratic project in northeastern Syria will be a turning point in the future of the country, which will help change the [Syrian] regime and establish a democratic system that is inclusive to all Syrians,” she said.

Since 2014, the U.S. has led an international coalition against IS. In March, the SDF declared victory over IS in its last stronghold in eastern Syria.

The U.S. has about 2,000 troops in the country. But U.S. President Donald Trump has decided to withdraw these forces from Syria, while keeping only 400 troops.

There are “voices in the Trump administration and in the U.S. Congress that are calling against this withdrawal and warned from its consequences in enabling the Russian and Iranian influence,” Kurdish official Mohamad said.

Russia and Iran, two staunch supporters of the Syrian regime of President Bashar al-Assad, have a strong military presence in Syria since the beginning of the civil war in 2011.

### US CONGRESS LETTER

Last month, nearly 400 U.S. lawmakers, Republican and Democratic, sent a letter to President Trump urging him to remain engaged in the Syrian conflict.

The letter emphasized on protecting Israel’s security, putting more pressure on Russia, Iran and Iranian proxies, and preventing terrorist



FILE -- A member of U.S.-backed Syrian Democratic Forces (SDF) watches over people who were evacuated out of the last territory held by Islamic State militants, outside Baghouz, Syria, March 5, 2019.

groups from re-emerging in ungoverned territory in Syria.

“The conflict in Syria is complicated, and the potential solutions are not perfect, but our only choice is to advance policies that can stop the growing threats to U.S. interests, Israel, and regional security and stability,” the letter said.

“This strategy requires American leadership,” it added.

The Syrian regime opposes the American involvement in Syria, calling the presences of U.S. forces in parts of the country illegal.

Some analysts like Bassam Abu Abdullah, a Damascus-based political analyst and former professor of international relations at Damascus University, charge that U.S. policy in Syria solely focuses supporting Kurdish autonomy in Syria’s northeast.

“The U.S. should look after its own interests instead of Israel’s. This can be achieved by withdrawing its troops from Syria and allowing Syrians to decide their fate for themselves through local elections,” Abu Abdullah told VOA.

He added that the battle on the ground will determine the course of the situation in Syria as Syrian regime troops are pushing to rid rebel groups from their last stronghold in Idlib province.

### US ENGAGEMENT NECESSARY

Some Syrian experts believe the U.S. involvement in any peace process in Syria is key to putting an end to Syria’s civil war that has been raging since 2011.

Radwan Ziadeh, a senior fellow at Arab Center in Washington, said that a clear U.S. vision in Syria is essential to guarantee effective results.

“The Trump administration has to link the end of extremist groups in Syria with a political transition without al-Assad regime in Damascus,” Ziadeh told VOA.

Since the beginning of the conflict, the U.S. has supported different peace initiatives, including multiple U.N.-sponsored, intra-Syrian talks in Geneva, that have yet to yield any significant outcomes.

Major disagreements among regional and international powers involved in the Syrian conflict have delayed the talks.

Mohammed al-Abdallah, the director of the Washington-based Syria Justice and Accountability Center, believes that the U.S. should take the lead to begin a “breakthrough in the political negotiations” in Syria.

“The U.S. needs to generate some trust and confidence in the political process that includes putting pressure to release detainees, stopping the military action in Idlib, and working toward stopping the expropriation of people’s properties so people can return to their homes,” al-Abdallah told VOA.

According to the U.N., half of Syria’s prewar population of 22 million has been displaced inside Syria and in the region. ●

# États-Unis - Iran : la double impasse



Le guide suprême iranien l'Ayatollah Ali Khamenei inspecte un système "3 Khordad" qui aurait servi à abattre un drone américain le 20 juin selon l'agence de presse Fars. La photo n'est pas datée.

PHOTO / FARS NEWS via REUTERS



Le général de brigade Amirali Hajzadeh, chef de la force aérospatiale des gardiens de la révolution, devant des « débris » du drone américain. Meghdad Madadi/Tasnim News/AFP

## ANALYSE

Anthony SAMRANI

L'Orient-Le Jour - Beyrouth

22/06/2019

www.lorientlejour.com

**Le président Donald Trump a annulé in extremis le 20 juin des représailles militaires contre l'Iran qui, un peu plus tôt, avait abattu un drone américain. Aucun des deux pays ne veut la guerre, analyse le journal libanais L'Orient-Le Jour, mais chaque surenchère dans cette "partie de poker menteur" risque de déclencher un conflit qui aurait des répercussions dans tout le Moyen-Orient.**

Ni les États-Unis ni l'Iran ne veulent la guerre. Mais leurs stratégies respectives ont pour principal effet de faire monter l'escalade et d'augmenter ainsi les risques de conflit.

Les objectifs américains sont clairs : faire plier l'Iran pour l'obliger à renoncer durablement à son programme nucléaire, à ses missiles balistiques et à son interventionnisme dans les pays arabes. Mais le plan est pour l'instant loin de fonctionner. L'Iran subit une pression maximale du fait des sanctions

américaines, une arme extrêmement puissante, qui fait peser une menace sur la stabilité du régime à moyen terme. Mais cette politique d'étouffement renforce la position du clan des durs au sein du régime iranien et radicalise ainsi le comportement de l'Iran sur la scène régionale. Non seulement Téhéran n'a pas reculé d'un iota dans la région au cours de ces derniers mois, mais il a au contraire un comportement plus agressif – en témoignent les attaques sur les tankers dans le Golfe qui lui sont attribuées – pour montrer qu'il ne se laissera pas étrangler sans réagir. "Voilà le coût de votre politique", disent en somme les Iraniens aux Américains, en faisant constamment monter la pression et en misant sur le fait que le président américain n'est pas véritablement prêt à entrer en guerre dans une région dont il cherche à se désengager. La guerre ou la poursuite de l'escalade iranienne : pour les Américains, c'est une impasse.

## LES AMÉRICAINS SONT PRÊTS À RÉPONDRE MILITAIREMENT

La stratégie iranienne est logique et calculée, mais elle n'en reste pas moins très risquée. Les États-Unis, tout comme le reste de la communauté internationale, ne peuvent pas tolérer indéfiniment leurs attaques dans le Golfe sans réagir. En quittant l'accord nucléaire et en menaçant le trafic pétrolier dans le Golfe, les Iraniens poussent les Européens dans les bras américains.

Sans pour autant obtenir de concessions de la part des Américains, ils prennent le risque de les obliger à mettre leurs menaces à exécution pour des questions de crédibilité sur la scène internationale.

L'étouffement ou la guerre : la stratégie iranienne mène également à une impasse.

Les dernières 48 heures pourraient prêter à sourire si les enjeux n'étaient pas aussi graves. Le revirement du président américain, qui dit avoir annulé in extremis des frappes de représailles sur l'Iran après avoir estimé qu'elles seraient "disproportionnées" – 150 morts contre un drone! –, semble avoir pour objectif de faire comprendre aux Iraniens que les Américains sont prêts et ont les moyens de répondre militairement à l'escalade iranienne. Le fait que le drone américain abattu jeudi par les Iraniens ait survolé, ou en tout cas effleuré, le territoire iranien participe sans doute de la même logique.

## LE BÂTON ET LA CAROTTE DE TRUMP

Américains et Iraniens jouent tous deux une partie de poker menteur où chaque surenchère peut déclencher un conflit qui aura des répercussions dans tout le Moyen-Orient. Loin d'être dissuasives, les frappes américaines, si tant est qu'elles aient vraiment été ordonnées dans un premier temps, auraient sans doute suscité une réponse immédiate de la part des

Iraniens et ainsi déclenché une escalade incontrôlable. Chaque bombage de torse entraîne une réaction réciproque de la part de l'adversaire sans que personne ne soit en mesure de parvenir à ses objectifs.

Donald Trump menace d'utiliser son bâton juste avant de sortir sa carotte : une proposition de dialogue avec le guide suprême l'ayatollah Khamenei ou avec le président Rohani sans conditions préalables. Il répète exactement la même stratégie utilisée avec la Corée du Nord qui a abouti à la tenue de deux sommets Kim-Trump, qui ont eu le mérite de calmer le jeu à défaut d'avoir le moindre résultat concret. Les Iraniens vont-ils saisir la main américaine? Il y a de quoi en douter. Ils auraient intérêt à faire retomber la pression et à écarter à court et moyen terme le risque de guerre. Mais contrairement au leader nord-coréen Kim Jong-un, les dirigeants iraniens n'ont pas grand-chose à gagner, en termes d'image, d'une négociation en tête à tête avec les Américains, d'autant plus qu'ils ont pu constater que, malgré la négociation, les sanctions contre la Corée du Nord n'avaient pas été levées. ■

Dans cette histoire, Donald Trump joue sa crédibilité sur les scènes interne et internationale. Mais le régime iranien, lui, joue sa survie.

# Imamoglu fait chuter Erdogan à Istanbul

Le candidat de l'opposition a gagné l'élection municipale dans la ville où le président turc a bâti son pouvoir.

ANNE ANDLAUER  
ISTANBUL

**TURQUIE** Recep Tayyip Erdogan avait prévenu ses partisans en août 2017. « Si nous calons à Istanbul, nous trébucherons en Turquie. Mais si nous tenons fermement Istanbul, alors aucune force ne pourra nous détruire, ni en Turquie, ni dans le monde. » Il est encore beaucoup trop tôt pour prédire l'avenir politique du chef de l'État, au pouvoir depuis 17 ans, mais ses craintes se sont confirmées : dimanche soir, son Parti de la justice et du développement (AKP) a « calé » à Istanbul.

L'ancien premier ministre Binali Yildirim, candidat de l'AKP à la Mairie de la plus grande ville turque, a échoué face à l'opposant Ekrem Imamoglu, que peu de Stambouliotes connaissaient il y a six mois. Selon des résultats non officiels, alors que la quasi-totalité des bulletins avaient été dépouillés dimanche, ce dernier l'emportait avec 54 % des suffrages, contre 45,1 % pour son rival.

« C'est une nouvelle page, un nouveau début pour Istanbul, a lancé Ekrem Imamoglu à l'annonce des résultats. Toute la Turquie a gagné et bientôt, croyez-moi, tout le monde le ressentira », a promis l'opposant, dans un message aux électeurs du parti au pouvoir et à son candidat, Binali Yildirim, qui venait de le féliciter depuis le siège stambouliote de l'AKP. Recep Tayyip Erdogan lui a emboîté le pas, saluant laconiquement « la manifestation de la volonté nationale ».

Pour le parti du président, la défaite est d'autant plus dure que c'est la deuxième en deux mois. Lors d'un premier vote, le 31 mars, Ekrem Imamoglu avait dominé le scrutin de 13729 voix dans une mégapole de 10,5 millions d'électeurs. Arguant d'irrégularités, Recep Tayyip Erdogan avait pesé de tout son poids pour obtenir un nouveau vote, qu'il comptait bien gagner. Ce fut une erreur tactique, peut-être la plus lourde de sa carrière politique. Non seulement l'AKP a perdu, mais l'écart s'est considérablement creusé entre les deux scrutins. Ekrem Imamoglu triomphe, cette fois-ci, avec plus de 770 000 voix d'avance.

Le taux de participation (84 %) est resté inchangé. Le pouvoir a échoué à mobiliser ses électeurs, notamment ceux de la classe moyenne qui votaient AKP, moins par idéologie que par intérêt économique, et qui ont vu leur pouvoir d'achat chuter ces dernières années.



Le président Erdogan (à gauche) et le nouveau maire de la ville, Ekrem Imamoglu (à l'extrémité droite) accompagnés de leur femme lors du vote, dimanche à Istanbul.

## 54 % des suffrages

ont été obtenus par Ekrem Imamoglu (CHP) contre 45,1 % pour son rival Binali Yildirim (AKP), selon des résultats non officiels

De son côté, Ekrem Imamoglu a bénéficié du retrait de quelques petits candidats de la gauche et du centre, et du sentiment d'injustice qu'avait suscité - bien au-delà des rangs de l'opposition - l'invalidation de sa première victoire. L'homme politique de 49 ans, membre du Parti républicain du peuple (CHP) et maire depuis cinq ans d'un arrondissement d'Istanbul, a dérouter tous les stratèges du parti au pouvoir en imposant un style auquel Recep Tayyip Erdogan n'était pas habitué.

Le chef de l'État turc est un boxeur de la politique, dopé aux polémiques, à la provocation et au coup d'éclat permanent. Ceux qui ont essayé de monter sur son ring pour livrer un combat frontal s'y sont cassé les dents. Muharrem Ince, principal rival d'Erdogan à la présidentielle de juin 2018, était tombé dans le piège, avant de sombrer dans l'oubli. Ekrem Imamoglu, au contraire, a évité comme il l'a pu d'entrer dans ces querelles, se forgeant une image d'homme combatif mais calme. L'opposition, qui promet depuis des années de redonner aux Turcs un peu de sérénité, l'a fait pour la première fois avec un candidat... serein. Il fallait y penser.

### Dynamique anti-AKP

Mais l'attitude n'explique pas tout. Jamais Ekrem Imamoglu n'aurait remporté cette victoire sans l'alliance scellée entre sa

formation sociale-démocrate et les nationalistes du Bon Parti (Iyi). Et jamais cette alliance ne l'aurait emporté sans l'appui des prokurdes du Parti démocratique des peuples (HDP), qui ne présentait pas de candidat et avait appelé à voter Imamoglu. Quelques jours avant le scrutin, le pouvoir avait pourtant joué son va-tout pour convaincre les Kurdes : Abdullah Öcalan, le chef emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dans un message avait appelé les électeurs du HDP à s'abstenir dimanche. La plupart ne l'ont pas écouté.

Ekrem Imamoglu a donc bénéficié d'une dynamique anti-AKP. Il doit sa conquête d'Istanbul au renfort d'électeurs qui ont au moins autant voté pour lui qu'ils ont voté contre Recep Tayyip Erdogan et son régime hyperprésidentiel. Un régime aussi puissant politiquement qu'il semble impuissant à régler les problèmes économiques dont souffrent la plupart des Turcs.

Cette union d'intérêt des anti-Erdogan autour d'un visage crédible, c'est l'équation gagnante que recherchait l'opposition depuis presque 20 ans. Et que beaucoup rêvent déjà d'appliquer à toute la Turquie. ■

# The Kurds: A New Way of Leveraging Iran



Iranian-backed Hashd al Shaabi fighters in Kurdistan's Sinjar region. Photo: File.



**OPINION**  
By Franc Milburn  
June 24, 2019  
www.algemeiner.com

The Trump administration's sanctions and shows of force against Iran have thus far only elicited the usual defiance and threats from Tehran, which is reportedly accelerating production of enriched uranium, is not in compliance with the Iran nuclear deal (JCPOA) — according to the Americans — and is still seeking illegal technology for WMD.

Meanwhile, the Europeans led by Germany continue to appease the Islamist regime in Tehran, despite the revelation that its Hezbollah proxy was engaging in terror activity in the UK shortly after the conclusion of the 2015 JCPOA. Despite wishful thinking, insightful analysis indicates that sanctions are unlikely to cause Iran to behave properly, break Hezbollah, or affect Iraqi proxies funded by Baghdad.

Pressure on Iran does work, but it needs to be the right kind of pressure. There are plenty of kinetic options for targeting Iranian assets and proxies without ground forces, but the administration does not want war in the Gulf. Tehran knows this, and is continuing its malign activity in the grey zone of plausible deniability, using proxies and covert operations.

How, then, to curb Iranian threats to Gulf allies, regional trade, and Israel? What can be done about Tehran's WMD, ballistic missile, proxy, and terror activities, support for Assad's genocide, its hostage-taking, and malign regional and global activities, that will not involve the use of ground forces or cause high-intensity conflict and soaring oil prices?

There is relatively little open source analysis on clandestine operations short of direct open conflict — exactly the kind of grey area in which Iran prefers to operate due to its relative conventional military weakness compared to the US, Israel, and the Gulf states. Analysis is also thin on how to go about this, what the end game should be, and what consequences might ensue.

Because the regime in Tehran came to power through revolution, survival is its primary objective, and counterrevolution its greatest

fear. To pressure Iran and bolster deterrence, the US should leverage this fear through psy-ops, cyber warfare, economic warfare, and covert action.

The last of these could include instigating and supporting rural and urban insurgency with lethal aid for anti-regime groups, assassination of regime figures, and sabotage of critical infrastructure. Such thinking has resurfaced recently, advocating "low-profile, deniable actions" to impose significant costs on Iran, complicate Tehran's cost/risk analysis, and demonstrate that other actors can utilize plausible deniability. The regime would be forced to divert significant resources and attention from malign regional activities to internal security, and would accordingly have less inclination to misbehave.

There are a number of important considerations here. Which internal opposition groups would be suitable candidates for external support? Which external actors would provide that support, and what forms could it take? What would be the likely ramifications of possible unintended consequences, like total state collapse or retaliatory regime terror operations, missile launches, and/or adventurism from Hezbollah against Israel? It was not so long ago that the current US national security adviser was advocating provision of assistance to the whole range of minorities in Iran, unions, and other groups. One prominent US think tank posited regime change during Iran's 2017-18 civil unrest, and an uprising in Tehran was another suggestion — something President Trump has signaled he does not want.

Some policy recommendations can be discounted on grounds of cost-benefit analysis and likelihood of success in forcing Iran towards desired behavior without unintended consequences. Any student of coups and counter-coups will appreciate that taking and holding Tehran, in the absence of external invasion forces, would require the Artesh (regular Iranian army) or IRGC to use their tanks — assuming coup preparations were not discovered (and coup preparations by nature tend to be conspiratorial activities). There would have to be fuel, munitions, and logistics available, with air support, to prevent a counter-coup.

In December 2017, an Iran-based Al Qaeda-

linked jihadist group claimed to have targeted an oil pipeline in Iran's southwestern Khuzestan province. These militants are normally associated with attacks in the southeastern Sistan and Baluchistan province bordering Pakistan, where other Sunni radicals operate. Tehran blamed the usual suspects — the US, Saudi Arabia, Israel, and the UK — for supporting the Baluch insurgency and others, including the Mujahedeen-e-Khalq. Riyadh would be unlikely to support Iran's Baluch militants, who have sought sanctuary in Pakistan, a close ally with its own Baluch problem.

Iran's western Zagros Mountains and the Iranian Kurd militias operating there present a major geostrategic vulnerability for Tehran. The Zagros have been the Persians' Achilles heel from Alexander to the Anglo-Soviet invasion, the Iranian revolution, the Iran-Iraq war, and the US occupation of Iraq.

**Iran's Kurds straddle a region of vital importance for a number of reasons:**

- territorial defense
- prevention of Kurdistan Regional Government (KRG) independence
- consolidation of a northern corridor through PKK and PJAK (an Iranian Kurd PKK-aligned group) chokepoints to allies Syria and Hezbollah as part of Iran's land bridge to the Mediterranean
- long-term strategic competition with Turkey for influence
- cross-border infiltration of terrorist proxies from Iranian havens
- destabilization operations and facilitation of illicit trade, including energy and arms proliferation.

For years, the regime projected the likes of Ansar al-Islam, Al-Qaeda Kurdistan battalions, and Abdullah Azzam Brigades into the Kurdistan Region of Iraq (KRI) and Iraq itself. It is therefore somewhat ironic that some of these militant Sunni Kurds would later turn to ISIS and attack Tehran.

It is not just the physical security of the Zagros that concerns Iran's rulers. The Zagros represent a key element of Tehran's domination of disparate ethno-religious groups, a region it has long struggled to subjugate and a black hole sucking up military and financial resources needed elsewhere.

External support for Iran's Kurds would complicate the situation considerably. One observer's assessment that "Iran's Kurds have never posed a serious threat to the regime" simply does not fit the historical evidence. Based upon on-the-ground primary research, this author has seen ample evidence of the combat effectiveness of Iranian Kurd groups operating in the mountains they know so intimately. The PJAK, which is consistently underestimated by external observers who take Tehran's propaganda at face value, fought and won a major defensive engagement in the summer of 2011 that resulted in hundreds of regular IRGC, Quds Force, and Iran-based Sunni militants killed. The PJAK not only blunted a major IRGC offensive but operated deep inside Iran to ambush military supply convoys, attack isolated IRGC outposts, and sabotage critical infrastructure, including the Tabriz-Ankara gas pipeline.

The terrain of the Zagros is infantry-intensive, and the bleeding of regime elite troops is ⇒

⇒ bad for both morale and appearances — especially as the regime claims it is divinely favored. Operations in the Zagros limit use of direct fire support by armor, require the investiture of significant indirect fire support, and make for difficult, vulnerable logistical trails in the mountains and far from the forward edge of the battle area. Fast-changing weather conditions and elevation make Iran's use of air power more problematic, especially if American aircraft are present and liable to respond from Iraqi airspace or the Gulf.

The regime will have been dismayed by contacts between the Americans and other Iranian Kurds. The PJAK remains terror-listed as a sop to America's increasingly bad ally Turkey, with the latter and Iran also designating the group and cooperating militarily against both the PKK and PJAK — although the EU has not listed the group and the US continues to support the Syrian Kurd YPG, which is another PKK/PJAK affiliate.

The various Iranian Kurd militias suffer the same inability as their ethnic kin in the KRI to unite, even in the face of combinations of stronger powers Iraq, Turkey, and Iran. However, they don't have to be united to be militarily effective, as they have demonstrated. PJAK appears to be patiently biding its time ahead of a future civil uprising in Kurdish majority areas, while the regime used the Kurdish referendum crisis to further pressure the KRG to end sanctuary for Tehran's enemies. PJAK and other groups will likely be ready to politically and militarily exploit any US-Iran conflict.

Overall, Iran's Kurds are the regime's most lethal internal pressure point, given their proven combat effectiveness, local knowledge, support networks, largely secular nature, gender-equality, democracy of sorts, lack of anti-Western antipathy, and focus on local autonomy and federalism in Kurd-majority areas.

The questions are what form external support might take and who would provide it. The Americans are without doubt the best placed to provide training and logistics, with possible financial contributions from GCC states, especially Saudi Arabia and the UAE.

The ideal situation would see a suitable number of US trainers deployed, a force protection element, a field hospital, and planeloads of weapons and cash, together with US airspace control along the KRI-Iran border and preparedness to take out Iranian aircraft and artillery systems engaging Iranian Kurd groups. The Kurds could use decent-rated advanced anti-armor systems (useful against vehicles, bunkers, and helicopters), plus secure communications, logistics, and rear areas, as well as intelligence and targeting packages. The combination of US intelligence assets and the Kurds' own HUMINT networks would be formidable, especially if one wanted to develop problems for Iran beyond rural insurgency and into the cities further down the line.

Political issues would be opposition from Baghdad and likely the KRG with its rival Erbil and Sulaymaniyah statelets, unless the latter were guaranteed long-term US protection from Baghdad, Tehran, and Ankara. Another problem is the American reputation, rightly or

wrongly, as a short-term friend likely to change policies and abandon allies (precedents would include the Sunni Awakening and the Syrian and Iraqi Kurds). Iran's Kurds are unlikely to be amenable to being used as pawns, when they have been playing the long game since the fall of the Mahabad Republic in 1946. The Americans would need to convince all players that they were in it for the long haul as the most powerful "tribe" in the region. A good start would be delisting the PJAK, which has never threatened Western interests. This would send a powerful message to Tehran.

The other option would be a much more clandestine operation to supply the Iranian Kurds through middlemen and/or by air, without the above-listed benefits of operating from secure areas in the KRI. At present, the Trump administration appears to want to ratchet up pressure on Iran without crossing key regime red lines, which is what arming and supporting the Kurds would signify. This would, however, constitute the strongest form of kinetic leverage over Tehran short of threatening direct intervention. ●

*Franc Milburn is a strategic adviser. He spent three years in the Kurdistan Region of Iraq advising oil and gas companies on geopolitical and security risks.*

*He is an alumnus of Sandhurst and the London School of Economics.*

*A version of this article was originally published by The BESA Center.*



June 30, 2019

## Iraq condemns Turkish 'acts of war' that killed 5 in the Kurdistan Region

Kosar Nawzad / June 30-2019  
www.kurdistan24.net

**ERBIL (Kurdistan 24)** – Iraq on Saturday condemned Turkey's two separate airstrikes last week in the Kurdistan Region that killed five civilians amid Ankara's ongoing incursion into the region in its fight against the Kurdistan Workers' Party (PKK).

"Iraq expresses its condemnation [of] the two Turkish air force bombings," the Ministry of Foreign Affairs said in a statement, stressing that Ankara should stop should violating Iraq's borders.

In two separate attacks on Wednesday and Thursday, Turkish jets bombarded border regions of Erbil Province, killing five civilians, injuring six others, and causing material damage.

Before the Foreign Ministry's comments, the Kurdistan Regional Government (KRG) released its own less strongly-worded statement in which it asked both Ankara and the PKK to put an end to their conflict in areas of the Kurdistan Region populated by civilians.

The Iraqi statement continued, "While we are keen to establish long-term strategic relations and to prevent acts emanating from Iraqi territory against the security of neighboring Turkey, we believe that unilateral acts of war violate Iraqi sovereignty and contradict the principles of good neighborliness that govern the relations between two countries and pose a serious violation of international humanitarian law."

The PKK has been engaged in a decades-long insurgency against Turkey over Kurdish rights and self-rule. Turkey, the United States, and the European Union all designate it as a "terrorist" organization.

In the past year, Turkey has carried out military operations against



PKK fighters based within the Kurdistan Region with continued regularity. Turkish forces have crossed into the region up to 20 kilometers deep in some areas to target the guerilla group.

Such attacks have led to the evacuation of many villagers from the Kurdistan Region as Ankara's warplanes continue to damage residential and agricultural lands, and, on occasion, kill civilian bystanders about whom there are no claims of PKK affiliation. Aggrieved locals have long urged both sides to take their conflict elsewhere.

"Whatever the circumstances and justifications," concluded Baghdad's Foreign Ministry, "we stress on the Turkish side the importance of stopping the bombing of Iraqi areas and the need to respect sovereignty, and mutual cooperation to ensure the security of the borders of the two countries." ◆

# Résurgence de Daech et autres menaces : les Kurdes d'Irak demandent l'aide du Canada

Par Stéphane Parent / 24 juin 2019  
www.rcinet.ca

La plus haute diplomate à Washington du gouvernement régional du Kurdistan, Bayan Sami Abdul Rahman, exhorte le gouvernement canadien à déployer un nouveau soutien militaire aux forces de sécurité kurdes en fournissant de l'équipement et de l'entraînement.

Ces forces de sécurité ont servi, pendant trois ans aux côtés des militaires canadiens dans la guerre contre Daech (groupe armé État islamique) suite à une montée de la violence entre les forces kurdes et celles du gouvernement irakien qui convoitait des territoires riches en pétrole au nord du pays.

En 2017, les forces spéciales canadiennes se sont retirées et cessé d'entraîner et conseiller les militaires kurdes. Mme Abdul Rahman explique que les forces kurdes ont cependant encore besoin d'entraînement et d'équipement pour continuer de défendre la région notamment contre une résurgence de Daech et que toute contribution du Canada serait la bienvenue.

Cette demande d'aide de la diplomate du

Kurdistan se produit alors que le gouvernement libéral de Justin Trudeau a récemment annoncé le prolongement de l'intervention canadienne en Irak jusqu'en 2021. L'objectif principal consiste à entraîner les forces militaires irakiennes, plutôt que kurdes, par l'entremise de l'OTAN et d'autres partenariats.

« Le Kurdistan a besoin d'une armée nationale unifiée et professionnelle, a commenté l'ambassadrice. Cette réforme est un projet à long terme... le Canada pourrait jouer un rôle dans plusieurs facettes du programme. »

Bayan Sami Abdul Rahman prie le Canada de rester attentif à ce qui se passe dans son pays, prévenant que la situation actuelle demeure extrêmement fragile malgré la défaite de Daech.

Bayan Sami Abdul Rahman affirme que les combattants de Daech qui continuent de rôder dans le pays, ou qui croupissent dans des camps d'internement avec leurs familles. Plus de 1,5 million de personnes sont aussi entassées dans des camps de réfugiés.

L'ambassadrice souligne que la communauté internationale a tendance à abandonner l'Irak à



Bayan Sami Abdul Rahman – Facebook

son sort après être intervenue pour résoudre une crise majeure, mais sans s'attarder à régler le problème à la source. ●

lepoint.fr 24 JUIN 2019

# Trois mois après la chute du "califat", l'EI continue de sévir en Syrie

Beyrouth (AFP) le 24/06/2019  
www.lepoint.fr/

Le groupe Etat islamique (EI) a perdu l'assise "califat" il y a trois mois mais des jihadistes continuent de perpétrer des attaques meurtrières et de semer le trouble dans plusieurs régions de Syrie, soulignent des experts.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) soutenues par la coalition internationale dirigée par Washington ont annoncé le 23 mars avoir éradiqué l'EI en Syrie, au terme d'une offensive de plusieurs mois contre son ultime bastion dans l'est du pays.

La reconquête par les FDS du village de Baghouz a marqué la fin du "califat" autoproclamé par l'organisation ultraradicale sur de vastes territoires à cheval entre la Syrie et l'Irak voisin.

Mais, tandis que les forces kurdes traquent les cellules dormantes du groupe dans le nord-est syrien, l'EI continue de lancer des attaques dans le pays en guerre.

L'EI "n'a jamais cessé de constituer une menace dans le nord et l'est de la Syrie", déclare à l'AFP Nicolas Heras, chercheur du Center for New American Security.

Ces trois derniers mois, il a revendiqué plusieurs opérations dans les zones reconquises par

les FDS, notamment des assassinats ciblés ainsi que des incendies dévastateurs dans des champs de blé.

Le 1er juin, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), un attentat à la voiture piégée a coûté la vie à dix civils et sept combattants des FDS à Raqa, qui fut la capitale de facto du "califat".

## "COEURS ET ESPRITS"

Le 9 avril, un autre attentat suicide, toujours à Raqa, avait fait 13 morts, principalement des civils.

"L'EI est engagé dans une lutte acharnée avec les Etats-Unis et les FDS pour gagner les coeurs et les esprits de la population arabe locale", avance M. Heras.

Un élément-clé, d'autant que les FDS sont dominées par des combattants kurdes alors que les zones reconquises sont majoritairement arabes.

Selon l'expert, des tactiques telles que les incendies et les assassinats rendent difficile la tâche de la reconstruction, et l'avènement d'un nouvel ordre. Elles visent à persuader les habitants qu'il n'existe aucune alternative viable à l'EI, ajoute-t-il.

Ailleurs dans le pays, les jihadistes demeurent aussi un casse-tête pour les autorités en place.



Les forces armées sont en lutte contre Daesh près de Mossoul, en Irak — ARIS MESSIS / AFP

Dans le vaste désert syrien, des embuscades et attaques récurrentes visent des forces du régime.

Selon l'OSDH, plus de 150 combattants loyalistes ont été tués en trois mois.

Les jihadistes sont également présents à Idleb (nord-ouest), où se trouve le dernier fief rebelle et jihadiste échappant au contrôle de Damas.

Et, sur internet, la machine de

► propagande de l'EI est toujours active, relayant notamment les actes perpétrés à l'étranger.

"Ce qui compte le plus, maintenant, c'est de convaincre les gens qu'ils sont là" pour longtemps, souligne l'analyste Hassan Hassan.

Ils veulent persuader "les recrues potentielles qu'ils ont un projet à long terme qui dépasse le simple territoire".

Les attentats au Sri Lanka, qui ont fait 258 morts le 21 avril, suivis de la réapparition pour la première fois en cinq ans du chef de l'EI Abou Bakr al-Baghdadi dans une vidéo le 29 avril, s'inscrivent dans le cadre de cette stratégie, d'après M. Hassan.

#### "RENOUER AVEC LA NORMALITÉ"

La coalition anti-EI reconnaît la persistance du danger.

"Le soi-disant califat physique est vaincu, mais Daech en tant qu'organisation ne l'est pas", dit le porte-parole de la coalition, Scott Rawlinson, utilisant un acronyme arabe de l'EI.

La semaine dernière, les FDS ont annoncé avoir arrêté plusieurs membres de l'organisation dans le cadre de deux opérations conjointes, à Deir Ezzor et Hassaké (nord-est).

La coalition internationale contribue aussi aux travaux de déminage et à la création de conseils militaires dans les villes reprises aux jihadistes.

Après Tal Abyad, Kobané et Tabqa, dans le Anord syrien, c'était au tour de Raqa de se doter la semaine dernière de son conseil militaire.

Objectif: "assurer la stabilité et renouer avec la normalité", explique M. Rawlinson à l'AFP.

"Ces initiatives (...) sont importantes pour garantir la défaite durable de Daech", relève-t-il. Selon Hassan Hassan, la coalition et ses alliés vont toutefois redoubler d'efforts.

"La crainte, c'est qu'avec le temps, l'EI soit capable de se réorganiser et que la coalition perde l'opportunité de changer profondément les choses, notamment en matière de gouvernance, note-t-il.

Selon l'expert, il est capital d'inclure dans la gestion des affaires courantes des membres des communautés arabes locales dotés d'une réelle influence.

La population "doit être associée au processus, dans la sécurité et la politique, et gérer ses propres zones sans avoir le sentiment d'être gouvernée" de l'extérieur. ●

LE FIGARO mardi 25 juin 2019

# La Turquie accroît la pression sur le gaz de Chypre

Deux navires turcs explorent des eaux relevant de la souveraineté du petit État européen.



navires de forage au large de Chypre ainsi que deux autres d'exploration, faisant fi des menaces de sanctions de l'Union européenne.

Le tiers nord de Chypre est occupé par quelque 30 000 soldats de l'armée turque depuis 1974. Ankara se dresse donc contre toute exploration et exploitation dans cette zone, pourtant considérée par la communauté internationale comme relevant de la souveraineté de Chypre, État membre de l'Union européenne.

Si le Yavuz, deuxième navire de forage turc, n'a pas commencé ses opérations, le Fatih, le premier, envoyé en mai dernier, l'aurait déjà fait et ce, dans une zone débordant sur la ZEE chypriote. Une manœuvre qui a entraîné la colère d'Alexis Tsipras. Le premier ministre grec a immédiatement convoqué un conseil extraordinaire autour du ministre de la Défense et a demandé l'intervention du Conseil européen.

#### Erdogan vise Macron

Or, la veille du sommet européen du 20 juin, Ankara a de nouveau menacé les États membres de l'UE. Dans une note, révélée par le journal chypriote *Phileletheros*, la Turquie estimerait « que les relations gréco-turques ainsi que la résolution du problème de division de Chypre se détérioreront si l'Union européenne intervient dans le dossier de la ZEE chypriote ». Elle précise aussi que son forage « est effectué sur le plateau continental turc qui a été octroyé par l'ONU en 2004 ». Ce qui

signifie que toutes les îles (grecques) et Chypre n'ont pas de ZEE. Recep Tayyip Erdogan a même fustigé Emmanuel Macron en affirmant que « le président français veut que nous nous retirions des recherches en Méditerranée orientale. Or nous sommes un garant à Chypre, tout comme la Grèce et le Royaume-Uni, mais vous, qui êtes-vous? », a-t-il lancé au président français lors d'une réunion pré-lectorale à Istanbul.

L'UE n'a pas cédé à la pression. Elle a demandé à Ankara de « faire preuve de retenue, de respecter les droits souverains de Chypre et de s'abstenir de toute action de ce type ». « C'est la première fois que le Conseil européen réagit aussi fermement, s'est félicité Alexis Tsipras, une décision aussi claire, assortie également de mesures ciblées, n'avait encore jamais été prise. » Le premier ministre grec est surtout rassuré. Et pour cause, Ankara envisage de s'attaquer à la ZEE grecque à présent, en visant l'île de Kastellorizo, la plus éloignée du port du Pirée. « N'y pensez même pas », prévient Alexis Tsipras. Le gouvernement grec a pourtant décidé de délivrer des permis de recherche dans sa propre ZEE. Ainsi, jeudi prochain, Total et ExxonMobil devraient se voir octroyer des licences au large de la Crète. Les forages pourraient commencer en 2022. En attendant, les yeux des gouvernements grecs et chypriotes sont fixés sur les 16 prochains forages prévus dans la ZEE chypriote d'ici à la fin de l'année destinés à confirmer si la zone renferme les volumes de gaz exploitables espérés. ■

ALEXIA KEFALAS @alexiakefalas  
ATHÈNES

**ÉNERGIE** La partie de poker géopolitique-énergétique entre la Grèce, Chypre et la Turquie prend un tournant dramatique en Méditerranée orientale. Au moment où Chypre - qui a découpé sa zone économique exclusive (ZEE) en treize

blocs - continue d'octroyer des permis d'exploration et de forages à des compagnies internationales comme l'américain ExxonMobil, le français Total ou l'italien ENI, Ankara gronde. La Turquie, voulant sa part dans la découverte des gisements gaziers dans les fonds marins chypriotes, multiplie les actions coups de poing. En moins de 48 heures, Ankara a envoyé deux

# Five lessons from the latest elections in Turkey

The full repercussions of Sunday's election may take years to fully understand, but some lessons are already clear.

By Howard Eissenstat - June 26, 2019  
www.washingtonpost.com

The weekend's election results were a stunning rebuke to Turkish President Recep Tayyip Erdogan. The clear victor in the new Istanbul municipal election was the Republican People's Party (CHP) candidate, Ekrem Imamoglu, overturning 25 years of governance by Erdogan's Justice and Development Party (AKP) or its precursors.

It is a turning point for the city of 15 million and, indeed, for all of Turkey. The full repercussions of Sunday's election may take years to fully understand, but some lessons are already clear.

## PESSIMISTS (LIKE ME) OVERSTATED OUR CASE

As elections became increasingly unfair and unfree, many scholars increasingly saw Turkey as a hybrid state, combining elections with authoritarian tools to limit effective opposition. I argued in 2018 that Erdogan coupled a need for contested elections with a determination to win them, even if it meant rigging the system.

On the whole, I stand by my argument, but the Istanbul election proved me wrong in three important ways. First, Erdogan's system required both a divided opposition and narrowly contested elections. In the 2019 municipal elections, the opposition was able to unify, making Erdogan's old system of divide and conquer harder to pull off.

Second, his system of electoral fixing, including harassment of opposition candidates, manipulation of voter rolls and control of the media has proved more difficult to maintain in local elections, particularly in major urban centers, than it has in national elections.

Third, while Erdogan proved willing to manipulate the election when the difference was narrow, by strong-arming the elections board to call new elections, he has so far proved unwilling to engage in more blatant rigging. Istanbul's voters appear to have punished Erdogan for tampering with the March 31 Istanbul election, when on Sunday, Imamoglu won in a landslide, carrying 54 percent of the popular vote and even winning majorities in longtime AKP strongholds.

## THE OPPOSITION GOT ITS ACT TOGETHER

Imamoglu exemplified new messaging that the CHP party recently embraced, becoming more open and engaging. Erdogan's AKP has succeeded on a language of militancy and resistance: Imamoglu offered Turkish voters a return to normalcy, emphasizing service and tolerance. The voters liked it.

## IT'S THE ECONOMY, STUPID

Imamoglu's calls for good governance were persuasive because Turkey's economy is in shambles. Its official inflation rate is 19 percent, though the real inflation rate is probably much higher; it is facing a major debt crisis. While many have noted Turkey's political polarization, it is the economy that has historically been the best indicator of voter preferences. The AKP benefited in its early years from its reputation for economic growth. It is being punished for its failures now.

## KURDISH VOTERS VOTE THEIR INTEREST

Another reason the opposition succeeded in the 2019 municipal elections was that it brokered an effective deal among the main opposition parties, including the CHP, the pro-Kurdish People's Democratic Party (HDP) and the nationalist Good Party (Iyi). They are not natural allies. Many in the CHP and perhaps most in the İyi Party have viewed the HDP as little more than a front for the Kurdish Worker's Party (PKK), with which Turkey has been at war for decades. In the March 31 municipal elections, tacit HDP support for the opposition proved instrumental to opposition success.

To counter this, the AKP engaged in a remarkable attempt to win over Kurdish voters. The AKP mayoral candidate visited the Kurdish majority city of Diyarbakir as part of his pitch to Kurdish voters, and even managed to mumble a few words of Kurdish during his speech.

Then, with shocking cynicism, the government attempted to leverage jailed PKK leader, Abdullah Ocalan, who has languished largely in solitary confinement, for the past 20 years by allowing him visits with his lawyers and family. Ocalan issued a letter urging "neutrality" in the election. The HDP responded with statements praising Ocalan's bravery, and then ignored him. Kurdish voters apparently followed suit.

If the Turkish government wants to regain the Kurdish support that it has lost, it will need to develop a serious policy of rapprochement, not engage in cynical tokenism.

## ERDOGAN IS IN TROUBLE, BUT THE PATH TO A MORE DEMOCRATIC TURKEY IS PERILOUS

Erdogan's decision to force the election board to overturn the Istanbul election result was — shockingly — undertaken without any clear plan to ensure victory. The second loss exponentially compounded the political damage he suffered in the first defeat.

This failure of political decision-making is remarkable, but it is also emblematic of what Erdogan's rule has become. As his rule has become more personalized and as family members and sycophants have replaced technocrats and political partners,



*Turkish President Recep Tayyip Erdogan addresses his ruling party's parliament members in Ankara on Tuesday, two days after Ekrem Imamoglu, the candidate of the secular opposition Republican People's Party, won the election for mayor of*

his political compass is failing him.

Politically and economically, Turkey now lurches from crisis to crisis. The political opposition — as well as dissent within Erdogan's own alliance — is likely to become more aggressive.

Erdogan's authoritarianism has been predicated on the appearance of competition. His rule is unlikely to survive a free and fair competitive environment, nor would it be easy to maintain a fully repressive one for long.

Turkey's allies, foreign investors and voters could hope that Erdogan will correct course by re-creating the elements of statecraft that led him to success in the first place. Turkey has a wealth of technocrats he could draw on.

But it is unclear that Erdogan is mentally capable of making that shift. Moreover, it is likely that it would mean his political demise. A more open system would break AKP political dominance. Given the corruption and malfeasance that has marked Erdogan's rule, the risk of prison for himself and his coterie would be acute.

Alternately, Erdogan may double down on the repression that has come to mark his rule. He enjoys control over the judiciary and security services and has broad emergency powers. Yet this would only intensify Turkey's ongoing crisis. And, as Sunday's election makes clear, the Turkish public is unlikely to accept open dictatorship without a fight. ♦

*Howard Eissenstat is an associate professor of history at St. Lawrence University and nonresident senior fellow at the Project on Middle East Democracy.*



# Turkey mulls permanent military presence in northern Iraq

Turkey is considering setting up additional military infrastructure in Iraqi Kurdistan as its operations against militants there continue.



Metin Gurcan  
June 26, 2019  
www.al-monitor.com

Turkey is planning to maintain a permanent presence in northern Iraq in the aftermath of the ongoing land and air operations against the Kurdish militants there, security sources told Al-Monitor. Turkey's Operation Claw against outlawed Kurdish militants Iraqi Kurdistan's northern Hakurk region has been going on for nearly a month.

Hakurk is located on some 32,000 acres next to the Mount Qandil, the strategic headquarters of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK). The Kurdish peshmerga cannot control this area because of its rough terrain and harsh weather conditions. Turkey has said it has so far killed or captured 51 PKK militants and destroyed more than 100 shelters and logistics facilities in the region. Turkey along with most Western powers consider the PKK a terrorist organization.

More than 4,000 Turkish soldiers of two commando brigades and some special forces teams have joined the operation in which four Turkish soldiers have been killed.

Turkey's domestically produced surface-to-surface Bora missile was used for the first time in the operation backed by TB-2 armed drones and F-16s, all of them commanded from the Turkey's southeastern border province of Hakkari.

With Bora missiles and Turkey's Storm Howitzers deployed across the border, Ankara has boosted its 40-kilometer (27-mile) maximum range of fire to 280 kilometer (174 miles). Ankara is sure to use more Bora missiles against PKK targets in the future in its fight against terror in Iraq and Syria.

## The current Turkish operation has six targets:

- 1 contain Qandil's capability and eliminating PKK's logistical network in the region that is being used for infiltrating Turkey
- 2 diminish transnational illegal smuggling activities that allow the PKK to generate revenue
- 3 cut the group's logistic supply routes between northern Iraq and northern Syria under the control of PKK-affiliated Syrian Kurdish groups
- 4 diminish the PKK's influence over Sulaimaniyah and relieve the Kurdistan Regional Government (KRG) of related political and economic burdens
- 5 recruit Peshmerga forces for a joint operation to gain control of Hakurk and increase pressure on PKK's stronghold in Qandil
- 6 serve domestic politics, as the deadlock in northeast Syria means Ankara is at a standstill against the Syrian Kurdish forces there

Security sources Al-Monitor spoke with in Ankara say the Operation Claw resembles the 1997 Operation Dawn, in which some 6,000 Turkish soldiers and about 8,000 peshmerga took part. At the end of that operation, which went on for three months, the Turkish army with the support of Kurdish peshmerga set up military bases in northern Iraq. With that operation, in addition to the battalions already in the Iraqi Kurdistan towns of Kanimasi and Bamami, Turkey erected special forces bases in areas of Zakhko, Duhok, Batufa, Begova, Ahmadiyah and Shiledza. The deployment also enabled the Turkish army to form three defensive lines against the PKK at Gara Mountain, Metina Mountain and Zap-Avasin Basyan regions, severely limiting the PKK's mobility in northern Iraq.

A well-placed security source who didn't want to be identified it's difficult to deploy and operate in Hakurk with its harsh weather and tough terrain, which may explain why Ankara is planning to stay for the long term in the region and not rely on hit-and-run strikes as it did in the 2008 Sun



Turkish tanks control the center of the medieval Kurdish town of Amadiya, July 13, 2004. REUTERS/Sasa Kralj RCS/DBP

## Operation.

The security source said Ankara plans to establish a small security zone at PKK-controlled Hakurk through this operation and with the active support of the Kurds of Erbil and approval of Baghdad. The zone is intended to restrict PKK's mobility and contribute to Turkey's border security.

"We know that neither Baghdad nor Erbil have the strength to expel the PKK from Hakurk on their own," the source told Al-Monitor.

Sources Al-Monitor consulted said in future phases of Operation Claw, the Turkish army and peshmerga forces may carry out joint military operations just like in 1997 and after the PKK is routed, the region may be placed under peshmerga control. They pointed out that Operation Claw was launched immediately after the Ankara visits of Iraqi President Barham Salih and Prime Minister Adil Abdul Mahdi at the end of May. Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu attended the inauguration ceremony of new KRG President Nechirvan Barzani.

It is obvious that Erbil fully supports Turkey's Hakurk operation but Baghdad has remained silent.

The security sources also pointed out economic aspects of Operation Claw. Noting that both Ankara and Erbil are keen to develop bilateral economic ties, Operation Claw also has the goal of developing permanent commerce between Kurdish Sulaimaniyah and Turkish military zones. As in Operation Dawn, Turkish special forces and peshmerga will secure the roads and the Sulaimaniyah-Derecik (Hakkari) link could help create a lucrative economic basin.

But three important factors could make Ankara's mission difficult. First there is the Turkish military's manpower problems, with its already overstretched commando and special forces units. Another question is how far Erbil's Kurdish peshmerga will support Ankara's demand for close cooperation and even joint operations against the PKK in the field. Finally, winter conditions will prevail after October. ♦

*Metin Gurcan is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse. He served in Afghanistan, Kazakhstan, Kyrgyzstan and Iraq as a Turkish military adviser from 2002 to 2008. After resigning from the military, he became an Istanbul-based independent security analyst. Gurcan obtained his PhD in 2016 with a dissertation on changes in the Turkish military over the preceding decade. He has published extensively in Turkish and foreign academic journals, and his book "What Went Wrong in Afghanistan: Understanding Counterinsurgency in Tribalized, Rural, Muslim Environments" was published in August 2016. On Twitter: @Metin4020*

# « Les Iraniens font le choix de l'escalade »

Adel Al-Jubeir, chef de la diplomatie saoudien, affiche son soutien à Washington contre Téhéran



Le ministre des affaires étrangères saoudien, Adel Al-Jubeir, le 30 mai, à Djedda (Arabie saoudite). BANDAR ALDANDANI/AFP

## ENTRETIEN

**L**e ministre des affaires étrangères saoudien, Adel Al-Jubeir, a rencontré à Paris, dimanche 23 juin, son homologue français, Jean-Yves Le Drian, pour évoquer la situation dans le Golfe et la montée des tensions entre les Etats-Unis et l'Iran. Dans un entretien accordé au *Monde*, il a évoqué cette crise qui risque de déboucher sur un conflit direct entre Washington et Téhéran.

### Pensez-vous qu'une guerre est possible dans le Golfe ?

J'espère que non. Nous avons dit que nous voulions éviter une guerre à tout prix, comme les Américains. Ce sont les Iraniens qui font le choix de l'escalade. Vous ne pouvez pas attaquer des navires dans le Golfe, vous ne pouvez pas attaquer des pipelines, vous ne pouvez pas fournir des missiles balistiques à des groupes terroristes comme les houthistes [*les insurgés chiites en guerre contre le gouvernement yéménite*] pour qu'ils s'en servent contre l'Arabie saoudite. Mais nous avons le devoir de riposter si nous sommes attaqués. Aujourd'hui, l'Iran est sous le coup de sévères sanctions économiques. Ces sanctions seront renforcées. Si l'Iran continue ses politiques agressives, il devra en payer le prix.

### Que peut faire la France ?

Tout le monde veut éviter une guerre parce que les conséquences en seraient catastrophiques. Mais, en même temps, tout le monde a pris conscience du fait que la politique iranienne doit changer et que Téhéran ne peut plus continuer comme cela. Nombre de pays ont tenté de délivrer ce

message aux Iraniens. La France avec un envoyé ; le Japon avec son premier ministre. Mais que s'est-il passé ? Le jour où le premier ministre japonais s'est rendu en Iran, un tanker japonais a été attaqué. Cela n'est pas le comportement d'un pays qui voudrait faire baisser la tension. Mais plus le monde parlera d'une même voix, plus le message qui parviendra à l'Iran sera puissant. Assez, c'est assez. Nous avons une cause et un effet. La cause, c'est l'agressivité iranienne. L'effet, c'est ce que le monde est en train de mettre en place aujourd'hui vis-à-vis de l'Iran. Cela s'arrêtera quand l'Iran changera de comportement.

### L'accord sur le nucléaire iranien est-il mort ?

Cet accord était un mauvais accord, notamment parce que les limitations en matière d'enrichissement d'uranium deviendront caduques douze ans après sa signature, en juillet 2015. Cela veut dire que l'Iran peut être en position d'avoir des capacités illimitées en matière d'enrichissement à cette date, et donc être à même de développer une capacité nucléaire très rapidement s'il en fait le choix. Nous étions opposés à cet accord sur ces bases-là. Nous pensons aussi que les inspections doivent être plus rigoureuses.

Mais le plus important est que cet accord n'a pas répondu à deux autres questions fondamentales. L'Iran a violé les résolutions du Conseil de sécurité [*des Nations unies*] en matière de développement de missiles balistiques et de prolifération balistique au profit d'organisations terroristes comme le Hezbollah [*mouvement chiite libanais*] et des houthistes. Et il y a ses volontés de déstabilisation et ses interférences dans la politique intérieure des pays de la

région. Le nucléaire, les missiles et le terrorisme sont liés. Or, cet accord ne répondait pas à deux de ces trois problématiques.

Pour changer le comportement de l'Iran et le forcer à devenir un pays normal, ces trois éléments doivent être mis sur la table ensemble. Quand le président Trump a annoncé son retrait de l'accord il y a un an, nous étions le premier pays à le soutenir.

### N'est-ce pas un peu étrange, pour vous, d'être dans le même camp qu'Israël sur cette question ?

Je pense que cela montre bien à quel point cet accord était rejeté par tout le monde au Moyen-Orient : les Emiratis, les Bahreïn... Tout le monde a applaudi le choix de M. Trump de s'en retirer. Nous voulons des actes, pas des mots. Nous avons discuté presque quarante ans avec l'Iran, et cela ne nous a menés nulle part.

### Que pensez-vous de l'attitude de la France, qui cherche à sauver cet accord ?

Si vous pouvez amender cet accord, le rendre plus efficace et faire en sorte d'être sûr que Téhéran n'aura jamais de capacité nucléaire, je pense que le président Trump vous soutiendra. Quand l'administration Trump est arrivée, elle a pris contact avec ses partenaires européens pour régler les défauts de cet accord. Mais les discussions ont été très lentes. Un an et demi plus tard, quand M. Trump a déclaré qu'il en avait assez, il a également dit qu'il était prêt à discuter avec les Iraniens pour renégocier un meilleur accord. La réponse iranienne a été d'attaquer des tankers dans le Golfe...

### Pensez-vous que les sanctions

### seront suffisantes pour convaincre les Iraniens de retourner à la table des négociations ?

Les sanctions qui ont été imposées à l'Iran sont extrêmement, extrêmement sévères. Ses exportations d'hydrocarbures se sont effondrées. Sa monnaie s'effondre, l'inflation s'envole. Les tensions à l'intérieur même du pays s'intensifient, et cela va empirer. Si l'Iran veut éviter d'autres sanctions, il doit changer de politique. Tel est le message. Personne ne parle de changer le régime. Notre message aux Iraniens est : changez de politique et devenez un pays normal. Jusqu'ici, la mesure est du côté des Etats-Unis et de ses alliés, l'escalade est voulue par les Iraniens. Si l'Iran continue dans cette voie, le résultat sera une catastrophe.

### Que répondez-vous aux accusations de l'enquête menée par Agnès Callamard, rapporteuse de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires, à propos de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi ?

Nous pensons qu'elle n'avait pas le mandat pour un tel rapport, et ce d'autant plus que, d'entrée de jeu, son parti pris était celui d'une culpabilité de Riyad au plus haut niveau. De longue date, elle a des positions négatives à l'encontre de l'Arabie saoudite. Ce rapport n'aura néanmoins, je crois, guère d'effet, car il se fonde sur des informations de presse et des témoignages anonymes. Il est en outre plein de contradictions et de contre-vérités, affirmant, par exemple, qu'il faut arrêter le procès, où sont jugés les onze accusés, parce qu'il se déroule en secret. Or, c'est faux : des représentants de pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, mais aussi de la Turquie et

d'autres pays encore, ainsi que des ONG, assistent aux audiences.

Il s'agit d'un citoyen saoudien qui a été assassiné par d'autres ressortissants saoudiens, agissant hors de toute fonction officielle dans des locaux saoudiens à l'étranger. Nous avons le droit et le devoir de mener ce processus judiciaire à son terme. Nous avons les capacités de juger ces accusés, dont cinq sont passibles de la peine de mort. Nous voulons que les responsables répondent de leur crime. Mais nous devons aussi faire en sorte que de telles choses ne puissent plus se reproduire, en faisant des changements dans le fonctionnement de nos services de sécurité.

### Les critiques contre Riyad sont toujours plus fortes dans les pays occidentaux. Pourquoi ?

C'est vrai, les opinions publiques occidentales nous demandent des comptes, notamment sur la guerre au Yémen, sur des questions intérieures ou sur les droits de l'homme. Il y a une part de responsabilité qui nous revient. Nous devons faire plus pour expliquer les défis auxquels nous avons à répondre, et ce qu'est notre vision de l'avenir de l'Arabie saoudite.

### Et sur le conflit au Yémen ?

Les gens ont oublié que nous

## « Si un Etat ne veut pas nous vendre de matériel de défense, c'est son problème »

n'avons pas déclenché cette guerre qui avait commencé neuf mois avant notre intervention quand les rebelles houthistes se sont emparés de la capitale, Sanaa.

Regardons aussi ce qui s'est passé depuis, dans la conduite de la guerre, alors que nous avons essayé de limiter les dommages collatéraux. Les rebelles houthistes utilisent des enfants-soldats et ils mettent des mines partout. Ils empêchent l'OMS de vacciner les Yéménites contre le choléra avec les vaccins que nous avons payés. Ils lancent des missiles – plus de 200 à ce jour – contre des villes saoudiennes. A cause de l'insécurité régnant dans les régions sous contrôle houthiste, le Programme alimentaire mondial des Nations Unies a renoncé aux distributions de vivres pour les populations civiles qui en ont désespérément besoin... Mais à chaque fois c'est nous, et nous seuls, que l'on blâme.

### La suspension des exporta-

tions de matériel militaire pouvant servir au Yémen, décidée par exemple en Allemagne ou au Royaume-Uni, vous inquiète-t-elle ?

Ces décisions sont dictées à chaque fois par des impératifs de

politique intérieure. Nous continuerons à acheter le matériel de défense le plus sophistiqué possible afin de protéger notre pays et notre peuple. Si un Etat ne veut pas nous le vendre, c'est son problème. Avec la France, nous avons de fortes relations de sécurité, de fortes relations économiques et une forte relation politique.

### La conférence de Bahreïn pour favoriser les investissements dans les territoires palestiniens, qui se tient mardi 25 juin et mercredi 26 juin. N'est-elle pas substitut à un véritable accord politique ?

L'objectif de cette conférence est d'améliorer les conditions de vie des Palestiniens, qui sont aux abois, et que les tensions vont ainsi se réduire. Cela ouvre un espace pour des négociations entre les dirigeants des deux camps. John Kerry, quand il était secrétaire d'Etat, avait compris cela. Cela n'est pas acheter la paix. Il ne s'agit en aucun cas de contraindre les Palestiniens à accepter un ac-

cord dont ils ne veulent pas et un lien du genre : vous acceptez ça et vous recevrez ça.

La résolution du conflit passe par un accord politique. Elle doit se baser sur l'initiative arabe de paix de 2002, et les résolutions de l'ONU, afin d'arriver à la création d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. C'est notre position. C'est celle du monde musulman. C'est celle de la France et de l'Europe...

### Mais ce n'est pas celle de l'administration Trump ?

Si le plan qui sera proposé par Washington ne plaît pas aux Palestiniens, ils le refuseront. Ce sont eux les premiers concernés et nous les soutiendrons, quelle que soit la décision qu'ils prendront. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
MARC SEMO ET MADJID ZERROUKY

## Le Monde MARDI 25 JUIN 2019

# Cyberattaques américaines contre des lanceurs de missiles iraniens

Les Etats-Unis ont lancé, jeudi 20 juin, une double attaque contre des systèmes informatiques contrôlant des lanceurs de missiles iraniens, ainsi que contre ceux d'une unité de renseignement. Cette unité, dont l'identité n'a pas été précisée, est soupçonnée d'avoir participé au sabotage de six navires pétroliers en mer d'Oman depuis la mi-mai.

Signe d'une volonté de maintenir une pression militaire sur Téhéran, cette attaque, révélée samedi par *Yahoo! News* et le *New York Times*, a été validée par le président Trump. Elle faisait suite à son renoncement en extremis à lancer des frappes aériennes contre des batteries de missiles et des radars iraniens, en réplique à l'attaque d'un drone de surveillance américain dans le golfe Persique, le 20 juin.

Planifiée depuis des semaines, cette attaque informatique, d'une ampleur limitée, avait été conçue comme une réponse aux sabotages de tankers attribués par Washington à l'Iran. Le ministre iranien des télécommunications, Mohammad-Javad Azari Jahromi, a affirmé lundi qu'elle avait échoué.

Cette opération a lieu alors que l'Iran intensifie ses attaques informatiques aux Etats-Unis, selon Christopher C. Krebs, directeur de l'Agence de cybersécurité au sein du département de la sécurité intérieure. Des hackers soupçonnés d'être associés à l'Etat iranien ont lancé des vagues de courriels de hameçonnage contre des agences gouvernementales américaines, et contre des entreprises privées liées aux secteurs financier et pétrolier, selon les compagnies de sé-

curité CrowdStrike et FireEye.

Cette campagne paraît avoir débuté peu après que l'administration Trump a adopté de nouvelles sanctions contre le secteur pétrolier iranien, en mai. La télévision d'Etat iranienne a par ailleurs annoncé, samedi, que Téhéran avait fait exécuter un sous-traitant du ministère de la défense, Jalal Haji Zavar, accusé d'espionnage au profit de l'Agence centrale de renseignement (CIA), à une date inconnue.

### Armée « prête à frapper »

Samedi, le président Trump a dit apprécier le fait que l'Iran ait frappé un simple drone, le 20 juin, et non un avion américain avec son équipage. Il affirmait pouvoir devenir « le meilleur ami » de l'Iran, si le pays renonçait à construire des armes nucléaires. Le

renseignement américain estime pourtant que l'Iran a mis à l'arrêt son programme militaire supposé dès 2003, avant d'abandonner l'essentiel de ses travaux nucléaires en 2015, en signant l'accord international que M. Trump a dénoncé en 2018.

Dans le même temps, le conseiller à la sécurité nationale américain, John Bolton, et le secrétaire d'Etat, Mike Pompeo, partisans d'un changement de régime à Téhéran, ont multiplié au fil du week-end les mises en garde martiales.

En visite en Israël, M. Bolton a rappelé que « personne n'a accordé de permis de chasse [aux Iraniens] au Proche-Orient. Comme l'a dit le président Trump jeudi, notre armée est reconstruite (...) et prête à frapper ». M. Pompeo, qui s'est envolé pour Riyad dimanche, a par ailleurs rappelé que Washington entendait adopter de nouvelles sanctions contre l'Iran dès lundi, sans en préciser la nature. ■

LOUIS IMBERT

# ISTANBUL : LE PARI PERDU D'ERDOGAN

## ÉDITORIAL **M**

L'éclatante victoire d'Ekrem İmamoğlu, le candidat du Parti républicain du peuple (CHP), la principale force d'opposition turque, élu maire d'Istanbul, dimanche 23 juin, avec neuf points d'avance, ne constitue pas seulement un cinglant revers pour le président, Recep Tayyip Erdoğan. Elle est aussi lourde de menaces pour l'avenir politique du leader islamiste dont le parti, l'AKP (Parti de la justice et du développement), règne sans partage sur la Turquie depuis novembre 2002.

Bien plus qu'une élection municipale, ce vote avait valeur de test pour la popularité de M. Erdoğan et de l'AKP, sur fond de graves difficultés économiques. Sous la pression de son entourage et après deux jours d'hésitation, le président turc avait décidé d'imposer l'annulation de l'élection d'Ekrem İmamoğlu, remportée de justesse, le 31 mars, avec seulement 13 000 voix d'avance sur quelque 10 millions de votants. M. Erdoğan a perdu son pari. Son virage autoritaire et

nationaliste a effacé l'image de libéral européen de ses débuts et l'a coupé des parties les plus dynamiques de la société turque, en particulier des classes moyennes urbaines. Pour l'emporter, cette fois, au vu de l'avance en voix du candidat de l'opposition, le régime aurait dû avoir recours à des fraudes massives.

Pour celui que ses partisans surnomment encore le « reis », il s'agit d'une double défaite. M. Erdoğan, qui avait commencé son ascension politique comme maire de la métropole du Bosphore, aime à rappeler que « remporter Istanbul, c'est remporter la Turquie ». Perdre cette ville qui concentre un bon tiers de la richesse nationale, c'est aussi, pour le parti au pouvoir, perdre des ressources précieuses pour nourrir entrepreneurs amis et clientèles électorales.

Cet échec est d'autant plus amer pour le président Erdoğan qu'en imposant de rejouer le match, il a mis en selle son challenger pour la prochaine présidentielle de 2023. Celle-ci aura valeur de symbole : elle aura lieu l'année du centenaire de la République laïque, créée sur les décombres de l'Empire ottoman par Mustafa Kemal, en s'inspirant du modèle jacobin.

Inconnu du grand public il y a trois mois, lorsqu'il était simple maire d'arrondissement, Ekrem İmamoğlu est devenu avec ce second scrutin, remporté beaucoup plus largement que le premier, le leader à même de réunir toutes les oppositions, comme il l'a fait dimanche. Laïc sans être laïc, libéral et de centre gauche, né dans une famille plutôt conservatrice de Trabzon, sur la mer Noire, il a été capable de rassembler les suffrages des déçus de l'AKP aussi bien que

ceux de la gauche et des Kurdes. Méprisés, réprimés, les Kurdes, parmi lesquels de nombreux élus et maires sont emprisonnés, ont un poids électoral déterminant. Ils ont clairement choisi l'opposition.

Pour la première fois depuis 2002, cette autre Turquie, qui dit non à Erdoğan et qui représente une bonne moitié de l'électorat, a trouvé la figure charismatique autour de laquelle faire bloc. Malgré la répression qui a suivi le coup d'État manqué de juillet 2016, avec 55 000 arrestations et 150 000 fonctionnaires limogés, la société civile turque a résisté. L'autoritarisme n'est pas invincible. Nul doute que le message des électeurs d'Istanbul résonnera dans un certain nombre de capitales contrôlées, elles aussi, par des « hommes forts ». Le meilleur verrouillage de l'organisation des élections, notamment locales, ne met pas nécessairement à l'abri d'une mauvaise surprise dans les urnes. ■

LE REGARD DE PLANTU

"Qui contrôle Istanbul contrôle la Turquie!" ERDOGAN



Ahval

JUNE 29, 2019

## Trump says he prevented Erdoğan wipe out Kurds in Syria

<http://ahval.co/en-51860> / June 29, 2019

U.S. President Donald Trump said on Saturday that his Turkish counterpart Recep Tayyip Erdoğan had wanted to wipe out Kurds in Syria, who helped United States' fight against the Islamic State (ISIS), but had given up the idea after Trump had told the Turkish president he could not do it.

"He has a problem with Kurds and everybody knows it," Trump said about Erdoğan in a press conference in Osaka where the two leaders met on the sidelines of the G-20 summit. "And he had 65,000 men, army, on the border and he was going to wipe out Kurds," he said.

Referring to Kurdish People's Protection Units (YPG), which Ankara sees as an extension of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), Trump said Kurds helped United States to fight against ISIS.

"And I called him, and asked him not to do it. I guess, they (Kurds) are natural enemies of his, or Turkey's, and he has not done it," the U.S. president said. "Then I said he (Erdoğan) can not do it".

Trump announced the withdrawal of U.S. troops in Syria, after Erdoğan said in November that Turkey would launch a military operation against Kurdish forces in Syria on the east of Euphrates River. Washington later said it would only withdraw half of some 2,000 troops in Syria.

Washington and Ankara has been negotiating for months the establishment of a safe zone in northern Syria along the Turkish border.

Trump said the two NATO allies are also working together on Idlib



province, the last major rebel-held enclave in Syria.

Turkey and Russia in September agreed on a deal on Idlib. Turkey assumed the responsibility to create a demilitarised buffer zone and remove extremist fighters such as those belonging to Tahrir al-Sham (HTS), one of the most powerful opposition groups remaining in the province.

Syria and ally Russia intensified air raids and artillery fire in late April against HTS and other jihadist groups in Idlib, which is home to around three million internally displaced people according to UN figures.

"We are working on Idlib province. Because he (Erdoğan) did not want to see three million people killed, neither do I, in Syria," Trump said.

Trump said he had talked also with the Russian President Vladimir Putin about the situation in Idlib. "They have 30,000 terrorists in Idlib province. Getting terrorists is ok. But you cannot kill three million people to get terrorists," he said. ■

## Iraqi Special Forces Kill 14 ISIS Militants in Country's North

24 June, 2019 Baghdad- Asharq Al-Awsat

Iraqi special forces say they have conducted an operation near the northern city of Kirkuk in which they killed 14 members of the ISIS group.

A statement from Iraqi Counterterrorism Forces on Monday says that during the operation, Iraqi forces received support from warplanes of the US-led coalition

The statement says the operation, just south of Kirkuk, lasted for two days and included Iraqi special forces rappelling from helicopters.

Although Iraq declared victory against ISIS in July 2017, the extremists have since been trying to mount a guerrilla-style insurgency, going into hiding and staging surprise attacks in different parts of the country. ♦



*Iraqi Special Forces soldiers walk on a street during a battle with ISIS fighters in Mosul | REUTERS*



June 28, 2019

## Archaeologists uncover ancient palace of the Mittani Empire in Kurdistan Region



**Aerial view of Kemune Palace from the west. University of Tübingen, eScience Center, and Kurdistan Archaeology Organization**



**Terrace wall on the western side of Kemune Palace. (Photo: University of Tübingen and Kurdistan Archaeology Organization)**

Wladimir van Wilgenburg June 28-2019  
www.kurdistan24.net

ERBIL (Kurdistan 24) — German and Kurdish archaeologists have uncovered a 3,400-year-old Bronze Age palace on the eastern bank of the Tigris River in one of the most important recent archeological finds in the region, the Tübingen University said on Thursday.

German-Kurdish research team came upon a surprising discovery as ruins emerge from the waters of the Tigris River.

“The find is one of the most important archaeological discoveries in the region in recent decades and illustrates the success of the Kurdish-German cooperation,” Kurdish archaeologist Hasan Ahmed Qasim noted.

The site of Kemune on the eastern Tigris can be dated to the time of the Mittani Empire, which dominated large parts of northern Mesopotamia and Syria from the 15th to the 14th century BCE.

The Mittani Empire is a kingdom of the Ancient Near East, but has not received the same levels of attention as other more significant ones.

Last autumn, decreasing water levels in the Mosul Dam reservoir due to draughts unexpectedly brought to light remains of an ancient city.

The area had been flooded following the construction of the Mosul Dam in the mid-1980s.

Archeologists has already discovered the site in 2010, but were unable to

excavate it.

Only last year, due to a lack of rainfall and water, archeologists were able to launch a spontaneous rescue excavation of the ruins exposed by the receding water levels.

The research was headed by Dr. Hasan Ahmed Qasim (Duhok) and Dr. Ivana Puljiz (Tübingen), as a joint project between the University of Tübingen and the Kurdistan Archaeology Organization (KAO) in cooperation with the Duhok Directorate of Antiquities.

“The Mittani Empire is one of the least researched empires of the Ancient Near East,” Ivana Puljiz of the Tübingen Institute for Ancient Near Eastern Studies (IANES) said.

“Information on palaces of the Mittani Period is so far only available from Tell Brak in Syria and from the cities of Nuzi and Alalakh, both located on the periphery of the empire.”

Puljiz explained that even the capital of the Mittani Empire has not been identified “beyond doubt.”

“The discovery of a Mittani palace in Kemune is therefore of great importance for archaeology,” she added.

The archaeologists now hope to obtain new information about the politics, economy, and history of the empire by studying cuneiform tablets discovered in the palace. ♦

# U.S. seeks ways to stop Iran short of war

WASHINGTON

BY JULIAN E. BARNES,  
ERIC SCHMITT  
AND THOMAS GIBBONS-NEFF

American intelligence and military officers are working on additional clandestine plans to counter Iranian aggression in the Persian Gulf, pushed by the White House to develop new options that could help deter Tehran without escalating tensions into a full-out conventional war, according to current and former officials.

The goal is to develop operations that are similar to cyberattacks conducted on Thursday and that echo the shadow war the United States has accused Tehran of carrying out with attacks on oil tankers in the Middle East, according to American officials briefed on the effort. Iran maintains that it was not responsible for the attacks on the tankers.

The cyberattacks were aimed at an Iranian intelligence group that American officials believe was behind attacks on tankers in the Persian Gulf region. The American operation was intended to take down the computers and networks used by the intelligence group, at least temporarily. A separate online operation was aimed at taking out computers that control Iranian missile launches.

The White House has told military and intelligence officials it also wants options in line with the kind of operations conducted by Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps, the officials said.

President Trump has made clear he believes that, at this point, a direct strike would be escalatory, although he has repeatedly warned Iran against further aggression.

Intelligence and military officials have told White House policymakers, including Mr. Trump, that without an additional American response, Iran will continue to destabilize the region.

Some senior national security officials agree that further action against Iran is needed, but they are divided about how public that action needs to be.

Officials did not provide specifics about the secret operations under consideration by the White House. But they could include a wide range of activities such as additional cyberattacks, clandestine operations aimed at disabling boats used by Iranians to conduct shipping attacks, and covert operations inside Iran aimed at fomenting more un-



US CENTRAL COMMAND, VIA AGENCE FRANCE-PRESSE — GETTY IMAGES

A video released this month by the United States reportedly showed an Iranian patrol boat in the Gulf of Oman approaching a tanker to remove an unexploded mine.

rest. The United States might also look for ways to divide or undermine the effectiveness of Iranian proxy groups, officials said. The officials spoke on condition of anonymity to discuss sensitive, confidential administration planning.

The C.I.A. has longstanding secret plans for responding to Iranian provocations. Senior officials have discussed with the White House options for expanded covert operations by the agency.

One former American military commander said a range of options that the Pentagon and the C.I.A. could pursue could keep Iran off balance but would not have "crystal-clear attribution" to the United States. An American operation that was not publicly announced could still deter further action by Tehran, if Iran understood what United States operatives had done, the former officer said.

The types of responses the United States could undertake are broad if America is willing to use the same tactics that Iran has mastered, said Sean McFate, a professor at the National Defense University and the author of "The New Rules of War."

"If we want to fight back, do it in the shadows," he said.

Mr. McFate said the United States could put a bounty on Iran's paramilitary and proxy forces. That would create an incentive for mercenary forces to take on Hezbollah and other Iranian proxies in Middle Eastern countries. American intelligence forces also could find new ways to assist existing protests against the Iranian government. Such

efforts could include spreading information, either embarrassing truths or deliberate false rumors, aimed at undermining the support that Iran's elites have for the country's leaders, he said. The United States could also look at ways to make protests by Iran's labor movement more effective at weakening the government.

Current and former officials say that Iran's alleged covert attacks against shipping and its downing of an American drone are an attempt to try to raise pressure on the United States. Iran, they say, hopes that by sowing chaos in the Persian Gulf it can drive up oil prices, which will put pressure on Mr. Trump and American allies dependent on Middle Eastern oil. Iran maintains that the drone it shot down had violated its airspace; American officials insist it had been over international waters.

"From the Iranian perspective, unconventional attacks, threats against gulf shipping and air routes and bellicose rhetoric represent the best ways to pressure the international community to compel the U.S. to relieve sanctions without igniting a conventional conflict," said Norman T. Roule, a former national intelligence manager for Iran and a C.I.A. Middle East expert.

Some officials believe that to halt Iran's aggressions the United States needs to master the kind of deniable, shadowy techniques Tehran has perfected. Others think that, while helpful, such clandestine attacks will not be enough to reassure American allies or deter Iran.

➤ Iran will probably pause its activities for a time, senior American officials said. But with sanctions biting, they said Iran would again resume attacks on shipping. That would force the White House to consider a direct military strike.

The Iranians have much greater capability to strike back in the cyber realm than they did a decade ago. Their foray into American banks in 2012 and 2013 was, in retrospect, a training exercise. When the Department of Homeland Security issued a warning on Saturday about Iranian cyberthreats, it described much greater capabilities.

Iran's "cyber corps" has now had years of training in causing damaging attacks, like the one it conducted on a Las Vegas casino and other targets in the United States.

Mr. Roule, the C.I.A. expert, agreed the United States response needed to be public and clear. "The best U.S. options will not be covert," he said. "Overt options send the strongest message of deterrence. Iran needs to know that the U.S. — supported by the international community — will not tolerate its behavior."

Mr. Trump has been stung by criticism about his decision to call off the strikes after the Iranian drone attack.

### The Pentagon and the C.I.A. could pursue options that could keep Iran off balance but not be traceable to America.

But the president believes covert operations by the C.I.A. and the military's Cyber Command will demonstrate his resolve as commander in chief, a senior administration official said.

The president is eager to avoid a messy shooting war with Iran, which he believes would violate his campaign promise to keep America out of protracted conflicts in the Middle East. A shadow war would reduce the exposure of American troops and, if Iran was unsure of whether the United States or its allies were responsible, its response could be muted.

Authoritarian powers like Iran have an easier time with hybrid conflicts built on deceptions and falsehoods.

For example, Russian tactics in Crimea and eastern Ukraine in 2014 demonstrated the effectiveness of hybrid warfare in a post-Cold War era. Russia was able to leverage confusion, obfuscation and violence to achieve geopolitical gains.

Russian special forces without insignia, the so-called little green men, helped Moscow seize Crimea. And Russian-backed separatists, commanded by Russian military officers, have effectively cut off eastern Ukraine from the rest of the country, despite international outcry.

Iran has its own track record of using hybrid tactics, mostly through the use of its proxy forces in Iraq, Syria, Yemen



MECHDAD MADADI/AGENCE FRANCE PRESSE — GETTY IMAGES

**Gen. Amir Ali Hajizadeh of Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps showing debris from the downed American drone. Iran said the drone had entered Iranian airspace.**



ATIA KENAR/AGENCE FRANCE PRESSE — GETTY IMAGES

**A wall at the former United States Embassy in Tehran. Despite repeated calls for dialogue from Western governments, Iran and the United States have not agreed to talks.**

and elsewhere.

After the American invasion of Iraq in 2003, Iran became adept at striking the United States without provoking a direct response. Tehran's militia proxy forces regularly fired rockets at American bases in Iraq, and Iran flooded the battlefield with a particularly deadly form of roadside bomb that penetrated some of the best American military armor.

In past decades, the United States was much better at thinly veiled, shadow operations. During the Cold War, the United States regularly used unconventional tactics, proxy forces and its intelligence agency to keep adversaries off balance.

The C.I.A. began mining Nicaraguan harbors in 1984: The nominally covert, but well publicized, operations were not aimed at sinking ships. Instead, the agency's real target was the international insurance markets.

The Reagan administration, which was backing the Contra rebels, hoped raising insurance rates would reduce shipping, raising prices on critical goods and increasing public pressure on the

leftist Nicaraguan government.

Iran's strikes on tankers in recent weeks echo that old C.I.A. operation, current and former officials said. After initial strikes on tankers last month, Lloyd's of London, the international insurance company, announced it would effectively raise insurance rates for the entire Persian Gulf.

Reviving America's old tactics and finding a way to copy Iran's new ones could be the best way to try to halt Tehran's current campaign, said Mr. McFate, the professor at the National Defense University.

The defensive measure the United States has taken, including deploying an aircraft carrier and Patriot missile batteries to the region, have not halted Iran's activities.

Iran is playing by the new rules, he said, "while we are using the obsolete ones, and wonder why Iran's behavior is not changing."

*John Ismay and David E. Sanger contributed reporting.*

# Dialogue russo-américain sur le rôle de l'Iran en Syrie

Lors d'une rare réunion organisée mardi à Jérusalem, les deux puissances ont évoqué l'influence régionale de Téhéran.



Autour de Benjamin Netanyahu, le conseiller à la Sécurité nationale de la Maison-Blanche John Bolton (deuxième à gauche) et ses homologues russe, Nikolai Patrushev (à droite), et israélien, Meir Ben-Shabbat, se sont retrouvés mardi à Jérusalem pour discuter de la sécurité au Proche-Orient.  
MENACHEM KAHANA/AFP

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

**MOYEN-ORIENT** Poussé par l'État d'Israël, Washington veut convaincre la Russie de bouter l'Iran hors de Syrie. Ce scénario, au centre d'une rencontre inédite russo-américano-israélienne qui s'est tenue mardi à Jérusalem, a toutefois peu de chances de se réaliser. Pas à court terme du moins, comme l'a sous-entendu le participant russe à la trilatérale de Jérusalem, Nikolai Patrushev, secrétaire du conseil national de sécurité, qui a rappelé que les frappes israéliennes répétées contre des cibles iraniennes dans ce pays n'étaient « pas désirables ».

Et demain ? Une fois qu'Idlib, la dernière région aux mains des rebelles anti-Assad, sera repassée dans le giron de l'État syrien - « mais ce sera long », prévient un proche de Bachar el-Assad - et après un retrait américain du Nord-Est syrien, un recul iranien pourrait être négociable, en contrepartie toutefois du maintien au pouvoir d'Assad. Mais on en est encore loin.

Dans l'équation syrienne, la relation entre Russes et Iraniens - qui ont permis à Assad de sauver son pouvoir à partir de 2015 - est l'une des principales inconnues. Les opposants syriens exagèrent en général les tensions entre ces alliés, tandis que les prorégime les minimisent. Une chose paraît sûre : les frictions se multiplient au fur et à mesure qu'approche l'issue de la guerre. Mais ces tensions restent tactiques, sans atteindre la stratégie commune qui repose sur un objectif partagé entre Moscou et Téhéran : leur antimécanisme et le souci de réduire l'influence des États-Unis au Moyen-Orient.

## L'influence des milices

En mai, des médias syriens ont rapporté que la police militaire russe avait effectué un raid contre des milices pro-iraniennes stationnées à l'aéroport d'Alep, la grande ville du nord de la Syrie. Plusieurs de leurs responsables auraient été arrêtés. Des tensions ont également été relevées plus à l'est dans le désert près de Deir ez-Zor, où, selon des images sa-

tellitaires, les forces pro-iraniennes, après s'être rapprochées de certaines tribus, chercheraient à établir un nouveau point de passage entre la ville syrienne d'Abu Kamal et al-Qaem, en Irak, là où Daech a été défait par la coalition internationale et ses alliés arabo-kurdes.

Aux côtés des hommes du Hezbollah, son allié libanais, et face aux 2 000 soldats américains déployés dans le Nord-Est avec les Kurdes et dans la base d'al-Tanf, à la frontière jordanienne, l'Iran a dépêché en Syrie de nombreux instructeurs issus du corps des gardiens de la révolution. Via leurs relais, Russie et Iran se partagent des zones d'influence. Mais si elle maîtrise le ciel, la Russie est dépendante des forces pro-iraniennes - Hezbollah, milices chiïtes irakiennes ou afghanes - qui tiennent le terrain. Depuis un certain temps déjà, Moscou cherche à réduire l'influence de ces milices, qui sont absentes de l'actuelle bataille d'Idlib, conduite par Damas et l'aviation russe.

Depuis longtemps, Russes et Iraniens divergent sur le modus operandi de leurs hommes. « L'Iran et le Hezbollah ont tendance à travailler sous leur propre commandement, et l'armée syrienne s'en méfie, confie un opposant en exil. Les Russes, eux, demandent l'intégration de leurs alliés dans l'armée syrienne ».

Moscou a toujours privilégié la refonte de l'armée, seule à même de garantir l'intégrité territoriale du pays, un des principaux objectifs russes en Syrie. Moscou, qui a créé le 5<sup>e</sup> corps d'armée, cherche à placer le plus de haut gradés qui lui sont fidèles. La Russie dispose déjà de solides alliés comme Suhail al-Hassan, surnommé « le Tigre », en pointe dans les combats d'Idlib. Mais, de son côté, Téhéran peut compter sur Maher el-Assad, le frère de Bachar, à la tête de la IV<sup>e</sup> division. Les Iraniens sont également impliqués dans la protection personnelle du leader syrien et de son palais, sur les hauteurs du mont Qassioun à Damas. Et chacun de ces acteurs voudra peser dans la Syrie de demain.

## La bataille des contrats

Faute de ressources financières, Assad a dû progressivement concéder à Moscou et Téhéran la gestion de nombreuses infrastructures stratégiques : ports, aéroport, mines de phosphates. Ce qui a alimenté la rivalité entre Russes et Iraniens pour la récolte des contrats. Après avoir voulu construire un complexe industriel à Tartous, sur la côte méditerranéenne, et s'être exposé au veto de Moscou qui y dispose d'un port, l'Iran s'est finalement rabattu sur Lattaquié, berceau de la famille Assad, où Téhéran devrait recevoir à partir d'octobre la gérance du port en partenariat avec la société syrienne Souria Holding et la compagnie française CMA-CGM. Tandis que la Russie a pris le contrôle des trois quarts des mines de phosphates, l'Iran a également remporté un important contrat de téléphonie mobile. Depuis le début du conflit, l'Iran fournissait une bonne partie du pétrole dont la Syrie a besoin, sachant que la majorité de ses puits sont sous le contrôle des forces arabo-kurdes, alliées des Américains dans le Nord-Est. Mais à partir de janvier, sous pression américaine, les tankers iraniens furent interdits d'accès au port de Baniyas, non loin de Lattaquié. Ce qui provoqua une crise du fioul qui alimenta le ressentiment, y compris chez de nombreux partisans de Bachar el-Assad. La Russie aurait pu venir au secours de son allié et lui fournir le pétrole nécessaire à son économie. Elle ne le fit pas. Mais depuis quelques semaines, des tankers contenant du pétrole iranien parviennent de nouveau à Baniyas, mais à bord de navires russes, se félicite le proche du raïs syrien. « Les Russes ont accepté, dit-il, cela a soulagé la population ». Une façon aussi de rappeler au leader syrien que son avenir dépend étroitement de son parrain russe.

Face à l'Iran, Moscou est le maître du jeu en Syrie. La Russie a laissé Israël frapper à de nombreuses reprises des infrastructures iraniennes. Peut-elle être le seul sauveur d'Assad, et donc celui qui décidera, in fine, de son sort ? Pas sûr. « Je n'ai jamais cru que la Russie se séparerait de l'Iran », observe Anna Borschhevskaya, chercheuse à la Fondation européenne pour la démocratie. ■



# A Téhéran, une stratégie de tension calculée

## Les autorités iraniennes semblent prêtes à se risquer durablement dans l'escalade en cours avec les États-Unis

**L**e nouveau volet de sanctions décrété par Donald Trump, lundi 24 juin, contre l'Iran et son Guide suprême, Ali Khamenei, a été qualifié de « stérile » par Téhéran, qui dénonce une volonté de « fermer de façon permanente la voie de la diplomatie avec le gouvernement prêt à tout de Trump ». M. Trump a promis des sanctions contre le chef de la diplomatie, Mohammad Javad Zarif, un modéré. « En même temps que vous appelez à des négociations, vous cherchez à sanctionner le ministre des affaires étrangères ! Il est évident que vous mentez », a déclaré, mardi, le président, Hassan Rohani.

Mais Téhéran semble prêt à se risquer durablement dans l'escalade en cours avec les États-Unis. Jusqu'à provoquer un sentiment de vertige dans la population iranienne, en laissant craindre un dérapage vers une confrontation militaire. Alors que les incidents se multiplient autour du détroit d'Ormuz, et que l'Iran a annoncé sa volonté de rompre ses engagements nucléaires de juillet 2015, le pays s'installe dans une logique de tension, risquée mais calculée.

La presse conservatrice en donne la mesure, en moquant, depuis le 20 juin, la pusillanimité du président des États-Unis, Donald Trump, qui s'était résolu in extremis à ne pas répliquer par des frappes aériennes à la destruction d'un drone américain au-dessus du golfe Arabo-Persique. Téhéran a revendiqué ce tir, en affirmant que l'engin avait pénétré son espace aérien.

### Prévenir « une surenchère »

Depuis la mi-mai, Washington accuse l'Iran d'avoir saboté six navires pétroliers dans ces eaux stratégiques. Le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné ces attaques, lundi, sans désigner de coupable. Le Royaume-Uni avait quant à lui pointé Téhéran du doigt dès le 20 juin, comme, peu après, la chancelière allemande, Angela Merkel, avec plus de discrétion. Paris ne s'est pas prononcé, disant chercher à prévenir « une surenchère ».

L'Iran voit dans ces incidents

une manipulation des « faucons » au sein de l'administration américaine, partisans d'un changement de régime à Téhéran. Ils chercheraient un prétexte à provoquer une guerre, aiguillonnés par leurs alliés régionaux, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et Israël. Mais à en juger par les déclarations martiales des forces iraniennes, Téhéran paraît s'accommoder de ces tensions.

« Les dernières semaines montrent que l'Etat iranien est assez tolérant au risque. Le Pentagone perçoit cela comme une énorme erreur : les Iraniens surjouent leur main, ils sous-estiment la capacité de réponse américaine », estime Ariane Tabatabai, spécialiste de l'Iran à la Rand Corporation, un cercle de réflexion lié à l'armée américaine.

Si l'Iran a bien orchestré les attaques de tankers en mer d'Oman – ce qui reste à démontrer –, l'hypothèse d'une provocation perpétrée par des éléments isolés au sein des forces armées semble peu crédible. Une telle décision relève d'instances d'Etat collégiales, qui fixent les orientations stratégiques, et auxquelles participe la hiérarchie des gardiens de la révolution, la principale force du pays.

### Guerre économique

Jouant cartes sur table, le gouvernement iranien assume dans le même temps d'accélérer une autre crise, d'une plus large ampleur. Il a planifié et engagé une escalade sur le dossier nucléaire, en annonçant qu'il commencerait à se dégager de ses obligations en la matière d'ici au 7 juillet. Il promet de relancer ses centrifugeuses, de façon graduée et réversible, si les autres signataires de l'accord de 2015 ne modèrent pas l'effet des sanctions américaines.

Il y a là une logique : l'Iran fait face depuis le retrait américain de l'accord, en mai 2018, à une guerre économique. Ses exportations de pétrole se sont réduites à 300 000 barils par jour, selon deux compagnies spécialisées. Téhéran entend montrer à l'ad-



Le Guide iranien Ali Khamenei, tenant une arme pendant son sermon de l'Aïd-el-Fitr, le 5 juin à Téhéran, sur une photo de propagande. HO/AFP

### « L'IRAN CHERCHE À SE DONNER LES MOYENS D'ARRIVER UN JOUR À LA TABLE DES NÉGOCIATIONS LA TÊTE HAUTE »

ARIANE TABATABAI  
spécialiste de l'Iran

ministration Trump et à ses alliés que sa politique de « pression maximale » a un coût, tout comme pour le commerce maritime international et le marché pétrolier.

Cette démarche ne ferme cependant pas la voie à la diplomatie. « Les Iraniens cherchent à se donner les moyens d'arriver un jour à la table des négociations la tête haute : ils pourront affirmer qu'ils n'ont pas plié face à la pression américaine », note M<sup>me</sup> Tabatabai. La semaine passée, en conseil des ministres, le président modéré, Hassan Rohani, a ainsi dévoilé une liste de conditions à l'adresse de Washington.

Il exigeait une reconnaissance du régime, déjà en partie acceptée par Donald Trump, qui a souhaité voir le peuple iranien « prospérer » sous sa direction actuelle si un dialogue venait à aboutir. M. Rohani s'est également risqué à demander une levée des sanctions américaines, sans illusion. C'est lui qui avait dirigé les négociations de l'accord de Vienne, qui n'avaient effacé les précédentes sanctions internationales que plusieurs mois après sa signature, en janvier 2016.

### Tenir jusqu'à 2020

Pour l'heure, la République

islamique cherche surtout à tester la détermination de la Maison Blanche. « Les Iraniens parient que Trump n'ira pas au conflit. S'il bluffe, ils estiment qu'ils trouveront bien une sortie quelque part : une voie de négociation qui ne les condamnerait pas à la guerre ou à l'isolement, à devenir un nouveau Cuba ou la Corée du Nord », note un bon connaisseur du régime.

Téhéran note que Donald Trump a cessé de mentionner une liste de douze demandes maximalistes lancées par son administration en 2018. Le président américain dit se soucier avant tout d'un dialogue sur la question nucléaire... soit tout l'enjeu du « deal » honni de 2015.

Par ces provocations et ces appels du pied, Téhéran cherche, in fine, à masquer un attentisme désespéré. Les réserves de la banque centrale iranienne, estimées à 110 milliards de dollars (96 milliards d'euros), dont 50 milliards de dollars en cash, autorisent encore au moins deux ans d'importations d'Etat, malgré les sanctions, et des distributions de biens de première nécessité aux plus pauvres.

C'est assez pour tenir jusqu'à la présidentielle américaine de 2020, seul horizon de l'Etat iranien. Les factions iraniennes espèrent l'arrivée à la Maison Blanche d'un démocrate, plus sensible à leurs vues. Elles laissent à la population le temps de se résigner, dans le cas contraire, à un acte II de Donald Trump. ■

LOUIS IMBERT



# De 1979 à 2019, quarante années d'hostilités



Trois otages américains (à droite) retenus par des étudiants iraniens à l'ambassade des Etats-Unis, en 1979. A. ABBAS MAGNUM

**Depuis la révolution islamique, les relations entre l'Iran et les Etats-Unis ont toujours été ponctuées de déclarations agressives. Retour en six phrases clés sur quatre décennies de tensions.**

Donald Trump a fustigé dans un tweet, mardi, «la déclaration particulièrement insultante de l'Iran témoignant de son ignorance», en menaçant Téhéran de «représailles écrasantes». Le président iranien, Hassan Rohani, venait de parler de «troubles mentaux à la Maison Blanche» après l'annonce des dernières sanctions américaines. Ce dernier échange d'amabilités entre Washington et Téhéran n'est pas une nouveauté liée au style Trump. Gesticulations, vociférations, insultes et menaces sont depuis presque quarante ans devenues la norme dans les relations entre les deux pays, quels que soient les dirigeants américains ou iraniens. Depuis la révolution islamique de 1979 qui a écarté du pouvoir le chah d'Iran, grand ami des Américains, l'ancienne alliance s'est transformée en défiance permanente. La politique de confrontation avec les Etats-Unis permet depuis à l'Iran de rester juché au rang de principal adversaire de la première puissance mondiale, ce qui flatte son histoire et son opinion. Les Américains en retour n'ont jamais caché vouloir la perte de la République islamique qui s'oppose à leur politique et à leurs alliés au Moyen-Orient. Retour sur quatre décennies d'une obsession réciproque empreinte d'une certaine fascination.

## 1979 «Mort à l'Amérique, le Grand Satan»

Le slogan est scandé dès les premières manifestations massives qui mènent à la victoire de la révolution islamique en février 1979. Le geste joint à la parole met le feu aux drapeaux américains dans les rues iraniennes. Puis le 4 novembre, des étudiants se réclamant de «la ligne de l'imam Khomeiny», premier guide de la révolution, investissent l'ambassade américaine à Téhéran et prennent en otage les 53 diplomates qui s'y trouvent. Ils les détendront pendant quatre cent quarante-quatre jours avant de les libérer en janvier 1981, le jour de l'investiture de Ronald Reagan à la Maison Blanche. Le cadeau iranien au nouveau président se veut une dernière giflette à Jimmy Carter, coupable d'avoir donné l'asile au chah d'Iran sur le sol américain, et surtout d'avoir pris les premières sanctions économiques en cessant tout achat de pétrole iranien au lendemain de la prise de l'ambassade à Téhéran.

## 1988 «Des accusations sauvages de la part de l'Iran, aussi insultantes qu'absurdes»

Les mots sont de George Bush (père), vice-président de Ronald Reagan. Les Etats-Unis réfutaient leur responsabilité alors qu'un missile, tiré de leur croiseur dans le golfe Persique, venait d'abattre un Airbus de la compagnie Iran Air avec 290 personnes à bord. Les passagers étaient essentiellement des pèlerins iraniens se rendant à La Mecque. Les Américains ont prétendu que l'avion représentait une menace et n'avait pas répondu aux sommations de leur marine. Le drame se produit alors que la guerre entre l'Irak et l'Iran, démarrée en 1980, connaît une escalade meurtrière, qui poussera finalement

l'imam Khomeiny à «boire la coupe empoisonnée», en acceptant un cessez-le-feu qu'il avait jusque-là refusé à plusieurs occasions. La responsabilité américaine pour le tir sera établie en 1996 après une longue enquête internationale obligeant les Etats-Unis à payer des compensations aux familles iraniennes.

## 1998 «L'Iran n'a pas besoin de relations avec les Etats-Unis»

Comme pour tempérer les propos inhabituellement conciliants qu'il vient de tenir, Mohammed Khatami, récemment élu président de la République, prononce la phrase au cours d'une interview exceptionnelle sur CNN. Considéré comme un réformateur face aux ultraconservateurs de la République islamique, il fait par ailleurs l'éloge de «la civilisation américaine», condamne «fermement le terrorisme sous toutes ses formes» et affirme que «l'Iran n'est pas, et ne cherche pas à devenir, un Etat nucléaire». Rare moment de dégel dans les relations américano-iraniennes: la secrétaire d'Etat Madeleine Albright fait une proposition spectaculaire de normalisation des relations à Téhéran, après dix-

**Les Américains n'ont jamais caché vouloir la perte de la République islamique qui s'oppose à leur politique au Moyen-Orient.**

huit ans de rupture. Mais la détente sera de courte durée.

## 2002 «La Corée du Nord, l'Irak et l'Iran forment avec leurs alliés terroristes l'axe du mal»

La formule, devenue célèbre, est lancée par George W. Bush dans son discours sur l'état de l'Union en janvier 2002. Quelques mois après le 11 Septembre, il vient d'entamer sa guerre globale contre le terrorisme par une intervention en Afghanistan, avant l'invasion de l'Irak l'année suivante. Les Iraniens, choqués d'être inclus dans «l'axe du mal», renouent avec les invectives anti-américaines. Le président réformateur Khatami dénonce des «propos insultants et belliqueux», tandis que le guide suprême Ali Khamenei désigne Bush comme un «homme assoiffé de sang». Cette même année, un groupe d'opposition iranien révèle que Téhéran est en train de développer un programme nucléaire clandestin, y compris un centre d'enrichissement de l'uranium. Bush menace, en 2004: «Que le gouvernement iranien sache que nous sommes très inquiets d'in-

formations montrant qu'il cherche à accélérer la fabrication de matières qui pourraient mener à une arme atomique.»

**2005 «Israël doit être rayé de la carte»**

La première sortie provocatrice du président Mahmoud Ahmadinejad suscite un tollé international. Il y en aura beaucoup d'autres au cours des deux mandats du tribun populiste à la tête de l'Iran entre 2005 et 2013, qui mettra aussi en cause l'existence de l'Holocauste comme des attentats du 11 Septembre. «Les sionistes partiront et la domination américaine sur le monde prendra fin», déclare cet ami d'Hugo Chávez. Les discours d'Ahmadinejad en diverses occasions devant des milliers d'adeptes en noir sont ponctués des cris de «mort à Israël» et «mort à l'Amérique». Il incarne caricaturalement le danger d'un Iran qui pourrait posséder l'arme nucléaire. Para-

doxalement, c'est sous son mandat que Téhéran entame une marche arrière sur le nucléaire et se lance dans des négociations secrètes avec les Etats-Unis. «Les hommes politiques qui veulent la bombe nucléaire sont des attardés politiques», dit-il dès 2008 en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York. Affirmant que l'Iran n'avait pas besoin de bombe nucléaire, il avait commenté: «Si les armes nucléaires avaient quelque efficacité, elles auraient empêché l'effondrement de l'Union soviétique ou aidé les Etats-Unis à sortir d'Irak.»

**2017 «C'est l'un des deals les plus stupides que j'ai jamais vus...**

...où l'on rend 150 milliards à un pays, où on lui donne 1,7 milliard de dollars en liquide». Lors de cette déclaration au lendemain de son élection, Trump s'apprêtait à «déchirer l'accord» sur le nucléaire signé en 2015 au terme de longues années de négociations internationales. L'élection du président modéré Hassan Rohani, en septembre 2013, avait poussé Obama à engager le dialogue avec l'Iran après trente ans de rupture. La signature de l'accord sur le nucléaire en juillet 2015, validé par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, permet à Téhéran d'obtenir la levée d'une partie des sanctions internationales visant le pays. En échange, l'Iran accepte de limiter drastiquement son programme nucléaire et s'engage à ne jamais chercher à se doter de l'arme atomique. Le guide suprême Khamenei avait évoqué une «flexibilité héroïque» en acceptant les négociations. Obama salue un accord «historique qui démontre l'efficacité de la diplomatie». Ce court intermède d'entente entre les ennemis vieux de quarante ans est aujourd'hui au bord du gouffre.

HALA KODMANI



27 Juin 2019

# Iran Donald Trump coincé entre guerre et paix

**Le Président, tiraillé entre les bellicistes du gouvernement et le chef d'état-major plus modéré, enchaîne les déclarations contradictoires sur l'Iran.**

**A**u département d'Etat les faucons, au Pentagone les colombes. Derrière la caricature se cache une part de réalité: au sein de l'administration Trump, les plus va-t-en-guerre ne se trouvent pas au ministère de la Défense mais au cœur de l'appareil diplomatique et politique. Une inversion des normes particulièrement saillante sur le dossier iranien. Après la destruction, jeudi dernier, d'un drone américain par un missile iranien, des réunions ont eu lieu à la Maison Blanche pour déterminer la riposte.

«**Répuçant**». Selon plusieurs médias, elles ont mis en lumière les divisions dans l'entourage du Président: d'un côté le secrétaire d'Etat, Mike Pompeo, et le conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, faucons favorables à des frappes; de l'autre quelques voix modérées dont celle du général Joseph Dunford, chef

d'état-major des armées, réticent à engager le pays dans une escalade militaire à haut risque pour les troupes américaines. Après avoir approuvé le principe de frappes ciblées, Trump a finalement reculé, invoquant le risque d'un nombre trop élevé de victimes iraniennes, «disproportionné» par rapport à la perte d'un avion sans pilote. Selon le *Wall Street Journal*, il aurait aussi confié à un proche son désaccord avec ses conseillers les plus bellicistes: «Ces gens veulent nous entraîner dans une guerre, et c'est répugnant. Nous n'avons pas besoin d'autres guerres.» Elu sur la promesse de ne pas replonger dans l'interventionnisme des années Bush, Trump ne veut pas la guerre avec Téhéran. Sans pour autant l'exclure: «Nous sommes dans une position très forte si quelque chose devait arriver. Ça ne durerait pas très longtemps et je ne parle pas de troupes au sol», a-t-il déclaré mercredi. En attendant, sa stratégie de «pression maximale» sur l'Iran, à coups de sanctions censées asphyxier le régime pour le convaincre de négocier un accord plus contraignant que celui de 2015, ne porte pas les fruits espérés. Et semble à l'inverse augmenter le risque d'affrontement. D'autant qu'au Pentagone,

toute la hiérarchie ne partage pas la pondération du général Dunford.

A la tête, depuis fin mars, du commandement central de l'armée américaine (Centcom), qui supervise toutes les opérations au Moyen-Orient, le général Kenneth McKenzie dit avoir «un parti pris pour l'action». C'est lui qui, en mai, a réclamé et obtenu le déploiement d'un groupe aéronaval dans la région. Très hostile à l'Iran, il est en phase avec Bolton, avec qui il travaille étroitement. Les deux hommes tirent profit de la faiblesse de la hiérarchie civile au Pentagone depuis la démission, en décembre, du secrétaire à la Défense, James Mattis, opposé au retrait du deal iranien. Deux secrétaires par intérim, Patrick Shanahan puis, depuis quelques jours, Mark Esper, lui ont succédé. Trop peu expérimentés et influents, ils n'ont de toute façon pas l'intention de contredire les faucons. Esper, jusqu'alors secrétaire pour l'Armée, est un proche de Pompeo depuis leurs études à l'académie militaire de West Point.

«**Guerriers**». Autre pilier de la ligne dure, Pompeo, directeur de la CIA devenu secrétaire d'Etat, a lui aussi tiré profit de la vacance au Pentagone pour solidifier sa position. A la tête de l'appareil diplomatique le plus puissant du monde, il s'exprime pourtant souvent en jargon militaire, qualifiant les diplomates de «guerriers». Ce qui en dit long sur sa vision du dialogue. «Pompeo et Bolton ont acculé le Président dans un coin. La campagne de pression maximale n'a fait que renforcer le camp des plus durs en Iran, tout comme Pompeo et Bolton sont les plus durs dans notre pays», disait récemment au *New York Times* Wendy Sherman, cadre de la diplomatie Obama. Dans ce contexte, le «commandant en chef» Trump apparaîtrait presque comme une figure modérée. Jusqu'à quand? Il dit attendre que Téhéran veuille bien dialoguer: «Je suis prêt quand ils le sont. Et en attendant, je ne suis pas pressé», déclarait-il mi-juin, comme pour dégonfler le sentiment d'urgence. Sauf que depuis, les Iraniens ont abattu un drone américain et les Etats-Unis ont failli répliquer. Rien n'indique aujourd'hui que le temps joue en faveur de l'apaisement.

FRÉDÉRIC AUTRAN



Donald Trump, le secrétaire d'Etat Mike Pompeo et le conseiller à la sécurité nationale John Bolton, jeudi à la Maison Blanche. PHOTO MANDEL NGAN. AFP

## Etats-Unis vs Iran

## QUI FERA LE PREMIER FAUX PAS ?

Donald Trump veut-il vraiment aller à l'affrontement militaire avec l'Iran ? Il n'y a, en fait, pas intérêt. D'autant que la République islamique dispose d'un sérieux pouvoir de nuisance grâce à ses nombreux relais à travers le Moyen-Orient qui pourraient se mettre en mouvement. Quand ils ne le sont pas déjà...

PAR MARTINE GOZLAN

**E**ntre le festin de victoire des Gardiens de la Révolution après la destruction d'un drone américain, les ordres et contrordres de frappe donnés par la Maison-Blanche, la décision des mollahs de reprendre l'enrichissement de l'uranium le 7 juillet, la valse au bord du vide semble bien entamée. Devant l'annonce d'une cyberattaque contre les systèmes de défense iraniens et les ultimes sanctions économiques – Ali Khamenei, le guide de la révolution, est directement visé, avec le ministre des Affaires étrangères –, le porte-parole des forces armées iraniennes avertit : « *Tirer une balle en direction de l'Iran mettra le feu aux intérêts de l'Amérique et de ses alliés.* » Ce ne sont pas les 600 000 hommes de l'armée

**“LE PROBLÈME FONDAMENTAL DE TRUMP EST LE MAINTIEN DE LA STABILITÉ DE LA FORTUNE DE L'ARABIE SAOUDITE, UN PAYS AUQUEL IL EST PLUS ACCROCHÉ QU'À ISRAËL.”** FRÉDÉRIC ENCEL, GÉOPOLITOLOGUE

iranienne qui font la puissance de la République islamique, mais ses relais à travers le Moyen-Orient. Les 100 000 missiles du Hezbollah qui risquent de s'abattre sur Israël, les bases iraniennes en Syrie que les Russes désespèrent de déloger, les milices chiites qui ciblent les dernières bases américaines en Irak, les rebelles houthistes qui ont frappé un aéroport saoudien.

**Bras de fer**

Les guerres qui viennent prolonger celles qui font déjà rage,

comme au Yémen, ou se poursuivent depuis des mois dans le ciel syrien, à quelques secondes de missile du plateau du Golan. En attendant l'offensive d'été, comme s'y préparent les Israéliens.

Est-ce vraiment ce que veut Washington ? « *Trump est dans une posture de matamore, assure*

Frédéric Encel, auteur d'un récent *Dictionnaire de géopolitique* (PUF), et il ne tient nullement à une confrontation avec l'Iran. Son problème fondamental, c'est le maintien de la stabilité et de la fortune de l'Arabie saoudite, un pays auquel il est beaucoup plus accroché qu'à Israël malgré les apparences. Car le royaume est le seul pays au monde assez solvable pour acheter aux Etats-Unis les 130 milliards de matériel militaire qui fourniront des dizaines de milliers d'emplois à des Etats stratégiques pour la réélection de Trump, comme l'Ohio... » En déclenchant une riposte contre l'Arabie, des frappes américaines nuiraient donc gravement aux intérêts du président. Dans cette partie de bras de fer, les Européens, qui continuent à défendre l'accord sur le nucléaire, multiplient les consignes de pondération. Après un appel au dialogue du Conseil de sécurité, Emmanuel Macron mise sur un aparté avec Trump au sommet du G20, à Osaka. Outre la défense des intérêts commerciaux français, il a une autre raison de s'impliquer : un attentat iranien – contre un rassemblement d'opposants à Villepinte – a été déjoué en juin 2018. ■



**“NOUS ALLONS CONTINUER** à augmenter la pression sur Téhéran jusqu'à ce que le régime abandonne ses aspirations”, a annoncé Donald Trump, ici, à Washington, le 24 juin.



**“TIRER UNE BALLE** en direction de l'Iran mettra le feu aux intérêts de l'Amérique et de ses alliés”, prévient le porte-parole des forces armées iraniennes. Ici, Ali Khamenei, guide de la révolution, à Téhéran, le 20 juin.

## ISRAËL À LA MANŒUVRE

**L**e Premier ministre israélien doit se livrer à un exercice de haute voltige. Son rêve serait de voir les Américains engager une véritable épreuve de force militaire contre l'Iran qui ne cesse de prôner la disparition pure et simple de son pays. Mais il ne peut se permettre d'apparaître comme un va-t-en-guerre qui aurait forcé la main du président américain afin qu'il s'engage dans une guerre dans laquelle des GI risqueraient de perdre la vie. Bon gré mal gré, Netanyahu joue la carte de la patience. Il attend une nouvelle provocation de Téhéran, tout en misant sur les superfaucons qui ont l'oreille de Donald Trump, comme John Bolton, venu à Jérusalem au sommet sécuritaire le 24 juin. L'essentiel est de ne pas froisser la Maison-Blanche et d'éviter la moindre critique sur une politique erratique. Laquelle, soulignent la plupart des éditorialistes, pourrait encourager la République

islamique à donner le feu vert à ses alliés, le Hezbollah libanais ou le Jihad islamique à Gaza pour des tirs de missiles ou des incursions de commandos en Israël. A un peu plus de deux mois de nouvelles élections qui s'annoncent serrées, Netanyahu ne peut en aucun cas donner l'impression de s'être laissé surprendre face à ce genre de scénarios. L'armée israélienne s'est livrée à de très importantes manœuvres ces derniers jours, avec la première participation de F-35, des avions furtifs américains de dernière génération capables d'atteindre le territoire iranien. Les Etats-Unis ont aussi accepté pour la première fois de fournir des avions spécialisés dans le ravitaillement en vol, ce qui permet d'accroître le rayon d'action de l'aviation. Des drones d'attaque auraient également été testés de même que des sous-marins et des unités d'infanterie pour des opérations « en profondeur » en territoire libanais contre des positions et des caches d'armes du Hezbollah. ■

JULIEN LACORIE, À JÉRUSALEM

# TURKEY: AT A FORK IN THE ROAD



David L. Phillips  
June 27, 2019  
www.politurco.com

Istanbul's mayoral election was a disaster for President Tayyip Erdogan's ruling Justice and Development Party (AKP). Its candidate was repudiated, losing by more than 800,000 votes. The defeat was also a personal rebuke of Erdogan and his strong-man style of governing. Turkey is at a fork in the road. Erdogan can double down on failed policies, which have repelled Turkish voters from the AKP, or he can pursue a path of reform and reconciliation.

This article offers a reform and reconciliation agenda.

No issue is more pressing than Turkey's economy. The country suffers from hyper-inflation, rising unemployment, and a collapsing currency. If the International Monetary Fund (IMF) bails out the Turkish economy, it will require reforms as a condition for assistance.

The IMF will insist that Turkey raise interest rates to control inflation. It will want Turkey to reduce borrowing and adopt more moderate growth. Since IMF conditions will be politically unpopular, Erdogan must decide between short-term expediency and long term macro-economic stability.

The United States is the largest contributor to the IMF at \$155 billion and the largest voting bloc, wielding effective veto power. In exchange for supporting an IMF rescue package, Washington should insist on political reforms, enhancing democracy and human rights.

Political reforms would include repealing items in the penal code and the anti-terror act, which are used to restrict freedom of expression. Charges against civil society activists including student leaders who led the 2013 Gezi Park protest should be dropped and Osman Kavala, a Turkish businessman and philanthropist, should be freed.

The government brought charges against thousands of people for their alleged involvement in the so-called coup of 2016. These charges against oppositionists are contrived. Detainees should be released under their own recognizance pending an independent review of their activities.

In a hopeful sign, Turkey recently released Nazmi Mete Canturk, a Turkish security officer at the US Consulate in Istanbul. Yet another US employee, Metin Topuz, has been charged with espionage. Topuz is innocent and should be freed.

Will Erdogan address Kurdish issues, ending Turkey's aggression and providing greater political and cultural rights? If Erdogan wants peace and rapprochement, Turkey should drop charges against Selahattin Demirtas, a leader of the pro-Kurdish People's Democratic Party (HDP), and other HDP parliamentarians wrongfully accused of supporting a terrorist organization. HDP mayors should also be released, as should thousands of community organizers with the Kurdistan Communities Union.

Erdogan broke off negotiations with the PKK in 2015 and intensified attacks against PKK facilities in the Qandil Mountains of Iraqi Kurdistan. Negotiations should be resumed and, as a goodwill gesture, Turkey's armed forces should suspend cross-border operations.

Amnesty for PKK members would create conditions for more effective dialogue. The plan would require their disarmament, demobilization, and reintegration (DDR) monitored by a commission including representatives of the international community. Amnesty would be included in the DDR agreement.

Syria's civil war is a major concern. Turkey's involvement exacerbated the conflict, producing 3.5 million refugees who sought sanctuary in Turkey. Can Turkey de-escalate the conflict and work more effectively with the US towards a peace agreement?

Erdogan should stop threatening Syrian Kurds. Abandoning bellicose rhetoric would prevent the situation from getting worse. He should welcome the establishment of a humanitarian buffer in northern Syria led by US forces and including a coalition of the willing.

Turkey should allow the participation of US officials in the Astana process, a format for discussing conflict resolution in Syria led by Turkey, Russia, and Iran. There can be no peace in the Middle East without the US as a guarantor.

Can Erdogan overcome his aversion of the United States and improve US-Turkey relations? Plans to acquire S-400 surface to air missiles

from Russia should be abandoned. Instead, Turkey can acquire Patriot missiles, a better and more affordable technology. Plans to abandon the purchase of the S-400s can be announced at the upcoming G-20 meeting, which Erdogan will attend with Trump and Putin.

Afrin, west of the Euphrates, was bombed for 52 days starting on 20 January 2018. The aerial assault killed more than a thousand people and drove 300,000 from their homes. Displaced persons from Afrin, mostly Kurds, should be allowed to go home. Their return would occur in parallel to the withdrawal of jihadists with the Free Syrian Army, an Islamist militia acting at Turkey's behest.

How will Erdogan address the Armenian Genocide? Denial is a major sore spot in Turkey's international relations. For starters, Erdogan should stop asserting that the 1915 displacement of Armenians was "justifiable." Instead of defending crimes against Armenians during the waning days of the Ottoman Empire, he should issue an apology and offer reparations.

The AKP's electoral defeat in Istanbul is a wake-up call. However, there is nothing in Erdogan's character or political history to suggest contrition. Erdogan has never admitted wrong-doing and learned from his mistakes. Appealing to his vanity and legacy might be more effective.

The year 2023 is the 100th anniversary of the Republic of Turkey. Erdogan wants to be heralded with Mustafa Kemal Atatürk as Turkey's great leader. Erdogan can be remembered as a statesman who guided Turkey through turbulent political, economic and security challenges or he can go down in history as a failed politician who led Turkey to ruin.

Politics is about choices. Erdogan is at a fork in the road. ●

*Mr. Phillips is Director of the Program on Peacebuilding and Rights at Columbia University's Institute for the Study of Human Rights. He served as a Senior Adviser working on US-Turkey relations at the State Department during the administration of President George W. Bush. Phillips is the author of An Uncertain Ally: Turkey under Erdogan's Dictatorship. His most recent book is The Great Betrayal: How America Abandoned the Kurds and Lost the Middle East.*



## Syrie : un soldat turc tué, cinq blessés par des tirs kurdes

Istanbul, 26 juin 2019 (AFP)

**UN SOLDAT TURC a été tué et cinq autres blessés mercredi dans une attaque menée contre leur position par des combattants kurdes dans le nord-ouest de la Syrie, ont annoncé Ankara et une ONG.**

"L'un de nos (soldats) est tombé en martyr et cinq de nos (soldats) ont été blessés lors d'un affrontement" avec les Unités de protection du peuple kurde (YPG), a indiqué le ministère turc de la Défense dans un communiqué.

L'attaque s'est produite dans le nord de la province d'Alep, a précisé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), ajoutant que les combat-

tants kurdes avaient tiré des roquettes contre la position turque.

Les YPG sont une milice kurde soutenue par les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux pour combattre le groupe Etat islamique dans le nord de la Syrie.

Mais Ankara considère cette organisation comme "terroriste" en raison de ses liens étroits avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe rebelle kurde qui mène une sanglante guérilla sur le sol turc depuis 1984.

Des accrochages entre forces turques et combattants kurdes ont régulièrement lieu, menaçant de mettre le feu aux poudres.

Depuis 2016, la Turquie a lancé deux offensives dans le nord de la Syrie contre les positions des YPG et menace régulièrement de lancer une nouvelle opération.

Le conflit entre Ankara et les YPG s'inscrit dans le cadre du conflit plus large qui déchire la Syrie depuis 2011 et qui a fait plus de 370.000 morts et des millions de déplacés. ●

# A new dawn in Turkey after Erdogan loses Istanbul

Selim Kuru

**ISTANBUL** Ekrem Imamoglu, the opposition candidate in the Istanbul mayoral election, on Sunday defeated President Recep Tayyip Erdogan's choice and the Justice and Development Party by winning 54 percent of the votes, 806,000 more than his opponent. It was the biggest defeat of the governing party in close to two decades.

Mr. Imamoglu won Istanbul by reorienting Turkey toward a politics that might enable democratic co-existence. He achieved his victory by recognizing that dispossession can generate political power, something all populists understand. What sets him apart is that he has managed to do this by alleviating polarization, not deepening it.

Turkey held municipal elections in March amid an economic recession, and Mr. Erdogan's A.K.P. lost almost all major cities, including Ankara and Istanbul, to the opposition Republican People's party, or the C.H.P.

Mr. Erdogan and his government couldn't cope with the loss of Istanbul, a source of immense revenue and prestige and considered the bellwether of Turkish politics. The A.K.P. called on the national electoral body to hold a new election, claiming electoral fraud, citing minor irregularities in voter records and raising questions about credentials of officials overseeing ballot boxes without offering credible evidence or convincing explanations for their claims.

The Turkish electoral body obliged, and new elections for Istanbul were scheduled for June 23. People felt — probably rightly — that Mr. Erdogan had pressured the body into the decision. It not only disturbed half of the population that does not vote for him but also many of his own supporters. Turks couldn't accept that the government could arrange a new election after it lost one.

Mr. Erdogan's party tried to make up for this by abandoning its characteristically negative campaigning and tried to charm voters by focusing on its candidate, Binali Yildirim, who had served as prime minister and speaker of the Turkish parliament. Mr. Yildirim's most salient quality is his unflinching loyalty to President Erdo-



ONUR CUNAY/IMAMOGLU MEDIA TEAM, VIA ASSOCIATED PRESS

Ekrem Imamoglu won the election by pulling together strands of the opposition.

gan, and for most of the campaign, he looked like he had been forced into running. He was uninspiring, often barely finding the energy to whisper into a microphone.

In striking contrast, Mr. Imamoglu energetically brought the various strands of the opposition together: his native C.H.P., the founding party of the Republic; the Good Party, its nationalist partner; and the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party. His rallies were a hodgepodge of political symbols: rainbow flags, pan-Turkic banners, and Peoples' Democratic Party flags, head scarves and tank tops.

As the polls showed Mr. Imamoglu leading during the last days of the campaign, President Erdogan lashed out. He insinuated that Mr. Imamoglu was in league with Fetullah Gulen, the shadowy Islamist cleric, who was once Mr. Erdogan's ally and whom Turkey accuses of being responsible for the 2016 coup attempt, which killed 251 people, mostly civilians, and wounded more than 2,000.

"The C.H.P. candidate's entire rhetoric is built upon lies and taqiya," Mr. Erdogan said, referring to strategic deception employed by certain Islamic sects to infiltrate and target institutions.

The Turkish president and his loyal media houses also accused Mr. Imamoglu of having links to the Kurdistan Workers' Party, or the P.K.K., which Turkey has been fighting for more than three decades.

Yet at the same time, Mr. Erdogan appeared to have authorized a letter written by Abdullah Ocalan, the jailed leader of the P.K.K., to be published.

Mr. Ocalan's letter called on the mostly Kurdish People's Democratic Party voters to "remain neutral," which amounted to asking them to not vote for Mr. Imamoglu. Social media ridiculed Mr. Erdogan for his apparent endorsement of Mr. Ocalan's authority; Mr. Ocalan is usually described by the Turkish press as the foremost public enemy.

Mr. Erdogan went too far when he robbed Mr. Imamoglu of his March victory and forced a new election. The A.K.P., which rose to power in the early 2000s as the party of the pious Muslims disenfranchised by the secu-

lar elite, could no longer claim the status of the underdog. Two and a half decades in power had turned the A.K.P. into the Turkish establishment. And then it robbed the opposition of an election victory.

The resentment of the Turks opposed to Mr. Erdogan and his seemingly total control would often reveal itself in conversations as they would speak about their fantasies of putting A.K.P. politicians behind bars, of stripping their sycophants of privileges, of settling the score.

Any opposition campaign is going to call for justice, but in Turkey there is a fear that such calls might cross the line into revenge.

Mine Kirikkanat, a columnist and writer from the old secularist elite, crossed that line at a public event last year when she made fun of the language of Islamist dispossession on issues such as Turkey's old ban on head scarves in universities. "Who are the dispossessed now?" she said. "Us!" Vowing to convert that resent-

ment into political power, she said, “We will also dispossess you. Surely, that day will come.”

The video of Mine Kirikkanat went viral among a resentful bunch in the secular opposition, but it was a boon to Mr. Erdogan and his supporters, who used it to stoke fear of revanchism. A popular pro-government social media account was one of many sharing the video on the polling day, writing: “Show this to those who are still confused, disaffected, angry or upset. #InsallahBinali”

But even the Fatih, Eyup and Uskudar districts of Istanbul, where conser-

vative Muslims form a majority, offered a majority of their votes for Mr. Imamoglu, who made an effort to counteract revanchist impulses.

Before beginning his campaign, Mr. Imamoglu went to visit President Erdogan to show people that he recognized and respected his authority. He campaigned hardest in conservative districts, went to break his fast with ordinary people during the month of Ramadan and took long breaks to listen to the thoughts of A.K.P. voters.

He did what Mr. Erdogan has never truly been able to do: He assumed that we could forgive each other and live as

equals under the law. “This is not a victory,” he said in his victory speech, “it is a new beginning.”

A mayor’s election will change little about the way Turkey is governed, but there is a feeling that there is a new dawn in Istanbul, and the two halves of the country might finally whirl toward a place of greater balance.

**SELIM KORU** is an analyst at the Economic Policy Research Foundation in Ankara and a writing fellow at the Foreign Policy Research Institute.

## The Arab Weekly | June 30, 2019

# Idlib operation risks morphing into ‘war of attrition’

Sami Moubayed

Beirut

When begun after a failed peace conference last April, the operation in Idlib was supposed to be both “quick” and “limited,” aimed more at squeezing the armed opposition out of the city’s countryside than retaking its last stronghold in the Syrian north-west.

The Russians packaged it as a “must” to the international community, saying that these Islamic groups were threatening their security at the airbase of Hmeimeem and putting the lives of Christians of Mhardeh, a city north-west of Hama, in grave danger. The operation aimed at pushing them out of the farmlands in places such as al-Ghab in the Hama countryside and Jisr al-Shughour, which overlooks the Syrian coast, and other cities.

Ultimately Syrian troops were supposed to reach the strategic opposition-held city of Ariha, south of Idlib, within 2-3 weeks.

During its initial stages, the operation went well, thanks to formidable Russian air cover. Syrian forces rumbled swiftly through the Hama-Idlib countryside, retaking 18 towns and villages.

The armed opposition was fighting on two fronts at once, which made the battle far more difficult. One was against advancing government troops from the Greek Orthodox town of Suqaylabiyah and the second was an ongoing war within Idlib itself, waged by the jihadi groups against each other.

One camp included the Turkey-backed National Liberation Front, a loose coalition of fighters who had been shipped to Idlib from previous battlefields, estimated at 70,000 troops. It included powerful players such as the Free Syrian Army (FSA), the Free Idlib Army, Ahrar al-Sham, Suqoor al-Sham and the Noor al-Din al-Zinki Brigade.

A second force was Jaysh al-Izza, a powerful affiliate of the FSA, and so was Hurras al-Din, composed mainly of defectors from Hayat Tahrir al-Sham (HTS), all affiliated with al-Qaeda.

The fourth and last – and most effective of all in battle – was HTS itself, which overran 95% of the Idlib province last January.

Apart from lip service, nobody seemed to object to the rapid advances of the Syrian and Russian armies, not even the Turks or the Americans. Then, something happened on June 6, when a counter-offensive was launched by Turkish-backed opposition forces, repelling the advance and retaking a handful of the towns from the Syrian Army.

Back-to-back attacks by government troops against illegal Turkish checkpoints within Syrian territory only complicated the situation in January.

Since December 2018, Turkish President Recep Tayyip Erdogan has been eyeing the city of Tel Rifaat, 40km north of Aleppo, where he claims Kurdish separatists are hiding since their eviction from Afrin last year.

He was brought to believe that in return for his silence on Idlib, the

Russians would not mind his advance on Tel Rifaat. That approval never came, however, thanks to a double veto by both Tehran and Damascus. In retaliation, Erdogan sent arms and fighters to Idlib, seemingly saying that if he couldn’t take Tel Rifaat, then he wouldn’t take Idlib that easily.

Earlier in September, Erdogan met with his Russian counterpart at the Black Sea resort of Sochi, where they agreed to let Turkey cleanse the Idlib province from all terrorists affiliated either with the Islamic State (ISIS) or HTS, formerly Jabhat al-Nusra.

Erdogan missed his initial deadline of mid-October 2018 and every extension since then, seemingly losing interest in the entire Idlib affair and getting more focused on Kurdish-held cities such as Kobane, Ras al-Ayn and Tel Rifaat, especially in light of US President Donald Trump’s decision to all but 400 troops from north-eastern Syria.

To prepare his proxies for an assault on the Kurds, Erdogan withdrew top fighters from Idlib, from the Zinki Brigade and Ahrar al-Sham, seeming that they were far more needed elsewhere.

“A ceasefire won’t happen in the de-conflict zone unless Turkey commits to cleansing the area,” said Amer Elias, a Damascus-based political analyst. “Nothing will happen before the Damascus-Aleppo Highway is opened by the Syrian Army.”

Turkish intervention was not the only reason why the Idlib operation took so long. Another

main point was the total absence of Hezbollah fighters, who had been explicitly excluded from the battlefield, in light of rising tension between Iran and the United States.

That certainly contributed to the sluggish advance and so did the fact that some of the government-affiliated troops were former fighters with the armed opposition, who failed to shoot at their former comrades.

They were mostly ex-fighters from the Syrian south, who switched sides and joined the Russian-led reconciliation process in 2018. Others were simply taken aback by the geography, which they were total strangers to, never having ventured into the Hama and Idlib countryside before, at a time when their opponents had been deeply entrenched there since 2015. A fourth reason, no doubt, is the jihadi doctrine of HTS and ISIS, which makes them last longer than all of their allies or adversaries in battle.

Due to the above surprises, Idlib has taken far longer than most people expected. And this wasn’t the full-fledged battle for Idlib but only aimed at retaking its countryside, making one wonder what the final battle will look like and how long it will last.

Unlike other battlefields, which were perceived as difficult but concluded swiftly in favour of the Russians, this will morph into a war of attrition aimed at gradual surrender through sustained attacks, unless a new deal is hammered out between Erdogan and Russian President Vladimir Putin.

**Sami Moubayed** is a Syrian historian and author of “Under the Black Flag” (IB Tauris, 2015).

# Iran. Le pari risqué de Donald Trump

Alors que le président américain a signé de nouvelles sanctions contre Téhéran, le régime évalue ses options. Les attaques récentes dans le Golfe laissent penser que les mollahs cherchent à montrer leur capacité de riposte en cas de menace de guerre.

↳ Dessin de Ruben, Pays-Bas.



semble que ces frappes aient été calculées, sans pour autant fournir le prétexte à une grave escalade.

L'opération contre les navires dans le port de Fudjaïra, aux EAU, était elle aussi un message bien réfléchi. Fudjaïra est le deuxième plus grand port de ravitaillement

## Téhéran nie avoir été impliqué dans l'une ou l'autre de ces attaques.

du monde, ainsi qu'un centre stratégique de stockage du pétrole. Il sert de terminal à l'oléoduc d'Abou Dhabi, qui part du champ pétrolifère de Habshan, aux EAU. Un tracé qui donne également aux Émirats la possibilité d'éviter les eaux du Golfe et le détroit d'Ormuz.

Pour sa part, Téhéran nie avoir été impliqué dans l'une ou l'autre de ces attaques. Si les circonstances sur ce qui s'est passé à Fudjaïra restent floues, les houthistes du Yémen, équipés par l'Iran, ont clairement pris part à l'attaque sur l'oléoduc Est-Ouest saoudien. On peine à croire que les rebelles aient pu lancer pareille opération sans l'autorisation ne serait-ce que tacite des Gardiens iraniens de la révolution.

Les deux frappes du mois de mai peuvent être considérées comme faisant partie d'une riposte soigneusement graduée de l'Iran à la décision du président Donald Trump, quelques semaines plus tôt, de durcir les sanctions sur le pétrole de Téhéran. Le message était simple : l'Arabie Saoudite, les EAU et les autres pays du Golfe ne pourront ni remplacer le brut iranien sur le marché, ni éviter les eaux du Golfe et le détroit ▶

### — Foreign Policy (extraits) Washington

**A** la mi-juin, deux pétroliers, le *Front Altair* et le *Kokuka Courageous*, ont été attaqués dans le golfe d'Oman, près du littoral iranien, semble-t-il par les Gardiens de la révolution islamique [milice iranienne]. Un des navires, le *Kokuka Courageous*, appartient à la société japonaise Kokuka Sangyo. L'autre, le *Front Altair*, est norvégien. Il est fort probable que ces attaques, qui surviennent après un incident du même type le 12 mai dernier et un autre visant un oléoduc saoudien le 14 mai, soient un message soigneusement calculé envoyé par l'Iran à ses ennemis.

**Stratégie.** Les premières actions de l'Iran ont eu lieu peu après la nomination d'Ali Fadavi, un amiral, au poste d'adjoint au commandant en chef des Gardiens de la révolution. Fadavi est un vétéran des confrontations avec l'US Navy dans le Golfe. Il a été décoré pour avoir fait prisonniers

des marins américains qui avaient pénétré par inadvertance dans les eaux iraniennes en janvier 2016. Fadavi, qui a commandé la branche navale des Gardiens de la révolution de 2010 à 2018, occupe aujourd'hui une position clé dans le processus de décision du corps.

Du temps où il dirigeait la marine des Gardiens de la révolution, il a expliqué les fondements de la doctrine stratégique de ses forces. *“Le monde sait que les États-Unis sont incapables d'assurer la sécurité, a-t-il ainsi martelé en 2014. C'est au contraire l'Iran, c'est la Révolution islamique qui est déterminée à garantir la sécurité dans le Golfe – non seulement dans son propre intérêt, mais dans l'intérêt du monde entier.”*

À cette occasion, il a souligné: *“L'important c'est que l'Amérique sait parfaitement que si elle*

## “L'Amérique n'est plus aussi forte qu'avant.”

**Ali Fadavi,**  
AMIRAL IRANIEN

*nous affronte, si un seul coup de feu est tiré dans le Golfe, le monde entier comprendra que l'Amérique n'est plus aussi forte qu'elle l'était en 1988-1989.”* Autrement dit, contrairement à la fin des années 1980, l'Iran veillerait à imposer sa volonté aux États-Unis et à leurs alliés.

Les attaques attribuées à Téhéran en mai et juin ont été méticuleusement préparées afin de faire passer ce message. La première s'est déroulée le 12 mai, quand quatre navires ont été sabotés (a priori par la marine des Gardiens de la révolution) dans le terminal pétrolier de Fudjaïra, aux Émirats arabes unis (EAU). Parmi les cibles se trouvaient deux bateaux saoudiens et un pétrolier norvégien, ainsi qu'un ravitailleur émirati utilisé dans les opérations de stockage de carburant. Quelques jours plus tard, les forces houthistes au Yémen, soutenues par l'Iran, ont lancé une attaque ambitieuse sur deux stations de pompage en Arabie Saoudite à l'aide de drones.

Ces stations de pompage alimentent l'oléoduc Est-Ouest qui transporte le pétrole de la province orientale saoudienne en direction des raffineries situées dans l'ouest du pays, sur la mer Rouge. L'oléoduc permet aux exportations saoudiennes d'éviter le Golfe et le goulet d'étranglement du détroit d'Ormuz. Selon le ministère saoudien de l'Énergie, les attaques sur les stations de pompage n'ont causé que des dégâts négligeables. Sachant que les rebelles houthistes auraient pu s'en prendre à des objectifs plus grands, comme des citernes, ce qui aurait pu déclencher des explosions spectaculaires, il





➤ d'Ormuz, dont l'Iran compte s'assurer la maîtrise.

**Avertissement.** Mais aucun de ces pays n'a fait marche arrière. En ce qui la concerne, l'Arabie Saoudite a des raisons de croire que son oléoduc est assez robuste pour résister aux provocations iraniennes. Saudi Aramco, la compagnie nationale d'hydrocarbures, dispose d'une ample réserve de pièces détachées afin de réparer les dégâts éventuels. Les EAU adopteront une approche comparable pour renforcer la résistance de leurs infrastructures. Et début juin, les États-Unis ont même fait monter les enchères en durcissant encore le régime de sanctions. À l'origine, l'Iran était malgré tout autorisé à poursuivre les exportations de plusieurs de ses produits pétrochimiques. (Des ventes qui ont joué un rôle crucial dans la survie économique du pays au début des années 2000, et ce sont d'ailleurs de nouvelles sanctions américaines et européennes contre le secteur pétrochimique iranien qui ont obligé Téhéran à venir s'asseoir à la table des négociations en 2013.) Après les attaques de mai, Trump a décidé de remédier à cette lacune.

N'ayant pas obtenu la réaction qu'il souhaitait, l'Iran a une fois de plus mené des opérations dans le golfe d'Oman. Les deux pétroliers visés transportaient des produits pétrochimiques. Ces frappes sont un avertissement implicite quant aux capacités des Gardiens de la révolution, mais elles ont toutes été pensées comme autant de représailles mesurées qui ne risquent pas d'entraîner un conflit d'envergure. Cette prudence relative prouve peut-être que Téhéran est prêt à envisager la reprise de pourparlers qui pourraient aboutir à la mise en place de garde-fous explicites pour la sécurité régionale.

Si les États-Unis ne reconnaissent pas le rôle de l'Iran en tant que l'un des garants de la sécurité maritime et ne lui offrent aucune motivation en retour, les frappes continueront. Si tel est le cas, Washington sera alors à même de démontrer militairement que les Gardiens de la révolution ne sont pas aussi redoutables qu'ils le prétendent, en déployant des batteries de mis-

## Nouvelles sanctions

●●● Donald Trump a signé lundi 24 juin un décret imposant de nouvelles sanctions économiques à l'encontre de l'Iran. Les mesures "priveront Ali Khamenei, le guide suprême, et son bureau ainsi que ses proches de l'accès à des ressources financières clés", a déclaré le président américain. Les sanctions s'ajoutent à celles qui sont déjà en place depuis que Washington s'est retiré de l'accord iranien en mai 2018, note le **New York Times**. En plus de l'ayatollah Ali Khamenei, huit officiers haut gradés sont concernés. L'objectif de Donald Trump est de mettre la République islamique à genoux pour la forcer à renégocier un accord sur le nucléaire en position défavorable, précise le journal américain. Pour le journaliste iranien Sahand Iranmehr, cité par **Radio Farda**, "l'approche de Donald Trump a renforcé l'aile dure du régime. L'idée des négociations n'est pas populaire, même si le peuple souffre de sanctions économiques."

siles de croisière tout le long du littoral iranien du golfe.

Téhéran a montré qu'il souhaitait améliorer sa position dans les négociations sans déclencher un conflit plus important. Washington peut décider de répondre à ce souhait tout en maintenant la pression par des sanctions, ou alors tenter de saper les capacités navales des Gardiens de la révolution. Quel que soit le choix américain, le message de l'Iran attend une réponse.

— **Michael Tanchum**  
Publié le 18 juin



## Téhéran sous tension

La population iranienne souffre des conséquences de la tension avec les États-Unis. Voyage dans un pays en crise où la guerre semble à l'horizon.

— **The Iranian** (extraits)  
Washington

Cette année, mai a été très agréable à Téhéran, pour ce qui est de la météo. Les pluies abondantes avaient nettoyé la pollution pour un temps, et l'air était pur et frais. En dehors de ça, "agréable" n'est pas vraiment le terme qui vient à l'esprit pour décrire la capitale iranienne.

Ici, bien des choses exaspèrent les Iraniens, la mauvaise gestion politique, la corruption, le trafic, le coût de la vie. Le fardeau des sanctions, les prix trop élevés, le gouffre criant entre les riches et les pauvres – tout cela, on le voit et on le ressent au quotidien. Pourtant, il y a aussi autre chose : la volonté des gens de tout faire pour profiter de la vie. Ils continuent d'aller au marché et, s'ils se plaignent des prix, ils n'en achètent pas moins des fruits et des légumes. Même si les gens sont en colère, même s'ils en ont assez du statu quo, il y a toujours chez eux cette façon de régler les problèmes avec gentillesse et délicatesse.

Tous les chauffeurs des Snap (équivalent local d'Uber) que nous avons pris, des hommes jeunes, souvent d'un bon niveau d'éducation, se sont mis à nous parler

dès qu'ils ont compris que nous venions de l'étranger. La question classique était : "Pourquoi vous êtes venus ici ? Vous avez perdu la tête ?" Dans une boutique, une femme m'a demandé si j'étais *Unvari* ("de l'autre côté" [vivant ailleurs]), et c'est quelque peu honteux que j'ai répondu oui. "Veinarde", m'a-t-elle rétorqué.

Nous avons parlé de politique, de la situation actuelle, de l'avenir. Pour beaucoup d'entre eux, ce dernier paraît morose. Je n'ai pas croisé plus de deux Iraniens qui se réjouissaient des actions de Trump. Tous ou presque dénoncent l'approche des États-Unis, surtout sachant que la guerre menace à l'horizon. Un jour, la rumeur a couru que l'essence allait augmenter. Aussitôt, tous les automobilistes se sont rués à la pompe pour en récupérer plus que leur quota. Mais ce n'était effectivement qu'une rumeur. ➤

**La propagande est un moyen de détourner l'attention des conditions économiques.**

➤ Partout, on voit passer des bus pleins de touristes étrangers, généralement des Français, des Italiens et des Espagnols. Avec le taux de change de l'euro et du dollar par rapport au toman [iranien] en dégringolade, l'Iran représente une aubaine pour la majorité des touristes. La plupart des Iraniens se trouvent dans l'incapacité de voyager, car les visas ne sont accordés qu'avec parcimonie, et la vie dans les États qui les attribuent est de toute façon hors de prix.

À Téhéran, l'endoctrinement est un mode de vie. Il en a toujours été ainsi. Les affiches sont partout, inévitables, tout comme les fresques dédiées aux *shohada* (les

martyrs), ceux qui sont tombés pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988), et certains scientifiques spécialistes du nucléaire, assassinés depuis.

Les affiches, ornées de versets du Coran ou de citations de Khomeyni ou du [guide suprême] Ali Khamenei, sont les plus criardes, leurs slogans exhortent les gens à être de bons croyants. Beaucoup proclament l'importance du hijab pour les femmes. Mais, à l'exception de celles qui arborent un tchador noir ou le double hijab, ce phénomène appartient clairement au passé.

Des enfants portant des chemises d'un blanc immaculé

entonnent des chants nationalistes, fiers d'être iraniens. À la radio, les discours incessants sur l'importance du golfe Persique cherchent à faire vibrer la fibre nationaliste chez les gens. Le soir, je ne rate pas l'occasion de regarder les nombreuses chaînes de télévision du pays. Elles vont du mauvais au très mauvais. Bien sûr, tous les gros titres sont consacrés à l'attitude agressive de Trump envers Téhéran.

Au lendemain de nouvelles menaces américaines, Khamenei et [le président] Rohani se sont tous deux exprimés devant une grande foule. Je ne sais pas si les Iraniens de la rue sont vraiment

attentifs à ces discours. Tout cela n'est après tout que de la propagande, un moyen, en réalité, de détourner l'attention des conditions économiques catastrophiques, qui pourraient aboutir à une paralysie totale si des mesures radicales n'étaient pas prises. Jusqu'à maintenant, la République islamique a réussi à tenir grâce à la production interne et aux importations chinoises, mais la situation actuelle ressemble à une Cocotte-Minute. Une chose paraît sûre, les Iraniens n'ont ni la volonté ni l'envie de déclencher une insurrection violente.

—Fariba Amini  
Publié le 7 juin

Courrier international n° 1495 du 27 juin au 3 juillet 2019

## TURQUIE Le président Erdogan doit changer de cap

L'opposition s'est emparée le 23 juin de la mairie d'Istanbul avec une confortable avance. Un coup dur pour le président turc.



↓ Dessin de Marian Kamensky, Autriche.

L'AKP avait pourtant obtenu l'annulation des élections municipales du 31 mars, remportées par le candidat d'opposition Ekrem Imamoglu, mais le choc produit par cette annulation s'est finalement retourné contre le parti d'Erdogan. Première grande défaite de l'AKP depuis 2002, la perte d'Istanbul a une portée symbolique très forte : c'est dans cette ville que la carrière du président Erdogan a pris son envol, lors de son élection comme maire en 1994. Mais elle a aussi des

conséquences pratiques, souligne la journaliste Asli Ayndintasbas dans une interview au **New York Times** : "Perdre Istanbul revient à perdre une source de revenus capitale pour la machine politique de l'AKP, allant des subventions aux proches du parti à l'attribution de contrats publics, notamment dans le secteur du bâtiment, jusqu'au financement des médias progouvernement. Cela pourrait même déclencher une réaction en chaîne et déboucher sur des élections anticipées plus tard dans l'année ou en 2020."

Plus qu'un simple scrutin municipal dans une ville dirigée depuis vingt-cinq ans par l'AKP, ces élections se sont peu à peu transformées en une sorte de référendum pour ou contre le président turc, explique cet éditorialiste du quotidien de gauche **Evrensel** : "La phrase est d'Erdogan lui-même : 'Qui perd Istanbul perd la Turquie.' Ces élections ne sont pas simplement des élections locales,

elles ont un retentissement dans tout le pays [...], la faute revient à Erdogan, qui, par ses interventions, par sa campagne électorale qui, selon ses propres mots, a fait de ces élections locales une question de 'survie', a donné à ces élections une ampleur nationale."

Renforcée par cette défaite, l'opposition à Erdogan au sein du camp conservateur pourrait aussi passer à l'action, estime l'intellectuel Levent Gültekin, fin

connaisseur des conservateurs turcs, dans le média en ligne **Diken** :

"Cette seconde défaite, après l'annulation des élections, va encore accélérer le processus d'effondrement du parti. Pour se maintenir au pouvoir, Erdogan a besoin d'une nouvelle politique, d'un nouveau programme, de nouveaux cadres. Mais tout cela paraît difficile tant le parti et le pouvoir politique sont suspendus au régime d'un homme seul."

Le président turc doit donc tirer des leçons des urnes, affirme l'éditorialiste proche du pouvoir Abdulkadir Selvi dans les colonnes de **Hürriyet** : "C'est un signal fort envoyé par les électeurs. On ne pourra pas se contenter de quelques changements à la direction du parti ou au cabinet présidentiel. Les citoyens attendent d'Erdogan des changements fondamentaux. Si rien ne change, au bout d'un moment, c'est le peuple qui vous change."

—Courrier international



**L**e sujet est trop sérieux pour que chaque mot n'ait été soigneusement pesé et l'aver-tissement, préparé en haut lieu. « Trop de gestes inamicaux qui nous viennent de la Turquie », « inquiétude sur ce que font les autorités turques vis-à-vis des communautes turques en France », « logique de fondamentalisme islamiste et d'extension »... Le 10 mai dernier, au micro de RMC, Jean-Michel Blanquer enchaîne les coups à l'encontre de l'Etat turc. En cause ? Le désir d'Ankara d'installer des lycées sous son autorité en France. Du côté turc, on minimise. Ismael Hakki Musa, l'ambassadeur en France, regrette ce différend sur les lycées, il estime que le ministre de l'Education nationale a été « mal briefé » et qu'il énonce des appréciations « erronées ».

Rien d'innocent pourtant dans les propos de Jean-Michel Blanquer. Déjà, en mars, lors de sa rencontre avec des intellectuels à l'occasion du grand débat, Emmanuel Macron avait mis en garde contre le jeu de la Turquie sur la question de la laïcité : « On doit réussir à clarifier les choses avec la Turquie, parce que le projet turc tel qu'il est aujourd'hui est un projet politico-religieux. » Depuis des mois, les autorités françaises s'inquiètent des ambitions de Recep Tayyip Erdogan et de ses proches dans l'Hexagone. Son récent revers à Istanbul n'y change rien pour l'instant. Le président turc veut peser sur la vie politique et sociale française.

De fait, l'AKP, le parti présidentiel, ne s'en cache pas ou presque. Depuis son accession au pouvoir, en mars 2003, il a repris en main les structures communautaires existantes pour diffuser une idéologie islamo-conservatrice à travers sa diaspora. Une influence rendue possible par l'organisation singulière des immigrés turcs, notamment ceux qui sont venus dans les années 1970 et se sont regroupés autour d'associations très structurées. Amicale franco-turque, centre franco-turc... peu importe le nom, chaque fois, l'organisation est la même, et le fonctionnement, en partie financé par Ankara : une mosquée où prêche un imam fonctionnaire de l'Etat turc, un café, quelques salles où s'organisent des cours coraniques et du soutien scolaire pour les enfants. L'essentiel de la vie sociale se joue là, surtout pour des populations qui maîtrisent mal le français. Or le Ditib, l'organisme chargé des affaires religieuses, qui supervise les 151 imams détachés par la Turquie, est sous la coupe directe

Paris s'inquiète des ambitions politiques et religieuses de Recep Tayyip Erdogan dans l'Hexagone, malgré son récent revers à Istanbul.

Par Agnès Laurent,  
avec Paul Conge

le dossier  
de l'express



“ Depuis des mois, les autorités françaises s'inquiètent des ambitions d'Erdogan et de ses proches dans l'Hexagone. Et de leurs répercussions sur la vie politique et sociale française ” page 26

## le dossier de l'express

du pouvoir. Une vraie puissance de frappe puisqu'ils représentent la moitié des prêcheurs étrangers. « Imaginez un tel réseau qui reçoit des directives. Bien sûr, ils font très attention aux prêches du vendredi, qu'ils savent surveillés, mais tout le reste, la vie communautaire autour, constitue un excellent relais d'influence », note un adversaire du régime.

### LA PIÉTÉ COMME VALEUR

Ces dernières années, les coups de pression sur la politique française se sont multipliés. En 2012, l'Union des démocrates turcs européens, relais politique de l'AKP sur le Vieux Continent, a mené en France une violente campagne contre la loi pénalisant la négation du génocide arménien. A la veille du vote au Sénat, 15 000 Turcs avaient répondu à son appel à manifester contre ce « harcèlement ». Depuis deux ans, c'est Ahmet Ogras, notoirement proche d'Erdogan, qui occupe la très symbolique fonction de président du Conseil français du culte musulman (CFCM). Manière de signifier l'importance que le pouvoir turc accorde à cette instance placée sous l'égide du ministère de l'Intérieur. Plus récemment, le Conseil pour la justice, l'égalité et la paix (Cojep), qui se présente comme une ONG internationale distante du pouvoir, est vivement monté au créneau contre un amendement du Sénat visant à interdire aux mères voilées d'accompagner les enfants en sortie scolaire. « Mobilisons-nous contre la loi liberticide interdisant les mères voilées accompagnatrices », lance-t-il dans un communiqué. Des propos très proches de ceux de l'ambassadeur de Turquie, qui juge qu'on se trompe d'objectif. « Le voile, c'est une composante

de costume traditionnel, ce n'est pas une burqa. Ces mères, est-ce qu'elles incitent à la haine ? »

Pour le pouvoir turc, l'enjeu n'est pas qu'idéologique, il est aussi électoral. Depuis 2014, les ressortissants turcs à l'étranger ont droit de vote et constituent une précieuse réserve de voix. Certes, sur les 700 000 personnes d'origine turque en France, seules 320 000 peuvent participer, mais, dans des scrutins serrés, le moindre bulletin compte. D'autant que les électeurs de l'Hexagone sont bien plus pro-AKP qu'en Turquie. Lors de la présidentielle de 2014, Erdogan a recueilli 66 % des voix en France, contre seulement 51,79 % en Turquie. Et le même écart se vérifie à chaque scrutin.

Rien n'est laissé au hasard. Chaque relais est utilisé pour faire passer des messages. Des médias en ligne franco-turcs, comme Medyaturk info (lui aussi lié au Cojep) ou Red'Action, appuient, auprès des plus jeunes, le discours du pouvoir. Les première et deuxième générations d'immigrés continuent à regarder la télévision turque, très soumise au pouvoir. 180 professeurs, directement nommés par Ankara, sont chargés d'enseigner la langue aux plus jeunes dans les écoles publiques hexagonales : « Depuis une quinzaine d'années, leur profil a évolué, ce sont des enseignants [...] plus pieux et attachés aux valeurs religieuses, prônant un discours de moins

**« Il y a eu une reprise en main de la diaspora depuis le coup d'Etat »**

en moins laïque », notent Gaye Petek et Ségolène Débarre, dans *Histoire des Turcs en France* (Ed. du Détour).

Et la surveillance se renforce. Depuis la tentative de coup d'Etat de 2016, beaucoup d'opposants n'osent plus se rendre dans les mosquées dirigées par l'Etat turc. En particulier les gülenistes, membres de cette confrérie longtemps alliée d'Erdogan, désormais honnie. Les répliques de la répression turque se sont fait sentir jusqu'en France. « Il y a eu une reprise en main de la diaspora depuis le coup d'Etat. Un activisme nouveau se déploie, en relation directe avec les consulats et l'ambassade », estime Pascal Torre, responsable adjoint du secteur international du PCF. Les militants kurdes, visés de longue date par le régime, ont aussi senti l'état se resserrer. Agit Polat, porte-parole du Centre démocratique kurde en France (CDK-F), a été victime de menaces de mort et d'intimidations. Un de ses proches a été arrêté en Turquie et soumis à un interrogatoire des services de renseignement à Izmir : « On lui a demandé qui étaient mes amis, quelles étaient mes habitudes en France », dit-il.

La peur dépasse le seul cercle des plus politisés. Beaucoup de Français originaires de Turquie le reconnaissent à mi-voix. Ils font désormais très attention à ce qu'ils disent en dehors du cercle familial. En particulier sur les réseaux sociaux, faciles à contrôler. Parce qu'ils ont peur de ne pas pouvoir retourner en Turquie pour un mot de trop ou une phrase malheureuse, ils partagent peu, ils likent moins. Tous racontent une anecdote, celle d'un ami ou d'une connaissance qui a mis en danger des membres de sa famille au pays et a dû s'excuser pour leur éviter de perdre emploi ou liberté. La menace est insidieuse, presque impalpable, elle est d'une efficacité redoutable.

D'autant que le Ditib n'est pas le seul à exercer son emprise. Des groupes islamistes, comme Millî Görüş, déploient leur influence en ouvrant leurs propres mosquées, leurs écoles, leurs centres culturels où est diffusée une vision de l'islam pour le moins conservatrice. « Il y a des sectes qui endoctrinent la communauté pour l'enfermer encore davantage. On les voit apparaître depuis les années 2000 », regrette Mehmet-Ali Akinci, enseignant-chercheur à l'université de Rouen. « Depuis plusieurs années, il y a une très nette convergence idéologique entre la Diyanet [NDLR : l'administration des Affaires religieuses en Turquie] et Millî Görüş », constate

**Soutien** Pour le pouvoir turc, l'enjeu est aussi électoral. Les ressortissants à l'étranger sont une précieuse réserve de voix. Ici, lors d'un meeting à Metz en 2017.



Didier Leschi, auteur de *Misère(s) de l'islam de France* (Ed. du Cerf).

### OBJECTIF : LES MUNICIPALES

Longtemps, les autorités françaises ont préféré fermer les yeux. Au quotidien, les communautés turques font peu parler d'elles. Les élus locaux reconnaissent qu'il y a très peu de délinquance et que leurs leaders ne réclament jamais rien. A l'échelon national, aucune mosquée turque n'a été fermée pour cause de radicalisme, aucun imam n'a été renvoyé au pays, comme certains prédicateurs algériens ont pu l'être, aucun professeur de langue turque n'a eu d'ennuis avec la police. Naïveté ? Peut-être. « Je me souviens d'inspecteurs de la jeunesse et des sports qui devaient contrôler des structures accueillant des jeunes. Ils trouvaient tout aux normes, très propre, mais ils ressentaient un malaise. Quand ils l'exprimaient, leur hiérarchie leur répondait : "C'est pas notre boulot mais celui des RG", et il ne se passait

rien », raconte Gaye Petek, une figure du monde associatif laïque.

Désormais, l'inquiétude gagne du terrain. Car la stratégie d'Erdogan porte. Notamment auprès des jeunes générations, qui éprouvent un ressentiment croissant à l'égard de la société française. « Au moment du débat sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, de celui sur le génocide arménien, toute une communauté s'est sentie montrée du doigt. Le pouvoir et d'autres en ont profité », note Ümit Metin, coordinateur général de l'Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (Acort), une association parisienne qui travaille sur les questions d'intégration. Dans certaines banlieues, Erdogan est devenu celui qui défend la communauté turque, mais aussi maghrébine, contre « l'oppression que subissent les musulmans ». En récupérant la thématique de l'islamophobie, en se rapprochant du Collectif contre l'islamophobie en France, en se faisant l'ardent défenseur de la cause palestinienne, il a

pris la place laissée vacante par Tariq Ramadan. « Ces jeunes de 25-30 ans avaient 15 ans quand Erdogan était à son apogée. Il représentait quelqu'un de charismatique, le grand frère qu'ils n'avaient pas trouvé en France. Quant aux Maghrébins, il les faisait plus rêver que Bouteflika », relève Anil Ciftci, ancien président d'une association de jeunes Turcs en France.

Les élections municipales de mars 2020 seront l'occasion de mesurer à l'échelon local l'influence qu'entend exercer le pouvoir turc. Lors du dernier scrutin législatif, en 2017, le Parti égalité et justice, lié au Cojep, avait présenté une cinquantaine de candidats dans une approche communautariste revendiquée. Les consignes de l'ambassade sont, cette fois, d'aligner des prétendants d'origine turque sur les listes de partis existants. Pour mieux peser, quel que soit le résultat ? **A. L., avec P. C.**

le dossier de l'express

L'EXPRESS

• n° 3547 semaine du 26 juin au 2 juillet 2019

# STRASBOURG, CAPITALE FRANÇAISE DE L'ISLAM TURC

Avec sa très importante communauté turque, la métropole européenne est au cœur de la stratégie d'influence du président Erdogan.

Par Boris Thiolay

Une quinzaine d'adolescents s'égaillent à la sortie du collège privé Eyyüb Sultan. Les garçons, en tee-shirt, jean et baskets, se regroupent autour d'un scooter. Les filles discutent entre elles, téléphone mobile à la main. Elles arborent pour la plupart un foulard et une robe longue aux couleurs vives, à la mode traditionnelle turque. A côté du collège se dresse un énorme chantier. Celui de la future grande mosquée Eyyüb Sultan, qui ouvrirait ses portes en 2023. Enfin, si les finances sont au rendez-vous :

le budget initial de 20 millions d'euros a déjà atteint les 32 millions... De style ottoman, la mosquée pourra accueillir 2500 fidèles, dans une salle de prière de 900 mètres carrés et un patio de 1000 mètres carrés, entourés de locaux socioculturels, d'un restaurant... Ses deux minarets culmineront à 36 mètres de hauteur dans le quartier de la Meinau, près du stade de football du Racing Club de Strasbourg.

« Ce sera la plus grande nouvelle mosquée de France, et sûrement l'une des dernières de cette taille autorisée à être construite en Europe », se félicite Sabahaddin Aydemir, responsable

arriver des paysans d'Anatolie dans les années 1960, le Grand Est accueille aujourd'hui environ 130 000 personnes d'origine turque, la troisième plus grosse communauté en France. A Strasbourg, les Turcs sont majoritaires parmi les musulmans de nationalité étrangère. De nombreuses associations et des partis politiques liés au pays d'origine y ont pignon sur rue. Cette communauté, loin d'être uniforme, est tiraillée entre des courants antagonistes : pro-Kurdes, « Loups gris » ultranationalistes, opposants ou inconditionnels de l'AKP et du président turc Erdogan. Ce dernier est venu à trois reprises à Strasbourg. En octobre 2015, il y avait galvanisé 12 000 « supporters », lors d'une « rencontre citoyenne contre le terrorisme » ressemblant à s'y méprendre à un meeting électoral. « Il est évident qu'Erdogan veut faire de Strasbourg un lieu d'influence turque, non seulement en France, mais à l'échelle européenne », analyse Bernard Godard, fin connaisseur de l'islam en France, et ancien responsable du bureau des cultes au ministère de l'Intérieur.

Pour s'en convaincre, il suffit de se rendre quai Jacoutot, le long du cours paisible de l'Ill. A deux pas des institutions européennes, le nouveau consulat général de Turquie est une démonstration de force architecturale. Sur une parcelle de 13 000 mètres carrés, l'ensemble est aussi gigantesque qu'ultramoderne : une centaine de salles,



Monumental Le nouveau consulat général de Turquie est une démonstration de force architecturale.

réparties dans un polygone de plus de 100 mètres pour son plus grand côté... « En dehors de sa fonction consulaire, l'endroit sera le point de convergence en Europe des services de renseignement turcs », glisse à L'Express une source avisée.

#### UN FAUX NEZ DE L'AKP

A leur échelle, les admirateurs strasbourgeois d'Erdogan cultivent, eux aussi, un surprenant goût du secret. Quasi impossible d'obtenir un rendez-vous. Motif : « La presse française déformetout ce que nous disons. » Seul Murat Erçan, président du collège-lycée privé confessionnel Yunus Emre, consent à délivrer quelques informations. « Ici, l'enseignement classique est complété par des cours de religion et d'éthique. L'arabe et le turc sont privilégiés comme langues étrangères », indique le quadragénaire, qui est également chargé de mission par le Ditib, l'organisme turc chargé des affaires religieuses en France. « Nos professeurs sont très bien formés : ils ont fait leurs études de théologie dans les meilleures facultés de Turquie. »



Pression En 2012, une violente campagne contre la loi pénalisant la négation du génocide arménien a été menée. Ici, une manifestation devant le Sénat français.

Les responsables de l'antenne régionale du Ditib sont encore moins loquaces. Certes, son président n'est pas francophone. Mais le responsable des relations publiques, Saban Kiper – ancien conseiller municipal (PS) écarté pour ses critiques répétées des principes de la laïcité –, refuse toute interview. Sauf si ses réponses sont « intégralement publiées »... Dommage, car Saban Kiper est également membre du Conseil pour la justice, l'égalité et la paix (Cojep), devenu un relais d'influence de l'AKP au sein de la communauté. Son président, Ali Gedikoglu, est un ami de l'actuel ministre l'Intérieur turc. En 2015, à l'occasion des élections départementales en France, deux membres du Cojep ont créé le Parti égalité et justice (PEJ). Ce faux nez de l'AKP avait obtenu jusqu'à 10 % des suffrages dans un bureau de vote de la ville. Sollicité à plusieurs reprises, le président du PEJ n'a pas répondu à nos demandes. « Depuis qu'Erdogan est président, on sent qu'ils montent en puissance », constate Yasmine, secrétaire de direction dans une petite société de travaux publics. « Cela se manifeste par de petits signes : un père s'entend dire que sa fille devrait mettre le voile, que son fils ne fréquente plus telle association », poursuit cette trentenaire, en jupe et tee-shirt griffés.

#### UNE ACADEMIE « FANTÔME »

L'imbrication entre les structures communautaires « islamo-conservatrices » prend tout son sens dans le quartier de HautePierre. Près de petits immeubles d'habitation, un îlot urbain de 20 000 mètres carrés, racheté à la Poste, a des allures d'enclave turque. A l'angle de deux rues, un local désaffecté est voué à accueillir le « Salon de l'union des femmes » du Ditib. Aux n° 4-6, rue Thomas-Mann, un bâtiment héberge le Ditib Strasbourg et la mosquée Yunus Emre. En contrebas, des élèves du collège-lycée Yunus Emre, situé sur le trottoir d'en face, jouent au basket. Juste à côté, un autre immeuble, de deux étages. Devant, un panneau : « Diyanet Strasbourg académie ». En Turquie, la Diyanet est le ministère des Affaires religieuses, qui forme, nomme et salarie le personnel voué au culte. Officiellement, cette « académie strasbourgeoise » de théologie n'est qu'une ébauche de projet. Pourtant, à l'accueil, une jeune femme explique aimablement que des personnes, venant parfois d'Allemagne, y séjournent quelques jours lors de « formations »...

A deux pas de la cathédrale de Strasbourg, Faruk Günaltay, 70 ans, amateur de cigares et de liberté d'expression, dirige le cinéma d'art et d'essai Odysée. Il dénonce ouvertement les tentatives de mise sous tutelle des Franco-Turcs par les fans d'Erdogan. « Les pouvoirs publics français doivent faire respecter un équilibre complexe : ni « turcophobie » ni permissivité face à ceux qui défient la laïcité pour complaire à Ankara », souligne ce fils de diplomate. Aux prétentions grandiloquentes des pro-AKP répond aussi l'optimisme de la nouvelle génération. A l'image de Mehmet, 24 ans, étudiant, sensible au pays d'origine de ses parents, mais qui « construit sa vie ici ». Plus près du cours paisible de l'Ill que des flots majestueux du Bosphore. **B. T.**



Ancrage Repas de rupture du jeûne du mois de ramadan dans le quartier de HautePierre.

# L'ŒIL D'ANKARA SUR LES OPPOSANTS

Membres de la confrérie Gülen, Kurdes... Les adversaires d'Erdogan sont étroitement surveillés par les fidèles du président. *Par Paul Conge*

C'est un accablant document que s'est procuré L'Express. Une liste, établie par la mosquée de Sens (Yonne) et cachetée par le centre culturel turc local, qui atteste une chasse aux sorcières à l'encontre d'opposants au régime turc jusque sur le sol français. Ce courrier, transmis au ministère des Affaires étrangères, à Ankara, recense l'identité de 17 personnes (avec nom, prénom, parfois profession) pour la plupart de nationalité française, mais toutes « liées à l'organisation terroriste güleniste », selon l'en-tête. La confrérie, fondée par l'imam Fethullah Gülen, exilé aux Etats-Unis depuis 1999, est la cible de la répression menée par Erdogan et ses proches depuis le coup d'Etat raté de l'été 2016. « Nous demandons à notre Etat que les mesures nécessaires soient prises contre ces personnes », exigent les responsables au bas de la feuille. Vœu exaucé : un des adeptes figurant sur cette liste a été interpellé lors d'un voyage à Istanbul le 11 juin 2018. Forcé de demeurer dans la ville de Kahramanmaraş pendant un an, sous contrôle judiciaire, il découvre ce document lors de la procédure menée contre lui. « Ils m'ont fiché. Et j'ai perdu un an de ma vie », s'étrangle ce Franco-Turc libéré le 16 mai dernier. Un autre partisan de Gülen, fiché lui aussi, dénonce « une persécution collective », y compris en France : « Début juin, des Turcs sont venus devant notre association et ont menacé nos bénévoles. »

## « JE DEVAIS JUSTE LEUR FOURNIR LES NOMS »

Cet exemple n'est qu'un parmi d'autres. L'ambassade de Turquie en France est, elle aussi, connue pour surveiller de près les adversaires du pouvoir. Gençaga Sayan, conseiller du bureau des affaires religieuses

du bureau des affaires religieuses au sein de la représentation turque à Paris, y a longtemps veillé. En juillet 2016, par exemple, il expédie aux Affaires religieuses de Turquie un câble diplomatique, dont L'Express a pris connaissance, dans lequel il s'alarme des agissements de la communauté turque d'Argenteuil (Val-d'Oise). Il y dénonce les « contenus outrageants » partagés par un certain Ahmet G. sur Facebook, vis-à-vis de « notre honorable président de la République ». Pire encore : ce médiant serait membre d'une « structure parallèle » et aurait « servi de l'alcool » à un mariage ! « Inadmissible », commente le diplomate. Qui s'affole plus loin de la location d'un hypermarché de la ville à un « soutien de l'organisation terroriste PKK ».

Le rappel de Gençaga Sayan à Ankara n'a pas mis fin aux curieuses pratiques de surveillance. Récemment encore, des militants kurdes ont fait l'objet d'une attention toute particulière, faite de tentatives d'infiltration et de quête de renseignements. Début mai, Jersem\*, Kurde désargenté de 26 ans, se fait accoster dans un parc parisien par un homme turc qu'il n'a jamais vu. « Il me dit, plein de sous-entendus, qu'il sait que c'est impossible pour moi de retourner en Turquie, que j'ai des procès là-bas... Mais que, si je voulais, ils pouvaient régler ça », raconte le garçon, adhérent au Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde), qui s'étonne que son interlocuteur mystère ait eu vent des deux procédures judiciaires à son encontre à Ankara – une pour « propagande », l'autre pour « aide » à une « organisation terroriste » –, qu'il n'avait dévoilées qu'à ses proches amis. Jersem comprend bientôt que cet homme cherche à le recruter comme informateur : « Il voulait que je me renseigne

**Vigilance** Les militants kurdes, en France, ont appris à détecter les tentatives d'approche des services secrets turcs.



pour savoir qui gère le Centre démocratique du Kurdistan [NDLR : principale structure kurde en France], qui organise les actions militantes, qui sont les précurseurs du mouvement kurde en France... Je devais juste leur fournir les noms, et ils feraient le nécessaire. » « En échange, on te finance », lui a promis l'homme. « Comme il me demandait des choses illégales, j'en ai vite déduit qu'il était des services secrets turcs », poursuit Jersem. Il refuse et décampe. D'après nos informations, au moins 12 jeunes ont été approchés de la même manière. Un responsable kurde de premier plan ne s'en étonne pas : « Nous avons des remontées selon lesquelles des agents du renseignement turc sont chargés de ces recrutements. Ils seraient coordonnés par un membre de l'ambassade de Turquie à Paris. »

## DES « INITIATIVES INDIVIDUELLES » ?

Dans ses luxueux bureaux du XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Ismail Hakki Musa, ambassadeur de Turquie en France depuis fin 2016, dit désapprouver ces « initiatives individuelles ». « Personne ne leur a demandé de faire cela », assure cet ancien directeur adjoint du MIT – le redoutable service de renseignement turc – pour qui ses conseillers œuvrent, aujourd'hui, « dans la stricte légalité ». A la fin de l'entretien, un brin agacé par nos questions, il termine par cette remarque : « Pour être aussi informé, vous êtes sûr que vous n'êtes que journaliste, cher ami ? » Dans ce drôle de monde, les uns et les autres auraient-ils tendance à voir des espions partout ? **P. C.**

\* Le prénom a été modifié.

# Irak : la sécheresse met au jour un palais de l'âge du bronze

Un palais vieux de 3 400 ans a émergé d'un réservoir dans la région du Kurdistan, dans le nord du pays, en raison de la baisse du niveau de l'eau, explique CNN.



Point.fr  
29/06/2019

C'est l'une des conséquences inattendues des fortes périodes de chaleur qui peuvent frapper l'Irak. Une équipe d'archéologues kurdes et allemands a annoncé avoir découvert un palais vieux de 3 400 ans sur le site connu sous le nom de « Kemune » dans le nord de l'Irak, dans la région du Kurdistan, explique CNN. Les ruines du bâtiment se trouvaient sous l'eau, dans le Tigre. La zone avait été inondée en raison de la construction du barrage de Mossoul. Une ville tristement connue pour avoir été l'un des bastions de l'État islamique.

Pour l'archéologue kurde Hasan Ahmed Qasim « il s'agit de l'une des découvertes archéologiques les plus importantes dans la

région au cours des dernières années », comme il l'explique dans un communiqué transmis à la chaîne américaine. Ce palais remonte à l'époque de l'âge de bronze, quand l'empire Mittani dominait la région. Cette découverte va permettre d'en apprendre plus sur ce royaume, l'un des plus méconnus du Proche-Orient, selon le média.

## Un site découvert en 2010

À l'origine, le palais se trouvait à une centaine de mètres des rives, sur une terrasse surélevée. Certains de ses murs font plus de deux mètres d'épaisseur et sept mètres de hauteur, selon The Independent. Des peintures murales, dans les tons rouges et bleus, caractéristiques des palais de l'époque et remarquablement préservées, ainsi que dix tablettes d'argile, gravées d'écritures cunéiformes, ont également été découvertes.

« Kemune n'est que le deuxième site de la région où des peintures murales de l'époque des Mittani ont été découvertes », souligne Ivana Puljiz, une autre archéologue qui a participé à cette découverte, et qui évoque une « sensation archéologique » concernant ces peintures. « Grâce aux textes, nous espérons obtenir des informations sur la structure interne de l'empire Mittani, son organisation économique et les relations entre sa capitale et les centres administratifs des régions voisines », ajoute-t-elle.

Le site avait été partiellement découvert pour la première fois en 2010, alors que le niveau de l'eau dans le réservoir était déjà bas. Mais les fouilles avaient été impossibles à l'époque et n'ont pu être menées qu'à partir de cet automne. ●

FASHION  
NETWORK

28 juin 2019

## Amrose rend à la mode les "Giveh", ces souliers traditionnels kurdes

Par Chenu Alexis - 28 juin 2019  
fr.fashionnetwork.com

Baptisée Amrose – l'alliance de l'âme et de la rose -, cette nouvelle marque de chaussures inspirée du Kurdistan vient de faire son entrée au Bon Marché. Sa particularité : ses modèles sont entièrement tricotés au crochet.

Amrose

Fondée par Océane Castanet, ex-professionnelle de la finance à Londres convertie à la mode à l'IFM et notamment passée chez Jumia, l'équivalent d'Amazon en Afrique, où elle développait la distribution d'une marque de vêtement en propre, la marque Amrose se lance il y a deux ans. La créatrice s'est associée pour ce projet à son frère, Victor Castanet, par ailleurs journaliste et reporter

pour Paris Match et TF1.

Leur idée : revisiter les "Giveh", des chaussures traditionnelles kurdes confectionnées au crochet. Réinterprétant le design et la forme, plus urbaine, plus confort, Océane Castanet choisit de faire réaliser tous ses modèles en partenariat avec une coopérative d'une dizaine de femmes tricoteuses au Kurdistan. Des modèles uniques donc. Le montage avec semelle en gomme (l'original « giveh » étant en cuir) se fait quant à lui au Portugal.

Vendues à partir de 110 €, les chaussures Amrose peuvent être personnalisées (broderies, mots, initiales) et sont actuellement présentées au sein d'un pop-up au premier étage du Bon Marché.

Outre le grand magasin de la rive gauche, la marque est également distribuée dans une cin-



quantaine de points de vente, principalement en Asie (Hong-Kong, Chine, Corée, Japon), en Australie, en Europe et aux États-Unis, dernier marché où la marque souhaite s'étendre. Elle y sera notamment présente à partir du 20 juillet via un magasin éphémère dans les Hamptons. ■